

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Innovations et initiatives culturelles

Le centenaire Atatürk

Textes et documents

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

Comité de rédaction

ALEXANDRU DUȚU — *Rédacteur en chef adjoint*
Membres du comité: **EMIL CONDURACHI, AL. ELIAN,**
VALENTIN GEORGESCU, H. MIHĂESCU, COSTIN
MURGESCU, D. M. PIPPIDI, MIHAI POP, AL.
ROSETTI, EUGEN STĂNESCU
Secrétaire du comité: **LIDIA SIMION**

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnements) sera adressée à ILEXIM, Departamentul Export-Import Presă, P. O. Box 136—137, télex 11226, str. 13 Decembrie, n° 3, R—79517 București, România ou à ses représentants à l'étranger. Le prix d'un abonnement est de \$ 55 par an.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à l'INSTITUT D'ETUDES SUD-EST EUROPÉENNES, 71119 București, sectorul 1, str. I.C. Frimu, 9, téléphone 50 75 25, pour la

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 25—30 pages dactylographiées pour les articles, et 5—6 pages pour les comptes rendus.

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XX

1982

Janvier—Mars n° 1

SOMMAIRE

Innovations et initiatives culturelles

VALENTIN AL. GEORGESCU, Rénovation de valeurs européennes et innovations roumaines chez D. Cantemir	3
NICOLAE DASCĂLU, Press Co-operation of the Little Entente and Balkan Alliance States (1922—1939)	25

Le centenaire Atatürk

ISMAIL ARAR (Ankara), La place d'Atatürk parmi les grands courants de l'histoire	43
MUSTAFA ALI MEHMET, Mustafa Kemal Atatürk — penseur et humaniste	51
COŞKUN ÜÇÖK (Ankara), Atatürk, der Eröffner eines neuen Zeitalters in den islamischen Ländern	61
CONSTANTIN IORDAN-SIMA, Pétrole et diplomatie : la Turquie kémaliste, l'Angleterre impériale et le problème de Mossoul	67
HÂMIT Z. KOŞAY (Ankara), Presentation to Atatürk	85

Textes et documents

PAUL CERNOVODEANU et MIHAIL CARATAŞU, Correspondance diplomatique d'Alexandre Mavrocordato l'Exaporite, 1676—1703, I.	93
DAN BERINDEI, Relations roumano-polonaises pendant la quatrième décennie du XIX ^e siècle. Précisions et contributions	129

Chronique

DAN SIMONESCU, La réunion annuelle de la Direction du Patrimoine National	145
PAUL CERNOVODEANU, The Third Romanian-British Colloquium of History	146

Comptes rendus

VALENTIN AL. GEORGESCU, Bizanțul și instituțiile românești pînă la mijlocul secolului al XVIII-lea (<i>Nicolae Stoicescu</i>); EMMANUEL TURCZYNSKI, Konfession und Nation. Zur Frühgeschichte der serbischen und rumanischen Nationsbildung (<i>Robert Păușan</i>); ELENA SCĂRLĂTOIU, Relații lingvistice ale aromânilor cu slavii de sud (<i>Nicolae Saramandu</i>)	149
GHEORGHE PLATON, Geneza revoluției române de la 1848 (<i>Al. Zub</i>); GRIGORE CHIRIȚĂ, VALENTINA COSTAKE, EMILIA POȘTĂRIȚĂ, Documente privind Unirea Principatelor (<i>Andrei Pippidi</i>); CONSTANTIN VELICHI, România și Renașterea bulgară (<i>Elena Suppur</i>)	156
Notices bibliographiques	165
Livres reçus	183

RÉNOVATION DE VALEURS EUROPÉENNES ET INNOVATIONS ROUMAINES CHEZ D. CANTEMIR: STATISTIQUE DESCRIPTIVE, ETHNOPSICOLOGIE, HISTOIRE DU DROIT, THÉORIE DE L'IDÉE IMPÉRIALE

VALENTIN AL. GEORGESCU

Esprit encyclopédique à ouverture européenne. Structure humaniste se confrontant, pour sans cesse le dépasser, à un théisme d'époque. Rayonnement international d'une pensée scientifique supérieurement engagée. Pionnier et fondateur inégalé dans l'histoire culturelle de son peuple. Voici les traits saillants qui définissent la personnalité et l'œuvre de Démètre Cantemir (1673—1723), prince de Moldavie (1693 ; 1710—1711), tels qu'un Recueil d'études, demeuré à l'état de projet *, aurait dû les reprendre pour les insérer dans une nouvelle synthèse documentée et éclairante. Ce rappel ici était nécessaire, car lui seul rend intelligible la portée des analyses que suggère le libellé de notre titre.

I. « DESCRIPTIO MOLDAVIAE » (1716), OUVRAGE DE STATOLOGIE OU DE STATISTIQUE DESCRIPTIVE

Chez Cantemir chaque nouvelle œuvre exploite avec beaucoup d'à-propos les possibilités d'expression et de démonstration d'un nouveau genre littéraire. Le domaine des sciences sociales en fait preuve. L'*Histoire hiéroglyphique* (1705) n'est encore qu'un roman politique pourvu de la clé qui le rend plus efficace comme œuvre de combat. Mais la méditation engagée sur l'idée impériale qui lui fait suite ¹ est déjà un avant-propos philosophique du savant et volumineux traité qui sera consacré au déclin de la Cour ottomane (1714—1716). Une monographie à thèse d'histoire moldave contemporaine (1716—1718)² précède la chronique du peuple roumain (1717—1723)³ où la démarche du chroniqueur s'efface devant l'érudition et la puissante vision de l'historien moderne.

Dans cette série d'ouvrages, la *Descriptio antiqui et hodierni status Moldaviae* ne pouvait tenir qu'une place à part. Sa première traduction allemande a paru à Hambourg dans le *Maazin für die neue Historie*

* Dont le regretté Mihai Berza devait assumer la direction à partir de 1973.

¹ *Monarchiarum physica examinatio*, 1714.

² *Vita Constantini Cantemyrii*, 1716—1718. biographie et histoire du règne de son père, prince de Moldavie (1685—1693).

³ *Hronicul vechimei a romano-moldo-vlahulor* (Chronique de l'ancienneté des Roumano-Moldo-Valaques).

und *Geographie* (III—IV, 1769—1770) d'A. F. Büsching. Le contenu de l'ouvrage a dû déjà frapper par sa complexité, car le traducteur allemand (2^e éd. Frankfurt/M. — Leipzig, 1771), n'a pas manqué de recourir dans son titre à une « explicitation ». Celle-ci, d'un côté, rattachait le texte au profil de la Revue, et, de l'autre, évoquait pour les contemporains le genre littéraire auquel il appartenait : *Historisch-geographische und politische Beschreibung der Moldau* ⁴. En 1789, le traducteur russe, en travaillant à partir du texte allemand consacra cette innovation. Par la suite, la signification synthétique de la formule *Descriptio historico-geographica et politica* s'est émoussée et les commentateurs modernes s'en sont servis pour indiquer sans plus, d'une manière purement descriptive, les trois aspects principaux d'une œuvre qui apparaissait, dès lors, à la fois complexe et composite, en précisant qu'elle était assez riche pour comprendre, dans un mélange indéfinissable, une grande variété d'autres matériaux. C'est ainsi que l'un des historiens les plus autorisés de Cantemir, P. P. Panaitescu ⁵, voit dans la *Descriptio Moldaviae* un livre d'information géographique et une description de la vie du peuple, de l'organisation d'Etat et de l'état économique du pays, d'après un plan élargi et bien organisé du point de vue scientifique. Avant lui, G. Vilsan ⁶ avait beaucoup insisté sur la *Descriptio Moldaviae* en tant qu'œuvre de géographe. La riche contribution qu'elle apporte à l'étude du folklore et de l'ethnographie a été mise en lumière dans les vingt dernières années ⁷. Quant aux historiens, ils utilisent l'œuvre de Cantemir comme s'il s'agissait avant tout d'un travail relevant de leur discipline. D'ailleurs, P. P. Panaitescu ne conclut-il pas dans le sens que « même la *Descriptio Moldaviae*, son ouvrage géographique par excellence... est un ouvrage de géographie, dû à un historien » ⁸.

Quant au dernier commentateur de la *Descriptio Moldaviae*, Maria Holban, il se limite à une analyse descriptive de la structure de l'ouvrage et parle d'une partie géographique (avec une introduction historique), d'une partie politique, à caractère historique explicatif, et d'une troisième partie composite (religion, langue, écriture, etc.) ⁹.

⁴ Cette formule renvoie à la *Nolitia rerum publicarum* d'Hermann Conring (1660), qui devait présenter dans leurs rapports mutuels les *Staatszustände* comme « eine neue, aus Geographie, Geschichte und Politik abgesonderte Disziplin ». Büsching était l'un des principaux représentants, avec Achenwall et Schlozer, de l'école de statistique de Gœttingue : *collegia statistica* (de la *statista, status*) et *staatskundlich-statistische* ou *staatszustandschildernde Vorlesung*.

⁵ Dimitrie Cantemir. *Viața și opera* (D.C., sa vie et son œuvre), Bucarest, 1958, 148.

⁶ *Opera geografică a lui Dimitrie Cantemir* (L'œuvre géographique de D.C.), in « Lucrările Institutului de Geografie », 2, 1924/1925, Cluj, 1926 et deux autres études (1924, 1926), citées par P. P. Panaitescu, *op. cit.*, p. 265. Dan Bădărău, *Componenta geografică în enciclopedia lui D. Cantemir* (La composante géographique dans l'encyclopédisme de D. Cantemir), in *Serieri alese*, Bucarest, 1979, 219—227 (cf. 223) : « œuvre de géographe avec de riches références historiques et ethnographiques, ... géographie humaine, dont les objectifs sont les conditions économiques et politiques du territoire étudié, les mœurs des peuples établis sur ce territoire, leurs occupations... ». Or, à cette énumération, en ajoutant l'étude du droit et des structures juridiques (présente dans la *Descriptio Moldaviae*) on aboutit à une bonne définition de la *statologie* ou *statistique descriptive*.

⁷ Al. Bistriceanu (1953) : A. Fochi (1964, très important), F. B. Florescu (1955), Val. Georgescu (1972).

⁸ *Op. cit.*, 256—257 ; *sic* ; A. Fochi. in « Revista de etnografie și folclor », 9, 1964, 761.

⁹ Dimitrie Cantemir, *Descriptio Moldaviae*, éd. Gh. Guțu, Maria Holban, D. M. Pippidi, N. Stoicescu, Bucarest, 1973. 14—15.

Cette manière d'approcher le problème de la structure du petit chef-d'œuvre qu'est la *Descriptio Moldaviae* ne semble pas assez significative. Par contre, ce problème change de contenu et de signification, dès que l'on prend soin de préciser — comme nous l'avons fait sans aucun écho historiographique en 1964¹⁰ — qu'il s'agit de la première variante d'un modèle de traité de *statologie* ou de *statistique descriptive*. Très à la mode en Europe dès avant le XVIII^e siècle, cette discipline fut caractéristique pour le schéma des sciences sociales utilisé par la bourgeoisie en ascension. Dans la culture roumaine, la statistique descriptive, acclimatée par Cantemir, restera à l'ordre du jour jusqu'à l'époque de l'Union des Principautés (1859—1864)¹¹.

La statologie avait pour objet l'étude complexe, pluridisciplinaire, mais synthétique de l'État, de la société politique : *staatskundliche Statistik*, *historisch-statistische Staatslehre*, *Staatsbeschreibung*, *Länder- und Völkerkunde*. Pour le XVII^e siècle allemand on parle de *kameralistische Staatswissenschaft* ou *Staatenkunde*. La géographie physique, humaine et économique, l'histoire politique, juridique et institutionnelle, la description des mœurs, l'histoire de la religion, de la culture et des traditions constituaient autant de sources documentaires, destinées à procurer la connaissance intime de l'État, de son fonctionnement et de ses possibilités de développement, en mettant entre les mains des gouvernants — au XVIII^e siècle entre celles du despote éclairé ou du réformateur libéral — un instrument de travail à la fois précis et efficace. La statologie ne se substituait pas à la mission créatrice de l'homme d'État responsable, mais lui fournissait les connaissances rationnelles indispensables pour concevoir et réaliser une telle mission, selon les principes modernes posés dans *Il principe* par N. Machiavel. Déjà en pleine Renaissance¹², les

¹⁰ « Studii », 17, 1064, 1147.

¹¹ V. « Studii și cercetări juridice », 4, 1959, 510 et nos travaux inédits sur l'histoire de la statistique, pour ce que nous disons sur une modernisation par le Dr. Virnav de la *Descriptio Moldaviae*, sur le cours de statistique donné par Petre M. Cimpeanu à l'*Academia Mihăileană*, de Jassy (1838—1839), d'après le livre de G. N. Schnabel, professeur à Prague, sur les essais de Gh. Seulescu et sur l'enseignement de cette discipline (par B. P. Hasden, N. Ionescu, par exemple) au Lycée National, à l'époque de l'Union. La majorité des livres publiés sur les Principautés au XVIII^e et au début du XIX^e siècle étaient des ouvrages de statistique descriptive. En font partie la chronique de Michel Cantacuzino (Vienne, 1806), et d'autant plus les *Mémoires* du gén. Baner, la célèbre *Geschichte*, en trois volumes de J. F. Sulzer et même l'*Ἰστορία* de D. Phôteinos (1819). Sur la place de la statistique descriptive dans la culture allemande, autrichienne et hongroise du XVIII^e siècle et du début du suivant, voir Pál Horváth, *Vergleichende Rechtsgeschichte. Wissenschaftsgeschichte und Methodik*, Budapest, 1979, ch. I et II; cf. p. 43, n. 127 et 128.

¹² Il faudrait remonter aux *Relazioni circa le condizioni sociali e fisiche degli stati*, mises sur pieds par la diplomatie vénitienne (1268) et florentine, et à l'introduction par le Concile de Trente des registres paroissiaux (*matrices*), pour passer à l'œuvre d'Aeneas Silvius Piccolomini (1405—1464), Francesco Sansovino (1521—1583; *Del Governo et amministrazione di diversi regni et repubbliche così antiche come moderne*, Venise, 1578, 4^e éd., Sébastien Münster (1488—1552; *Cosmographie oder Beschreibung alier Länder*, 36 éd. de 1541 à 1628, *Cosmographia universalis*, 1550. 1554, trad. fr. et ital.), Ferdinand Colomb (*Description et Cosmographie de l'Espagne*, 1517). Une *Cosmographie universelle* de toutes les parties du monde était publiée à Paris (1575) comme œuvre collective avec la collaboration de Münster, un *Mundus imperiorum* en 1598 (Coloniae Agrippinae), alors que les *Relationi universali* à Vicence (inaugurées en 1595 avec la *Cosmographia* de Botero) et à Venise (1640) et toute une série de *Relationi: della Rep. Venitiana, de regno Angliae* (Thomas Smith, *De Rep. Anglorum libri tres*, Lugd. Bat. 1625 et suiv.), *de regno Gallico* (Claude de Seyssel, *Rep. sive status regni Galliae*, Lugd. Bat. 1626), aboutissaient aux fameuses *Respublicae Elzevirianae*, publiées à Leyde à partir de 1626 (v. *Poloniae descriptio* de Krzistanowic

méditations ou enquêtes de facture platonicienne sur l'Etat idéal à construire, font place à des ouvrages plus concrets, plus terre-à-terre, *Relatio de regno, Status reipublicae sive regni...*, *De moribus ac legibus* de tel pays, ou tout simplement des *Descriptiones status...*, comme celle que Cantemir consacra au pays qu'il avait gouverné et dont il espérait toujours reprendre le gouvernement, à la lumière des données et des réflexions de son propre livre.

L'explosion colonialiste qui suivit la découverte de l'Amérique ouvrit à la statistique descriptive des contrées, des peuples et des thèmes nouveaux et passionnants.

Mais ce n'est que vers la fin du XVII^e siècle que la statologie subissait une transformation profonde. La révolution bourgeoise qui se réalisait en Grande-Bretagne portait au premier plan les processus économiques, dont l'analyse quantitative (à l'aide des chiffres, qui deviendront un élément statistique) et l'exposé correspondant conduisaient à la création d'une discipline nouvelle, la politique arithmétique¹³. Par contre, la statologie traditionnelle¹⁴, mettant l'accent sur les structures géographiques, politiques et juridiques et sur les mœurs, deviendra, dans le courant du XVIII^e siècle, la statistique descriptive. Avec Achenwall (1719—1772), le terme de statistique fait son apparition et l'autonomie de la discipline s'affirme davantage. Son élève Schlözer (1735—1809) lancera la formule : « Statistik ist stillstehende Geschichte, Geschichte ist fortlaufende Statistik ». Au XIX^e siècle, la statistique moderne se constitue avec Quételet et la statistique descriptive disparaît pour faire place à la géographie, à l'histoire et à la politologie avec d'illimitées possibilités d'interférence, de collaboration et de synthèse. A. F. Büsching

Stanislaus, *Republica, sive Status regni Poloniae*, Lugd. Bat. 1627). Les titres des ouvrages de Munster ou de G. Botero constituent tout un programme : ... *Beschreibung aller Länder, Herrschaften, furnemimsten Stellen, Geschichten, Gebreuchen, Han(d)lterungen*, etc., Bâle, 1550, 3^e éd ; ou *Politia regia. in qua totus imperiorum mundus, eorum admiranda. census, aeraria, opes, vires, regimina. et fundata stabilitaque magnitudo copiosius, accuratius edisseruntur*, Marpurgi, 1620, éd. J. Reifenberg.

¹³ V. l'œuvre de William Petty (1676/7 imprimé 1690 ; 1683 et 1687) ; John Graunt, 5^e éd., de 1662-à 1676 ; Edmond Halley, dont les tables de mortalité. utilisant en 1693 la documentation rassemblée à Breslau par Kaspar Neumann en 1689, allaient conduire aux régularités statistiques de Johann Peter Süßmilch, non exemptes d'à-propos théologiques (*Die göttliche Ordnung in den Veränderungen des menschlichen Geschlechts aus der Geburt, dem Tode und der Fortpflanzung desselben erwiesen*, 6 éd. de 1741 à 1798). Sur l'histoire de la statistique descriptive, v. la synthèse et la bibliographie (de A. F. Lüder, 1817. à Conrad Hesse, 1918 et Charlotte Lorenz, 1949), chez Friedrich Zahn, in *Handwörterbuch der Sozialwissenschaften*, Stuttgart, Tubingue, Göttingue, 10, 1959, 30—31, 37—38. Sur les *Republicae Elzevirianae*. v. Friedrich Adolf Ebert, *Allg. Bibliographisches Lexikon*, Hildesheim. 2, 1965, 615—618 et cf. Theophilus Georgi, *Allg. europäisches Bucher-Lexikon*, Graz, 3, 1967, 288 (y compris la série non élzévirienne).

¹⁴ Illustrée par Hermann Conring (1606—1681), professeur à Helmsted (*Exercitationes de Republica Romano-Germanica*, 1675 ; *Examem rerum politicarum totius orbis, Opera* IV, 1730 ; *Exercitatio historico-politica de notitia singularis alicuius reipublicae*, posthume, 1730) et Veit Ludwig von Seckendorff (1626—1692) qui étudiait, comme le précédent. « la vie des États sous l'aspect du gouvernement, des finances et du territoire ». ou. selon le sous-titre de son ouvrage *Teutscher Fürsten-Staat* (1656) : *Grundliche und kurtze Beschreibung, welcher Gestalt Fürstenthumer, Graff- und Herrschaften. ... welche Landes-Fürstliche und hohe obrigkeitliche Regalia haben, von Rechts- und loblicher Gewohnheit wegen beschaffen zu seyn. regieret. mit Ordnungen und Satzungen, geheimen und Justitz Cantzleyen, Consistoris und anderen hohen und niederen Gerichts-Instantien, Aemptern, und Diensten verfasstet und versehen, auch wie deroeselben Cammer- und Hoffsachen bestellt zu werden pflegen* (8 éd. jusqu'en 1754).

(1724—1779) qui lança le texte de Cantemir était déjà un promoteur éclairé de la méthode comparative.

On ne sera pas étonné de constater que la plupart des ouvrages que P. P. Panaitescu¹⁵ a signalé comme modèles utilisés par Cantemir relèvent plus ou moins de la statistique descriptive. C'est le cas surtout pour Chrysante Nottaras, qui dans son *Introduction à la géographie* (en grec, Paris, 1716) préconise la description physique d'un pays, celle des villes, des richesses, ainsi que la géographie humaine, y compris l'organisation politique.

Quant aux ouvrages des Polonais St. Starnicki¹⁶ et Martinus Cromer¹⁷, ce sont franchement des travaux de statistique descriptive. Le programme de celle-ci domine même les œuvres « géographiques » parues en Russie : la traduction de la « Géographie générale » de Warren et le manuscrit de « La Russie sous Pierre le Grand » de I. G. Voekerodt.

Le propos de Cantemir de présenter son pays et son peuple dans un ouvrage de statistique descriptive rejoint très naturellement, d'abord la profonde érudition du prince et ce que nous avons appelé l'ouverture européenne de son esprit encyclopédique, mais aussi les exigences de son engagement politique. Certes, en composant son livre, Cantemir a dû répondre à quelque invitation de l'Académie de Berlin¹⁸, de même qu'il a dû penser à renseigner l'opinion russe sur les problèmes de la restauration moldave, ainsi que P. P. Panaitescu l'a à juste titre montré. Mais la *Descriptio* était aussi, sinon avant tout, un dialogue de l'auteur avec soi-même et avec son peuple. Une clarification pour son propre esprit du drame historique dont il avait assumé la responsabilité et dont il lui répugnait d'admettre l'irréversibilité. Et un programme pour le second acte qui n'aurait pas dû tarder. Cet état d'esprit — pathétique chez ses enfants — se manifesta parmi les boyards « cantemirești » lors de la guerre russo-turque de 1735—1739.

Pour réaliser tous ses projets, Cantemir n'a choisi ni la géographie, ni l'histoire, ni un mélange accidentel de ces disciplines, à côté de plusieurs autres, mais la science moderne de l'époque, la statologie ou la statistique descriptive. Il y introduisait un secteur presque inconnu, au niveau de la monographie, la Moldavie, et sous forme de synthèse indépendante de toute discipline particulière, il renouvait, sur le plan européen, la statistique par la carte du pays étudié, par la place réservée aux coutumes et par la portée nationale et européenne des engagements politiques que l'ouvrage était appelé à servir directement, à court et à long terme, au niveau de la discipline abordée. Les principaux aspects de cette rénovation seront en partie discutés ci-dessous.

Dans la culture roumaine, la *Descriptio* représente littéralement l'implantation de la statistique descriptive, mais non sans un rayonnement tardif, puisque la première version roumaine date de 1825 et la circulation de la traduction allemande n'a pu être que limitée. Sous ce rapport, Cantemir est un pionnier et un fondateur confirmé par l'histoire.

¹⁵ P. P. Panaitescu, *op. cit.*, 151—152. Sur Nottaras, v. *ibid.* 151 et sur les œuvres russes, 152.

¹⁶ *Descriptio veteris et novae Poloniae, Cracoviae* (1585).

¹⁷ *Polonia sive de situ, populis, moribus, magistratibus et republica regni Poloniae libri duo*, Francfort (1575) avec plusieurs éditions jusqu'en 1643, v. P. P. Panaitescu, *op. cit.*, 151.

¹⁸ Voir la discussion chez Maria Holban, *op. cit.*, 8—9.

Car en dehors des faits déjà mentionnés (ci-dessus, n. 11), toute la riche suite de « mémoires et projets de réforme » que les boyards feront circuler sur les Principautés après 1774¹⁹, met à profit, sous la forme la plus directe et la plus militante, les ressources et les méthodes de la statistique descriptive.

Cependant le rôle de pionnier que nous attribuons à D. Cantemir a été non pas contesté, mais interprété d'une manière nuancée par P. P. Panaitescu²⁰, lorsque celui-ci s'est attaché à mettre en lumière les racines que la *Descriptio* possédait dans la culture moldave. A ce propos, le regretté médiéviste s'est référé surtout aux œuvres de Miron Costin rédigées en langue polonaise. Certes, le grand chroniqueur connaissait bien la littérature statistique ayant une circulation en Pologne, et dans telle de ses œuvres, en effet, on trouve nombre de données géographiques ou des notations diverses (sur les villes, les dignités, la langue, la religion), semblables à celles de la *Descriptio*. C'est qu'il y a déjà chez lui un premier contact avec la discipline moderne de l'Europe humaniste, dont Cantemir deviendra un illustre représentant. Mais le mérite d'avoir doté la culture roumaine du premier traité de statistique descriptive, de s'être d'emblée placé à un niveau européen et d'avoir exercé un rayonnement international, n'appartient qu'à ce dernier.

Si la composition de l'ouvrage est remarquable, la systématisation formelle des matières dans l'ébauche rédactionnelle que nous possédons, laisse à désirer. La partie géographique (I) englobe aussi des données économiques. La seconde partie politique se termine par trois chapitres d'ethnographie et d'ethnopsychologie. A ces deux parties spéciales ne fait contrepois aucune partie historique, comme le laisseraient entendre les titres allemand et russe de l'ouvrage. Au fait, le titre original (*Descriptio antiqui et hodierni status Moldaviae*) indiquait que la description géographique et politique était entreprise dans une perspective historique. Une troisième partie, non désignée comme telle, rassemble trois chapitres sur la religion et l'Eglise, et deux sur l'enseignement ou la culture, ces derniers se limitant au problème de la langue et de l'alphabet. Ce plan dénote un évident manque de rigueur, dû à la hâte de la composition en exil, et surtout quelque intérêt à diffuser le manuscrit sans attendre une remise sur le métier que la mort prochaine de l'auteur aura empêchée.

Le contact de Cantemir avec la statistique descriptive a été très profond. Son ouvrage sur les Turcs (*Curanus*, en latin, amplifié et publié en russe sous le titre de *Livre du système ou de l'état de la religion mahométane*, 1722) contient, surtout dans son chapitre 41, des développements sur les coutumes, les institutions, la culture, etc. Nous retrouverons la même préoccupation dans ses recherches sur le Caucase. Mais qui plus est, dans *Chronique de l'ancienneté des Roumano-Moldo-Valaques* (1717—1723), le plan qu'il se trace en tant qu'historien a la complexité de la discipline qu'il avait illustrée par la *Descriptio Moldaviae*, la statistique descriptive : « les événements . . . , le relief et la position du territoire, le climat, la fécondité de la terre, les frontières, et tout ce qui touche à la prospérité de la vie humaine, les coutumes, la loi (écrite), les cérémo-

¹⁹ Répertoriés, publiés (partiellement) et analysés en 1970—1972.

²⁰ *Op. cit.*, 150.

nies politiques et ecclésiastiques, et celles qui ont trait à l'organisation et aux dignités de la société des hommes » (éd. 1901, 139).

On n'a pas manqué d'attribuer²¹ à ce passage une importance capitale, parce qu'il exprimerait de la manière la plus complète la conception que D. Cantemir se faisait de l'histoire, mais aussi parce qu'il « met en discussion le plan avec des modifications insignifiantes de la *Descriptio Moldaviae* ». En réalité, pour Cantemir, l'histoire, sous sa forme la plus haute et la plus efficace, devait naturellement réaliser, avec des moyens pluridisciplinaires, le programme complexe, militant et actualisé de la statistique descriptive.

II. L'ETHNOPSICOLOGIE DANS L'ŒUVRE DE D. CANTEMIR

Cette œuvre abonde en données relevant du folklore, de l'ethnographie et de l'ethnopsychologie. Il est un précurseur de ces trois disciplines²², à la constitution desquelles il a contribué, non pas par des monographies spécialisées, mais dans les limites et dans la perspective théorique de la statistique descriptive, à une époque où les termes d'ethnographie, d'ethnologie et d'ethnopsychologie n'avaient pas encore été créés²³. Il ne fut pas un comparatiste, mais il a touché à trois zones historico-géographiques : la Moldavie, l'Orient turco-arabe, le Caucase. Son contact direct et vivant avec les faits ainsi étudiés fait souvent fonction de véritable enquête de terrain, méthode qu'il n'a utilisée que dans le Caucase. Au service de la politique de Pierre le Grand, les recherches caucasiennes de Cantemir devaient former un traité de statistique descriptive, d'après le modèle de la *Descriptio Moldaviae*. Les *Collectanea orientalia* (1722) rassemblées par T. S. Bayer et *De muro caucaseo* (1722) ne sont que l'ébauche de ce traité inachevé dont nous savons par une note de Cantemir²⁴ qu'il devait contenir — tout comme la *Descriptio* pour la Moldavie — une analyse de la nature du peuple de Derbent, de sa culture et d'autres circonstances.

On laissera de côté l'inventaire des matériaux folkloriques et ethnographiques rassemblés par D. Cantemir²⁵, et l'on se bornera à souligner l'enrichissement que notre auteur a apporté à la statistique descriptive par la conception qu'il professa sur la future ethnopsychologie et par l'usage qu'il en a entendu faire dans la *Descriptio Moldaviae*. Il a su transformer un aspect traditionnel de la description vulgaire des mœurs en étude critique de la *nature* ou de l'*âme* d'un peuple donné. Au XIX^e siècle cette étude prendra le nom d'ethnopsychologie. Cantemir lui assigne pour finalité éducative et réformatrice, l'examen approfondi des défauts et des travers d'une population, avec la conviction que l'on contribue de la sorte à leur nécessaire élimination progressive. L'ethnopsychologie supposait un jugement de valeur et des suggestions normatives. Dans le cas

²¹ A. Fochi, *op. cit.*, p. 77.

²² Mais son nom est omis dans la partie historique des manuels ou des synthèses en circulation ; *Ethnologie générale*, Encycl. de la Pléiade, Paris, 1968.

²³ V. J. Poirier, *Histoire de l'ethnologie*, Coll. « Que sais-je », Paris, 1969, p. 7 ; 20.

²⁴ P. P. Panaitescu, *op. cit.*, 223.

²⁵ V. ci-dessus, n. 7.

de la *Descriptio*, cette délicate opération qui s'insère bien dans la philosophie des futures « Lumières », émanait du monarque de la Moldavie, synthétisait les résultats de son expérience de gouvernement et prétendait éclairer les futurs gouvernants du peuple, y compris Cantemir lui-même en cas de restauration. D'entrée de jeu le lecteur est averti que l'homme de science doit dire la vérité, quelque grande que soit la tentation de flatter le peuple dont il est issu.

Le jugement d'ensemble de Cantemir, sans manquer de nuances, n'en est pas moins sévère et parfois injuste. Il n'explique pas par l'histoire politique et sociale le niveau — qui lui semble insuffisant — de l'instruction et de l'éducation. Le préjugé populaire réservant au clergé le monopole de la culture et déplorant l'excès de connaissances comme une cause de malheur, Cantemir le regrette, en véritable humaniste, mais n'élève pas le débat avec le même courage dont il avait fait preuve ailleurs. Il n'y a pas lieu de résumer le portrait moral que le prince a brossé de ses compatriotes et sujets. A travers ce portrait c'est celui de Cantemir qu'il importe de reconstituer.

A ses yeux, les Moldaves, qui n'ont guère plus de défauts que maints autres peuples, se distinguent par leurs qualités maîtresses et incontables, sinon les seules selon lui, l'orthodoxie en matière de foi et d'hospitalité. Mais il a prêté attention au goût — guère excessif, ajoute-t-il — des Moldaves pour la boisson, à une certaine arrogance vaniteuse (qui devait concerner surtout la classe dominante), à leur esprit querelleur et à leur penchant pour les chicanes de la procédure, au manque de modération et de persévérance, à une certaine instabilité non violente, qui se manifeste autant dans le succès que dans l'adversité. Ni le prince qui avait fait de la reconquête de l'indépendance le fond de sa politique, ni le penseur qui avait démontré l'absurdité et la monstruosité du pouvoir politique des Ottomans, par rapport au schéma des grandes monarchies de l'histoire, ne sait résister à l'amertume de l'échec de 1711, et considérant l'insuffisance de certaines réactions moldaves, il en vient à déclarer que le maintien de l'autonomie vis-à-vis de l'Empire ottoman apparaît comme un simple miracle voulu par la providence. Ne pratiquant pas le duel, le Moldave — surtout dans le Bas-Pays toujours menacé par les Tartares — n'en est pas moins guerrier, excellent archer et lancier, méprisant les armes modernes à feu et cédant souvent à la panique. Signalant les particularismes régionaux, Cantemir brosse un portrait plus sympathique des Moldaves du Haut-Pays, pacifiques, laborieux et dévoués au pouvoir princier, que de ses sujets du Bas-Pays, dont il désapprouve le dynamisme contestataire et indiscipliné.

Par ces distinctions régionales, Cantemir, sans dogmatisme excessif, faisait écho à la théorie des climats qui avait été exposée par les Pères Sagard et d'Abbeville (1614)²⁶, avant d'être reprise par Montesquieu.

Certes, le prince Cantemir avait conçu sa politique audacieuse à partir d'une évaluation — à la fois réaliste et idéalisée — des ressources

²⁶ Un chapitre de son *Histoire de la Mission en l'Isle de Maragnon*, s'intitulait « Du naturel et de l'esprit des Maragnons », avec, en sous-titre : « D'où provient la variété des mœurs entre les diverses nations » : v. Jean Poirier, in *Ethnologie générale* 18, qui indique Ibn Khaldoun (1332—1406) comme précurseur non seulement de l'ethnographie, mais aussi de l'ethnopsychologie.

psychiques de son peuple. Mais à l'épreuve des faits, ses calculs, ses espoirs raisonnables, voire certaines illusions ne se sont pas révélés payants. Au terme d'un siècle de régime nobiliaire (dont ils continueront à rêver pendant encore un siècle), les puissants boyards n'avaient été portés ni à miser sur la dissolution immédiate de l'Empire ottoman, ni à servir avec dévouement une dynastie cantémirienne à vocation objectivement « nationale », mais pourvue dans l'immédiat d'un pouvoir autocratique et centralisateur sous la protection d'un nouvel empereur œcuménique. Les *răzeși* du Bas-Pays non plus ne semblent pas avoir tous réussi à devenir les soldats supérieurement, mais aussi aveuglement résolus à tous les sacrifices qu'allait exiger la politique cantémirienne. Politique dont beaucoup de contemporains ne percevaient sans doute pas autant que nous — à travers les dures épreuves de l'époque — la grandeur à long terme. En tout cas, pas les grands boyards dont Cantemir avait dès 1705 démasqué l'âpre et dangereuse position de classe.

C'est ce profond et grave conflit qui a poussé Cantemir à constater avec un vif regret, sur le plan de l'analyse ethnopsychologique, que ses sujets moldaves se départaient d'une certaine image idéale, indispensable au succès de sa politique « nationale ». A-t-il, de la sorte, cherché à adoucir son chagrin ? A-t-il cédé à un invincible besoin de transférer sur ses sujets au moins une partie de la culpabilité dont il portait trop seul le poids ? Ou bien, en visionnaire éclairé, a-t-il voulu contraindre son peuple à prendre conscience de certaines conquêtes à réaliser dans l'ordre moral et social, et qui seules le rendraient plus fort au prochain et inévitable rendez-vous de l'histoire, destiné à effacer l'échec de 1711 ?

Quoi qu'il en soit, chez Cantemir l'ethnopsychologie ne fut qu'un miroir tourmenté que sa politique tendait aux Moldaves, en les invitant à s'y regarder dans un esprit auto-critique, aux côtés de leur prince qui avait conçu pour eux de très hauts desseins demeurés en suspens.

III. L'HISTOIRE DU DROIT ET DES INSTITUTIONS

Ni à Jassy ni à l'Académie du Patriarcat œcuménique de Constantinople, la formation juridique de Cantemir ne pouvait atteindre la technicité et la rigueur que dispensaient à l'époque les facultés de droit spécialisées, en Occident. Jusqu'au début du XIX^e siècle, on ne retrouve de traces d'enseignement juridique autonome ni à Constantinople ni dans les Principautés. Et cependant la formation juridique n'y était pas absente, mais elle avait lieu dans le cadre de la rhétorique et de la logique, de la philosophie générale ou de l'éthique, seul un contact d'apprentissage avec la pratique judiciaire et administrative la rendant efficace et payante. Au début de la seconde moitié du XVIII^e siècle, le grand juriste Michel Fotino, qui deviendra le codificateur et le Bartolus valaque, s'enorgueillait non pas d'un titre de juriste ou de professeur de droit, mais de celui d'ὑπατος τῶν φιλοσόφων de la grande Eglise de Jésus-Christ.

Chez Cantemir, ce n'est pas sa culture encyclopédique qui pouvait nuire à une formation juridique. Il allait en avoir besoin, d'ailleurs, en tant que simple boyard, et plus encore comme candidat présomptif au

trône de son père et comme agent diplomatique (*chapuchehaia*) de son frère Antioche. Cette formation indispensable subira l'épreuve des faits durant son bref règne (1710—1711), lorsqu'il sera juge suprême du pays et acquerra une riche expérience que reflètent à maintes reprises ses ouvrages ultérieurs.

De véritables ouvrages juridiques ou d'histoire du droit, Cantemir n'en a pas rédigés. Mais dans le cadre de la statistique descriptive qu'il a intensément cultivée (après l'avoir étudiée à Constantinople), les problèmes de législation, de structures institutionnelles et d'organisation de l'Etat occupent — en commençant par la *Descriptio Moldaviae* — une place importante. Et d'intéressantes données d'ordre juridique (par exemple, sur les assemblées d'états) se trouvent dans toutes ses œuvres, y compris *L'histoire hiéroglyphique*. Actuellement tout historien des institutions doit puiser abondamment à l'œuvre de Cantemir. Il a transmis un bon nombre d'erreurs concernant surtout les premiers siècles de l'Etat moldave, redressées par l'historiographie moderne²⁷. Il a forgé de bonne foi ou par engagement politique et national, des faits inexistantes ou des explications dépourvues de fondement. Le tri qui s'impose de ce fait a été en général déjà effectué²⁸, et l'on ne peut que souligner la place qu'occupe la documentation cantémirienne dans des monographies récentes d'histoire institutionnelle²⁹.

Certes, il serait hors de propos de dresser ici un inventaire critique de cette documentation. Bornons-nous à signaler la capacité exceptionnelle qui a permis à Cantemir de détecter certains problèmes d'envergure, en constatant qu'ils conserveront un caractère fondamental dans l'histoire sociale et juridique des Roumains.

Tel est, par exemple, le problème des trois « républiques » paysannes que la Moldavie enfermait entre ses frontières : Vrances, Tigheciul et Cimpulung. Le diagnostic de très anciennes autonomies locales, posé par Cantemir à propos de ces survivances de confédérations de communautés agraires libres, reste valable et d'importants travaux modernes³⁰ prouvent que le tour des vastes implications du problème n'est peut-être pas épuisé.

Avec la même sensibilité pour la problématique sociale et juridique, D. Cantemir a formulé, au sujet de la condition des *răzeși* moldaves, la célèbre alternative : petits boyards ruraux ou paysans libres, maîtres de leurs terres indivises ? On connaît l'importance que l'historiographie roumaine d'aujourd'hui attache à l'origine paysanne des *răzeși-moșneni*, mais l'on sait également que la retentissante théorie de C. Giurescu, dont Constantin et Dinu Giurescu ne se départent pas essentiellement, voyait

²⁷ V. surtout P. P. Panaitescu, *op. cit.*, 154.

²⁸ V. P. P. Panaitescu, *op. cit.*, 154—166 ; Al. Elian, *Moldova și Bizanțul în veacul XV* (La Moldavie et le Byzance au XV^e siècle), in *Cultura moldovenească în timpul lui Ștefan cel Mare*, sous la direction de M. Berza, Bucarest, 1964. Voir aussi les notes savantes de N. Stoicescu dans l'édition de 1973 citée ci-dessus, n. 9.

²⁹ *Sfatul domnesc și marii dregători din Țara Românească și Moldova (sec. XIV—XVII)* (Le conseil princier et les hauts dignitaires de Valachie et de Moldavie aux XIV^e—XVII^e siècles), Bucarest, 1968, par N. Stoicescu ; *Justiția domnească...* (La justice princière) (1974) par Val. Georgescu, Petre Strihan et O. Sachelarie, dont les deux premiers volumes (*L'organisation judiciaire, 1611—1831*) par les deux premiers auteurs sont parus en 1979 et 1981 ; O. Sachelarie, *D. C., istoric al dr. și al inst. jur.*, « in Studii », 26 (1973) 957—970.

³⁰ H. H. Stahl, A. V. Sava, T. Bălan.

dans les *moşneni* valaques une catégorie de « boyards » et que pour certains historiens de Jassy ³¹ les *răzeşi* des XVII^e et XVIII^e siècles représenteraient les descendants ruralisés de bénéficiaires privilégiés de donations princières datant des XIV^e et XV^e siècles.

Enfin, on ne peut que signaler ici le réquisitoire virulent que dans l'*Histoire hiéroglyphique* le futur prince prononce contre l'aristocratie terrienne et les termes compréhensifs dans lesquels, tout en se trompant sur leur origine, il aborde dans le même ouvrage et dans la *Descriptio* le problème des paysans asservis (*vecini*) et surtout celui des *răzeşi*, menacés dans leur liberté. On y ajoutera l'importance qu'il a su accorder, non sans quelques anachronismes explicables, au facteur de l'indépendance (autocratie) ³² dans la structuration du pouvoir princier.

Mais au titre de l'histoire du droit ce sont trois autres problèmes fondamentaux qui lui assurent une actualité qui ne laisse pas d'être singulière, sinon contradictoire.

C'est à Cantemir que nous devons le premier essai de tracer, avec des moyens insuffisants, un tableau raisonné des origines du droit roumain. Ce sera encore un problème qui dominera jusqu'à nos jours l'historiographie, en la divisant en écoles, courants et tendances irréconciliables. Dans la *Descriptio Moldaviae* (II, 11), des réponses souvent inacceptables sont données à de grands problèmes réels et ardues. Comment reconstruire le droit des Daces, dont on ignore tout, directement? Cantemir se réfère à l'analogie avec d'autres peuples, ce qui est un point de vue raisonnable de comparatiste. Après la défaite de Décebal, il croit que la disparition (?) des Daces aurait laissé libre cours à une exclusive implantation des lois romaines. Ce seraient celles-ci que les Daces — qui, donc, n'avaient pas tous disparu; ou les nouveaux colons « dacisés »? mais d'après Cantemir les Barbares avaient provoqué un vide démographique en Dacie! — auraient changées et corrompues après le départ de l'administration impériale, à tel point qu'au moment de l'organisation de l'État moldave, il n'y avait plus de juges ni de justice. Au contact avec des peuples voisins, de nouvelles coutumes auraient été adoptées, qui restèrent en vigueur lors de la réception du droit romano-byzantin sous Alexandre le Bon, au début du XV^e siècle. Mais Cantemir n'en constate pas moins — confusément — que chaque peuple a ses coutumes à lui dont il tient à ne pas se séparer (et il cite à titre d'exemple l'héritage, le partage des terres et les corvées de paysans); pourquoi les Proto-Roumains auraient-ils dû emprunter les leurs aux peuples voisins?

Ce tableau important mais discutable permet à Cantemir de formuler une thèse qui reste encore valable et dont il convient de souligner l'originalité. C'est l'idée que la réception byzantine, sans élimination des coutumes préexistantes, a instauré en Moldavie (et pareillement en Valachie) un régime de droit pluraliste. D'une manière suggestive, il appelle ce

³¹ C. Cihodaru et implicitement, ce nous semble, N. Grigoraş, D. Ciurea.

³² V. nos études : *L'idée impériale byzantine et les réactions des réalités roumaines (XIV^e — XVIII^e siècles)* — *Ideologie politique, structuration de l'État et du droit.*, in « Byzantina », 3, 1971, 311—339; *La structuration du pouvoir d'État dans les Principautés roumaines (XVI^e — XVIII^e siècles). Son originalité. Le rôle des modèles byzantins*, in « Bulletin de l'AIÉSEE », 11, 1973, 103—124 et *Bizanzul și instituțiile românești până la mijlocul secolului XVII* (Byzance et les institutions roumaines jusqu'au milieu du XVIII^e s.), Bucarest, 1980, 41—45; 127.

régime *duplex ius*, formé de l'*obicei* (la coutume) et du droit écrit de l'empire et de l'Eglise. C'est donc une notion différente de l'*utrumque ius* de l'Occident (droit *civil* et droit canon). A ces deux systèmes locaux nommément mentionnés au ch. 11, il faudrait ajouter « la volonté du prince » et « le droit naturel » dont Cantemir avait, en commençant, précisé qu'ils étaient en usage chez tous les peuples. Le premier n'était que le droit princier, en tant que système de *ius novum*, droit d'appoint par rapport à la coutume et au *ius receptum*. Cette perspective pluraliste de la structure du droit féodal moldave est en principe exacte et féconde. C'est dans le sens du pluralisme des systèmes de droit dans les sociétés précapitalistes que l'auteur de ces pages a cherché depuis 1959³³ la solution des problèmes que soulève la structure historique et sociale de l'ancien droit roumain. Actuellement, sous l'impulsion du professeur John Gilissen, la vision pluraliste du droit, dont Cantemir fut un précurseur, a été élargie, fondée sociologiquement et historiquement, et étendue à tous les types de société³⁴. Les critères du pluralisme peuvent être multiples et concurrents à l'intérieur de la même société et du même système global de droit. L'essentiel c'est de ne pas l'axer sur la notion de « sources formelles du droit ». Celle-ci a été, sur des précédents romains, exaltée du XVII^e au XX^e siècle justement pour justifier ou expliquer la structure réellement (ou prétendument) unitaire (unifiée) du droit global d'un certain type de société moderne. A la notion de sources du droit (coutume, loi écrite, constitution, loi, règlement, etc.), qui reste indispensable dans sa sphère propre, il convient d'opposer le concept de « système de droit » (coutume, *ius receptum*, droit canon, etc.), cristallisé historiquement et interférent selon les lois d'un pluralisme plus ou moins près de la synthèse sans laquelle la société envisagée n'eut pas été viable. Précisons également que chez la plupart des auteurs cités, la structure pluraliste s'oppose à celle — unitaire — qui résulterait d'une conception moniste et étatique sur l'origine du droit. Chez Cantemir, et dans mes propres recherches, « le pluralisme des systèmes de droit » reste un fait d'analyse structurale que doit pratiquer par rapport à un système juridique global même celui qui professe sur l'origine du droit une conception moniste.

Mais au nom de Cantemir se rattache, dans l'historiographie juridique roumaine, une vaste et déconcertante controverse, dont nulle part ailleurs on ne trouverait l'équivalent. C'est le problème du code d'Alexandre le Bon. Selon Cantemir, ce monument juridique aurait été confectionné en Moldavie avec des extraits des Basiliques envoyées, avec la couronne et le titre de despote, par le *basileus*. Il aurait encore été en vigueur à l'époque de Cantemir. Dans la préface du Code Callimaqui

³³ De la « possessiones » la « possessio », in « Studii clasice », 1, 1959, 115—118, *La réception du droit romano-byzantin dans les Principautés roumaines (Moldavie et Valachie)*, in *Mél. H. Lévy-Bruhl.*, Paris, 1959, 373—392; *Preemjiunea în istoria dreptului românesc*, (La préemption dans l'histoire du droit roumain), Bucarest, 1964, 31—34; 56; 113—116. Nous avons parlé du pluralisme du droit roumain et de l'essence pluraliste du droit féodal, en général, ainsi que d'une multiplicité de critères en fonction desquels on peut identifier les systèmes pluralistes de la même société historiquement donnée. Les modalités du pluralisme et son intensité nous ont semblé contribuer à la définition du type historique de la société envisagée.

³⁴ *Le pluralisme juridique*, études publiées sous la direction de John Gilissen, Bruxelles, 1972. G. Michaëhdès-Nouaros s'est attaché, pour sa part, à l'étude du pluralisme à Byzance, *Quelques remarques sur le pluralisme juridique en Byzance*, in « Byzantina », 9, 1977, 419—446..

(1816—1817), la relation cantémierienne est insérée sans aucun scepticisme. En 1825 la *Descriptio* fut traduite en roumain, et un siècle durant on parla encore d'un code dont aucune trace matérielle ne s'était conservée. En 1908, S. G. Longinescu, en identifiant dans l'œuvre de Prosper Farinacius, le grand pénaliste italien de la seconde moitié du XVI^e siècle, les sources inattendues de la seconde partie (gl. 1—76) du Code de Basile Lupu (1646), fut tenté de penser que la première partie (§§ 1—252 = Pr. 1—15) de cette codification ne pouvait être que le code d'Alexandre le Bon³⁵, puisque D. Cantemir affirmait qu'il était toujours en vigueur. Mais Longinescu ruina lui-même sa trop belle découverte, en trouvant, par de nouvelles recherches à Berlin, toujours dans Farinacius la source des §§ 95—252 de la première partie et en constatant que les §§ 1—94 ne venaient pas des Basiliques, mais du *Nomos Geōrgikos*, dont Cantemir ne soufflait mot. Les essais parfois désespérés entrepris par Longinescu et de nombreux auteurs après lui pour sauver l'idée d'un code d'Alexandre le Bon, ont échoué, et aujourd'hui personne n'attache plus de crédit à l'information de Cantemir. Mais son erreur s'est révélée pratiquement féconde par les recherches qu'elle aura rendues nécessaires et par les débats passionnés qu'elle aura suscités. I. Peretz a découvert le résumé néo-grec de l'œuvre de Farinacius, rédigé à Padoue ou à Rome et traduit à Jassy en roumain³⁶. L. Stan avait encore récemment du mal à abandonner toute idée de code d'Alexandre le Bon et N. Smochină prétendait, sans fournir la moindre indication, qu'il aurait découvert le véritable texte du code fantomatique (non encore dévoilé).

Dans cette prodigieuse controverse, ce qui est contesté ce n'est pas la réception du droit byzantin au XV^e siècle, mais le seul envoi des Basiliques en Moldavie (dont aucun manuscrit grec n'y circule avant le début du XVIII^e siècle)³⁷ et la rédaction du code en Moldavie (en langue grecque ?) tiré de ce recueil byzantin. C. A. Spulber a interprété le texte de Cantemir dans le sens que l'empereur avait envoyé un *excerptum* des Basiliques, sans doute la *Synopsis Basilicorum*, dont cependant on ne trouve pas de trace en Moldavie avant le XVIII^e siècle. Avec plus d'insistance on a proposé de référer l'épisode relaté par Cantemir au Syntagme de Blastarès, dont un exemplaire grec semble avoir pénétré en Moldavie au début du XV^e siècle³⁸, suivi de traductions slaves, dans la seconde moitié du même siècle³⁹. P. P. Panaitescu⁴⁰ a soupçonné Cantemir d'avoir involontairement ou non, rattaché au nom du grand prince — intéressant pour lui — du début du XV^e siècle, une tradition réelle, concernant une *Pravila* d'Alexandre Lăpușneanu (1552—1561 1564—1568), qui n'était

³⁵ V. nos développements in *Prosper Farinacius et les codes roumains de 1646 (Moldavie) et 1652 (Valachie)*. Une influence indirecte de la Glosse sur ces deux codes, in *Studii Accursiani*, Milano, 3, 1968, 1165—1206.

³⁶ V. sur ce point l'étude citée à la note précédente, 1182—1185.

³⁷ V. notre étude *Le droit roumain de Justinien dans les Principautés danubiennes au XVIII^e siècle. I. Le rôle des Basiliques*, in « *Studii clasice* » 12, 1970, 221—233.

³⁸ Al. Elian ne semble pas exclure cette possibilité.

³⁹ V. à présent la troisième copie slave (par Iacov) en Moldavie, découverte par I. Radu Mîrcea, et l'importante étude de G. Mihăilă sur la diffusion du Syntagme de Blastarès dans les Principautés. Aperçu d'ensemble dans *Bizanțul și instituțiile românești ...*, cité ci-dessus, n. 32, 106—109.

⁴⁰ « *Studii* » 18, 1965, 942 (compte rendu sur *Cultura moldovenească*, cit. ci-dessus, note 23).

rien d'autre que le Syntagme de Blastarès remis dans l'ordre de l'alphabet chyrrilique (pour le grand Knjaz de Moscou) par le chroniqueur Macarie, évêque de Roman. Quant à Al. Elian ⁴¹, à la suite d'une pénétrante analyse critique, il constate que D. Cantemir a pu connaître des textes juridiques néo-grecs, se référant aux *lois impériales* (= Basiliques, au sens large du mot) et dont le contenu ne différait pas beaucoup de celui du code de 1646, et qui donc étaient encore en vigueur en Moldavie au début du XVIII^e siècle. Ce serait à propos de ces textes (mis en valeur par I. Peretz, v. ci-dessus) que D. Cantemir a pu forger une explication, en les déclarant venus de Constantinople sous le Prince auquel il attribuait anachroniquement toutes les structures étatiques conformes à sa doctrine politique à lui. Mais en fait ces textes, nous le savons à présent, loin de dater du début du XV^e siècle, avaient été apportés d'Italie et avaient servi à l'élaboration du code de 1646.

Pour notre part, nous estimons que D. Cantemir, pas plus que sur d'autres points, n'avait pas de connaissances précises sur les débuts de la réception du droit byzantin en Moldavie. Mais cette réception existait, était ancienne et formait un élément constitutif du système de gouvernement et des relations avec Byzance. Ayant intérêt à faire d'Alexandre le Bon une figure mythique et le précurseur éponyme de sa politique d'indépendance et de prestige, Cantemir a rattaché au règne de ce prince des données un peu vagues qu'il possédait au sujet de la législation moldave, en leur conférant à dessein une forme cohérente et rationnelle, un peu d'après la méthode utilisée à propos des origines du droit roumain. En l'occurrence, l'emploi de cette méthode lui a fait affirmer avec une précision excessive des « faits » dont il doutait fort peu, mais pour lesquels les modernes exigent une confirmation documentaire circonstanciée.

IV. L'IDÉE IMPÉRIALE. THÉORIES POLITIQUES ET RÉALITÉS MOLDAVES:

La grande idée politique de D. Cantemir, le but de tous ses efforts, ce fut la libération du pays avec mise en place d'un pouvoir princier réellement *autonome*, à caractère « *national* » et *social*, sans dépassement révolutionnaire des limites de l'époque. Mais sur plusieurs plans, cette politique et l'idée impériale formaient encore chez Cantemir une unité dialectique fondamentale, dont la désagrégation sera l'œuvre du XVIII^e siècle novateur et révolutionnaire.

Après D. Cantemir, ce n'est que N. Iorga qui, avec les moyens d'un savant moderne, ait su manifester un égal intérêt pour le rôle que l'idée d'empire a pu jouer dans l'histoire universelle. Récemment, le professeur D. M. Pippidi ⁴² a magistralement synthétisé la vision à laquelle N. Iorga,

⁴¹ *Op. cit.* 104—118.

⁴² N. Iorga, *historien de l'Antiquité*, in N. Iorga, *l'homme et l'œuvre*. Bucarest, 1972, 115—135. A présent, sur ce problème passionnant nous possédons les rapports et les débats du « Centre d'analyse comparative des systèmes politiques » sur *Le concept d'Empire*, organisés les 9 et 10 décembre 1977 à l'Université de Paris I. Les textes viennent de paraître sous le même titre, sous la direction de Maurice Duverger, PUF, Paris, 1980, 488 p. Plusieurs autres volumes seront ensuite consacrés aux différentes structures historiques à caractère impérial.

en commençant par l'Antiquité⁴³, s'était élevé au sujet de l'idée impériale considérée comme un permanent et grandiose facteur historique. Sur la pensée et sur la politique de D. Cantemir on ne saurait aboutir à aucune conclusion valable, sans tenir compte de la place qu'y occupe la théorie du pouvoir impérial.

Cette place considérable n'avait pour l'époque rien de surprenant. Cantemir voyait dans le principe impérial et dans les structures monarchiques qui le reflètent une modalité suprême, permanente et fondamentale de manifestation historique pour la société civile et politique. Manifestation historique et, de ce fait, particulière, car elle traduisait encore, pour lui, l'idée d'empire céleste et divin qui résidait en Dieu, seul empereur non particulier, non contingent, non historiquement transitoire et faillible. La prophétie de Daniel, dans le Vieux Testament⁴⁴, sur les quatre formes successives que revêtira parmi les hommes l'idée impériale, restait pour Cantemir un texte fondamental, d'une indiscutable valeur. Cette position théologique de l'ancien élève du moine grec Cacavelas ne saurait surprendre. En 1914, Guillaume II jouait le sort de son peuple et de son pays sur une conception de l'Empire à peine différente de celle qui s'imposait à Cantemir. Encore faut-il constater que ce dernier avait en plus le mérite d'a-

V. aussi *Les grands empires*, Recueils de la Soc. « Jean Bodin » pour l'histoire comparative des institutions, Bruxelles, 31, 1973, 889 p.; John Gilissen, *La notion d'empire dans l'histoire universelle*, 126 p., Adde: S. N. Eisenstadt, *The Political System of Empire*, New York, 1963, 524 p.; *Seminario « Dalla Roma alla Terza Roma »*, Rome, 21—24 avril 1981, dont les *Atti* paraîtront en 1982; D. Norr, *Imperium und Polis in der hohen Prinzipatszeit*, Munich (1966).

⁴³ Qu'il déclarait aborder en « non spécialiste ».

⁴⁴ Daniel XI, 2—45. Sur la place de cette prophétie dans la pensée historique antérieure à D. Cantemir, y compris Miron Costin, v. P. P. Panaitescu, *op. cit.* 292, qui ne soulève non plus le problème de savoir si Cantemir, dans l'interprétation du texte biblique, a fait œuvre originale par rapport à ses devanciers, ou bien les a-t-il connus et utilisés, et dans quelle mesure. Qui étaient, en dehors de Costin, ces devanciers? Les rapports déformants entre le texte biblique et l'interprétation historico-rationaliste de Cantemir n'ont pas non plus retenu l'attention des cantemirologues. Le texte attribué au prophète contient des influences remontant visiblement à la captivité babylonienne des Hébreux. On y retrouve l'idée akkado-assyrienne du roi (empereur) « des quatre régions (pays) du monde » ou des quatre points cardinaux que nous connaissons par des inscriptions de Sargon et de Naram-Sin (229—2254), ce qui n'est que l'expression spatiale d'un processus de centralisation, avant de devenir celle d'une œcuménicité impériale. On y retrouve aussi le titre médio-perse de « roi des rois » (empereur des empereurs) en tant qu'expression politique de la même œcuménicité. Là encore il s'est agi au début d'une sorte de centralisation interne, car les chefs de l'aristocratie qui entouraient Astyagès étaient appelés *rois* par le gouverneur de Babylone, Nabonide (cf. *Istoria univ. in 10 volume*, sous la dir. de E. M. Jukov, Bucarest 1, 1958, 205; 597, trad. d'après l'édition soviétique de 1955). Daniel reprend la désignation des empires d'après les points cardinaux. Mais il ne parle nommément que de ceux du Midi et du Nord. Incorporant une seule région du monde, ces Etats non œcuméniques n'étaient pas de véritables empires, et chez le prophète ils se combattent (XI 6; 9; 11) en se heurtant même à un usurpateur (XI 21) qui s'était emparé du pouvoir impérial. Il y a donc chez Daniel des références à une lutte pour l'établissement d'une véritable œcuménicité, faisant suite à de longs efforts de centralisation. Cette lutte devient chez Cantemir un développement des quatre formes impériales (monarchiques) parfaites, légitimes, qui se font suite dans le temps. Le point cardinal devient chez lui un critère de classification des monarchies par les philosophes rationalistes (*physici philosophi*), dont il faisait partie. Chez Cantemir, l'empire du Nord, tout en représentant historiquement les Scythes (y compris les Chinois), les Gètes, les Saxons et les Goths, apparaît comme une création du XVIII^e siècle, s'appuyant sur les *Volgi* ou *Rossi*, alors que chez Daniel l'empereur du Nord avait des démêlés avec celui du Midi. Pour le titre iranien de *roi des rois* (xšāyārāyā xšāyārāyānam = βασιλεύς βασιλέων), v. E. Benveniste, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris 2, 1969, 17.

voir cherché et imaginé une *Examinatio physica*⁴⁵ du problème, appel rationaliste aux principes d'une « philosophie naturelle ». Certes, les critères et les méthodes de cette philosophie, chez Cantemir, risquent fort de faire sourire le lecteur moderne. Mais leur signification d'époque n'en est pas moins considérable. Sans s'affranchir, pour le ton, du théisme et sans avoir réellement conçu la causalité naturelle et nécessaire au niveau de Montesquieu, il dépasse cependant, ne serait-ce que comme tendance et déclaration de principe, le carcan du schéma théologique. Il aboutit ainsi à une vision quand-même « historique » de l'idée impériale, à un évolutionnisme rudimentaire, à une revendication de rationalité, qui se retrouve dans son histoire ottomane (*Incrementa atque decrementa Aulae Ottomanicae*).

L'absence chez Cantemir d'un critère précis du pouvoir impérial ne manque pas d'être source de confusions. Augmentées par la synonymie sans réserve ou explication, chez lui, des termes de *monarchie* et d'*empire*. Qui plus est, la nécessité de couler les données complexes de l'histoire dans le carcan quadripartite de la prophétie biblique le détermine à grouper arbitrairement, autour de chacun des trois premiers points cardinaux, plusieurs formes concrètes de monarchie. Dès lors, on ne sait plus très bien de quel empire y est-il question et par quel attribut telle monarchie avait participé au processus impérial, polarisé globalement autour de tel point cardinal.

Néanmoins, le critère de l'œcuménicité — auquel N. Iorga a su reconnaître toute l'importance qui lui revient — ne semble pas être ignoré de Cantemir. Mais il insiste sur l'impossibilité historique d'être conduit à une forme parfaite. N'empêche que ce qui d'un Etat fait un empire c'est toujours sa force multiple qui lui permet — par la voie d'une sorte d'auto-définition — de prétendre à la domination universelle⁴⁶ et à l'absolue autocratie⁴⁷. Quiconque admet cette définition, laquelle n'a jamais trouvé dans les faits une réalisation fidèle, ainsi que D. Cantemir le rappelle avec force, doit convenir que l'empire n'est plus une simple forme de gouvernement étatique parmi les autres, mais une forme spécifique d'organisation de la société internationale, à l'intérieur de laquelle le droit impérial fait fonction de droit international. Ce qui a pour effet que tous

⁴⁵ V. son manuscrit latin de 1716 intitulé *Monarchiarum physica examinatio*, découvert en 1951 par Gh. Haupt à Leningrad (photocopie à la Bibliothèque de l'Académie roumaine à Bucarest, n° 47); v. une trad. roum. in « Studii » 4, 1951, 1, 218—222 (commentaire 216—217) et l'original latin avec une trad. roum. amendée, par I. Sulea-Firu, in « Stud. și cerc. de bibliologie » 5, 1963, 271—276 (commentaire 267—271). La traduction roumaine de ce dernier a été réimprimée par C. Măciucă, in Dimitrie Cantemir, *Descrierea Moldovei*, Lyceum, Bucarest, 1967, 61—70. Le lecteur accordera l'attention nécessaire à l'analyse de l'idée impériale chez Cantemir par P. P. Panaitescu, dans le I^{er} tome de *Istoria literaturii române* (Histoire de la littérature roumaine), București (1971²) et aux utiles et intéressantes gloses de G. Călinescu, *Scrisori și documente*, éd. Nicolae Scurtu, Bucarest, 1979, 243—246, sur la première version du texte de l'éminent médiéviste et historien de la culture roumaine.

⁴⁶ Cf. les quatre régions ou les quatre points cardinaux des rois Akkadiens et Assyriens (terminologie qui a pu influencer la pensée des prophètes des Hébreux, lors de la captivité babylonienne; *l'orbis terrarum* des Romains; ἡ οὐκουμένη des Byzantins.

⁴⁷ Cf. *Le roi des rois* ou *le grand roi* des Mèdes et des Perses; *Imperator Caesar Augustus* des Romains; αὐτοκράτωρ et βασιλεύς chez les Byzantins; *le Grand Seigneur* chez les Turcs; les Chinois possédaient une terminologie correspondante.

les rapports entre « les Etats », s'il y en a, se réduisent soit à des liens de soumission, d'amitié, de dépendance et d'autonomie agréée, à l'intérieur d'un système impérial (œcuménique) plus ou moins effectif et efficace⁴⁸, soit à une absolue incompatibilité. Cet aspect du problème est essentiel, car il commandait, aux XIV^e et XV^e siècles, la hiérarchie des gouvernements⁴⁹ et la place d'un *domn* (voïvode) « autocrate » (*samodražavnyi*) dans la famille impériale des Etats, de même qu'il obligeait Cantemir au XVIII^e siècle à concevoir une politique d'indépendance et d'autocratie princière sous le patronage de l'empereur de Russie, proclamé successeur des trois œcuménicités impériales que l'histoire aurait connues. On peut même définir le programme de Cantemir comme un combat pour l'indépendance, mené dans les limites qu'un schéma traditionnel traçait pour la structuration impériale (œcuménique) de la société politique. Le problème s'était posé pour les Etats prénationaux de l'Occident vis-à-vis du schéma œcuménique de l'Empereur et du Pape, ainsi que pour les Principautés roumaines du XIV^e siècle vis-à-vis du *basileus*. Dans les deux cas, la solution avait été un rejet implicite de l'œcuménicité. Ce rejet résultait du nouveau principe révolutionnaire, selon lequel le titre d'empereur (en Occident) et celui d'*autocrator*, *samodžec*, *de sine* (*singur*) *stăpînitor* ou *țitor* (en Orient) se manifeste dans un royaume ou dans une principauté avec la même intensité, quant à l'indépendance, que dans l'empire théoriquement œcuménique⁵⁰. Mais jusqu'à la Révolution française, cette revendication avait toujours été conciliée avec l'acceptation, comme non contradictoire, de toute une gamme de liens possibles entre les petits Etats autocratiques (« autonomes ») et l'empire à prétentions réellement ou traditionnellement œcuméniques. Il est évident que D. Cantemir avait accepté la contradiction réaliste d'une indépendance « nationale » s'appuyant sur le concours indispensable d'un nouveau pouvoir impérial, cette fois-ci libérateur, et il entendait payer ce concours par un lien de patronage aussi pudique que possible. Cette limitation, acceptée par Cantemir sous la pression des faits, était encore à l'ordre du jour à la fin du XVIII^e et au début du siècle suivant ; elle ne sera dépassée que dans la pratique politique de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Dans cette voie, Cantemir n'imposait aucune innovation. Son apport original à la doctrine européenne de l'empire consiste dans le fait que tirant la conséquence logique du traumatisme politique, idéologique et psychique dont le Sud-Est du continent était submergé depuis 1453⁵¹, il

⁴⁸ V. l'exemple de la Rome impériale, étudié récemment par M. Lemosse, et celui de Byzance, avec sa famille d'Etats patronée par le basileus (N. Iorga, Fr. Dolger, G. Ostrogorky, etc).

⁴⁹ Empereur (*basileus*), tsar, roi, prince, despote, *dux*.

⁵⁰ V. *Constituirea statelor feudale românești*, Buc. (1980) 209—227.

⁵¹ V., sur ce point, ci-dessus, note 32. La structure traumatisante dont nous y faisons état se dégage, bien entendu, d'un complexe état de mentalités et de réactions affectives. Le professeur M. Berza en a dressé un véritable programme de recherche, en consignant le peu qui a été déjà réalisé et en inaugurant une nouvelle étape de cette investigation par sa magistrale étude sur *Turcs, empire ottoman et relations roumano-turques dans l'historiographie moldave des XV^e—XVII^e siècles*, in RESEE 10, 1972, 595—627. Il y insiste à juste titre sur l'évolution des mentalités et sur les réactions propres à chaque catégorie sociale. Ces critères concernent également le phénomène de traumatisme, qui n'est qu'exacerbé par la présence d'un parti philoturc, avec le problème de la motivation d'une telle attitude (v. chez l'auteur cité la conversion d'Ilieș Rareș à l'islamisme ou les réactions moldaves devant la turcophilie des Valaques aux XV^e et XVI^e siècles).

dénia aux Ottomans le droit de prendre place parmi les formes légitimes et normales de l'idée impériale⁵². D'où l'absence de la notion d'*empire* dans le titre de son histoire, de l'agrandissement et du déclin de la Cour ottomane (*Aulae Ottomanicae*). Les traductions anglaise et française de l'ouvrage introduisent dans son titre la notion d'*empire*, au risque de trahir la subtile référence de l'auteur à sa position théorique sur l'essence de l'Etat turc. De la société, de la civilisation et de l'âme ottomane, D. Cantemir avait une connaissance approfondie. A maintes reprises, il en avait parlé avec intérêt, respect et sympathie. Mais cette fois-ci, il s'agissait de porter un jugement global et définitif sur le sort des peuples conquis par les Turcs et sur le rôle civilisateur de ces derniers, comparativement aux précédentes formations impériales du monde. Sur ce point qui, à l'époque et jusqu'en 1877—1878, sera fondamental pour les Roumains, tout comme pour les autres peuples de la Péninsule Balkanique, Cantemir prenait le contre-pied de la politique collaborationniste de Venise et du roi de France. Il formulait une incompatibilité de principe entre toute légitimité politique européenne et le pouvoir politique de l'Etat ottoman dans les conditions qu'il lui était donné d'analyser et de juger au début du XVIII^e siècle. Le verdict de Cantemir exprimait fidèlement l'opposition traumatisée des peuples opprimés par le pouvoir « impérial » du Sultan et constituera le fondement idéologique et sentimentale de leur lutte anti-ottomane jusqu'à émancipation successive de 1821 à 1913.

Dans sa position radicalement négative vis-à-vis de l'idée impériale ottomane, Cantemir apparaît comme confirmé par l'histoire, mais avec une troublante lenteur. Pour l'éloge qu'il entendait faire de la nouvelle incarnation nordique de l'idée impériale, il emprunte une rhétorique et des accents mystiques dont il ne faut pas oublier qu'ils s'adressaient, pragmatiquement et diplomatiquement, au rôle libérateur qu'il croyait devoir et pouvoir attendre d'un empire qui faisait de la disparition du pouvoir des sultans sa raison d'être. Quant à l'importance que D. Cantemir accorda dans sa vision de l'histoire universelle, à l'idée impériale, on aurait tort d'y voir une preuve qu'il était un homme du passé. L'idée impériale, réfugiée à Vienne, ne quittera la scène de l'histoire qu'en 1918. La Révolution française fut suivie d'un troublant intermezzo impérial qui eut même une reprise. Lénine devait dévoiler les lois profondes des manifestations de l'impérialisme moderne. Enfin, l'idée impériale perce derrière la doctrine des puissances aux droits illimités (Versailles, 1919), dans celle de l'espace vital ou dans les discussions et controverses récentes sur la « république impériale » ou sur les intérêts mondiaux et la vocation planétaire d'un Super-Grand⁵³. Ce qui ne doit pas nous faire oublier les grandes conquêtes que les peuples ont réalisées dans la voie libératrice d'un dépassement des servitudes incluses dans l'idée impériale qui s'imposait encore à D. Cantemir. En attendant, il avait su jouer le jeu de l'idée impériale, pour promouvoir à long terme une réaliste politique d'indépendance natio-

⁵² Pour Cantemir, l'ordre naturel et nécessaire des choses, que la raison peut déchiffrer et interpréter, ordre dont relèvent les formes *légal*es de l'idée impériale, n'exclut pas l'accident dû à l'action d'un facteur externe et anormal. Le résultat en est un *avorton*, un *monstre*, *naturae legi horrendum*, un *praeter naturam institutum*. Tel serait, selon lui, justement le caractère de la « terrible monarchie des Ottomans » (v. *Monarchiarum physica examinatio*, cit. ci-dessus).

⁵³ Qui, dans le domaine économique, deviendrait un « leader mondial ».

nale. Si son attachement personnel au représentant de l'idée impériale ne fut pas déçu, ses calculs de philosophe de l'histoire et d'historien de l'empire ottoman se révélèrent non pas faux, mais prématurés.

CONCLUSIONS: DU REFUS À L'ESPOIR. DU RETOUR GÉNÉALOGIQUE AU PASSÉ
ET DES CONCESSIONS MESSIANIQUE ET MYSTIQUES À LA RATIONALITÉ D'UNE VISION
HISTORIQUE

De la synthèse de quelles structures jaillissait ce caractère *prématuré* qui distingue la pensée et l'action politiques de D. Cantemir? De l'analyse précédente se dégage la triple présence d'un *refus*, d'un *espoir* et d'un *message*⁵⁴. Sous réserve de discuter à perte de vue si de tels comportements peuvent être retenus comme modèles de cristallisation structurelle (à côté de *l'innovation* ou de *l'échec* dont nous avons parlé à une autre occasion).

Il y a tout d'abord *le non*, dit à l'idée impériale ottomane. Le refus⁵⁵ de subir comme une fatalité ou comme une sanction voulue par la providence, le traumatisme que cette domination avait engendré. Le refus du savant historien, du prince, du Moldave. Et cependant, ni rêve de solitaire, ni sursaut individuel, ni utopie de cabinet. Le *non* cantémirien exprimait le *refus* encore apathique ou encore impuissant des peuples opprimés du Sud-Est de l'Europe, et le *refus*, moins muet, déjà raisonné et en voie de cristallisation de certains esprits et certaines catégories sociales dans les Principautés roumaines qui avaient conservé leur autonomie. Le traumatisme refusé par Cantemir constituait une de ces « situations de frustration radicales », à la fois « matérielles et culturelles », auxquelles les sociologues⁵⁶ ont récemment prêté attention à propos des grandes crises d'une communauté humaine, à la veille d'un renouveau social et religieux. Mais dans notre cas, en dépit de la confrontation religieuse qui semblait souvent occuper le devant de la scène, le fond de la crise était d'ordre social, politique et culturel. Et l'intensité du refus individuel de Cantemir dépassait de beaucoup celle du refus général et surtout populaire. Ce décalage, nous l'avons rencontré à propos du problème de l'ethnopsychologie des Moldaves. D'ailleurs, D. Cantemir lui-même — sans être un véritable « grand boyard » et un propriétaire de nombreux villages (P. P. Panaitescu) — n'en était pas pour autant mieux placé pour descendre, à rebours de son époque, jusqu'aux sources vraiment populaires de la frustration et du refus. Son mérite reste d'avoir vécu intensément ce que les mêmes sociologues appellent le passage du *non* à un *oui créateur*. C'est la métamorphose

⁵⁴ Cette étude était rédigée lorsque nous avons pris connaissance des intéressantes recherches du professeur Henri Desroches (*Sociologie de l'espérance; Les Dieux rêvés; L'homme et ses religions*, Paris, 1973). Certains rapprochements nous ont paru nécessaires, avec rappel même de sa terminologie, mais en marquant les différences qui séparent le moment Cantemir des mouvements dont il s'occupe et en laissant ouvert le débat sur le fond de sa conception sociologique.

⁵⁵ Il existe, certes, une histoire de ce refus dans la vie du peuple roumain (v. ci-dessus, n. 51, le programme du professeur M. Berza). On se bornera ici à noter que le refus pathétique de Cantemir, esprit imbu de civilisation ottomane et inséré dans le système, était un peu différent du refus militaire et défensif de Michel le Brave, à la fin du XVI^e siècle, et surtout du refus qui aux XIV^e et XV^e siècles avait inspiré la résistance à la conquête ottomane.

⁵⁶ V. ci-dessus, n. 54 et Claude Mattra, in « Le Monde » du 2 août 1973.

du refus en espoir. Au bout de plus de deux siècles de sombre domination ottomane, il venait incorporer *l'espoir*. Différemment de ses prédécesseurs, il tournait ses yeux vers l'avenir. Là où les boyards, par intérêt de classe, avaient fini par craindre de rencontrer *l'utopie* et où d'autres catégories sociales, par manque de suffisante imagination historique, hésitaient à s'engager complètement. Car avec D. Cantemir, porteur d'un espoir cependant *collectif*, l'imagination, en tant que « conscience constituante »⁵⁷, était montée sur le trône. D'où l'allure de drame oscillant entre l'aventure et la tragédie, que revêt la vie et l'action politique du prince de Moldavie.

A l'époque de Cantemir, l'accélération de l'histoire n'avait pas permis aux hommes de poser le problème de *l'espoir* plutôt « sauvage » que « pur », celui qui rejette récemment ou prétend rejeter toute référence au passé. Lequel, de la sorte, se trouve ignoré ou même relégué parmi « les morts malfaisants »⁵⁸. C'est pourquoi la quête cantémirienne de l'avenir est inséparable d'un plongeon vivifiant, justificatif et généalogique dans le passé. Dans la sociologie de l'espoir à contenu surtout religieux, on a mis en lumière le processus de « récupération de lointains ancêtres pour fonder une nouvelle généalogie ». Au fond, là comme dans le cas différent de Cantemir, on retrouve plutôt la vieille réaction de la pensée mythique, telle que les Anciens Grecs l'avaient portée à une plénitude vite remise en cause, et qui a toujours recherché dans les généalogies fondatrices, une révélation durable et des auspices mobilisateurs⁵⁹. Cette technique n'est pas absente, loin de là, chez Cantemir. Elle fournit une explication moins anecdotique de l'usage qu'il fait de l'histoire, des faux, des erreurs, et des confusions qu'on lui reproche. Le tout tendant chez lui à faire de l'époque d'Alexandre le Bon, de la politique de celui-ci et de la position supposée de l'Etat moldave sur l'échiquier byzantin et européen, une telle généalogie exemplaire et obligeante pour le présent. Ce présent, D. Cantemir, après l'avoir étudié et pesé, voulait non pas *l'occulter*⁶⁰, mais l'abolir, en lui substituant les structures et l'idéal découlant de l'espoir qui animait l'homme d'Etat, l'historien et le philosophe.

La pluralité des paliers que l'on a décelée dans de tels contacts structurels à fonction généalogique se traduit, dans le cas de Cantemir, par l'appel cumulatif et apparemment éclectique, d'un côté, à l'idée impériale archaïque et byzantine, ainsi qu'à l'orthodoxie, et de l'autre côté, à une valeur prénationale. Or, cette dernière valeur, à fonction (par la nature des choses) anti-impériale, s'accommodait toutefois de son insertion dans le schéma d'un œcuménisme dont Cantemir étudiait le caractère impérial. Enfin, appel à un impératif rationaliste se rattachant à l'humanisme de la Renaissance tardive et préludant à la philosophie des Lumières toutes proches.

⁵⁷ V. la note précédente.

⁵⁸ Position qui, pour le matérialisme historique, serait une contradiction *in terminis*. La grande ouverture dialectique sur l'avenir est toujours un espoir en présence de l'histoire et destiné à l'histoire en marche. Mais un espoir structuré scientifiquement : l'espoir devient vérité scientifique et celle-ci conserve l'expansion et le dynamisme de l'espoir.

⁵⁹ L'origine joue encore chez N. Iorga un rôle qui comporte une teinte de mythe passé par l'école historique de Savigny. Une des tâches de la dialectique historique consiste justement à reconnaître le caractère prégnant de l'origine, sans mythologie généalogique.

⁶⁰ V. ci-dessus, n. 56.

De là le *message* de Cantemir. En dernière analyse, message de libération rationnelle, fondé historiquement. De notables accents messianiques et mystiques y sont perceptibles dans la mesure où il lui était indispensable de s'accommoder du statut officiel et traditionnel que possédait toujours l'Eglise et de l'actualité persistante qui revenait encore à l'idée impériale. Celle-ci avec des implications inverses chez l'adversaire (le Sultan) et chez le puissant allié (Pierre le Grand). Cette structure du message cantémirien accuse une indéniable grandeur, mais aussi des limites certaines, de même qu'elle éclaire la signification d'un échec momentané. Ce qui n'en exclut pas un bon nombre d'accidents et d'événements émergents sur lesquels il n'y a pas lieu d'insister.

Ce « jeu » de structures, la connaissance en est toujours nécessaire et éclairante. Mais il ne saurait écarter l'action déterminante ou coopérative d'autres facteurs : forces productives, lois économiques, lutte de classe, équilibre politique, auxquels on s'est souvent référé ci-dessus sans qu'ils fassent l'objet direct de cette étude. L'action de ces facteurs pour devenir historique a souvent emprunté le langage des structures par nous analysées. Elle les a même bien des fois générées et informées. Sous cet angle, la présente étude est un point de départ pour des recherches plus vastes, plutôt que la simple perspective d'une réflexion commémorative.

PRESS CO-OPERATION OF THE LITTLE ENTENTE AND BALKAN ALLIANCE STATES (1922 — 1939)

NICOLAE DASCĂLU

Together with political alliances, Romania initiated some press associations after the First World War. It was not fortuitous that the first virtual achievement of this initiative was the setting up of the Press Little Entente (P.L.E.). As in the initial project of the alliance, Poland was also included, the states of the Little Entente decided to found separate press associations with Polish journalists. They expected that after Poland had become a member of the Little Entente, the common press association would be enlarged. After the setting up of the Balkan Alliance, a press association of the member states was also created. It is a well-known fact that the experience of Yugoslavia and Romania which were also members of the Little Entente and consequently of the P.L.E. contributed a great deal to this foundation.

The origin of the Press Little Entente is closely connected with that of the political alliance. Romania's proposal of founding a press association of the member states was debated in definite terms for the first time in 1922. For many reasons, the project was implemented only in August 1925. The P.L.E. worked until 1938, the same as the political alliance. The Polish-Romanian Press Committee was founded in 1926 and the Polish-Yugoslavian one in 1928. The similar Polish-Czechoslovak body was never founded. This was a negative outcome of the political relations between Poland and Czechoslovakia in the interwar period. The Polish territorial claims with regard to Czechoslovakia, the good Polish-Hungarian relations as well as some elements of collective psychology, contributed to this. Eventually, in 1936, the Balkan Alliance of Press started its activity. It was to come to an end in 1939. These were the definite achievements of Romania's idea of strengthening political alliances with press associations.

The evolution of the Press Little Entente and Balkan Alliance of the Press should be approached together, as both were multilateral alliances and as Yugoslavia and Romania were members of the two bodies. Co-operation among the states of the Little Entente and Balkan Alliance in the field of press has never focused the historians' attention. Consequently, with the exception of some booklets issued by the two associations, our documentation is based upon official documents.

The idea of reinforcing political alliances with press associations did not appear accidentally but resulted from the recognition of the multiple functions of press within society. The first part of our study is meant to underline opinions concerning the role of press. A brief survey of the sta-

tus of press in the Little Entente and Balkan Alliance states will show to what extent the official bodies could actually determine the desired orientation of the national press in matters of foreign policy. We will insist upon the history of the two press associations based on the existing political alliances.

The social functions of the press crystallized slowly, in close connection with the increase in the number and circulation of the periodicals. Looked upon with reserve or distrust in the beginning, the press attained complete social utility only in the latter half of the 19th century. Its informative function was mainly recognized in the beginning and, later on, its role in educating public opinion. It even came to the extremist "press, the fourth power in the state" theory. The afore-mentioned steps are rendered evident by the opinions of some prominent personalities of world history. Thomas Jefferson considered the press to be a wide window opened towards the external world.¹ H. de Balzac stated that the press is not indispensable at all and that, had it not existed, it would not have been invented.² Napoleon Bonaparte declared that four hostile newspapers could do more harm than an army of 100,000 soldiers. In exchange, Bismarck thought that the press was nothing else but mere ink printed on paper.³

Here are the opinions of some Romanians. Dimitrie Gusti, a well-known Romanian sociologist, stated that the press is a means of intellectual, political, economic, scientific and social communication. In this respect a newspaper was supposed to inform rapidly, completely and honestly. He considered that press "is an instrument of influencing, stimulating human thinking and, at the same time, of educating people".⁴ It is worth mentioning that in Romania, mainly before the first World War, there were supporters of "the press, the fourth power in the state" theory.⁵ Ion Ionescu-Dolj, in an important study on the press in Romania, considered the periodicals a kind of "leaders and guides of public opinion".⁶

Journalists have always pleaded for freedom of the press, so that press could exert its social role. This aspect was underlined in a Memoir of the Romanian General Press Association, addressed in 1919 to King Ferdinand. Thus, press was regarded as having its well established function within the state. If it did not enjoy freedom, a liberal constitutional government was inconceivable. The press permanently reflected the public opinion's attitude. Press was also useful for governments eager to find out the public state of mind and the intensity of the various opinion trends. The document underlined suggestively that the press is as usefu

¹ Cf. *Anuarul presei române și al lumii politice 1926—1928* (The Yearbook of the Romanian Press and Political Parties. 1926—1928), ed. 7, Institutul de arte grafice, Constanța, 1927, p. 39.

² Cf. Leon Levrault. *Le journalisme*. Mellotte Editeur, Paris, 1929, p. 10.

³ Cf. Jules Rassak, *Psychologie de l'opinion et de la propagande politique*, Marcel Rivière, Paris, 1927, p. 216.

⁴ D. Gusti, *Die grundbegriffe des Pressenrechts*, J. Guttenberg Verlag. Berlin, 1908, pp. 15—17.

⁵ See, for instance: Al. Nicolescu. *Presă, mare putere* (The Press, Great Power) in *Uniunea*, Blaj, 1913. no. 29, 30, 32, 34, 35, 36.

⁶ Ion Ionescu-Dolj. *Presă și regimul ei în România* (The Press and its Status in Romania), Guttenberg, București, 1913. p. 3.

for political leaders as the compass or the barometer for navigators. The press could be considered a manometer of the state of citizens' opinion.⁷

Eugen Filloti, who headed for several years the Press Bureau — a state body charged with matters concerning the press — in a public conference held in May 1928, stated that the press was the most powerful means of information and of spreading ideas, opinions and thought trends. Press was considered a direct and permanent means to influence citizens' opinion. The greater the circulation of the periodicals, the more important they become.⁸ Emil Samoilă, who wrote one of the few extensive studies on Romanian journalism, considered the press as a laboratory of ideas serving public opinion. Samoilă regarded newspapers as a means of thought and a potent instrument of education.⁹

The afore-mentioned remarks point out two of the basic functions of the press: to inform and to educate public opinion. Should one know and judge them realistically, one realizes the ground which made the Romanian officials propose the reinforcement of the foreign political alliances with the co-operation in the field of the press. The programme adopted in this respect was to educate public opinion in the allied countries to support the objectives stipulated by the Little Entente and Balkan Alliance. Of course, the public was to be informed about these objectives in the same way. It is not difficult to deduce the purely political purpose of the project: to consolidate the alliances by getting mass support. To assess the effectiveness of the project, here are some data regarding the status of the press in the five states, members of one or another of the alliances.

From a constitutional point of view, in *Czechoslovakia* the press enjoyed full freedom. It is worth remembering that all the studies referring to Central and South-East Europe assert that the Czechoslovak press had the most liberal regime in the area. That is only half true. The examination of documents leads us to a different conclusion: the case of Czechoslovakia was not entirely an exception. The Czechoslovak state had a series of means to control the press and was ready to make use of them whenever necessary. Through the aperçus of the Press Bureau from the Ministry of Foreign Affairs, the state used to orientate the press in the desired direction whenever necessary. Thus, they resorted to censorship or confiscated certain issues which were too critical, suspended some periodicals, set restrictions to the creation or distribution of periodicals, controlled the foreign newspapers and magazines which entered the country, etc. The utilization of these means in Slovakia results from the numerous documents preserved by the Central State Archives of the S.R. of Slovakia, in the

⁷ *Memoriul Asociației generale a presei române către M. S. R. Ferdinand I* (The Statement of the Romanian General Press Association to H. M. K. Ferdinand I), no. ed., București, 1919, p. 7.

⁸ Eugen Filloti. *Presă și problemele ei culturale* (The Press and its Cultural Problems) în *Politică culturală* (The Policy of Culture), Institutul Social Român, București, 1929, p. 439—460.

⁹ E. Samoilă, *Ziaristica. Presă modernă* (The Journalism. The Modern Press), Adevărul, București, 1932. p. 30.

Bratislava regional bureau fonds (*Krajinsky úrad v Bratislave*) of the Ministry of Internal Affairs.¹⁰

A series of special laws definitely controlled the activity of the press. Thus the law regarding the rights and obligations of the journalists was adopted in July, 1936.¹¹

In Greece, the status of the press underwent two distinct stages. From the ending of the hostilities in the First World War up to 1936, a certain freedom was granted by the Constitution and special laws. The Metaxas government, in office ever since the summer of 1936, set up strict control over the periodicals. This fact brought about the total subordination of the press, which became an instrument in the service of the state. The Press and Travel Under-secretariate was founded, preventive censorship was officialized and generalized. The press law of August 14, 1936 regulated even the size of the paper which could be used weekly by newspapers, regardless of their periodicity (12.70 m²). It went as far as establishing the minimum price of the newspapers, which was twice as high as the preceding one.¹²

The status of the national press in Yugoslavia, the same as in the other Balkan countries, was directly determined by the nature of the political regime. From the relative freedom enjoyed after the war, state control began after King Alexander's *coup d'Etat*. Censorship, suspensions, confiscations of issues, legal trials of the journalists, as well as other known methods were made use of. All the foreign periodicals which entered the country were strictly controlled, irredentist or communist publications being withheld *ex officio*.¹³

Despite some slight differences from one stage to another, press in Romania was under state control as well. In the years of the constitutional monarchy, the press regime was theoretically regulated by constitutional stipulations. During the King's dictatorship, i.e. beginning with the year 1938, the activity of the press was regulated by the law on the

¹⁰ Štatny Ústredny Archív S. S. R. Krajinsky úrad v Bratislave, I, Prezídium (The Central State Archives of the S. R. Slovakia, Bratislava Regional Bureau, I, The Presidency), 1920—1939: confiscations of periodicals, boxes no. 6, 30, 58, 139 and 202; foundation of periodicals boxes no. 201, 225; the censorship's application, boxes no. 458—501; confiscations of issues, boxes no. 459—460; the control of the foreign periodicals, boxes no. 471, 478, 482—486, a.s.o.

¹¹ Romanian State Archives, The Ministry of the National Propaganda fonds (further quoted as M.N.P.), foreign press, file 418, f. 25—31, Romanian Legation, Prague, June 16 1933, report no. 192, not signed: f. 81—84, Romanian Legation, Prague, July 11 1936, report no. 1116, signed Emandi; *La Petite Entente de la Presse. Conférence constitutive*, Imprimeria Ovidiu, Bucarest, 1925, p. 113—115.

¹² Romanian State Archives, M. N. P. fonds, studies and documents, file 76, f. 1—47, *The Greek Press at March 15, 1937*, signed I. Dragu, press attaché: foreign press, file 418, f. 85—123, Romanian Legation, Athens, February 1, 1937, report no. 95, signed Dragu; f. 130—195, *La loi sur la presse*, Athènes, le 23 février 1938, copy.

¹³ *Ibidem*, foreign press, file 65, f. 10—14, Romanian Legation, Belgrade, January 12, 1928, report no. 3, undecipherable: file 418, f. 1, Romanian Legation, Belgrade, December 30, 1932, report no. 492, undecipherable: studies and documents, file 45, not paginated, Romanian Legation, Belgrade, February 22, 1933, report no. 116, signed Anastasiu; L. Boja Pavlovitch, *La liberté de la presse en Yougoslavie*, Sagot, Paris, 1928, 260 p. (The Constitution of July 1921; The Press Law of August 6, 1925; its modifications of January 6, 1929; the Law of the Regulation of Import and Sale of Periodical Publications in Yugoslavia, December 5, 1931).

control of the periodicals' means of existence. The instrument by which the state controlled it was the Press Bureau. This was alternatively dependent on the Presidency in of the Council of Ministers or on the Ministry of Foreign Affairs, after its foundation, in December 1926. Later on, during the king's dictatorship, it was part of the Ministry of National Propaganda. The methods of control were classical. In opposition to the prevailing opinion, the whole range of control ways was used in the years of the constitutional monarchy too. Nevertheless, they were administered intermittently and on a lower scale than during the King's dictatorship. Dealing with the co-operation of the states of the Little Entente and Balkan Alliance in the field of the press, we ought to stress that the Romanian censorship controlled as well the periodicals from allied countries which entered Romania. Thus, in 1933, there passed through the Censorship Bureau within the Army Corps II: 9 Czechoslovak newspapers and 5 magazines; 7 Yugoslavian newspapers and 23 Greek periodicals.¹⁴

The regime of the press in *Turkey* was similar to that in the other states. The Press Law, of August 8, 1931, enacted the control of the state over all the means of informing public opinion. The terms of this control were more clearly defined through the Press Bureau statutes. Founded in May 1934, this official body was charged with the finding of all the methods of "co-operation with the periodicals". About the Second World War, new measures, which instituted the *de facto* control by the state, were brought in.¹⁵

The status of the press in the Little Entente and Balkan Alliance states had, essentially, common features. Theoretically, the legislation was liberal up to the breaking out of the great conflagration. Yet, during this first stage too, multiple ways which instituted the *de facto* state control were used. Gradually, beginning with the years 1935—1936, the subordination of the press was legalized and became radical. In this way, the governments disposed of the control which was essential for carrying out the project of founding some external press association, based upon a given orientation in certain problems of foreign policy.

Let us make some remarks on the statistics of the press in the countries of the two alliances. It should be remembered that the first newspaper in those states appeared almost two centuries after those in Western Europe (1610). The first newspaper in Czech was published in 1816; in Greek, in 1821; in Romanian, in 1829 (Wallachia and Moldavia) and 1838 (Transylvania); in Turkish, in 1831 and in Serbian in 1834. We have extremely few data concerning the interwar press in Turkey (353 periodicals in

¹⁴ Nicolae Dascălu, *Le régime de la presse pendant la période de l'entre-deux-guerres*, in "Revue Roumaine d'Histoire", 1980, no. 2—3, p. 389—413.

¹⁵ Romanian State Archives, M.N.P. fonds, foreign press, file 937, f. 3—32, Romanian Legation, Athens, March 15, 1937, *The Press in Turkey*, not signed (Romania had no press-attaché accredited in Ankara, the one in Athens discharging this task too); file 418, f. 41—70, Romanian Legation, December 20, 1937, report no. 332, signed Dragu; file 869, f. 5—13, Romanian Legation, Athens, January 21, 1939, report no. 59, signed Dragu.

1937) and Greece (140 periodicals in 1927 and 419 in 1937). The situation of the other three states for some years is recorded in the table below : ¹⁶

	Czecho- slovakia	Yugoslavia	Romania
1920	1,521	586	920
1925	2,800	691	1,440
1927	2,232	798	1,562
1929	3,100	703	1,692
1930	4,547	986	1,762
1932	3,933	804	2,036
1934	3,425	1,229	2,253
1937	4,100	1,231	2,330

It is necessary to underline that the above figures are relative. Various sources provide various figures, so that those which are mentioned here can be but orientative.

Out of the 1,521 periodicals existing in Czechoslovakia in 1920, 1,081 were political, 285 technical, 144 economic, etc. We have extremely minute data on the press in Slovakia from various archive documents. The yearly *Soznam časopisov na Slovensky* (List of the Periodicals in Slovakia), worked out by the bodies of the Ministry of Home Affairs, records the existence of 228 periodicals in 1923. These were edited in 10 languages or combinations of languages (bilingual editions, such as Slovakian-Hungarian, Slovakian-German, Hungarian-German, etc.) and appeared in 23 localities. Bratislava ranked first, with 85 periodicals. In 1927, 294 periodicals were published in 21 localities; 162 were written in Slovakian, 57 in Hungarian, 20 in German, etc. Two years later, the number of the periodicals published in Slovakia increased to 333. A number of 144 appeared in Bratislava, 28 in Koscicé, etc. In point of periodicity, 16 were dailies, 94 weeklies, 105 monthlies etc. ¹⁷ Here are some figures showing the circulation of the great dailies in interwar Czechoslovakia. "Narodni Politik" 450,000 issues; "České Slovo", 350,000; "Pravo Lidu", 72,000; "Prager Tagblatt", 50,000; "Bohemia", 28,000. ¹⁸

¹⁶ For press statistics, see: C z e c h o s l o v a k i a — *Bibliografický Katalog Časopisectva Republiky Československo. 1920—1939* (annual volumes, edited by R. Mosse Agency after 1933); Bela Dezsenyi, *Az idoszaki sajtó története a Dunaj orszogában*, Gergely R. Kiadasa, Budapest, 1917, p. 48—49; Greece — Romanian State Archives, M.P.N. fonds. studies and documents, file 76, f. 79; *Annuaire Statistique de la Grèce, 1930*, Imprimerie Nationale, Athènes, 1930, p. 441—442 (in 1929, in Greece, 440 periodicals appeared, i.e. 261 newspapers (89 dailies) and 179 magazines, respectively: in Athens, 225 periodicals (33 dailies); Y u g o s l a v i a — *Handbook of Central and East Europe, 1932—1933*, Zürich, 1934, p. 938—939; *La Petite Entente de la Presse. Conference constitutive*, p. 117—121; L. Boja Pavlovitch, *op. cit.*, p. 23—128; R o m a n i a — N. Dascălu, *Statistical Evolution of the Press in Inter-war Romania*, in "Historical Review", 1981, no. 7, p. 1251—1271; T u r k e y — Romanian State Archives, M.P.N. fonds, foreign press, file 937. f. 61—62.

¹⁷ Central State Archives of the S. R. Slovakia, Bratislava, Regional Bureau, I, The Presidency, 1920—1939, *Saznam Časopisov na slovensku* (List of the periodicals in Slovakian), 1923, 1927, 1929, box no 460; see: J. Darno, *Slovenské žurnalistika, 1918—1938*, Martin, Praha, 1966, 220 p.

¹⁸ *Handbook of Central and East Europe. 1932—1933*. v. 263.

We have few data concerning the condition of the press in Greece. 69 dailies and other 350 periodicals appeared in 1937: 13 dailies and other 239 periodicals were edited in Athens; 6 dailies in Pireus; 10 dailies in Salonica, 5 in Patras, etc. After 1936, owing to the unfavourable legislation, the circulation was smaller. Thus, "Proia", comes down from 13,000 issues to 7,500; "Akropolis", from 25,000 to 5,600; "Ellinkon Mellon" from 15,000 to 1,500. A specific feature of the Greek press was that political newspapers were always owned by private persons and not by political parties. On the other hand, even the economic or financial publications had a certain political character.¹⁹

Out of the 1,335 periodicals published in Yugoslavia in 1925, only 47 were dailies (691 newspapers, 644 magazines). Here are some circulations: "Politika", 100,000 issues; "Pravda", 38,000; "Vreme", 65,000; "Utro" or "Slovenek" 25,000. In 1932, the average circulation of the Yugoslavian press was of about 660,000 issues, read by some 3 million persons.²⁰

We have written a comprehensive article on the statistics of press in interwar Romania. We will limit ourselves now to several aspects alone. In 1934, 2,2253 periodicals appeared in Romania. Out of them, 1,308 were newspapers and 945 were magazines. Out of the total, 129 were dailies, 595 weeklies, 231 fortnightlies, 707 monthlies, etc. The language used was: Romanian (1,645); Hungarian (273); German (176); Yidish (27), etc. Bucharest was the number one press center, with 324 periodicals in 1927 or 648 in 1934. Official statistics point to a circulation of 2.1 million issues for 1929. Accordingly, there was 1 periodical for 9 inhabitants. In 1934, the circulation was of 3,3 million issues, i.e. 1 periodical for 4 inhabitants. "Universul" had the greatest circulation, with 150,000 issues in 1927 and 200,000 in 1938. "Dimineața" had 100,000, "Adevărul" 50,000, "Le Moment", 40,000 etc.²¹ We know very few aspects of the statistics of the press in interwar Turkey. In 1937, 146 newspapers and 207 magazines appeared. Out of them, 44 were dailies, 17 biweeklies, 95 weeklies, 112 monthlies, etc. As for the language, 273 were issued in Turkish, 14 in Turkish-French, 9 in French, etc; 162 publications, among which 23 dailies, appeared in Istanbul; in Ankara, 43 periodicals (2 dailies); in Izmir, 20 (6 dailies), etc. The most important daily was "Giumhuriyet", with a circulation of 25,000 issues in 1937 (as against the 50,000 issues which appeared before).²²

These statistical data reveal the better position of Czechoslovakia and Romania in point of general share and circulation. In comparison with Western Europe, the press in the states of the Little Entente and Balkan Alliance was less developed but met the minimum demands of the respective peoples.

Romania's idea of reinforcing political alliances, mainly multilateral ones, with press associations was made workable by the favourable regime as well as by the volume of the press. As it had to meet certain common requirements, the idea materialized quite easily.

¹⁹ Romanian State Archives, M.P.N. fonds, studies and documents, file 76, f. 48.

²⁰ Bela Deszenyi, *op. cit.*, p. 49.

²¹ Nicolae Dascălu, *Statistical Evolution of the Press in Inter-war Romania*, in "Revista de istorie", 1981, no. 7, p. 1263.

²² Romanian State Archives, M.P.N. fonds, foreign press, file 937, f. 33—61.

At the conference which set up the Press Little Entente, Eugen Filloti presented a report on the origin of this project. He underlined that the actions of political co-operation and in the sphere of the periodicals had developed in close connection. The idea of co-operation in the field of the press was launched from the very beginning by Romania. The plan which was proposed originated in the conviction that in a democratic regime, a political alliance could not be created and developed without the approval and support of the broad sections of society. And, in this respect, the action of the press had a great importance. The international conjuncture engendered a certain priority for the political matters, leaving those connected with the press to be solved later.²³

The idea that the origins of the P.L.E. were connected with those of the political alliance must be stressed. At the Genova Conference, held in the Spring of 1922, the Romanian project was discussed for the first time. The problem of co-operation of the official state bodies in the three countries and in Poland in order to combat with united forces the revisionist action was also debated. The exchange of opinions revealed the community of interests relative to the proposed project. However, at Genova, a concrete plan of action was not drawn up and a special meeting was necessary. On Czechoslovakia's proposal, the unofficial conference was held at Karlovy-Vary, in July 24—25, 1922. The representatives of the press of the Little Entente and Poland discussed several aspects of Romania's proposal,²⁴ contemplating the possibilities of organizing the exchange of press information, meant to improve the mutual understanding of the allied peoples. Among the matters of a technical character, there were: reduction of the postal tariffs, reciprocal facilities in the utilization of the telegraph, etc. The conference decided the convening of other meetings for the perfecting of the action programme.²⁵

Despite the promising beginning, the scheduled meetings never took place. Filloti declared that the situation was due to some obstacles of a bureaucratic character. In our opinion, Poland's delay and hesitations played an important role. However, further steps forward followed. Through the article *The Press of the Little Entente* published in "Prager Presse" on the 24th of December, 1922, the Romanian N. Daşcovici formulated in detail the action programme of the P.L.E. The author considered that "... the press in the three states of the alliance in Central Europe has the mission of unifying the thought and political feelings of the public opinion".²⁶

A lapse of almost three years followed. In the summer of 1925, somehow unexpectedly, representatives of the Romanian press took the initiative again. Willing to satisfy common interests and wishes, they organized the constitutive conference. Preparation work was carried on in June 1925. A first work meeting was held on the 18th of June 1925 at the Ministry of Foreign Affairs in Bucharest. On this occasion, a broadened organization committee was founded. Invitations were sent to the press

²³ The Archives of the Romanian Foreign Ministry (further quoted as A.M.A.E.), found, Little Entente, vol. 20, f. 78—79. *The History of the Little Entente of the Press*, report read by E. Filloti during the meeting of August 16, 1925.

²⁴ Ibidem, f. 80—81.

²⁵ Ibidem, f. 82.

²⁶ Ibidem, f. 86.

associations in the other states of the Little Entente. Czechoslovakia and Yugoslavia answered favourably at the beginning of July. The inevitable exchange of opinions on the agenda and the forming of the delegations followed.²⁷

The constitutive conference of the P.L.E. was held at Sinaia Romania, on August 15—19, 1925. The proceedings took place in plenary sessions or in specialized committees (organizational, technical, professional, political, resolution drawing up). Reports on the history of the P.L.E., the necessity and aims of the association, the professional and political side of its activity as well as the condition of the press in the three member-states, were presented. As a result of the debates, the association was founded and the statutes adopted. On its basis, the various bodies were elected.²⁸

The Statutes stipulated that the P.L.E. was a federation of the journalists and press associations in Czechoslovakia, Romania and Yugoslavia. The aims of the association were (a) to collaborate for the extension of the three states co-operation in various fields of activity and (b) to contribute, through a unitary action, towards the success of the pacific and progressive aims of the Little Entente. The P.L.E. bodies founded were : the local (national) committees, the central committee and the annual general assembly. The function of the central committee was carried out, in turn, by the national committee which hosted in the respective year the conference of the foreign ministers of the alliance.²⁹

The reports and debates evinced that the rapprochement of journalists in the three states had a political character. The idea that the principal task of the P.L.E. was to promote the objectives of the political alliance, to enlarge their co-operation in various fields of existence, was stressed. The director of the Romanian Bureau of Press, Diann, declared at the end of the conference : "A strong instrument of peace and progress in the service of the political Little Entente has been created."³⁰

Since 1925 up to the disappearance of the alliance proper, in autumn 1938, the P.L.E. held 14 annual sessions.³¹ Initially national committees carried on a rich activity along with annual meetings. Very soon after the P.L.E. was founded, the national bodies limited their actions to convening annual meetings. The Czechoslovak national committee held 10 ordinary and 6 extraordinary meetings between the first and the second general session.³² After 1928, in all the three cases, the national bodies were convened twice or thrice at the most.

²⁷ Ibidem, f. 22—31 (the Romanian-Czechoslovak-Yugoslav correspondence for holding of the preparatory meeting).

²⁸ Ibidem, f. 40—43 ; 46 ; 60—74 ; 115—126 ; 137—153, 129—136. agenda, reports, other documents of the first session of the L.E.P. ; see : *La Petite Entente de la Presse. Conférence constitutive*, cit., passim.

²⁹ *La Petite Entente de la presse. Conférence constitutive*, p. 142—144.

³⁰ A.M.A.E., fonds Little Entente, vol. 20, f. 141. Procès-verbaux, 4-ème séance. 17 Août 1925, Discours de clôture.

³¹ Eliza Campus, *Mica Înfelegere* (The Little Entente), Editura științifică, București, 1968 p. 257—331.

³² A.M.A.E., fonds Little Entente, vol. 20, f. 238—241, *Rapport sur les travaux du Comité national de Prague de la Petite Entente de la presse, 29 Juillet 1926*. not signed.

At the annual conferences of the P.L.E., reports regarding the activity carried on by the national committees were also presented, providing a general image of the association's activity.

Over 18—19 June, 1926, the proceedings of the second session were held at Bled, Yugoslavia. The Yugoslavian committee took over the central committee's prerogatives. The reports of activity of the national sections were presented and the possibilities to materialize the programme adopted at Sinaia in August 1925 were debated. People referred to the improvement of the exchange of press information, to the means of preventing mutual attacks in the press, as well as to get free railway tickets for journalists.³³

Joakimov, in Czechoslovakia, hosted the third annual session of the P.L.E. in May 1927. Debates followed the model of the preceding one. From among special reports, we mention those on the general political situation of the Little Entente or on the political conjuncture and the situation of the press in each of the member-states. Grants for journalists on a mutual basis were also debated.³⁴

Which was the structure of the national organizations of the P.L.E.? A number of 33 newspapers, 4 magazines and 3 news agencies were already members of the national sections in the fall of 1927, in Czechoslovakia. In Yugoslavia, the "Avala" official news agency as well as all the important newspapers of the country, with the exception of those belonging to the national minorities, were members.³⁵ In Romania, almost all the important dailies in the country and the great majority of the press in the capital joined P.L.E. Consequently, numerically the P.L.E. represented an important force as early as 1927.

The fourth annual conference of the P.L.E. was held in Bucharest, between June 19 and 22, 1928. The Czechoslovak delegation counted 11 persons, the Yugoslavian one 10 and the Romanian one 18. The head of the Czechoslovak delegation proposed a series of organizational measures meant to improve the association's activity. This was the first time the modification of the statutes was suggested. The problem was to be examined and debated at the next meeting. Other problems were: the necessity of the unique identification card for journalists members of the P.L.E.; the immunity of the journalists in the association, similar to the diplomatic one; the necessity of abolishing the censorship; the avoidance of the double taxation for journalists found on the territory of the other two countries members of the alliance, a.s.o. The technical committee debated the possibility of improving the telephone connections of the three capitals. They resolved that the association should ask the governments to connect by underground telephone cables Bucharest, Prague and Belgrade.³⁶

³³ *La Petite Entente de la presse. Procès-verbaux de la Conférence tenue à Bled le 19 Juin 1926*, Belgrade, 1927, 84 p.

³⁴ A.M.A.E., fonds Little Entente. vol. 20, f. 259—261; Romanian State Archives, M.P.N. fonds, studies and documents, file 10, 69 f. (documents concerning the preparation and the works of the third sess.).

³⁵ Romanian State Archives. M.P.N. fonds, information, file 37, non paginated. Romanian Legation, Prague, November 8, 1927, undecipherable, 3 f.: Romanian Legation, Belgrade, November 17, 1927, report no. 210, undecipherable. 2 f.

³⁶ *Ibidem*, file 57, 202 f. (the debates of the 4th session): for the activity of the years 1925—1928, see also: *La Petite Entente de la presse*, Orbis, Prague, 1928., 34 p.

From among the documents of the 4th session of the P.L.E., the report of the Romanian national committee is one of the few documents of the kind which dealt realistically with the activity of the P.L.E. It emphasized that few concrete results had been achieved. The organizational structures of the P.L.E. were too rigid. The resolutions approved by a session were then resumed by the following one almost without modifications. The connections with the national Press Bureau were still very poor. The P.L.E. action of educating the public opinion was lacking in effectiveness for the moment. On the technical level, the communicational connections of the three capitals had not been improved. On the professional level, the atmosphere of full confidence, essential for the best results, had not been achieved entirely.³⁷

The Romanian delegation's report gave an alarm signal as to the effectiveness of P.L.E.'s action. As a result, at the 5th session, held at Belgrade, on May 19—22, 1929, the Czechoslovak project regarding the modification of the statutes was the centre of debates. Again, no positive decision was adopted.³⁸ The national sections considered the problem in the period that followed the Belgrade conference. The meeting of the Central committee of the P.L.E., held in December 1929, decided to set up a permanent Secretariate of the association. This was conceived as a means of improving P.L.E.'s activity. The decision was approved by the foreign ministers of the alliance.

As a result, debates were resumed in the annual sessions. The 6th one, held from June 23 to 25, 1930, at Strbske Pleso, approved the foundation of the permanent Secretariate. Several months later, the delegates of the three countries to the Secretariate were nominated too. The problem was given a minor place until the general meeting that followed.³⁹ Its debates were held in Bucharest, on April 27—30, 1931. On that occasion, the following points were also discussed: the relations of the P.L.E. with the Economic Little Entente; unique identity cards of the members of the P.L.E.; the necessity of practical measures for improving telephone connections between Prague and Bucharest. For those between Bucharest and Belgrade, the workings were already in an advanced stage.⁴⁰

The debates of the 8th session (Belgrade, May, 13—14, 1932) were formal as they were held under the unfavourable conjuncture generated by the great depression. Initially, people even proposed to postpone it. The meeting had the usual agenda. However, besides the old resolutions, a new one concerning the aims of P.L.E.'s activity appeared. The document underlined the fact that the main purpose of the P.L.E., defined as early as its foundation, was the creation, by means of the press, of a state of mind which "above the legitimate interests which determine the Little Entente's policy is the prerequisite of an effective co-operation aimed to defend the principles of justice and peace." In this spirit, the periodicals in the member-states of the Little Entente had to inform the public opinion

³⁷ Ibidem, f. 197—199, *Rapport sur l'activité du Comité Roumain de la Petite Entente de la Presse*, IV-ème session, Bucarest, Juin 1928.

³⁸ Ibidem, file 138, 32 f. (the works of the 5th session, Belgrade, June 1929).

³⁹ Ibidem, file 217, f. 2—51; file 240, 12 f.; foreign press, file 316, f. 1—7 (the problem of the full time secretariate of the L.E.P. and the works of the 6th session).

⁴⁰ Ibidem, information, file 301, non paginated (the works of the 7th session).

about the dangers which threaten peace, based upon international agreements.⁴¹

At Czechoslovakia's proposal, the 9th annual conference, held at Prague, on May 29—31, 1933, had an antirevisionist character. At the same time, preoccupied to reinforce the association, the delegates resumed the problem of reorganization. This was ever more necessary since the political alliance had just been given a new basis through the approval of the Organizing Pact. Consequently, the conference decided upon: the formation of a Press Bureau by the Permanent Secretariate of the Little Entente, with headquarters at Geneva; the intense co-operation of the press attachés of the Little Entente states accredited in various states; the forming of action groups, in Bucharest and Belgrade, to extend propaganda for P.L.E. as the Czechoslovakians did; the development of the cultural relations of the three allied states, and, in the last run, the fight against false news which could endanger world peace. The end of the resolution which contained the above points, read: "The P.L.E. conference is firmly decided to defend the peace treaties that drew the frontiers of liberty in the world. It is decided to defend the ideals of liberty of the peoples and to fight against violence . . . It is firmly decided to build up, within the framework of the Europe, of the League of Nations and of the principle of equality, the peace work."⁴²

The 10th annual conference of the P.L.E., held at Bucharest on June 17—18, 1934, was anniversary. That is why, the three national delegations were more numerous than usually: 22 Yugoslavians, 19 Czechoslovakians and 25 Romanians. Eugen Filoti, the director of the Romanian Press Bureau, presented a lengthy report on the 10 years of P.L.E.'s activity. The preparation of a special booklet was also decided, in order to publish the results. A special audience to the King, a great number of receptions as well as the tenor of the speeches, pointed out the festive character of the meeting. On the occasion of a dinner party, Nicolae Titulescu, the famous Romanian foreign minister, stated that the first decade of P.L.E.'s history corresponds to the major objective of defending and consolidating the actions of the political alliance.⁴³

The modification of the statutes was also present on the agenda of the 11th session, held at Bled, from August 28 to 30, 1935. The Czechoslovak delegation proposed it but as the other two delegations had some objections the problem remained unsolved.⁴⁴ The following annual conference, held at Bratislava, on September 8—13, 1936, left the problem still unsolved. At the 12th session, the proposal of creating some national unions of the organizations of the Little Entente, like the one already existing in Czechoslovakia, was also discussed. And the political resolution reaffirmed P.L.E.'s decision to subscribe to the common efforts of the three allies in order to maintain European peace.⁴⁵

⁴¹ Ibidem, file 313, non paginated, concerning the works of the 8th session, held in Belgrade, May 1932).

⁴² Ibidem, file 376, 74 f. (preparatory works and the debates of the 9th session).

⁴³ Ibidem, file 398, 161 f. (the works of the 10th session); file 396, f. 6—31 (the correspondence for booklet preparation).

⁴⁴ Ibidem, file 482, non paginated (documents concerning the 11th sess.).

⁴⁵ Ibidem, file 633, f. 1—2; foreign press, file 701, f. 12—14; file 804, f. 1—59 (the works of the 12th session).

The debates of the 13th session were held at Sinaia, on August 29—31, 1937. A number of 8 Czechoslovaks delegates, 10 Yugoslavs and 11 Romanians tackled political, professional and technical matters which had been discussed at the previous sessions. The resolutions adopted then brought no new elements.⁴⁶ The 14th and last session of the P.L.E., held on August 13, 14 and 15 1938, was in the same situation.⁴⁷

We should mention some special actions or projects of the P.L.E. As early as 1926, the three members of the press confederation debated the adoption of a unitary legislation concerning offences against heads of states by means of the press. Since the Romanian criminal code already contained provisions in this respect, the problem had to be debated between the other two partners.⁴⁸ A few months after its foundation, the Czechoslovak committee suggested to the other two similar bodies that news from foreign agencies which were unfavourable to the Little Entente should not be published any more in the national press. In this respect, the three came to an agreement, even if practically the proposal was carried out with difficulty.⁴⁹ At the constitutive conference, the problem of a special newspaper of the Little Entente to be published in French was also mooted. For financial reasons, the project was not viable. In exchange, a Bulletin of the P.L.E. was issued in small but representative circulations.⁵⁰

The plan of founding a publishing house of the Little Entente also remained in contemplation. This publishing house, with head quarters in Paris, was to work through the common financial effort of the three allied states.⁵¹ At the end of 1936, the Little Entente carried on negotiations with France in order to buy and to use in common the services of a news agency. As Quai d'Orsay had already bought such an agency, the Little Entente states were to supply the necessary capital. Although more than a quarter million francs was the annual contribution of each, they agreed. Yet, at the beginning of 1937, France announced that it was no longer agreeable to this idea, due to the possible international political implications.⁵²

We have outlined the history of the Press Little Entente, the aims and the projects of the association. One should also add some important achievements. Between the journalists of the three countries, personal connections of actual importance were established. Systematically, the main periodicals in the three countries published articles regarding the other two allied peoples. News regarding the Little Entente, its purposes and actions, were always published on front pages. Sometimes common actions were carried on

⁴⁶ Ibidem, file 628, f. 1—34; file 633, f. 14; 51—136 (the 13th of the series of annual conferences of the L.E.P.).

⁴⁷ Ibidem, file 657, f. 5—21 (the works of the 14th session).

⁴⁸ Ibidem, file 396, 18 f.; see also: Michel Potulicki, *Le régime de la presse. Etude de législation pénale comparée*, Sirey, Paris, 1929, p. 127—144 (the cases of Romania and Czechoslovakia).

⁴⁹ A.M.A.E., fonds Little Entente, vol. 20, f. 197, Press Department, December 16, 1925, letter no. 67404, not signed, addressed to C. Mille, the president of the Central Committee of the L.E.P.

⁵⁰ Ibidem, f. 195, Romanian Legation, Prague, October 31, 1925, report no. 2274, not signed.

⁵¹ Romanian State Archives, M.N.P. fonds, information, file 390, f. 12—17 (the correspondence connected with the foundation of the Little Entente publishing house, July, 1933).

⁵² Ibidem, file 553, f. 3—11; file 558, f. 26 (documents concerning the project of the creation of an information agency of the L.E.).

during press campaigns which attacked one of the three. The proposed aims were but partially attained. It should be remembered that, without the permanent moral and financial support of the Press Bureaus of Bucharest, Belgrade and Prague, the association would have broken up within a short time after its foundation. The Press Bureaus organized all the meetings, were represented and, mostly, financed all the conferences and the other actions.

The existence of the P.L.E. necessitated considerable financial expenditures. The country in which the conferences were held had to support the cost of the travel of the delegations on the national territory, the accommodation, various dinner parties as well as the excursions which usually followed the working meetings. To 2—3 actual days of debates, other 6—7 days for excursions were always added. Here are some figures concerning Romania. Beginning with January 1926 the Press Bureau started granting the Romanian national committee of the P.L.E. a monthly subvention of 5,000 lei.⁵³ This sum of money was paid regularly throughout the existence of the P.L.E. So, approximately 750,000 lei were given to the Romanian national committee in 13 years. It is worth mentioning some occasional figures too. The Press Bureau paid 30,000 lei for a two-day trip following the 4th session.⁵⁴ During the great depression some restrictions were temporarily established: the number of the delegates was limited to six; wives were not accepted on the expense of the organizers any more; excursions were cut; the number of the festive dinners was limited, a.s.o. Even under such conditions the annual conference of 1931 cost the Press Bureau a little more than 250,000 lei.⁵⁵ After 1933, the old practices cropped up again. Thus, the fact that the session held at Bucharest in 1934 cost 606,000 lei is illustrative in this respect.⁵⁶ Of course, the other two governments were in a similar situation.

The consistent moral and financial efforts of the official press services in the three countries were determined by obvious political reasons. They tried to show to the world the viable unity, in multiple directions, of the Little Entente. Besides the indirect co-operation, connected with the activity of the P.L.E., the official press services in Czechoslovakia, Romania and Yugoslavia resorted to direct co-operation. The more ample action in the field of the press patronized by the League of Nations stimulated this joint action.

⁵³ A.M.A.E., fonds Little Entente, vol. 20, f. 223—224, Romanian Foreign Ministry to C. Mille, president of the Central Committee of the L.E.P., Bucharest, April 12, 1926, letter no. 21115, not signed.

⁵⁴ Romanian State Archives, M.P.N. fonds, information, file 57, f. 63, Press Department to the Romanian Company for Navigation on the Danube, Bucharest. June 15, 1928, undecipherable.

⁵⁵ *Ibidem*, file 301, f. 31, Press Department to the Chairmanship of the Council of Ministers, April 24, 1931, signed Filloti.

⁵⁶ *Ibidem*, file 396, f. 42—43, Press Department, Memorandum, May 7, 1934, signed E. Filloti.

In August 1927 the forum of Geneva organized the Press Experts Conference. The stated aim of this international meeting was to find the measures able to assure the cheaper and more rapid transmission of press information. A series of professional problems recommended by experts had also to be debated. The proceedings of the conference, preceded by preparatory meetings, convened 63 experts, 20 assistants and 35 councillors from 38 countries. Certainly, the states of the Little Entente were among them.⁵⁷

The conference of Geneva was followed by two special meetings of the press directors of various states. The first one was held in Copenhagen on January 11—14, 1932. Press directors of 33 countries were present there. Then followed the Conference of Madrid, on November 7—11, 1933, attended by delegates of 27 countries and of some international press associations. The press directors of the Little Entente were present in both conferences. Eugen Filloti presented at the Madrid Conference a draft statement on preventing aggression through the press. The document stipulated that the press directors should take all the necessary measures in order to avoid the publication of news which could bring about hatred between peoples or incite to aggression, territorial claims or interfering in internal affairs. The project was finished off in co-operation with the Polish and Soviet delegates and presented to the conference by the latter. The document was immediately adopted by 16 of the countries present.⁵⁸

On the path thus opened, special meetings of the press directors of the Little Entente followed after 1933, on the occasion of the annual conferences of the P.L.E. and on some other occasions. Current problems — mostly connected with the fight against the revisionist propaganda and hostile propaganda to the alliance — were debated. The Little Entente publishing house as well as other special problems were also tackled. The three press directors used to prepare the agendas of the annual sessions of the P.L.E. and to discuss all controversial problems. The effectiveness of such meetings determined the Permanent Council of the Little Entente, convened in Bratislava in September 1936, to officialize the conference of the press directors. The new body, an auxiliary of the Permanent Council, was charged with the co-ordination of the efforts of the three, meant to fight against revisionism and to assure tripartite-co-operation in the field of the press.⁵⁹

The collaboration of the Balkan Alliance states in the field of the press followed a line almost identical with that of the P.L.E. The Press Balkan Alliance (P.B.A.) benefited by the experience of Romania and Yugoslavia within the P.L.E. The effect was positive, as some solutions adopted by the Press Little Entente with considerable efforts could be taken over directly. On the other hand, as the history of the P.L.E. proved that spectacular results were not to be expected, the P.B.A. adopted from the very beginning

⁵⁷ Ibidem, file 61, non paginated; file 319, f. 1—34; see, also: *Conférence d'experts de presse, Genève, Août 1927*, Genève, 1927, 28 p.

⁵⁸ Ibidem, files 61, 310, 319 and 400; foreign press, file 432, 41 f. (the works of the Press Directors Conferences, Copenhagen, January 1932 and Madrid, November 1933).

⁵⁹ Ibidem, information, file 390, f. 1—11; 22—27; 70—82; 91—102; 153—171; file 633, f. 100—102; foreign press, file 701, f. 2—6 (documents concerning the conferences of the press directors in the Little Entente states, 1933—1937).

the formalism characterized by convincing declarations and by an extremely reduced activity.

Just like in the preceding case, Romania took the initiative. In May 1935, in Bucharest, the Conference of the Balkan Alliance was held. On this occasion Dragu, the Romanian Press director, organized an exchange of opinions with his colleagues, relative to the possibility of founding a press association of the alliance. The official communiqué pointed out the participants' satisfaction with the Romanian proposal, meant to create an instrument of mutual information in matters of the press, resulting in better knowledge of the alliance peoples.⁶⁰

The unfavourable situation delayed the foundation conference of the press association for a year. The debates took place on June 11, 12 and 13 1936, in Bucharest. The working documents showed that the main purpose of the future activity was propaganda through the press for the benefit of the alliance, through spreading of accurate news and exchange of information among the specialized agencies in the four allied countries. Discussions were held on the Romanian project of statutes. With some modifications it was adopted by the 26 delegates present.

The statutes had 11 articles divided into 5 parts. It stipulated that the P.B.A. was a union of the Greek, Romanian, Turkish and Yugoslavian press. The following aims were mentioned in the statutes: a) to work for a deep-going mutual knowledge and drawing together of the four peoples; b) to organize a rapid exchange of press information; c) to develop personal connections between journalists; d) to prevent or combat false news which could affect peace; e) mutual aid in case of unjustified attacks through the press, a.s.o. The P.B.A. bodies were: the four national committees, the Central committee and the annual conference. The final article stipulated that any other Balkan state could join the P.B.A., as this was an open association.⁶¹

After the first conference, the national committees were set up. The Greek committee was founded in June, the Yugoslavian one in October, the Turkish one in December, 1936 and the Romanian one in January, 1937⁶².

The second annual session of the P.B.A. was held in Athens, on February 14—17, 1937. On this occasion the problem of the utilization of the press information in such a way as not to cause altercations between peoples was discussed mostly, with special reference to the prevention of false news.⁶³

The debates of the 3rd conference were held at Istanbul, from April 7 to 14, 1938. The conference adopted the practice of the Press Little Entente to convene a meeting of the press directors of the alliance beforehand.

⁶⁰ Ibidem, information, file 560, f. 1. Ministry of Foreign Affairs. Memorandum. November 11, 1935, signed Dragu; f. 77, Official statement on the meeting of the press directors in the Balkan Alliance states. Bucharest, May 12, 1935).

⁶¹ Ibidem, file 535, 2 f.; file 515, f. 1—2; file 549, 2 f.; file 551, f. 1—23; 39—43; file 560, f. 2—17; 37—75; foreign press, files 701, f. 9—11; file 797, 30 f.; file 798, f. 1—29, file 800, 121 f. (the works of the founding conference of the B.A.P.).

⁶² Ibidem, file 560, f. 83; file 562, f. 1—12; file 598, f. 26 (documents concerning the creation of the national sections of the B.A.P.).

⁶³ Ibidem, file 570, f. 33—35; file 598, f. 1—4; 24—25; 57—82 (preparatory works and the debates of the 2nd session).

They met before the last plenary, in April 14. All the reports and resolution projects were considered. They decided, among other things: wider meetings of the national committees; to draw the attention of the ministries of education in the four states to some erroneous paragraphs in history textbooks regarding one or another country of the alliance published in these countries; to publish dictionaries of the Balkan languages; to request the improvement of the direct telephone connections; to prepare a musical radio-programme in common, etc.⁶⁴

Due to the unfavourable international situation, the P.B.A. came to an end after the 4th annual meeting, held in Bucharest on February 20—22, 1939. The Report of the National Romanian Committee at the conference pointed out some achievements of the Press Balkan Alliance. It was considered that the activity carried out by the Romanian section contributed to the conciliation of the national interests of each state with those of international co-operation. The press of the four allied countries contributed to the maintaining of a friendly climate in the Balkans. The Romanian newspapers always defended the position of the country's allies, found the best ways to orientate the readers in the direction desired by the alliance's promoters. The exchange of information between the news agencies of the four states continued. Personal connections between journalists were maintained. Some special broadcasts were organized, a.s.o.⁶⁵

Certainly, the annual conferences and other activities of the P.B.A. required the financial effort of the member-states. For instance, the 4th P.B.A. conference, held in Bucharest in 1939, required expenditures amounting to 370,000 lei, though only 4 Greek, 9 Yugoslav, 12 Romanian and 4 Turkish delegates took part.⁶⁶

We have presented significant facts and data for the history of press co-operation of Little Entente and Balkan Alliance member-states. Both press associations came into being out of Romania's initiative, as a consequence of the realistic interpretation of the role played by press within society. They were actually requested to influence the orientation of the periodicals towards desired directions in certain aspects of foreign policy. Among others, the favourable regime of the press, as far as the state is concerned, had the greatest importance, too.

In both cases, the achievements were not spectacular. The absence of historical antecedents in this respect was felt. Without the constant and mansided support of the official bodies, both associations would not have been viable. Their most important achievement is the contribution towards a more accurate knowledge of the peoples we refer to and the promotion and popularization of the two alliance purposes.

Shortcomings were also recorded. Many resolutions were not applied. Sometimes, the activity of the two associations had a formal touch. Great sums of money were spent with a reduced effectiveness.

⁶⁴ Ibidem, file 562, f. 19—37; 45—75; file 582, f. 6—23 (the documents of the 3rd session, Istanbul, April 1938).

⁶⁵ Ibidem, file 582, f. 24—48; file 698, f. 1—4; file 701, f. 1—9; file 703, non paginated; file 707, 5 f.; file 711, f. 1—9; file 731, 28 f.; file 738, 90 f. (preparatory works and the debates of the 4th session).

⁶⁶ Ibidem, file 738, f. 68, Press Department, Memorandum, Bucharest, February 26, 1939, not signed).

Nevertheless, a step forward in an unknown domain was made. By attesting the positive possibilities of the controlled utilization of the force of the press in limited directions, a historical precedent was created. The co-operation of the Little Entente and Balkan Alliance member-states in the field of the press consolidated the political alliances to a certain extent. The history of the two associations reveals the existence of multiple ways which can contribute towards the consolidation of peace in the world through the education of the public opinion. On the other hand, the implementation of Romanian projects revealed once more the mobile, dynamic character as well as the realism of Romania's foreign policy.

LA PLACE D'ATATÜRK PARMİ LES GRANDS COURANTS DE L'HISTOIRE*

ISMAIL ARAR
(Ankara)

Avant de commencer mon exposé permettez-moi de vous dire combien je suis ému de me trouver ici, sur le sol roumain.

Nous, en Turquie, nous suivons avec un enthousiasme exalté le développement économique et culturel de la Roumanie. Parce que nous croyons, franchement, qu'une Roumanie forte et prospère est un des solides bastions de la paix européenne. Permettez-moi d'ajouter encore quelques mots sur la gratitude que nous portons aux éminents académiciens et historiens roumains, pour leurs contributions et leurs recherches sur l'histoire des Turcs et de la Turquie. Et je veux remercier aussi les dirigeants de la Société des Relations Internationales et toutes les sociétés scientifiques pour leur délicat intérêt et l'initiative d'organiser des réunions et des symposiums consacrés au centième anniversaire de la naissance d'Atatürk.

Durant les années d'études universitaires on nous a enseigné qu'il y a principalement huit théories qui traitent des causalités des faits historiques. La plus ancienne est attachée au nom de Bossuet, penseur français du XVII^e siècle. Bossuet, dans son livre intitulé *Discours sur l'Histoire Universelle*, traitant la fondation et l'effondrement des Etats et des Empires, résumait sa théorie en ces lignes : « Ce long enchaînement des causes particulières qui font et défont les Empires dépend des ordres secrets de la divine providence. Dieu tient du haut du ciel les rênes de tous les royaumes ; il a tous les cœurs en sa main ; tantôt il retient les passions, tantôt il leur lâche la bride, et par là il remue tout le genre humain ».

Comme on le constate clairement, la base de sa pensée est théologique, donc incompatible avec nos conceptions scientifiques actuelles.

Vient ensuite l'Ecole Géographique, lancée par Buckle, le philosophe anglais, et développée plus tard par Ratzel, le professeur allemand.

Le sociologue français Gabriel Tarde a fondé sa théorie sur « Les Lois de l'Imitation », c'est-à-dire sur les causes psychologiques.

Les philosophes allemands Kant et Hegel, tout en se séparant sur des notions philosophiques, sont d'accord sur la causalité des faits historiques : à leur avis, ce sont les idées, les grandes idées qui émouvent les gens et donnent naissance aux événements historiques.

Encore un penseur français, le Comte de Gobineau, dont la théorie a trouvé dans l'Allemagne du III^e Reich une plus large audience qu'en

* Allocution présentée le 19 mai 1981 à l'Association de droit international et de relations internationales à l'occasion du centenaire Atatürk.

France, avait fondé sa théorie sur la race, comme cause fondamentale des faits historiques.

Viennent ensuite Laplace, Lamarck, Darwin et Spencer qui sont tous les adeptes de l'école « évolutionniste ».

Ce sera, je crois, trop de zèle de ma part d'examiner ici, en Roumanie socialiste, la valeur et l'importance de l'interprétation économique ou, autrement dit, l'interprétation matérialiste de l'histoire. Je veux seulement citer les noms de Karl Marx et de Lénine pour préciser combien cette théorie matérialiste de l'histoire doit être reconnaissante à eux, à leur pensée et à leurs écrits.

Il me reste à citer la huitième et la dernière théorie qui traite de la causalité de l'histoire. Elle est liée, à tort ou à raison, au nom de Carlyle, penseur et écrivain anglais. A son avis, l'histoire universelle n'est qu'une synthèse de ce que le genre humain a accompli dans le monde, un résumé des actes, des gestes et des pensées des grands hommes, c'est-à-dire des Héros. Parce que ce sont eux les véritables guides des masses. Tout ce qu'ils ont accompli représente les vœux communs des individus.

Je viens d'énumérer les principales théories qui traitent de la causalité de l'histoire uniquement en guise de prologue.

Et maintenant je veux examiner la place d'Atatürk dans l'histoire universelle et dans l'histoire turque.

Sans aucune exagération, nous pouvons dire qu'Atatürk est un des rares personnages qui a changé par sa propre volonté, sans doute aussi par les autres mutations économiques, politiques et sociales, non seulement le destin d'un seul peuple mais, à un moment donné, le destin du monde entier.

Voilà trois exemples frappants à l'appui de ce point de vue :

En 1915, la deuxième année de la première guerre mondiale, il était nommé commandant de la 19^e division d'infanterie, formée en hâte aux Dardanelles. Le commandant d'Armée, le général allemand Limand von Sanders, attendait un débarquement des alliés sur le territoire anatolien et faisait des préparatifs pour cette éventualité. Quant à Atatürk, alors Lieutenant-Colonel Mustafa Kemal Bey, lui, il attendait un débarquement sur la presqu'île de Gallipoli et préparait ses troupes, abandonnées et faibles, pour une contre-attaque dès le moment du débarquement.

Le déroulement des événements a donné raison à Atatürk ; les alliés ont débarqué sur la presqu'île et il les a vaincus.

Winston Churchill, alors Ministre de la Marine de la Grande-Bretagne, raconte dans ses mémoires de guerre les buts de cette expédition : « Changer l'histoire mondiale, séparer en deux l'Empire des Turcs, paralyser sa capitale, unir les Etats balkaniques contre nos ennemis, aider la Russie, diminuer la durée de la guerre et ainsi sauver la vie de milliers d'hommes ».

Ce but ne fut pas atteint. Pourtant, le monde avait été changé, mais pas selon les vœux et l'imagination de Winston Churchill.

C'est la raison pour laquelle le général Aspinall-Oglander, historien militaire anglais, parle d'Atatürk en le qualifiant « l'homme du destin ».

Deuxième exemple : Pendant la guerre de l'indépendance turque, une bataille, une bataille rangée qui a duré 22 jours et nuits, s'est déroulée dans la zone de la rivière de Sakarya. Atatürk a dirigé cette bataille lui-même, avec une conception stratégique tout à fait nouvelle pour ce moment-là. A un moment critique de la bataille, car l'ennemi était beaucoup plus

fort que la jeune armée turque, il a noté dans son journal les lignes suivantes : « Il n'y a pas une seule ligne à défendre, mais tout le territoire de toute la patrie. Donc, si un détachement doit reculer, il doit se tenir sur une autre ligne en arrière. tandis que les autres détachements qui sont aux ailes de celui-ci continueront le combat dans leurs tranchées sans reculer d'un seul pas ». Et, le résultat est connu par le monde entier. Ce fut le commencement du débâcle de l'armée grecque. Le monde, encore une fois, changeait. Une nouvelle ère s'ouvrait devant la nation turque.

Et un troisième exemple, mais cette fois pas dans le domaine militaire : La fin victorieuse de la guerre de l'indépendance et le commencement des pourparlers de paix à Lausanne avaient détourné l'opinion publique du pays vers les problèmes intérieurs de l'après-guerre. Les opposants d'Atatürk — car il y a toujours des opposants dans chaque pays et à chaque moment — prétendaient qu'une fois la victoire gagnée, la tâche d'Atatürk était aussi accomplie. Ils prétendaient aussi qu'il devrait se résigner de ses qualités officielles, c'est-à-dire de Président de la Grande Assemblée Nationale et de Généralissime des Armées Turques et de reprendre sa place honorable au sein de la nation comme simple citoyen. Mais lui, il pensait différemment. Il ne trouvait pas suffisant d'avoir gagné une victoire militaire. Il considérait nécessaire que la nation turque occupe, le plus tôt possible, la place d'honneur qu'elle méritait dans la famille des nations, d'entreprendre un nouveau combat contre toutes les institutions surannées.

Un jour il avait exprimé sa conviction : « Deux conquérants : l'épée et la charrue ; le premier a toujours été vaincu par le second ».

Ce nouveau combat, entrepris contre la monarchie absolue et théocratique, contre les institutions surannées, le fanatisme religieux et l'ignorance a donné naissance à la République Turque, laïque et démocratique, basée sur les principes de la souveraineté nationale et du populisme, sur le respect des droits de l'homme, et agissant dans le domaine de la politique étrangère selon le principe formulé par Atatürk : « Paix dans le pays, paix dans le monde ».

Puisque nous parlons de l'histoire, puisque nous parlons d'Atatürk, à mon avis, il est le moment opportun de chercher une réponse à ces deux questions, posées souvent :

1. Pourquoi Atatürk, le grand commandant, le grand homme d'Etat et le grand réformateur, a-t-il accordé une si grande importance aux recherches historiques.

2. Quelle est sa conception sur le rôle de l'histoire ou, plus largement, sa conception de vie ?

Pour ne pas laisser sans réponse la première question, il faut aller un peu en arrière dans le temps, jusqu'aux jours de l'Empire ottoman. Certes, il y avait des historiens turcs, et même trop, avant la République. Mais ils étaient plutôt des chroniqueurs que des historiens. Ils ne savaient faire que des éloges aux sultans. Ils commençaient leurs récits avec la création du genre humain, avec Eve et Adam, ils racontaient les vies des prophètes, puis ils expliquaient l'expansion de l'Islam et l'histoire des Empires Arabes des Abbasides et des Omeyyades, et ensuite ils revenaient à l'histoire des Turcs proprement dits, et pire encore, ils ne prononçaient pas le mot Turc. Parce qu'aux yeux de ces chroniqueurs,

parler de l'histoire turque d'avant l'islamisme était un grand péché et prononcer le mot Turc était une insulte à l'adresse des sultans ottomans. Et, croyez-moi que ce n'étaient pas seulement les chroniqueurs des temps les plus reculés, mais ceux d'après la période des grandes réformes du Tanzimat. Un historien et poète très connu, Namik Kemal, écrivait à la fin du XIX^e siècle les vers suivants :

« Nous sommes les glorieux descendants de cette tribu d'Ottomane,
Qui, d'une tribu ont fait un Etat victorieux du monde ».

Ces chroniqueurs et historiens traitaient l'histoire universelle et aussi l'histoire turque sous l'influence des courants de l'« Islamisme » et de l'« Ottomanisme ».

Et, de l'autre côté, la mentalité scientifique n'avait pas pu affranchir la barrière du fanatisme. Imaginez-vous que la machine à imprimer était introduite en Turquie, trois siècles après son invention, parce qu'un « Fetva », un arrêt religieux de « Seyh-ul-Islam », le chef des clergés, avait interdit l'usage de l'imprimerie.

Un poète nommé Vehbi, conseillait même les jeunes gens et les hommes de lettres de ne pas s'occuper de la géométrie, pour qu'ils ne tombassent pas dans le cercle vicieux.

Telles étaient la mentalité des intellectuels ottomans et le niveau des travaux et de la recherche historique quand Atatürk a commencé la réorganisation de ce domaine.

Fustel de Coulanges, illustre historien français, avait dit : « le véritable patriotisme n'est pas l'amour du sol, c'est l'amour du passé ». Conformément à ces paroles, Atatürk a jugé bon de prendre comme base l'histoire nationale. Selon lui, l'histoire nationale devait constituer l'aspect moral du combat pour l'indépendance. En effet, tout comme nos territoires, le passé de la nation turque, sa personnalité civilisatrice et ses valeurs humaines avaient été victimes d'une invasion morale. Les grandes actions qu'elle avait accomplies étaient mentionnées comme étant l'œuvre des autres peuples. De plus, par suite aux rapports historiques très tendus entre les Turcs et les Européens, dans la littérature mondiale régnaient des conceptions qui étaient le produit de la haine envers les Turcs. Il n'y a pas longtemps, le monde croyait que les Turcs appartenaient à la race jaune et à un type d'homme très arriéré par rapport aux Occidentaux. On prétendait que les Turcs n'étaient que des soldats et des destructeurs, sans aucune aptitude pour la civilisation. Atatürk savait que ces dénaturations historiques ne reposaient sur aucune preuve qu'elles étaient fausses, exagérées et haineuses. Alors, il fallait expliquer aux jeunes générations turques que leurs ancêtres avaient fondé des civilisations brillantes, qu'ils étaient — tout comme les Européens — de race blanche et en réalité les véritables propriétaires des territoires sur lesquels ils vivaient.

Et maintenant, je chercherai une réponse à la deuxième question. Il est certain qu'Atatürk n'était pas un philosophe, dans le sens restreint du mot. Mais quand on examine ses mémoires, ses discours, ses allocutions, et ses écrits on constate avec une grande admiration qu'il y a beaucoup de

sagesse et un sens et un goût philosophique dans sa pensée. En voilà un exemple indiscutable :

« Les nations doivent ignorer la tristesse et l'affliction. Le devoir des chefs est de les diriger de façon à leur faire accueillir la vie avec joie et amour .

Autrefois, je lus maints livres, voulant connaître les opinions que les philosophes eurent de la vie. Les uns voyaient tout en noir : „Puisque, disaient-ils, nous ne sommes rien et que nous serons réduits à néant, il ne peut y avoir place pour la joie et le bonheur dans la vie éphémère de ce monde”.

J'ai lu d'autres livres qui, ceux-là, étaient écrits par des hommes plus raisonnables. „Puisque, disaient ces philosophes, nous ne sommes rien et que de toute façon nous allons vers le néant, soyons donc gais et joyeux au cours de notre existence.”

Je préfère cette dernière conception de la vie, en y apportant les conditions suivantes :

Malheureux sont ceux qui croient personnifier l'existence de toute l'humanité. L'homme, en tant qu'individu, est destiné à périr. Travailler non pour lui-même mais pour ceux qui viendront après lui est la condition première du bonheur que tout individu peut atteindre dans la vie. Nul homme sensé ne peut agir autrement. La joie et le bonheur complets dans la vie ne peuvent s'acquérir qu'en travaillant pour l'existence, le bonheur et la gloire des générations à venir.

En agissant ainsi, l'homme ne doit pas se demander : « Ceux qui viendront après moi comprendront-ils que j'ai travaillé dans cet esprit ? » Je dirai même que les plus heureux sont ceux dont le caractère consent et préfère que leurs services restent ignorés de toutes les générations futures.

Chacun a ses préférences. Certains aiment le jardinage et la culture des fleurs. D'autres préfèrent former des hommes. Quelqu'un qui cultive des fleurs attend-il quelque chose d'elles ? Quiconque forme des hommes doit agir avec la mentalité de celui qui cultive des fleurs. Ceux qui agissent ainsi sont seuls aptes à servir leur nation, leur patrie ainsi que l'avenir de celles-ci. Un homme qui pense à lui-même avant de penser au bonheur de son pays et de sa nation ne peut être que de second ordre. Ceux qui s'accordent une importance essentielle et croient que l'existence du pays et de la nation auxquels ils appartiennent ne reposent que sur leur personne ne peuvent être considérés comme ayant servi le bonheur de leur nation. Ceux-là seuls donnent à leur nation les possibilités de vivre et de progresser, qui pensent aux générations qui leur succèdent. C'est une erreur de croire que l'action et le progrès s'arrêtent quand on n'est plus en scène.

Ce dont je vous ai entretenu jusqu'ici s'applique à des sociétés distinctes les unes des autres. Mais aujourd'hui toutes les nations du monde sont plus ou moins solidaires ou en train de le devenir. L'homme doit penser au calme et à la prospérité de ces nations autant qu'à l'existence de son propre pays et s'attacher à concourir au bonheur de toutes les nations dans la mesure qu'il attache de prix à celui de la sienne.

Tous les hommes sensés reconnaissent que l'on ne peut rien perdre à travailler dans ce sens. Car vouloir le bonheur des nations c'est, par une autre voie, vouloir son propre bonheur et sa propre tranquillité. Si l'harmonie ne règne point parmi les autres nations, un pays aura beau travailler

pour la paix, il ne réussira pas à l'acquérir. Voilà pourquoi je conseille ceci à tous ceux pour qui j'éprouve de l'affection. C'est avant tout de la vie et du bonheur de leur propre nation que les hommes de gouvernement désirent être les facteurs. Mais après cela, ils doivent nourrir la même pensée en ce qui concerne les autres peuples. Les événements mondiaux nous prouvent clairement ce fait.

Nous ne pouvons être sûrs que l'incident qui nous semble indéfiniment lointain ne nous touchera pas un jour de très près. Voilà pourquoi il est nécessaire de considérer toute l'humanité comme un corps et chaque nation comme un membre de ce corps. N'importe quelle douleur qui affecte une partie quelconque du corps n'affecte-t-elle pas ce corps tout entier ?

La Turquie, la Roumanie et leurs amis sont puissants. Je ne conçois rien qui puisse nous arriver de n'importe où. Il est même inutile de songer à pareille chose. Nous possédons le privilège de contempler dans le calme le monde entier. Nous ne devons pas dire : « Que m'importe ce malaise sur tel point du globe ? » Si tel malaise existe, nous devons nous en occuper comme s'il était chez nous. Quelque éloigné que nous paraisse l'incident en cause, nous ne devons point nous écarter de ce principe. Une telle mentalité préserve de l'égoïsme les hommes, les nations et les gouvernements. Qu'il soit personnel ou national, l'égoïsme est toujours condamnable ».

D'autre part, étant un grand réformateur, il avait certainement des idées précises sur les questions politiques et sociales, nous pouvons dire même sur toutes les activités humaines. En tout cas, il n'a pas rassemblé ses idées dans un livre systématique, comme l'ont fait les autres leaders pendant l'entre-deux-guerres. Sur les raisons de cette attitude, il parle, dans son grand Discours prononcé en 1927 : « Nous aussi, nous aurions pu, en développant certaines pensées impraticables, des subtilités théoriques, écrire un livre. Nous ne l'avons pas fait. Dans la voie de la rénovation et du développement matériel et moral de la Nation, nous avons préféré faire passer les actes, avant les paroles et les théories ».

Donc, pour comprendre sa pensée, il devient nécessaire de suivre ses actes et de réunir d'abord ses discours et ses écrits et puis faire un choix de ses idées fondamentales et caractéristiques. C'est ce que je fais actuellement. Au fond, la pensée d'Atatürk était rationaliste et positiviste, puisqu'il a prononcé les mots suivants, et d'ailleurs tous ses actes le justifient : « Le guide par excellence dans la vie, c'est la Science ».

Je crois que ce sont des mots à inscrire sur les façades des bâtiments universitaires du monde entier, comme nous l'avons fait à Ankara.

Atatürk était convaincu que toutes les nations du monde constituent une grande famille, que tout malheur qui pourrait arriver à l'un de ses membres doit être ressenti par les autres, comme la douleur d'une épingle qui entre dans n'importe quelle partie du corps est ressentie par le corps tout entier.

La fraternité humaine entre les nations a été l'idéal auquel Atatürk est resté attaché pendant toute sa vie, fait qui témoigne une fois de plus que sa pensée avait un caractère humanitaire. Il était un soldat, un grand commandant victorieux et pourtant il détestait la guerre. « La guerre — disait-il — est un crime quand elle n'est pas nécessaire et inévitable pour sauvegarder la vie de la Nation ».

C'est dans cette conviction qu'il a réussi de trouver pour la Turquie républicaine l'une des formules les plus saisissantes : « Paix dans le pays, paix dans le monde ».

Et voilà un cas très intéressant et exceptionnel : personne ne l'a vu, après la guerre, porter son uniforme de maréchal, sauf pour poser quelques instants devant un peintre, tandis que les imitateurs de Napoléon de l'entre-deux-guerres avaient revêtu des uniformes pompeuses pour avoir un soi-disant effet sur leurs peuples.

Dans le domaine de la politique extérieure Atatürk donnait une grande importance aux traités, aux pactes, aux ententes, telle que l'Entente Balkanique. Mais, au fond de son cœur, il croyait beaucoup plus à l'amitié qui devrait exister entre les peuples.

Le 17 mars 1937, à Ankara, il déclarait au Ministre des Affaires Etrangères de la Roumanie : « Ce sont plutôt des sentiments que des traités qui unissent les nations ». Et dans la même allocution il soulignait : « Nous souhaitons de tout cœur que la Roumanie devienne chaque jour plus forte. Notre amitié est tellement sûre et serrée que nous nous sentons aussi plus forts tant que la Roumanie est forte et prospère ».

Je ne saurais conclure sans vous assurer que de pareils sentiments vivent actuellement dans les cœurs des continuateurs d'Atatürk. Je m'incline, une fois de plus, devant la mémoire vénérée d'Atatürk.

MUSTAFA KEMAL ATATÜRK — PENSEUR ET HUMANISTE*

MUSTAFA ALI MEHMET

Sans conteste, les profondes mutations manifestées dans la société turque au cours des dernières six décennies sont étroitement liées en premier lieu à la personnalité du grand homme d'Etat Mustafa Kemal Atatürk, considéré à juste titre le créateur de la Turquie moderne. Poursuivant une série d'objectifs d'importance immédiate ou de perspective, il a participé directement à l'effondrement de ce qu'avait été l'Empire ottoman et a révolutionné la mentalité d'un peuple, lui frayant la voie vers la civilisation et la culture contemporaines. Mais, pour y aboutir, le peuple turc, après avoir parcouru une longue période de gloire et de décadence, a dû livrer une bataille à mort pour sa nouvelle affirmation sur la grande scène de l'histoire, pour vivre à côté des autres peuples, avec des droits égaux. Cette lutte justement sera organisée et dirigée par Mustafa Kemal après son débarquement à Samsun, au nord de l'Anatolie, le mémorable jour de 19 mai 1919. Dès cette date, il se trouvera à la tête de la lutte de libération nationale du peuple turc, contre tout ce que représentaient autant les formes périmées dans la société turco-islamique que les forces étrangères (britanniques, françaises, italiennes, grecques) qui, suite à la défaite de l'Empire ottoman, après la première guerre mondiale, s'étaient partagé presque tout ce qu'avait survécu de cet Empire dans la dernière phase de son existence. En trois années seulement, après des luttes violentes dans lesquelles étaient engagées toutes les forces matérielles et humaines du peuple turc, l'Anatolie sera libérée et la paix de Lausanne (24 juillet 1923) établira les frontières d'aujourd'hui de la Turquie, en concordance avec le principe fondamental défini au début même de la lutte de libération sous la dénomination de « Misak-i Milli » (Le Pacte national).

Mais, la « révolution kémaliste » ne s'est pas contentée de la conquête de l'indépendance et du pouvoir politique, au nom du peuple, continuant par une série de transformations fondamentales dans les domaines les plus divers de la vie sociale et politique, administrative et juridique, culturelle et dans d'autres domaines, transformations concrétisées dans les « Réformes kémalistes » qui ont donné à la société turque une physionomie tout à fait différente de ce qu'elle fut jusqu'alors.

Bien entendu, il est difficile de concevoir qu'une révolution, avec toutes ses implications, peut être l'œuvre d'un seul homme. mais dans le cas de la révolution turque la place occupée par Kemal Atatürk est telle-

* Allocution présentée le 19 mai 1981 à l'Association de droit international et de relations internationales à l'occasion du centenaire Atatürk.

ment importante, qu'on se rappelle son nom dès qu'on pense à la révolution et aux réformes qui lui ont suivi. Le peuple turc l'a récompensé, en le surnommant — pour ces raisons — « Atatürk » (le père des Turcs) et ses réalisations ont généré une vraie idéologie, connue sous le nom de « kémalisme » qui exprimait les aspirations et les réalisations du peuple turc dans les nouvelles conditions historiques.

Un de ses biographes écrivait : « Atatürk n'était pas un doctrinaire, car il n'était pas lié a priori à certains systèmes philosophiques . . . » D'ailleurs, Atatürk reconnaît lui-même ce fait, en affirmant : « Je ne décide pas dans le domaine des sciences, surtout dans les sciences sociales. Je désire à cet égard que les savants me les enseignent . . . Montrez-moi vos directions dans les sciences sociales pour que je les suive ».

Pourtant, Mustafa Kemal s'est conduit d'après des principes pour lesquels il a lutté de toute son âme et a su renoncer même à ses plus proches collaborateurs qui n'étaient pas décidés de le suivre jusqu'au but. « En ce qui me concerne — dit-il — portant dans mon âme, comme un secret national, l'aptitude naturelle du peuple pour la perfection, j'étais obligé de l'appliquer successivement dans notre société ».

Mustafa Kemal s'est formé une certaine philosophie de la vie, se situant parmi les hommes confiants dans le sens de l'existence humaine. Il ne nous a pas laissé des tomes enfermant sa vision sur le monde et les sociétés, mais ses idées ont été exprimées à l'occasion des séances de la Grande Asssemblée Nationale, des déclarations officielles, des interviews accordées aux diplomates et aux journalistes, des réunions scientifiques ou d'affaires, dans ses discussions avec les paysans, etc. La diversité des circonstances lui offrait un vaste champ d'action, étant liées aux particularités de la société turque de l'époque et des transformations successives dans les divers domaines de la vie du peuple turc. Les déclarations de Mustafa Kemal revêtaient souvent un caractère de spontanéité, raison de plus pour qu'elles soient exprimées avec toute sa force de conviction, parfaitement conscient de la cause en faveur de laquelle il plaidait et des buts qu'il visait. La plupart de ses idées attirent l'attention par la concision et la densité et leur contenu à caractère de vraies « maximes » dont on se rappelle aujourd'hui encore. Parfois, partant des problèmes spécifiques de la Turquie, Mustafa Kemal saisissait l'occasion pour aboutir à des conclusions généralisatrices ; de même, des considérations d'ordre théorique lui servaient dans certaines circonstances comme point de départ pour l'approche des problèmes qui préoccupaient la Turquie.

Ceux qui se sont intéressés à la personnalité de Mustafa Kemal Atatürk ont insisté surtout sur sa biographie — d'ailleurs assez agitée — et sur ses réformes, sans accorder l'attention méritée aux principes généraux qui ont guidé son activité, principes qui représentent en dernière analyse l'expression même de sa conception du monde et de l'existence. En ce qui suit, nous tâcherons de présenter les aspects fondamentaux de la pensée d'Atatürk, tout en mettant en évidence le sens et la signification de ses idées politiques, le caractère humaniste de sa conception, pour combler certaines lacunes de l'image de cette personnalité et de ce grand homme d'Etat de notre siècle.

1. Pour Mustafa Kemal les catégories *liberté* et *indépendance* ont toujours représenté les conditions fondamentales de la raison d'exister, qu'il

fusse question d'individus ou de peuples. En déclarant que « la liberté et l'indépendance sont les deux composantes de mon esprit », Atatürk mettait ces deux principes à la base de l'existence des peuples. « Je suis d'avis — disait-il — que l'honneur et la dignité, l'honnêteté et l'affabilité d'un peuple ne sont possibles que par la liberté et l'indépendance de ce peuple », ou bien : « un peuple privé de liberté est voué à la mort ou à la disparition ». D'ailleurs, de son point de vue, l'indépendance et la souveraineté d'Etat sont des conditions sine qua non pour l'adoption de la civilisation et de la culture modernes. Par « indépendance », Mustafa Kemal entendait la liberté d'action sous tous les aspects. « Indépendance et souveraineté plénière signifie indépendance totale au point de vue politique, financier, économique, judiciaire, militaire, culturel, etc. La frustration de l'indépendance de chacune des conditions mentionnées ci-dessus signifie une frustration de l'indépendance totale du peuple et du pays, au vrai sens du mot ». En tenant compte des conditions dans lesquelles le peuple turc a conquis l'indépendance, Mustafa Kemal exprime la conviction que « la souveraineté ne se donne pas, elle s'arrache ».

Il est connu que la situation générale de l'Empire ottoman dans la période suivant la première guerre mondiale lui offrait une image sombre, totalement dépourvue de perspectives, même s'il aurait accepté la « protection britannique » comme le demandaient les uns, ou le « mandat américain » comme le proposaient les autres. Même les efforts de « sauvegarde régionale » n'avaient plus de chance. C'est pour ces raisons qu'il préconisait, même avant son départ d'Istanbul — le 16 mai 1919 — que la seule voie possible pour se tirer de cette situation était « la création d'un nouvel Etat ture, indépendant, étayé de la souveraineté du peuple, sans restrictions, sans limitation ». Mais, pour la réalisation de ce nouveau type d'Etat, une lutte décidée s'est livrée contre tout ce que représentait l'Empire ottoman, et en même temps contre les forces interventionnistes, étrangères.

2. Mustafa Kemal a défini « la révolution » et « les réformes » par rapport aux exigences de la société turco-islamique de l'époque. Dans sa conception, « révolution » signifiait « renversement des institutions existantes par la force ». Du point de vue de la société turque, cela signifiait pour Mustafa Kemal « le renversement des institutions qui ont empêché le progrès du peuple turc pendant les dernières décennies et leur remplacement par des institutions nouvelles, capables d'assurer la prospérité de la nation, conformément aux exigences des civilisations les plus avancées. Notre Etat d'aujourd'hui représente — disait Atatürk — le plus éloquent exemple de liquidation des formes anciennes datant depuis des siècles ». Cela veut dire — selon ses propres mots — que « le peuple a remplacé les relations religieuses et doctrinales, se regroupant en vertu de l'appartenance à la nation turque ». En ce qui concerne la direction, il s'est inspiré des « nécessités humaines ».

Dans la conception d'Atatürk le processus des réformes avait en Turquie un caractère continu, en dépit du point de vue exprimé par certains collaborateurs qui prétendaient que « les réformes kémalistes étaient achevées ». Dans un discours prononcé le 25 octobre 1925, Mustafa Kemal soulignait que la mission qu'il avait commencée ne « finira jamais, elle continuera même après ma mort ».

Il convient de souligner que Mustafa Kemal a tenu compte, dans toute son activité, des réalités de la société turque de son époque, ainsi que des enseignements tirés de l'histoire de l'Empire ottoman. Se rapportant aux mutations permanentes imposées par le développement de la société moderne il appréciait que « à cette époque, il est impossible de défendre l'existence à l'aide d'une mentalité séculaire, et par l'attachement au passé » et ceux qui adoptent des positions rétrogrades « sont condamnés de se noyer dans le torrent tumultueux de la civilisation mondiale ». Attribuant les malheurs et la misère des peuples turco-islamiques au refus d'accepter la civilisation moderne, M. K. déclarait : « Nous ne pouvons plus attendre. Nous avancerons à tout prix et il n'y aura pas de retour car nous sommes obligés de nous précipiter en avant ». Il était bien décidé à cet égard, fait dû à la conviction que « la civilisation est une flamme puissante qui détruit tous ceux qui l'ignorent ».

Concevant ses réformes dans le contexte du progrès et de la civilisation modernes, Mustafa Kemal s'est approprié l'exemple de la civilisation européenne, en général, et de celle occidentale, en particulier. « Quel est le peuple qui, désirant entrer dans la civilisation, ne s'est pas dirigé vers la civilisation occidentale ? » et en ce qui concerne la voie que devrait suivre le peuple turc : « Nous nous sommes toujours orientés de l'Orient vers l'Occident ».

3. Mustafa Kemal a analysé aussi le rapport entre *force* et *justice* dans l'histoire des peuples en situant la justice au-dessus de la force, quoique la première fût conditionnée par la deuxième. « De toute façon, une justice existe dans ce monde — déclarait Atatürk en 1920 — et cette justice est au-dessus de la force. » Mais, pour que la justice soit victorieuse, il est nécessaire, affirmait Atatürk, que « la nation acquiesce la conscience de ses droits, qu'elle prouve d'être prête de se sacrifier pour la sauvegarde de ses droits ». Mustafa Kemal accorde une attention particulière à la *force interne* d'un peuple, destinée à assurer son existence et son indépendance. « Si un peuple ne s'occupe pas de toutes ses forces intellectuelles et matérielles, de son existence et de ses droits, si un peuple n'assure pas son existence et son indépendance par ses propres moyens, il n'échappera jamais à la risée des autres ». Atatürk considère que aucune force ne peut priver un peuple de son droit à l'existence : « la souveraineté nationale — dit-il — est une lumière si puissante que son éclat fond les chaînes et anéantit les couronnes et les trônes ». Dans ce contexte, le principe de l'autodétermination représentait pour lui une des plus nobles conquêtes de la civilisation humaine dans la définition des relations entre les Etats.

4. En ce qui concerne le rapport entre la politique intérieure et étrangère de chaque Etat, Mustafa Kemal était guidé par l'idée fondamentale que « la politique extérieure est étroitement liée à l'organisation intérieure d'une communauté », concluant que « autant plus solide et puissante sera l'organisation intérieure d'une communauté, autant plus ferme et inébranlable sera sa politique étrangère ».

Guidé par ce principe fondamental, Mustafa Kemal a condamné avec véhémence la politique aventurière d'expansion de l'Empire ottoman, politique fondée sur des ambitions personnelles, de la fierté dynastique ou d'autres considérations manquant d'une base socio-économique ou d'autres justifications objectives. Se rapportant aux différentes phases de la

défaite ottomane en Europe et dans d'autres régions du monde, après le désastre de Vienne (1683), Mustafa Kemal affirmait : « finalement, nous avons hérité une patrie où nous avons encore des ennemis ». Autrement dit, il préconisait un équilibre entre la politique intérieure et étrangère tout en conditionnant les succès de la politique étrangère par la structure intérieure équilibrée de la société respective.

« La politique doit occuper — selon Mustafa Kemal — une place d'honneur dans la communauté des Etats et imposer à tout prix le respect pour l'indépendance ». Sur cette base il définit les coordonnées et les objectifs fondamentaux de la politique étrangère de la Turquie moderne. « Nous ne désirons transgresser les droits d'aucune personne. Nous ne prétendons que de faire respecter par les autres notre droit à la vie et à l'indépendance » Il s'agit du droit à l'existence et à l'indépendance — conformément à l'expression d'Ataturk — « dans les limites des frontières nationales ». Se conduisant d'après ces principes, la Turquie kémaliste a préconisé une politique d'entente « avec le monde oriental et avec l'Occident en égale mesure », renonçant à la politique d'« accablement, au préjudice de la nation, à la recherche des hauts idéaux ».

5. Dans les problèmes concernant la société turque proprement-dite ou la société en général, Mustafa Kemal Atatürk a abordé avec une profonde capacité de synthèse le rapport individu-peuple, national-international, notamment particulier-général. Accordant une attention particulière au rôle de la conscience dans la vie sociale, Mustafa Kemal considérait que chaque individu doit se préoccuper de son propre avenir, afin d'aboutir, de cette manière, à l'unité nationale, condition sine qua non de l'indépendance, qui représentait, à ce moment, l'objectif fondamental du peuple turc. « Aussi longtemps que les individus ne réfléchiront pas et ne seront pas conscients de leurs droits — soulignait en 1919 Mustafa Kemal — — n'importe qui pourra manœuvrer les groupes dans des bonnes ou des mauvaises directions ». Se guidant d'après ce principe, il accordait beaucoup d'attention à l'organisation « d'en bas en haut, mais sans exclure le rôle de l'action inverse dans le cadre du processus d'organisation d'une action visant un objectif quelconque ».

6. Mustafa Kemal a compris le sens philosophique du rapport national-international, individu-peuple et l'humanité, mettant en évidence l'interdépendance de ces valeurs sociales et politiques. Il convient aussi de souligner que Mustafa Kemal s'est occupé des problèmes de l'individu, du peuple ou de l'humanité, en général, avec un remarquable sens de responsabilité et avec des sentiments profondément humanitaires. Ainsi, pour mettre en lumière le caractère néfaste de l'individualisme de n'importe quelle nature, Mustafa Kemal déclarait : « Malheureux ceux qui voient en leur propre personne l'existence humaine tout entière. De toute évidence, un homme pareil ne se réalisera jamais comme individu ». Or, dans sa conception, afin d'être heureux, l'homme devait « travailler non seulement pour lui-même, mais pour la génération future », ce qui implique un grand dévouement pour la cause de la communauté, pour la continuité du peuple auquel l'individu appartient, et finalement pour les intérêts de l'espèce humaine.

D'autre part, Kemal Mustafa a souvent souligné l'interdépendance des Etats en tant qu'entités, et de l'humanité en son ensemble. « L'humanité

doit être considérée comme un corps et chaque nation comme un de ses membres. » Dans la conception d'Ataturk ce corps, représentant la communauté mondiale, souffre quand ses parties composantes sont lésées d'une manière ou d'une autre. « La douleur provoquée au bout d'un doigt se reflète dans tout l'organisme », nous dit Ataturk, attirant ainsi l'attention de l'humanité sur la nécessité de s'intéresser à tous les événements survenus à n'importe quel endroit. « Si un certain coin du monde traverse une période de tension nous n'avons pas le droit de dire : peu m'importe ; nous devons nous préoccuper de ce fait comme s'il aurait eu lieu chez nous. Et nous ne devons jamais oublier ce principe ».

Une telle conception sur les relations internationales représentait en réalité un appel adressé à l'humanité pour dépasser certaines sentiments égoïstes qui dominaient les Etats et les peuples et visait une nouvelle mentalité humanitaire dans les relations entre tous les peuples. Ce but, Mustafa Kemal l'a exprimé ainsi : « Par cette mentalité, les nations et les gouvernements seront délivrés de l'égoïsme qui, fut-il individuel ou national, n'est qu'une attitude néfaste ».

Mustafa Kemal était persuadé que l'humanité dispose déjà des moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ces nobles idéaux : « La notion d'humanité a atteint un si haut niveau qu'elle est en mesure de nous aider à purifier nos consciences et ennoblir nos sentiments ».

Mustafa Kemal a détesté la politique de dissension entre les peuples menée sous le masque d'un futur bonheur : « déterminer les hommes de s'étrangler réciproquement au nom de leur bonheur est un système que nous déplorons au plus haut degré ». Mustafa Kemal lançait un appel pour remplacer cette politique par l'éducation des hommes dans le sens d'un rapprochement entre les peuples et de la collaboration capable de satisfaire à leurs nécessités matérielles et spirituelles. Quant à l'avenir de l'humanité, il exprimait son optimisme concernant la réalisation de ses idéaux par la voie qu'il avait ouverte. « Dans le cadre de la paix mondiale — disait-il — le bonheur authentique ne s'accomplira que lorsque ceux qui suivront la voie de ce noble idéal seront toujours plus nombreux et leurs succès toujours plus grands ».

7. En élayant sa philosophie politique sur ces principes profondément humains et universellement valables, Mustafa Kemal a élaboré aussi une série de considérations concernant l'étape dans laquelle se trouvaient les peuples du monde contemporain. Partant des problèmes spécifiques de la société turque, il s'adressait souvent aussi à l'humanité entière, fait qui confère à sa pensée socio-politique un large horizon et un caractère universel. Par exemple, vu que les relations entre les Etats reposaient sur des fondements nationaux, il demandait que celles-ci soient repensées sur des bases humanitaires, en tenant compte de plusieurs considérations : « Aujourd'hui — déclarait-il en 1938 devant les délégués des pays balkaniques réunis à Ankara — les peuples du monde entier sont presque apparentés ou bien sur le point de le devenir ». Il soulignait, de cette manière, l'interdépendance individu-peuple et humanité. « C'est pour ces raisons-ci que l'homme devrait penser à la paix, au bien-être de tous les peuples du monde, dans le même mesure qu'il pense à l'existence et au bonheur de son propre peuple. Dans la mesure dans laquelle il apprécie le bonheur de son peuple,

l'homme devrait servir, selon ses forces, à l'édification du bien-être de tous les peuples du monde ».

D'ailleurs, Mustafa Kemal conditionnait le bonheur de l'individu, de même que celui du peuple auquel il appartient, du bonheur de l'humanité. « Assurer le bonheur des peuples du monde entier signifie, en réalité, assurer ton propre bonheur ». L'interdépendance national-international et général-particulier trouve une expression concluante dans la pensée d'Atatürk : « Tant qu'il n'y aura pas de paix et d'entente entre tous les peuples du monde, nul peuple ne connaîtra la paix, quoi qu'il en fasse pour sa propre paix ».

8. Les considérations que nous venons d'exposer ci-dessus expliquent aussi la position adoptée par Atatürk vis-à-vis des problèmes de la paix et de la guerre, position qui le situe — dans les circonstances de l'époque — parmi les plus fervents défenseurs de la paix mondiale. « Notre peuple et notre pays — disait-il — exigent la paix, mais la civilisation mondiale en a absolument besoin aussi ». Il adresse un appel à tous les peuples du monde pour unir leurs efforts afin d'empêcher le déclenchement d'une guerre : « Les peuples n'hésiteront pas de réunir leurs résistances armées et leurs forces nationales pour empêcher la guerre ».

En même temps il a avancé des propositions concrètes visant à la sauvegarde de la paix mondiale, exigeant à cette fin « la création d'un organisme international qui puisse expliquer à un éventuel agresseur que son action est vouée à l'échec ». Mustafa Kemal était d'avis que la Société des Nations n'était pas en mesure d'accomplir un rôle important, compte tenu des conditions dans lesquelles se déroulait son activité à l'époque.

Dans la conception d'Atatürk, les facteurs qui généraient les conflits et les guerres étaient en réalité la pauvreté et la misère de certains peuples, les besoins qui affectaient les masses ouvrières ; il demandait à cet égard des solutions qui puissent améliorer la condition humaine dans son ensemble. « Si nous espérons une paix durable, des mesures devraient être prises à l'échelle internationale, en vue d'une amélioration des conditions de vie des masses populaires. Le bien-être de l'humanité — déclarait-il — doit remplacer la famine et l'oppression » et, « tous les citoyens du monde devraient être éduqués de telle manière que la convoitise, la voracité et l'esprit de revanche leurs soient inconnus ». Toutes ces idées sont été synthétisées par Atatürk dans son célèbre dicton : « Paix dans le pays paix dans le monde ! »

9. A ceux qui exprimaient leur conviction sur l'utilité de l'adoption, par le nouvel Etat turc, de certaines idéologies périmées telles le *panislamisme* ou le *pan-turanisme*, Mustafa Kemal leur répond que celles-ci n'ont pas pu être réalisées au cours de l'histoire de l'Empire ottoman même quand les conditions étaient plus favorables, tout en soulignant le caractère utopique de ces idéaux. C'est pour ces raisons-ci que Mustafa Kemal a fait une différenciation claire entre les aspirations individuelles et celles politiques de l'Etat moderne turc. Prenant pour exemple les enseignements de l'histoire, Mustafa Kemal lance l'appel : « retournons aux limites du naturel, aux limites rationnelles. Apprécions exactement la mesure de nos forces ». Une politique si réaliste mettait un terme à toute idéologie impériale qui avait guidé l'Etat ottoman au cours de son histoire, avec tous les malheurs provoqués non seulement au sein des peuples qu'il avait dominés mais, en

premier lieu, au peuple turc, poussé jusqu'au seuil de la perte de son entité nationale.

10. Dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance du peuple turc, Mustafa Kemal s'est toujours intéressé au sort des autres peuples, dépendants ou coloniaux, exprimant souvent sa confiance dans la victoire finale des peuples opprimés. Il avait en vue, en premier lieu, les peuples de l'Orient islamique, sans toutefois négliger les autres peuples opprimés. En 1921, par exemple, il déclarait que le peuple turc, par sa lutte, « est fier de son apport à la libération du monde islamique et au bien-être des opprimés du monde entier ». Il remarquait à cette occasion que l'Anatolie accomplissait par sa résistance « non seulement une obligation vitale, mais elle levait en même temps une barrière aux attaques dirigées contre l'Orient ». L'expression la plus concluante de sa profonde conviction dans la nécessité de la libération de tous les peuples est la déclaration suivante : « Le jour viendra où les tyrans seront anéantis par les peuples opprimés. Ce jour-là les mots „tyrans” et „opprimés” n'existeront plus et l'humanité atteindra un état social dont elle sera digne ».

En 1922, Mustafa Kemal appréciait la lutte du peuple turc comme « un sacrifice pour la cause de l'Orient en général et pour celle de tous les peuples opprimés ». « Si la lutte disait-il que mène aujourd'hui le peuple turc aurait été destinée uniquement à sa propre renommée, peut-être aurait-elle été plus brève et moins sanglante ». « La Turquie fait de grands et importants efforts parce qu'elle défend la cause de tous les peuples opprimés de l'Orient tout entier ». Se rapportant aux colonies, il déclarait en 1933 : « Aujourd'hui je vois se profiler au loin, comme un lever du soleil, la régénération de tous les peuples de l'Orient... Ils surmonteront difficultés et pièges, deviendront victorieux et atteindront l'avenir qui les attend ». Mustafa Kemal est allé encore plus loin en exprimant sa conviction dans l'abolissement total du colonialisme et de l'impérialisme, dans un climat de collaboration et de détente entre tous les peuples du monde, sans discrimination aucune, de nationalité, religion, race, etc. Ainsi, dans la même Déclaration de 1933, il remarquait que « le colonialisme et l'impérialisme disparaîtront pour être remplacés par une nouvelle ère, d'harmonie et de collaboration entre les peuples du monde, sans aucune différenciation tenant à la couleur, à la croyance ou à la race ».

Mustafa Kemal s'est préoccupé aussi d'autres problèmes de premier ordre pour la vie des Etats modernes tels les structures économiques et sociales ou le problème de la paix et de la guerre. D'une importance particulière sont ses idées concernant les relations de la Turquie moderne avec les Etats balkaniques. Même si certaines déclarations étaient déterminées par les circonstances politiques de l'époque, il faut tenir compte qu'il désirait apporter une contribution effective à la création d'un climat d'entente et de collaboration entre les Etats du Sud-Est européen, mettant fin aux dissensions d'ordre historique. Mustafa Kemal expliquait la nécessité d'un rapprochement entre les peuples de la région des Balkans non seulement pour des considérations tenant à l'histoire, mais aussi par les impératifs imposés par les circonstances de son époque, tout en mettant en évidence l'efficacité de la confiance réciproque et d'une étroite collaboration dans tous les domaines. « Même si nous ignorions, ne fut-ce que pour un instant, ce genre de souvenirs plongés dans l'oubli — disait Mustafa

Kemal en 1931 — les réalités témoignent du grand avantage que présente l'union des peuples balkaniques sous la coupole d'une mentalité plus ouverte, dans des conditions tout à fait nouvelles... »

Ainsi qu'il ressort de ses affirmations que nous venons d'énumérer ci-dessus, Atatürk s'est toujours situé parmi les hommes confiants dans le sens de la vie et dans l'avenir de l'humanité. C'est justement cette attitude qui confère à ses réflexions philosophiques et socio-politiques un profond caractère humaniste.

BIBLIOGRAPHIE

1. *Ataturk'ün soylev ve demeçleri* (Discours et déclarations d'Atatürk), I (1919—1938), Ankara, 1961, 418 p.
2. *Ataturk'un soylev ve demeçleri* (Discours et déclarations d'Atatürk), II (1906—1938), Ankara, 1959, 290 p.
3. *Ataturk'un soylev ve demeçleri* (Discours et déclarations d'Atatürk), III (1918—1937), Ankara, 1961 (104 p.)
4. *Ataturk'un tamim, telegraf ve beyannameleri* (Circulaires, déclarations et communiqués d'Ataturk), IV (1917—1938), Ankara, 1964, 649 p.
5. *Ataturk'un soylev ve demeçleri, tamim ve telegrafları* (Discours, déclarations, circulaires et télégrammes d'Ataturk), V, Ankara, 1972, 223 p.
6. Kemal Atatürk, *Nutuk*, Istanbul, I (1919—1920); II (1920—1927), III (Vesikalar), 1973.
7. Afet Inan-Enver Ziya Karal, *Atatürk hakkında konferanslar* (Conférences concernant la personnalité d'Ataturk), Ankara, 1946, 79 p.
8. Prof. Enver Ziya Karal, *Ataturk'ten düşünceler* (Réflexions d'Atatürk), Ankara, 1969, 175 p.
9. Prof. dr. Bedi Akarsu, *Ataturk devrimi ve yorumları* (La révolution d'Atatürk et ses interprétations), Ankara, 1969, 44 p.
10. Fethi Naci, *100 soruda Ataturk'ün temel görüşleri* (Les idées fondamentales d'Atatürk formulées en 100 questions), Istanbul, 1968, 104 p.

ATATÜRK, DER ERÖFFNER EINES NEUEN ZEITALTERS IN DEN ISLAMISCHEN LÄNDERN

COŞKUN UÇOK
(Ankara)

Jede große Zeitspanne, deren Geschichte von einer Person, einem Ereignis, einer bekannten Idee oder Tatsache beherrscht wird, nennt man gewöhnlich „Zeitalter“. So spricht man von einem Zeitalter der Heiligen Allianz, dem Napoleonischen Zeitalter, dem Zeitalter Mehmed des Eroberers, das heißt Mehmed II. im Osmanischen Reich, dem Meiji-Zeitalter in Japan, dem Zeitalter der Aufklärung.

Der Versuch, die Geschichte in Zeitalter einzuteilen, ist sehr alt. Deren bekannteste Einteilung ist die der christlichen Geschichtsschreiber in ein heidnisches und ein christliches Zeitalter. Erst gegen Anfang des XVIII. Jahrhunderts teilte der deutsche Verfasser populärer Geschichtsbücher, Cristoph Cellarius (1638—1707), die Geschichte in Altertum, Mittelalter und Neuzeit ein, und später zählte man ein viertes Zeitalter, indem man das Zeitalter, das mit der Französischen Revolution beginnt hinzufügte und es die „Neueste Zeit“ nannte.

Diese Einteilung gilt keineswegs für die Geschichte der außereuropäischen Länder und Völker. Denn die Ereignisse, die die Anfänge der Zeitalter bestimmen, beziehungsweise als deren Anfänge angenommen werden, wie der Untergang des Weströmischen Reiches (476), die Renaissance (XV. Jahrhundert) und die Reformation (XVI. Jahrhundert), die Entdeckungen (z.B. die der Seewege und des Neuen Kontinents) und Erfindungen (z.B. die der Drucktechnik), spielen in der Geschichte der außer-europäischen Völker überhaupt keine Rolle. Die Renaissance hat die Grenzen Westeuropas nicht überschritten; die Reformation war eine Sache der christlichen, genauer aber der katholischen Welt; denn die griechisch-orthodoxe Kirche ist nicht von der Reformation berührt worden. Man kann niemals den Einfluß der Renaissance und der Reformation in China oder Japan, ja nicht einmal im unmittelbar an den Grenzen Mitteleuropas liegenden Osmanischen Reich nachweisen. Was sind die direkten Nachwirkungen der Französischen Revolution im Osmanischen Reich, in Iran, Indien, Afghanistan usw.?

Jedes dieser Länder hat seine eigene Geschichte mit ihr eigenen Perioden erlebt. Japan hat z.B. erst gegen Ende des XIX. Jahrhunderts das Mittelalter seiner Geschichte abgeschlossen, indem Kaiser Mutsihito das Verhältnis der Daimio als erblicher Lehensträger des Kaisers zum Reich aufhob und so aus einem Mittelalterlichen Feudalstaat die absolute Monarchie schuf.

Die Merkmale des europäischen Mittelalters sind erstens die absolute Herrschaft der Religion, das heißt der katholischen Kirche über Leben und Tod der Menschen. Der deutsche Historiker Willy Andreas hat in

seinem berühmten Buch „Deutschland vor der Reformation“¹ sich über diese Tatsache so schön ausgedrückt: „Mit großartiger Selbstverständlichkeit steht im mittelalterlichen Leben die Kirche. So wie ihre Dome über Stadt und Land hinragen, himmelwärtszeigend, ewigkeitskundend, während Generationen in ihrem Schatten dahinleben und vergehen“.

Die Kirche hat auch dem Denken der Menschen Grenzen gesetzt. So brachte das tausend Jahre dauernde Mittelalter in Europa nur wenige Philosophen wie hauptsächlich der Heilige Franz von Assisi (1182—1226) und der Heilige Thomas von Aquino (1225—1274) hervor, die die größten Vertreter der Scholastik waren.

Zweitens bestand die Wirtschaft im Großen und Ganzen aus einer geschlossenen Landwirtschaft.

Drittens kennzeichnete der Feudalismus, die Herrschaft der feudalen Herren über das arbeitende Volk das europäische Mittelalter: die Bauern waren die Leibeigenen des Landesherrn.

Viertens war der Staat, gemäß der Natur des herrschenden Feudalismus, ein Feudalstaat, wo besonders im späteren Mittelalter eine zentrale Gewalt fehlte, wenn auch in einem Reich wie dem Heiligen Römischen Reich Deutscher Nation ein gewählter König-Kaiser angeblich über alles gebot.

Wenn wir nun diese Merkmale des europäischen Mittelalters im Vergleich mit der islamischen Welt, besser gesagt mit den arabischen Reichen der Omajjaden und der Abbasiden, und zwar zurückgehend von Punkt vier zu Punkt eins untersuchen, stellen wir folgendes fest:

Der islamische Staat der Omajjaden wie der der Abbasiden war, außer in einigen Bereichen, in denen die Größe des Reiches Ausnahmen notwendig machte, stark zentralistisch organisiert.

Das Ikta'-system, das seine Blüte unter den Abbasiden erlebte, kann man nicht dem europäischen Feudalismus gleichstellen. Denn derjenige, dem eine Provinz als Ikta' verliehen wurde, war nichts anderes als ein Beamter hohen Ranges, der diese Provinz im Namen des Khalifen verwaltete und seine Einkünfte aus den Steuern derselben deckte. Er hatte keine staatlichen Hoheitsrechte wie die Gerichtsbarkeit, die den Kern des europäischen Feudalismus bildet; weiter kein Münzprägungsrecht usw., und der Khalif konnte jede Zeit seine von ihm verliehene Ikta' willkürlich zurücknehmen. Erst nach dem Zerfall der staatlichen Macht der Khalifen in Bagdad erlangten die Provinzverwalter den Rang eines fast unabhängigen Monarchen, aber sie waren keine Vasallen im feudalistischen Sinne.

Einen Feudalismus im wirklichen Sinne des Wortes hat der islamische Orient nicht gekannt. Zwar waren hie und da, im großen Reich der Abbasiden, manche reichen Leute zu Großgrundbesitzern aufgestiegen; diese hatten aber niemals wie die europäischen Feudalherren ein Recht zur Jurisdiktion, der Münzprägung usw. innerhalb der Grenzen ihrer Besitztümer. Wenn einer von ihnen dazu gelangte, auf seinen eigenen Namen Münzen zu prägen, so war dies eines der unbestreitbaren Zeichen seiner Unabhängigkeit.

Die Wirtschaft in der islamischen Welt hatte ihre Quelle auch hauptsächlich in der Agrarproduktion. Aber die arabischen Kaufleute beherr-

¹ Andreas Willy, *Deutschland vor der Reformation*, Berlin 1942, S. 15.

schten den gesamten Handel zwischen dem Pazifischen und dem Atlantischen Ozean und die Glocken ihrer Karawanen läuteten den Handelsweg, also den Seidenweg entlang über Iran, Mittelasien bis nach China.

Was den Einfluß der Religion auf das biologische wie das geistige Leben betrifft, so beherrschte der Islam von Anfang an nicht nur allein das Jenseits, sondern auch das Diesseits. Denn mit der Verkündung seiner Religion hatte Mohammed auf der arabischen Halbinsel auch einen neuen Staat gegründet. So enthielt der Koran neben religiösen und ethischen auch juristische Regeln. Da nach der islamischen Glaubenslehre der Koran die Offenbarung des Gotteswortes in arabischer Sprache ist, war eine Spekulation der Vernunft über dessen Inhalt immer ausgeschlossen. So begann mit der Verkündung des Koran und der Annahme des Islams auch für die Araber das Mittelalter.

Im ersten Jahrhundert nach Mohammed fingen einige Denker an zu behaupten, daß das Handeln des Menschen nicht, wie allgemein angenommen wurde, allein vom Gotteswillen abhängig, sondern der Mensch in seinem Handeln frei sei und nach seinen guten oder bösen Taten von Gott belohnt oder bestraft werde. So entstand im Islam die Lehre vom freien menschlichen Willen.

Die Anhänger dieser Lehre wurden Kadariten, später Mo'taziliten genannt. Sie vertraten die Lehre, daß der Koran von Gott geschaffen worden sei, und gerieten damit in Gegensatz zu den Sunniten, die den Koran für mit Gott zusammen existent geworden ansehen.

Mit dem zunehmenden Machtverfall des Omajjadenreiches wurden dessen Herrscher fanatischer und verfolgten strenger die Anhänger dieser neuen Sekte. Aber nach dem Siege der Abbasiden wurden die Mo'taziliten von der Regierung begünstigt. Besonders unter dem Khalifen Ma'mun (813—833), der selbst die Lehre der Mo'taziliten annahm und sie zum Staatsdogma erklärte, übten die Mo'taziliten am abbasidischen Hofe einen großen Einfluß aus.

Gerade zu dieser Zeit kamen die Mo'taziliten durch die arabische Übersetzung der Werke der berühmten altgriechischen Philosophen und Logiker mit der griechischen freien Denkweise in Berührung und bauten sie weiter aus; man studierte eifrig die Naturwissenschaften. So brachte die islamische Welt ihre zwei größten Naturforscher und Philosophen hervor: Fârâbî (gest. 950) und Ibn Sinâ (gest. 1036/7).

So erlebte die islamische Welt in ihrem Mittelalter eine Renaissance², die ungefähr von der Mitte des VIII. bis zum Ende des X. Jahrhunderts dauerte.

Als der Khalif Mutavakkil (847—861) den Thron in Bagdad bestieg, nahm er aus innenpolitischen Gründen gegen die Mo'tazila Stellung und fing an sie zu verfolgen. Die Sunna, also die Orthodoxie, wurde wieder zum Staatsdogma erhoben, und die Anhänger der Mo'tazila verschwanden von der Bühne der Politik, der Wissenschaft und des Glaubens.

So fiel die islamische Welt von einer vorangehenden Renaissance

² Deswegen hat Adam Mez sein Werk, indem er das Leben und Denken der Muselmanen gerade zu dieser Zeit schreibt „Die Renaissance des Islams“ genannt. Siehe Adam Mez, *The Renaissance of Islam*, translated by Salahuddin Khuda Bakhsh and D.S. Margoliouth, Patna 1937.

wieder in die Dunkelheit des Mittelalters zurück³, da der berühmte Religionsphilosoph Gazzali (1050—1111) in seinem weitverbreiteten und von den Sunniten hochgeschätzten Buch „Ihya ul-Ulüm id-Din“⁴ den Menschen empfahl, ihre Vernunft nicht gegen die Offenbarung Gottes und die Worte des Propheten zu gebrauchen. Der Weg zum freien Denken war versperrt. Die Offenbarungstheorie hatte einen großen Sieg verzeichnet, der von unermesslicher negativer Bedeutung für die weitere Entwicklung der islamischen Kultur und Wissenschaft gewesen ist. Denn der Inbegriff des ganzen späteren Islams war hinfort : Die Offenbarung (also der Koran) steht über der Vernunft⁵.

Die Macht der abbasidischen Khalifen fing an zu zerfallen, indem besonders nach Mu'tasim (833—842) die Führer der türkischen Truppen die Zügel des Staates in die Hand nahmen. Im Jahre 1040 gründete Tugrul Beg das große Reich der Seldschuken, und die Herrscher dieser Dynastie waren in Kurze als Emir ul-Umerâ des Khalifen in Bagdad die wirklichen Inhaber der Staatsmacht. Zur Zeit dieser seldschukischen Machthaber und ihrer Nachfolger blühte in Kleinasien und im ganzen Reich eine reiche Kultur, aber von freiem Denken war noch immer keine Rede.

Das große Reich der Seldschuken spaltete sich im Jahre 1157 in mehrere Nachfolgerstaaten, die wiederum von verschiedenen Linien derselben Dynastie beherrscht wurden. Das Reich des Seldschuken von Rûm oder von Anatolien, das langlebigste unter diesen Staaten, geriet nach der Schlacht von Kösedag (1243), also 15 Jahre vor der Eroberung Bagdads und der Beendigung der nur noch nominell existierenden Abbasidenherrschaft durch die Mongolen, in ein Vasallenverhältnis zu den Ilchanen, den Mongolen in Iran.

In den letzten Jahren des XIII. Jahrhunderts wurde der kleine Staat der Osmanen an der seldschukisch-byzantinischen Grenze in Anatolien durch Osman Beg, Oberhaupt eines türkischen Nomadenstammes, gegründet. Dieser kleine Staat entwickelte sich in kurzer Zeit zunächst in die Richtung Europas auf der Balkan-Halbinsel und dessen siebenter Herrscher Mehmed II. eroberte Istanbul und beendete damit das alte und morsche byzantinische Reich und setzte sich danach in ganz Anatolien fest. Selim I. (1512—1520) bemächtigte sich Syriens, Palestinas, Aegyptens und des Hidschaz. So war der osmanische Kaiser, Herr der beiden Heiligen Städte : Mekka und Medina. Von nun an war das Osmanische Reich der Hauptträger der islamischen Weltbeherrschungsidee und genoß, trotz seiner späteren Schwäche und Zersplitterung, besonders nach dem Frieden von Karlowitz (1699), bis zu seinem Sturze im Jahre 1918, ein großes Ansehen in der ganzen sunnitisch-islamischen Welt.

Auch im Osmanischen Reich dauerte das Verbot der Denkfreiheit fort.

Ein großer osmanischer Freidenker, Scheich Badruddîn von Simawna, wurde im Jahre 1420 gehenkt weil er Gott, das Paradies, die Hölle usw. anders auffaßte als die gewöhnlichen Sunniten (Orthodoxen). Trotzdem herrschte am Anfang eine gewisse Toleranz auf dem religiösen Gebiet.

³ So spricht Joseph Schacht in seinem Buch *An Introduction to Islamic Law* S. 102 von einem islamischen Mittelalter.

⁴ Gazzali, *Ihya-u Ulüm id-Din*, türkische Übersetzung von A. Serdaroğlu, Istanbul 1974, Bd. I. S. 82—83

⁵ Alfred von Kremer, *Geschichte der Herrschenden Ideen des Islams*. Hildesheim 1961, S. 250.

Nachdem aber dem Osmanischen Reich neue islamische Länder einverleibt worden waren, besonders nach den Eroberungen Selim I. (1512—1520) zogen viele Religionsgelehrte und Bürokraten aus diesen Ländern und den anderen islamischen Gebieten nach Istanbul, die Hauptstadt des Reiches, und der religiöse Fanatismus gewann immer mehr Raum⁶. So sprachen sich die osmanischen Scheich ul-Islâme, also die Obergelehrten des Islams (Obermuftis), fast drei Jahrhunderte lang gegen die Buchdruckerei aus. Sie gaben endlich am Anfang des XVIII. Jahrhunderts die Erlaubnis für den Druck von Büchern nicht religiösen Inhalts. Erst viel später ist es möglich geworden, auch den Koran und die Hadithbücher in Druck zu geben.

Die Ausrufung des Tanzimat im Osmanischen Reich (am 3. November 1839) hat vieles verändert, aber den Weg zur Gedankenfreiheit nicht öffnen können. Auch das Versprechen der Hohen Pforte gegenüber den ausländischen Mächten während der Verhandlungen zum Pariser Friedensvertrag (März 1856) und der Verkündung des Islahatfermans, vom Islam abgefallenen Männer nicht mehr zur Todesstrafe zu verurteilen, vermochte diesen Weg nicht zu öffnen. Auch während des sogenannten Tanzimatzeitalters, hat man nicht gewagt, die Religion der Vernunft zugänglich zu machen. Wie immer mußte man auch in dieser Zeit bei jeder Staatsangelegenheit, bei jedem Vorhaben die zustimmende Fetwa des Scheich ul-Islâms einholen.

Nach der Gründung der Türkischen Republik durch Mustafa Kemal Atatürk und Abschaffung des Khalifats und des Scheich ul-Islamats, und die Trennung des Staates von der Religion begann sich langsam der Weg zum freien Denken zu öffnen.

Man bedurfte nicht mehr bei jedem Schritt und Tritt der bejahenden Fetwa des Scheich ul-Islams.

So setzte Atatürk seine Erneuerungen durch: er änderte die Kopfbedeckung (1925), ließ das islamische Recht durch das schweizerische bürgerliche Recht ersetzen (1926), an Stelle des seit 1000 Jahren gebrauchten und zur türkischen Phonetik überhaupt nicht passenden arabischen Alphabetes das lateinische übernehmen (1928) und den Frauen das volle Wahlrecht zuerkennen (1934) und so die Gleichheit der Frauen gegenüber den Männern herstellen. Als er aber das Wort aussprach, das heute im Gebäude der Philosophischen Fakultät der Universität von Ankara eingraviert ist, nämlich: „Der richtigste Wegweiser im Leben ist die Wissenschaft“, wurde das erste Zeichen zum freien Denken gegeben worden. Man fing in der Türkei langsam an, wenn zunächst auch zögernd und etwas zwischen den Zeilen, kritisch an die islamische Religion heranzutreten⁷.

Alle diese Neuerungen in der Türkei haben im Großen und Ganzen fast alle anderen islamischen Länder beeinflusst. So sieht man heute nirgends die Mohammedaner mit dem Fez — der eigentlich keine islamische Kopfbedeckung ist; sogar in Saudi-Arabien tragen die Offiziere die überall übliche Militärmütze. In vielen islamischen Ländern sind die Frauen den Männern gleichgestellt.

Atatürk hatte das neue Zeitalter in den Islamischen Ländern eröffnet.

⁶ Bernard Lewis, *Istanbul ve Osmanlı Uygarlığı*, Istanbul 1975, S. 69. (Türkisch von Nihal Önoğlu).

⁷ Z. B. Cemil Sena, *Hazret-i Muhammed'in Felsefesi*. 4. Druck. Ist. 1979.

PÉTROLE ET DIPLOMATIE: LA TURQUIE KÉMALISTE, L'ANGLETERRE IMPÉRIALE ET LE PROBLÈME DE MOSSOUL

CONSTANTIN IORDAN-SIMA

Le 16 octobre 1925, l'ambassadeur de l'Italie fasciste à Constantinople, Luca Orsini Baroni, rapportait à Mussolini une conversation eue avec son homologue français, Albert Sarraut, qui lui avait déclaré que dans le litige de Mossoul, la justice appartenait au gouvernement turc : « Per la Turchia Mossul è una questione nazionale, per l'Inghilterra una questione « coloniale » [. . .] Si è ormai abbarbicata nell'opinione pubblica e nella stampa europea la frase « la questione di Mossul è un affare di petrolio ». Non è qui un segreto, perchè il collega inglese l'ha detto a più persone, che l'affare del petrolio, la parte economica finanziaria del problema di Mossul, sarebbe da tempo regolata con vantaggio dell'Inghilterra e con pieno consenso di Angora si l'Inghilterra avesse voluto »¹. Le même jour, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Constantinople, Sir Ronald Lindsay écrivait à son chef, Sir Austen Chamberlain : « Turks are never tired of saying that Mosul is the only stumblingblock in the path towards Anglo-Turkish friendship, and the statement contains more truth than is usually to be found in parrot cries. There is a very fair prospect that for some years to come general conditions of international politics will be favourable for a return to relations of confidence and even cordiality between Great Britain and Turkey »². Peu de temps après, le chef du Foreign Office, télégraphiait à son collaborateur : « His Majesty's Government do not consider that anything new has occurred to justify change from policy followed hitherto of declining to entertain Turkish suggestions of direct negotiations »³. Au bout de presque une année, le ministre britannique des Affaires étrangères déclarait à la Conférence impériale que les relations anglo-turques ont été marquées après Lausanne par « the long and bitter controversy » — le problème de Mossoul — et estimait le dénouement de celui-ci — l'accord du 5 juin 1926 — comme un « happy ending to a tedious and perilous controversy »⁴.

Qu'a-t-il pu provoquer tant de difficultés à l'Angleterre impériale, à la grande puissance victorieuse dans la première guerre mondiale. à

¹ *I. Documenti diplomatici italiani* (cité par la suite DDI), Settima Serie : 1922—1935. volume IV (15 maggio 1925 — 6 febbraio 1927), Roma, Libreria dello Stato, 1962, nr. 156, p. 114 : Orsini Baroni — Mussolini, Constantinople, 16 oct. 1925.

² *Documents on British Foreign Policy 1919—1929* (cité par la suite DBFP), Edited by W. N. Medlicott, Douglas Dakin, M. E. Lambert, Series IA, I, London, Her Majesty's Stationery Office, 1966, nr. 531, p. 760 : R. Lindsay — A. Chamberlain, Constantinople, 16 oct. 1925.

³ *Ibidem*, nr. 537, p. 776 : A. Chamberlain — R. Lindsay, Londres, 2 nov. 1925.

⁴ *Ibidem*, IA, II, appendix, p. 943 : Statement made by Sir A. Chamberlain to the Imperial Conference on October 20, 1926.

cette redoutable force économique, financière, maritime ? Cette question pourrait être aussi légitimée par la conclusion d'une étude récente analysant les tendances de la politique impériale britannique dans l'entre-deux-guerres où l'auteur observait : « if the lion had ceased to roar, it was not yet ready to lie down with the lambs »⁵. En quoi a-t-il consisté le litige de Mossoul ? Quel a été le rôle du pétrole dans cette affaire ? Une réponse tout à fait complète à cette question-là dépasserait nos intentions. En ce qui nous concerne, nous nous proposons de vous offrir quelques repères pour la compréhension d'un aspect particulièrement complexe de l'histoire de la politique extérieure de la jeune république turque, repères qui permettraient l'esquisse de ce qu'on peut nommer l'esprit de la diplomatie kémaliste. Ce serait un hommage apporté aux efforts du kémalisme de vaincre de nombreuses adversités, de surmonter rapidement d'énormes obstacles, de diminuer les décalages profonds qui marquaient la vie de la société turque, de liquider les anachronismes d'un monde en train de disparition. En pleine crise de Mossoul — octobre 1925 — un mémorandum britannique n'hésitait pas à reconnaître que « Kemal undoubtedly looks to the time when the new Turkey will be received into the comity of civilised States »⁶.

★

Mossoul, Kirkouk, Baba Gourgour, c'étaient des noms familiers aux magnats du pétrole dans les décennies de l'entre-deux-guerres. La quantité mais surtout la qualité du pétrole extrait du désert de la Mésopotamie ont attiré l'attention des gouvernements des grandes puissances ainsi que des hommes d'affaires. Le contrôle sur l'exploitation du pétrole de cette région a provoqué des disputes acharnées, a déchainé des passions et des ambitions, a mis en mouvement des armées d'experts ou même des troupes véritables. C'est la pluie d'or tombée sur les possesseurs des champs pétroliers de Caucase ou Texas, de Perse ou Indonésie qui a engendré le mirage et pas plus moins l'affaire et le litige de Mossoul. Dans cette guerre de l'argent, des concessions, des pourcentages, des paquets d'actions on a utilisé des moyens variés, de la pression au chantage, de la corruption à l'intervention armée. Adversaires ou alliés ont été tour à tour des cercles de Foreign Office, Quai d'Orsay ou Wilhelmstrasse, des banques allemandes-anglaises, hollandaises, françaises, américaines, des compagnies pétrolières géantes comme *Anglo-Persian*, *Royal Dutch Shell*, *Standard*.

L'histoire de l'affaire de Mossoul a des origines confuses⁷. Partie intégrante de l'Empire ottoman, le vilayet de Mossoul était la seule région pétrolière de la Turquie des sultans. Au seuil de notre siècle, les intérêts britanniques dans l'Asie Mineure et dans le Moyen-Orient étaient menacés par l'ascendant de l'influence de l'Allemagne wilhelmienne. Pour contrecarrer cette pénétration, le gouvernement anglais a recours aux services d'un personnage, devenu ultérieurement célèbre pour son habileté, Kalust Sar-

⁵ John Darwin, *Imperialism in decline? Tendancies in British Imperial Policy between the Wars*, dans « The Historical Journal », 23, 3, September, 1980, p. 679.

⁶ DBFP, IA, I, nr. 534, p. 766 : Memoranda respecting the Iraq Frontier Dispute, Foreign Office, 23 oct. 1925.

⁷ Voir : Essad Bey, *L'épopée du pétrole*. Traduction de Maurice Ténine, Paris, Payot, 1934. pp. 194 seq. ; René Sédillot, *Istoria petrolului*. Traduit en roumain par Sergiu Stanciu, Bucarest, 1979, pp. 165 seq.

kis Gulbenkian, surnommé, non sans raison, le Talleyrand du pétrole, tout comme Henri Deterding — le maître absolu de la *Royal Dutch Shell* — était considéré le Napoléon de l'empire de l'or noir. D'origine arménienne, né en Turquie, naturalisé anglais (1902), avec de solides études en France et en Grande-Bretagne tandis qu'à Bakou il s'était acquis la pratique des affaires pétrolières, Gulbenkian parvient à être conseiller financier de l'ambassade de Turquie à Londres. Il revient à Constantinople chargé par Foreign Office avec la mission de la protection des intérêts britanniques dans cette zone. On ne pouvait pas de même ignorer les implications et les conséquences de la réalisation du projet allemand du chemin de fer Ankara-Bagdad. Fin connaisseur des réalités de l'administration ottomane ainsi que maître des manœuvres occultes, Gulbenkian devient le directeur de la Banque Nationale de Turquie, en exerçant beaucoup d'influence sur l'orientation vers des investissements dans des affaires pétrolières. Dans peu de temps, son habileté devient redoutable ; il fonde en 1912 la *Turkish Petroleum Company* où Gulbenkian et la Banque Nationale détiennent 50 % des actions, la *Royal Dutch Shell* et la *Deutsche Bank* se partageant également l'autre moitié. Les milieux diplomatiques britanniques s'inquiètent : le spectre de la guerre réclame des mesures de protection. Comme Foreign Office est lié à l'*Anglo-Persian Oil Company* — constituée par William Knox d'Arcy en 1908 — il force la *Turkish-Petroleum* de lui céder toutes les actions n'appartenant pas aux Allemands. La conférence de Londres de mars 1914 consacre la victoire de la diplomatie anglaise : 75 % des actions de la *Turkish Petroleum* se trouvent dans les mains des Britanniques (*Anglo-Persian* — 50 %, *Royal Dutch Shell* — 25 %), tandis que 25 % revenaient aux Allemands (*Deutsche Bank*), en vertu des droits sur les gisements qui seront trouvés d'une part et de l'autre du chemin de fer vers Bagdad. Au commencement de l'année 1914, les rails étaient arrivés à Mossoul. Il paraît que Gulbenkian ait souffert un coup assez dur : ses manœuvres ne lui ont pas permis de se réserver à soi-même que 5 % des actions extraites également des quotas des deux trusts anglais. Le 28 juin 1914, le gouvernement ottoman confirmait la concession de l'exploitation du pétrole mésopotamien à la *Turkish Petroleum*, tout en conservant le droit d'augmenter les taxes douanières. L'Allemagne entérine l'accord justement à la veille du déclenchement de la guerre. Si jusqu'au printemps de l'année 1914, les gouvernements de Londres et de Berlin ont soutenu de l'ombre les sociétés nationales intéressées dans l'exploitation du pétrole de Mossoul, l'imminence de la conflagration a déterminé l'État anglais à devenir officiellement partie à cette affaire. Incité par le vieux amiral John Fischer, Winston Churchill — alors Premier Lord de l'Amirauté — est profondément préoccupé de l'idée de remplacer le carburant solide — le charbon, utilisé par la Royal Navy, avec celui liquide — le pétrole. Le but est clair : l'augmentation de la vitesse de déplacement des navires et le renforcement de la primauté maritime de la flotte britannique. Pour s'assurer le ravitaillement avec le nouveau carburant, Churchill obtient l'accord de la Chambre des Communes que 51 % des actions de l'*Anglo-Persian* deviennent la propriété de l'État contre la somme de 2 millions livres sterling⁸. Pour le moment, la Royal Navy ne bénéficie

⁸ Winston S. Churchill, *La crise mondiale (1911—1915)*. Traduit de l'anglais par Edmond Delage, Paris, Payot, 1925, pp. 128—133.

que du pétrole extrait par l'*Anglo-Persian* d'Iran : 275 000 tonnes en 1914. À Mossoul commencent à peine les prospections.

Le déclenchement de la guerre modifie les données du problème. La confrontation militaire engendre d'autres priorités, mais les diplomates et les hommes d'affaires n'ignorent pas la dispute pour l'or potentiel du sous-sol de Mossoul. Des troupes ottomanes et allemandes ont le contrôle de la région, mais les Alliés se partagent les zones d'influence aux territoires de l'Empire ottoman dont l'écroulement est considéré imminent après la victoire. Durement éprouvée à Verdun, la France se réjouit de la magnanimité de l'Angleterre. La cause commune réclame des sacrifices.

Les accords secrets Sykes-Picot du 4 mars et du 16 mai 1916 prévoient que Mossoul reviendra à la France⁹, mais Sir Edward Grey obtient de Paul Cambon — l'ambassadeur français à Londres — l'assurance que les intérêts britanniques dans cette région seront respectés. Au fond, dans l'affaire du pétrole, la France ne pouvait pas compter que sur les 25 % appartenant à la *Deutsche Bank*. La *Royal Dutch Shell* n'a pas de raisons d'inquiétude, puisque Henri Deterding a réussi à convaincre les milieux de Paris de lui confier la gestion de cette participation égalisant de cette manière le paquet d'actions de l'*Anglo-Persian* (47,5 %)¹⁰. En mars 1917, les troupes anglaises occupent Bagdad : tout l'actif de la *Turkish Petroleum* est mis sous séquestre britannique. Au printemps de l'année 1918 un coup de théâtre : la Russie Soviétique publie les accords Sykes-Picot. Les clauses de ceux-ci provoquent une émotion profonde. Voulant dominer les parties arabes de l'Empire ottoman, la Grande-Bretagne a joué sans scrupules promettant alternativement de vastes territoires aux Arabes — au roi Hussein de Hedjaz et à ses fils (1915), aux Français — les accords de 1916, et aux Juifs — la déclaration Balfour de novembre 1917¹¹. Des négociations nouvelles sont inévitables dans le contexte de la lutte pour la distribution des mandats — la conciliation de tant des contradictions réclamait une formule — au Proche-et Moyen-Orient. En novembre 1918, les troupes britanniques occupent Mossoul. Un mois plus tard, Lloyd George obtient de Georges Clemenceau la révision des accords de 1916 : la France va étendre son mandat virtuel en Syrie, mais va abandonner Mossoul en faveur de l'Angleterre¹². La conférence de San Remo (avril 1920) paraît confirmer la solution donnée à la rivalité anglo-française dans la zone : la Grande-Bretagne recevait un mandat de type A sur le territoire incluant Mossoul, et à la France revenaient les actions allemandes à la *Turkish Petroleum* (25 %) en vertu des accords Bérenger-Long de 1919¹³. Le traité de Sèvres (10 août 1920) sanctionne la domination anglaise sur la région. Le pétrole n'est pas encore découvert à Mossoul mais nouveaux prétendants surgissent. Les grandes compagnies américaines, spéciale-

⁹ Pierre Renouvin, *La crise européenne et la première guerre mondiale (1904—1918)*. 5^e édition revue et augmentée, Paris, P.U.F., 1969, p. 421.

¹⁰ René Sédillot, *op. cit.*, p. 188.

¹¹ Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire de la Grande Guerre. La France et les Français 1914—1920*, Paris, Éditions Richelieu, 1972, p. 162.

¹² Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*, T. VII, *Les crises du XX^e siècle. I. De 1914 à 1929*. Paris, Hachette, p. 176.

¹³ Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. 7^e édition, Paris, Dalloz, 1978. pp. 36—37 ; Gh. N. Căzan. *Problemele Orientului apropiat de la războiul mondial la conferința de pace de la Lausanne (1914—1923)* (Les problèmes du Proche-Orient de la guerre

ment la *Standard Oil*, ne conçoivent pas l'absence dans l'affaire. John D. Rockefeller apprécie qu'un monopole anglais en Mésopotamie s'avérerait plus grave qu'aurait été la victoire de l'Allemagne¹⁴. Outre les dettes morales que les européens doivent avoir envers les Américains, les magnats du pétrole de l'autre côté de l'Atlantique découvrent aux archives une concession pétrolière très controversée que le sultan Abdoul Hamide aurait accordée autrefois au vice-amiral Colby M. Chester pour payer les dommages provoqués aux missionnaires américains en 1896. Le sultan s'était incliné devant l'escadre américaine en tête avec le cuirassé « Kentucky »¹⁵. Londres a accepté sans enthousiasme la revendication de Washington. Par un accord de principe conclu en 1922, l'*Anglo-Persian* cédait aux compagnies américaines un quart de ses actions à la *Turkish Petroleum*¹⁶. En attendant les résultats des forages, les trusts anglais, français, américains et Gulbenkian s'étaient partagés le sous-sol de Mossoul. Un seul obstacle, qui s'est avéré redoutable, n'est pas entré aux calculs des hommes politiques et d'affaires occidentaux, l'ascendant et la victoire de la révolution kémaliste, qui avaient annulé le traité de Sèvres, l'œuvre de la diplomatie anglaise ; or, c'est justement ce traité qui avait sanctionné le mandat de l'Angleterre sur Mossoul. La politique étrangère kémaliste avait dessiné ses principes autour de l'idée force « Paix dans le pays, paix dans le monde », et avait obtenu quelques succès importants, tant dans le domaine militaire que dans celui diplomatique : la victoire de Sakarya (septembre 1921) contre les troupes grecques d'Asie Mineure¹⁷, la signature du traité avec la Russie Soviétique du 16 mars 1921¹⁸, le démembrement de la solidarité des alliés occidentaux dans leurs rapports avec la Turquie. Les révoltes de Syrie¹⁹ et l'omission des intérêts de l'Italie dans les affaires coloniales²⁰ ont durci les relations franco-anglaises et italo-anglaises, créant des prémisses favorables aux initiatives de la diplomatie kémaliste. L'accord italo-turc (12 mars 1921) prévoyait l'évacuation d'Adalie (juin), l'Italie gardant le Dodécanèse et le droit d'exploiter les mines de charbon de Héracléa. Par l'accord Franklin Bouillon du 20 octobre 1921, la France renonçait à Cilicie, à l'exception du sandjak Alexandrette, reconnaissait *de facto* le gouvernement d'Ankara et livrait des armes à la révolution kémaliste²¹. Restée seule devant la nouvelle Turquie,

mondiale à la conférence de paix de Lausanne, 1914—1923), dans « Relații internaționale în perioada interbelică. Studii » (Relations internationales pendant l'entre-deux-guerres. Études), Bucarest, 1980, pp. 35 seq.

¹⁴ René Sédillot, *op. cit.*, p. 189.

¹⁵ Voir Roger R. Trask, *The United States Response to Turkish Nationalism and Reform, 1914—1939*, The University of Minnesota Press, Minneapolis, 1971, pp. 14 et 130.

¹⁶ René Sédillot, *op. cit.*, p. 190.

¹⁷ Michael Lewellyn Smith, *Ionian Vision. Greece in Asia Minor, 1919—1922*, London, Allen Lane, 1973, p. 234.

¹⁸ И. Горохов, Л. Замятин, И. Земсков, Г. В. Чичерин — дипломат ленинской школы, Moscou, 1973, p. 116.

¹⁹ George G. Arnakis, Wayne S. Yucinich, *The Near East in modern times, volume 2, Forty crucial years 1900—1940*, Austin and New York, 1972, pp. 101 seq.

²⁰ Maurice Baumont, *La faillite de la paix (1918—1929)*, I. De Rethondes à Stresa (1918—1935), 5^e édition revue et mise à jour, Paris, P.U.F., 1967, p. 76.

²¹ Harry J. Psomiades, *The Eastern Question : the last phase. A Study in Greek-Turkish Diplomacy*, Thessaloniki, 1968, p. 35 ; cf. Constantin Iordan-Sima, *Un diplomate roumain sur la victoire de la révolution kémaliste à Istanbul*, dans « Revue des études sud-est européennes », tome XVIII, 1980, n° 3 (juillet—septembre), p. 427.

la Grande-Bretagne fut obligée à supporter l'affront de Çanak (septembre 1922)²². Le traité de Sèvres était mort. En juin 1921, Moustapha Kémal déclarait à Franklin Bouillon : « Cette nouvelle Turquie fera reconnaître son droit comme n'importe quelle nation indépendante. Le traité de Sèvres est une telle condamnation à mort que nous demandons que son nom même ne sorte pas d'une bouche amie [...]. Nous n'entreprendrons pas de transactions basées sur le principe de la confiance avec des nations qui ne peuvent chasser le traité de Sèvres de leur cerveau »²³. Les réalités obligèrent les grandes puissances de ne pas ignorer la volonté de la Turquie nouvelle. L'obstination britannique contre la Turquie kémaliste allait se manifester aussi pendant les négociations de Lausanne concernant l'avenir de Mossoul. L'Angleterre faisait prévaloir le fait qu'en vertu de l'article 22 du Pacte, la Société des Nations lui avait reconnu le mandat sur le territoire incluant Mossoul. La Turquie, État qui n'était pas membre de la S.D.N., contestait les droits de la Grande-Bretagne sur la zone. Le traité de Lausanne (24 juillet 1923) n'a pas résolu la dispute ; dans la 1^{re} Partie, 1^{re} Section, article 3, on stipulait que la frontière « sera déterminée à l'amiable entre la Turquie et la Grande-Bretagne dans un délai de neuf mois. À défaut d'accord entre les deux gouvernements dans le délai prévu, le litige sera porté devant le Conseil de la S. D. N. »²⁴. Réunie à Constantinople (19 mai — 9 juin 1924), la conférence anglo-turque sur le problème de Mossoul échoua²⁵. Le différend était évoqué devant le Conseil de la S.D.N. en septembre 1924 ; à la réunion de Bruxelles du 31 octobre de la même année, le Conseil décidait la constitution d'une Commission d'enquête formée par le diplomate suédois, Wirsen, le ministre de Suède à Bucarest — président, le comte Paul Teleki, ancien premier ministre hongrois, et le colonel belge en retraite Paulis. En même temps, on fixait une frontière provisoire, la dite « ligne Bruxelles ». Les conclusions de l'enquête n'ont pas satisfait les revendications de la Turquie kémaliste qui les a rejetées, invoquant le rôle consultatif de l'activité de la Commission. La Grande-Bretagne sollicitait l'arbitrage de la Cour internationale de justice de la Haye, qui déclinait sa compétence en vertu des clauses du traité de Lausanne. Par conséquent, le conflit était de nouveau porté devant le Conseil de la S.D.N. en septembre 1925²⁶. Pendant ce temps, la situation en zone était devenue incendiaire à cause de la révolte des Kurdes de février — avril 1925²⁷.

²² A. J. P. Taylor, *English History 1914—1945*, Pelican Books, 1973, pp. 248—250 ; Salahı Raamadans Sonyel, *Fifty years ago : the Çanak crisis*, dans « Balkan Studies », Thessaloniki, vol. 13, 1972, 1. pp. 41—48.

²³ *Atatürk*. Commission Nationale Turque pour l'UNESCO, 1963, p. 117 ; pour l'orientation générale de la politique étrangère kémaliste de cette période, voir aussi *Discours du Ghazi Moustapha Kémal, Président de la République Turque*, octobre 1927, Leipzig, 1929, 677 p.

²⁴ Conférence de Lausanne sur les affaires du Proche-Orient (1922—1923), *Actes signés à Lausanne le 30 janvier et le 24 juillet 1923*, Paris, Imprimerie Nationale, 1923, p. 5.

²⁵ George Arnakis, Wayne S. Vucinich, *op. cit.*, p. 107.

²⁶ Voir Marcel Ray, *L'affaire de Mossoul revient devant le Conseil de la S.D.N.*, dans « L'Europe Nouvelle », 8^e année, n^o 395, 12 sept. 1925, pp. 1203—1205 ; cf. *Mossoul et la fixation de la frontière nord de l'Iraq (Sources et documents)*, dans *loc. cit.*, 8^e année, n^o 396, 19 sept. 1925, pp. 1248—1258.

²⁷ Voir la discussion du problème chez Basile Nikitine, *Les Kurdes. Études sociologique et historique*. Préface par M. Louis Massignon, Paris, Éditions d'Aujourd'hui, 1956, p. 197.

Si les diplomates sont tombés dans une impasse, les hommes d'affaires ont été plus pratiques. À la fin de l'année 1923 déjà, le représentant de la *Turkish Petroleum* était arrivé à Bagdad pour négocier avec les autorités installées par l'Angleterre impériale — la puissance mandataire — les clauses de la concession de l'exploitation du pétrole mésopotamien. Le 14 mars 1925, la *Turkish Petroleum* obtenait une concession pour 75 ans, en échange d'une redevance symbolique — au dessous de 10 % de la valeur — de 4 shillings-or pour la tonne de pétrole extrait. À la même occasion, les actionnaires ont vu confirmés leurs quotas de participation : l'*Anglo-Persian* — 23,75 %, la *Royal Dutch Shell* — 23,75 %, quelques compagnies américaines en tête avec la *Standard* — 23,75 %, 63 sociétés françaises — 23,75 % et K. S. Gulbenkian — 5 %. Pour déchiffrer le mystère de ces pourcentages, rappelons-nous que le fameux gisement de Baba Gourgour entrait en exploitation à l'automne de l'année 1927²⁸. Dans les années suivantes par exemple, les 5 % de Gulbenkian lui apportaient un bénéfice net de 50 millions livres sterling par année. Plus encore, le Talleyrand du pétrole pouvait manœuvrer très facilement, autant qu'aucun des partenaires ne détenait la majorité des actions. Ce n'est pas au petit bonheur lorsque le maître de la *Standard*, John D. Rockefeller a essayé d'acheter de Gulbenkian 1,25 % de ses actions pour avoir justement cette majorité, le magnat américain est resté stupéfait : le prix demandé par « Monsieur 5 % » — le fameux nom de Gulbenkian — était fabuleux, 1 milliard dollars²⁹. Il est facile donc à comprendre le refus de la diplomatie kémaliste de céder devant les prétentions de l'Angleterre impériale, lorsque, même R. Lindsay observait que dans leur programme de modernisation, les Turcs « have the Japanese exemple before their eyes, and they purpose not only to introduce everything that steam, petrol and electricity, can provide, but also to remodel from top to bottom their codes and their administrative and social institutions »³⁰.

Le litige anglo-turc revenait donc devant le Conseil de la S.D.N. réuni à Genève le 2 septembre 1925. Les positions des deux parties n'avaient pas changé. L'Angleterre impériale était sûre d'un verdict favorable grâce à son influence au forum genevois, et la Turquie ne paraissait point du tout disposée aux concessions. Le chef de la diplomatie kémaliste, Tevfik Rüstü (Aras), déclarait à la presse de Constantinople à la veille de son départ pour Genève que « la délégation turque va défendre énergiquement les droits de la Turquie sur le vilayet Mossoul »³¹. Par la suite, l'accord n'a pas été réalisé et le Conseil de la S.D.N. devait décider d'une manière définitive dans ce problème à la session du décembre 1925. Le prolongement du différend anglo-turc provoquait naturellement des mécontentements tant à Ankara qu'à Londres. Le Foreign Office ne voulait pas nuire au prestige de la S.D.N. surtout après l'euphorie engendré par la signature des accords de Locarno (16 octobre 1925) et la virtuelle admission de l'Allemagne à l'institution de Genève. Il était de même la

²⁸ René Sédillot, *op. cit.*, pp. 192—193.

²⁹ Essad Bey, *op. cit.*, pp. 246—247.

³⁰ DEEP, IA, I, no. 531, p. 761 : R. Lindsay — A. Chamberlain, Constantinople, 16 oct. 1925.

³¹ Archives du ministère des Affaires étrangères de la R. S. de Roumanie (cité par la suite AMAE), F. 71 Turquie, 1920—1930, f. 56 ; rapport de Constantinople, no. 1508/24 août 1925, signé Anastasiu.

période où on cherchait l'implantation de l'esprit locarnien aux autres régions du continent, le gouvernement de Londres étant préoccupé de la réalisation d'un Locarno balkanique favorable aux propres intérêts dans la zone. Un tel pacte impliquait aussi la Turquie kémaliste ³². D'autre part, le gouvernement d'Ankara — entretenait des rapports cordiaux avec l'Union Soviétique, tandis que les relations anglo-soviétiques devenaient de plus en plus tendues. « Les Russes — avouait Tevfik Rüstü au ministre roumain en Turquie, Filality (29 octobre 1925) — n'ont actuellement qu'une seule « bête noire » qui leur fait beaucoup de mauvais sang, l'Angleterre »; le chef de la diplomatie kémaliste remarquait également qu'à « Moscou est dans ce moment (après Locarno — N.d.A.) une grande irritation [. . .]. Il est hors de doute que notamment l'Angleterre a remporté une victoire sérieuse, que par l'admission de l'Allemagne à la S.D.N., le traité de Rapallo (germano-soviétique du 16 avril 1922 — N.d.A.) n'a plus de valeur et que la Russie se trouve isolée aujourd'hui » ³³. Les milieux britanniques officiels ne perdaient pas de vue l'éventualité d'une intimité turco-soviétique. Le Foreign Office appréciait, peut-être trop simpliste, que « the Locarno meeting has proclaimed the solidarity of a saner Europe with which Turkey hopes to associate herself, and revealed the isolation and failure of Turkey's only friend and most dangerous enemy, Russia » ³⁴, et d'autre part les informations parvenues à Londres de Constantinople ou d'Ankara mettaient en lumière une certaine susceptibilité de la Turquie à l'égard des intentions de perspective de l'Union Soviétique au Sud ³⁵.

Il est certain que pas même à la fin d'octobre 1925, la Turquie n'admettait « à aucun prix d'obéir aux prétentions anglaises », contestant le droit de la Cour de la Haye ou du Conseil de la S.D.N. de décider dans le problème de Mossoul ³⁶. Tevfik Rüstü était convaincu que « les Anglais seront obligés de se mettre d'accord avec nous » ³⁷, et le gouvernement de Londres se rendait compte qu'à Ankara « the hope of securing for Turkey the wealth inherent in the oil deposits of the Mosul vilayet remains a consideration of great weight » ³⁸.

L'idée d'une négociation directe turco-britannique en dehors de la S.D.N. circulait déjà dans les milieux diplomatiques de Turquie, mais le Foreign Office la réfutait pour que cette modalité n'apparaisse pas « at this juncture as act of discourtesy to League » ³⁹. Les auspices n'étaient pas favorables à l'apaisement de la dispute dans le cadre ou en dehors de la S.D.N., et la Turquie kémaliste était confrontée avec un nouvel adversaire, l'Italie fasciste. La position du gouvernement de Rome va

³² Voir Constantin Iordan-Sima, *La Turquie kémaliste et l'idée du pacte balkanique dans les années 1925-1926*, in « Revue des études sud-est européennes », T. XIX, 1981, avril-juin, 2, pp. 311-323.

³³ AMAE, F. 71 Turquie, 1920-1930, f. 59 : rapport (confidentiel) de Constantinople, n° 1869/29 oct. 1925, signé Filality.

³⁴ DBFP, IA, I, no. 534, p. 767 : Memoranda respecting the Iraq Frontier Dispute, Foreign Office, 23 oct. 1925.

³⁵ *Ibidem*, n° 531, p. 760 : R. Lindsay — A. Chamberlain, Constantinople, 16 oct. 1925.

³⁶ AMAE, F. 71, Turquie, 1920-1930, f. 60 : rapport (confidentiel), de Constantinople, n° 1869 29 oct. 1925, signé Filality.

³⁷ *Ibidem*, f. 61.

³⁸ DBFP, IA, I, n° 534, p. 767 : Memoranda respectig. , Foreign Office, 23 oct. 1925.

³⁹ *Ibidem*, no. 537, p. 776 : A. Chamberlain — R. Lindsay, Londres, 2 nov. 1925.

particulièrément influer l'évolution du problème de Mossoul et le caractère de l'accord turco-britannique de juin 1926. L'opinion d'Orsini Baroni fait inutile tout commentaire : « una soluzione che soddisfacesse completamente la Turchia non rappresenterebbe certo un indiscutibile vantaggio per la nostra politica estera in questi paraggi. Non solo perchè l'orgoglio turco assurgerebbe ad altezza tale da rendere questa gente inarrivabile e ancor più sorda alle nostre pratiche, non solo perchè un accordo turco-britannico limiterebbe quel libero giuoco che ci procura la rivalità odierna tra le due potenze nei paesi bagnati dalle acque del Mediterraneo (e che è di primordiale necessità per lo sviluppo dei nostri interessi politici) renderebbe all'occhio del turco meno preziosa l'amicizia, meno temibile l'avversione dell'Italia, ma anche perchè verrebbe a diminuire presso i governanti di Angora l'influenza di Mosca che in fin dei conti, nella presente condizione di cose, ha giovato e giova nostra politica in Oriente [...]. La questione di Mossul è per la Turchia la questione predomiannte, dalla soluzione della quale dipenderà per molto tempo l'orientazione internazionale del paese. Ma è per noi anche un grande « à tout » che a noi puo e deve servire per far calare a questa gente la cresta che ha inalberato con tanto orgoglio, per assicurarci una libertà di manovra nel Mediterraneo, e qui in Turchia, la possibilità di trattare a difesa delle posizioni economiche, commerciali, culturali finora tenute da noi e oggi seriamente minacciate dall'invadenza del turco, che invocando la maggiore età raggiunta, pretende il rispetto degli stessi diritti e facoltà statali di qualsiasi paese europeo occidentale »⁴⁰. Mussolini suggérait de la prudence à son ambassadeur à Constantinople : « una linea di condotta intermedia », afin de « consolidare e sviluppare maggiormente in avvenire i nostri molteplici interessi in Turchia », puisque « la questione di Mossul non comprende insè direttamente interessi italiani, mai li coinvolge indirettamente per le ripercussioni che il nostro atteggiamento potrebbe avere sulla nostre posizione a Londra o ad Angora »⁴¹. Le dictateur fasciste observait la nécessité de la continuation d'une politique amicale envers la Grande-Bretagne, « che ha assicurato all'Italia il pieno appoggio inglese in questioni internazionali di notevole interesse italiano specialmente nel campo coloniale ed in quello Mediterraneo »⁴².

Dans telles conditions les perspectives de l'évolution du litige se montraient sombres. Partisan sincère d'un accord acceptable pour les deux parties, Lindsay recommandait à Chamberlain, le 1^{er} décembre 1925, que le gouvernement britannique n'exclue pas la possibilité des négociations directes après la sentence du Conseil de la S.D.N.⁴³. Devenu plus souple, le chef du Foreign Office s'entretenait longuement, trois jours plus tard, avec l'ambassadeur de Turquie à Londres, Ahmed Ferid bey. A. chamberlain exprimait le désir de la Grande-Bretagne « to cultivate friendly relations with the Republic of Turkey », évoquant le succès des accords de Locarno — approuvés définitivement le 1^{er} décembre —, la réconciliation avec l'Allemagne, le fait que la S.D.N. « was the greatest moral

⁴⁰ DDI, 7, 1, n° 163, pp. 119—120 : Orsini Baroni — Mussolini, Constantinople, 24 oct 1925 ; cf. n° 180, p. 131 : Orsini Baroni — Mussolini, Constantinople, 18 nov. 1925.

⁴¹ *Ibidem*, n° 184, pp. 134—135 : Mussolini — Orsini Baroni, Rome, 24 nov. 1925.

⁴² *Ibidem*, p. 135.

⁴³ DBFP, IA, I, n° 544, p. 785, note 4 : A. Chamberlain — R. Lindsay, Londres, 4 déc. 1925.

force existing in Europe and daily it was becoming a greater material force »⁴⁴. Le chef de la diplomatie britannique essayait d'attirer l'attention du représentant de la Turquie sur les graves conséquences qu'aurait pu avoir le fait d'ignorer la décision du Conseil de la S.D.N. au problème de Mossoul, en soulignant que dans l'éventualité d'un conflit armé la Turquie « would be faced not only with the whole authority and power of the League of Nations, but with that of the British Empire »⁴⁵. En même temps, Chamberlain communiquait pour la première fois officiellement que dans le cas d'une décision du Conseil favorable à la Grande-Bretagne, le Foreign Office est préparé « to enter into conversations to see whether any *accommodements* (souligné en texte — N.d.A.) were possible which might render more acceptable to them (aux Turcs — N.d.A.) a solution which disappointed their hopes »⁴⁶.

Le 16 décembre 1925, le Conseil de la S.D.N. donnait un verdict défavorable à la Turquie, considérant définitive « la ligne Bruxelles » dans le litige de Mossoul⁴⁷. Le lendemain de l'annonce de la sentence, Tevfik Rustü et Guéorgui Vassilievic Ciçerin, le commissaire pour les Affaires étrangères de l'Union Soviétique, signaient à Paris le traité d'amitié et de neutralité turco-soviétique. L'accord n'avait pas le caractère d'une alliance et ne contenait pas d'obligations militaires, mais représentait pour la Turquie kémaliste une réponse indirecte à la menace anglaise. Les événements se précipitaient. La diplomatie kémaliste devenait de plus en plus active aux Balkans⁴⁸, et le 22 décembre, le premier ministre britannique même, Stanley Baldwin, répétait à Ahmed Ferid bey la déclaration de Chamberlain du 4 décembre : l'idée des conversations directes anglo-turques ; le chef du gouvernement de Londres ne cachait pas son vif désir que ces discussions commencent immédiatement à Ankara.⁴⁹ Il était clair que la Grande-Bretagne n'était point du tout indifférente à l'égard de la conclusion du traité turco-soviétique⁵⁰. D'autre part, l'un des piliers du Foreign Office, le sous-secrétaire d'État Sir William Tyrell, paraissait convaincu qu'après l'arrêt de Genève dans le problème de Mossoul « the Turk has discovered that the Anglo-French front is a solid wall and he has therefore submitted to the award »⁵¹. L'opinion ne coïncidait pas tout de même avec celle exprimée dans certains cercles de Quai d'Orsay. Un diplomate averti comme Albert Sarraut déclarait au ministre roumain en Turquie : « Il est indéniable que la sentence a été trop rude et si les Anglais — au moins ceux du ministère des Colonies — étaient un peu plus intelligents, ils se rendraient compte qu'un tel succès

⁴⁴ *Ibidem*, pp. 784—785.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 785.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ibidem*, n° 548, p. 790 : London — W. Tyrell, Genève, 15 déc. 1925 ; cf. Ömer Kurçüoğlu, *Türk-İngiliz ilişkileri (1919—1926)*, Ankara, 1978, p. 299.

⁴⁸ Voir le texte du traité dans *Документы внешней политики СССР*, Moscou, 1963, t. VIII, pp. 740—742 ; sur la politique balkanique chez Constantin Iordan-Sima, *La Turquie kémaliste et l'idée du pacte balkanique...*, pp. 316—317.

⁴⁹ DBFP, IA, I, n° 551, p. 792 : W. Tyrell — R. Lindsay, Londres, 22 déc. 1925.

⁵⁰ *Ibidem*, n° 553, pp. 795—796 : R. Lindsay — A. Chamberlain, Constantinople, 30 déc. 1925.

⁵¹ *Ibidem*, n° 554, p. 797 : letter (private and personal), W. Tyrell — R. Lindsay, Londres, 30 déc. 1925.

leur fait plus de mal que bien »⁵². Dans un moment où les difficultés des relations franco-soviétiques étaient profondes⁵³, Sarraut ne cachait pas son amertume à l'égard des implications de la signature du traité turco-soviétique, la responsabilité principale revenant — à son avis — à l'Angleterre : « La fatalité inéluctable que par leurs procédés (des Anglais — N.d.A.), ils ont poussé les Turcs aux bras des Russes, les plus vieux et les plus sincères... ennemis »⁵⁴.

Le premier contact de R. Lindsay avec Tevfik Rüstü a eu lieu le lendemain de l'arrivée à Constantinople du ministre des Affaires étrangères de la Turquie rentré de Paris, via Belgrade (le 29 décembre 1925). L'ambassadeur britannique apprenait que la décision du Conseil était qualifiée en Turquie « as an injustice », qu'en fait le gouvernement d'Ankara a toujours considéré le rôle de la S.D.N. comme de médiateur et pas d'arbitre⁵⁵. Tevfik n'était pas en mesure de répondre officiellement à la proposition anglaise d'engager des pourparlers directs — il ne connaissait pas encore la position de son gouvernement, mais déclarait que « not negotiations would be possible on the basis of the League's verdict »⁵⁶. Au fond, la conviction du chef de la diplomatie kémaliste était « qu'en ce qui concerne Mossoul, ce que s'est passé au Conseil de la S.D.N. n'a pas été qu'une des phases par lesquelles passent et passeront encore les négociations »⁵⁷.

Dans les conditions où la discrète entrevue de Rapallo entre Mussolini et Chamberlain (le 29 décembre 1925) a provoqué une inquiétude justifiée à Ankara, où les intentions révisionnistes du dictateur grec Theodoros Pangalos étaient visibles⁵⁸, le gouvernement turc faisait connu verbalement à Londres son accord pour la négociation directe du litige de Mossoul (le 5 janvier 1926)⁵⁹. Quatre jours plus tard, Ahmed Ferid bey notifiait par écrit à W. Tyrell les conditions du commencement des pourparlers : que les discussions aient lieu à Ankara, que l'examen de la dispute ait à la base le principe « qu'il se trouve en face d'une question pendante et non encore résolue » ; on exprimait également le désir du gouvernement turc « pour l'établissement des relations les plus amicales entre nos deux pays et son intention de ne rien ménager afin d'arriver à ce but »⁶⁰.

L'accord pour la négociation directe du différend — idée repoussée par A. Chamberlain en novembre 1925, mais plaidée avec insistance par R. Lindsay — a représenté un progrès sur la voie de la recherche d'une solution réciproquement acceptable. W. Tyrell reconnaissait la valeur de ce pas en avant lorsqu'il écrivait à son ami Lindsay : « it was an admi-

⁵² AMAE, F. 71, Turquie, 1920—1930, f. 67 : rapport de Constantinople, n° 2274/28 déc. 1925, signé Filality.

⁵³ Voir Francis Conte, *Un révolutionnaire-diplomate : Christian Rakovski. L'Union Soviétique et l'Europe (1922—1941)*. Preface d'Annie Kriegel, Mouton, La Haye, 1978, pp. 170 seq.

⁵⁴ AMAE, F. 71 Turquie, 1920—1930 : rapport de Constantinople, n° 2274 28 déc. 1925, signé Filality.

⁵⁵ DBFP, IA, I, n° 552, p. 793 : R. Lindsay—A. Chamberlain, Constantinople, 29 déc. 1925.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 794.

⁵⁷ AMAE, F. 71, Turquie, 1920—1930, f. 69 : rapport de Constantinople, n° 2276/29 déc. 1925, signé Filality.

⁵⁸ Voir Harry J. Psomiades, *The Diplomacy of Theodoros Pangalos 1925—1926*, dans « Balkan Studies », Thessaloniki, vol. 13, 1972, 1, pp. 2—3.

⁵⁹ DBFP, IA, I, n° 555, p. 799 : W. Tyrell — R. Lindsay, Londres, 5 janvier 1926.

⁶⁰ *Ibidem*, n° 556, pp. 800—801 : Note from-the Turkish Ambassador to Sir W. Tyrell, Londres, 9 janvier 1926.

nable idea of yours in order to prevent our drifting, into a deadlock »⁶¹. L'intérêt du sous-secrétaire d'État pour le règlement du litige était bien naturel ayant en vue que, par ses implications, le problème mettait en discussion non seulement l'avenir des rapports anglo-turcs, mais aussi le prestige de la politique britannique dans le Moyen Orient et surtout le dossier complexe et lourd des relations de l'Angleterre avec l'Union Soviétique, l'amie de la Turquie-kémaliste. Dans ce contexte, les méditations des technocrates du Foreign Office poursuivaient à trouver les moyens appropriés pour gagner le crédit du gouvernement d'Ankara afin de contrecarrer les succès de la diplomatie soviétique en Turquie. Pour atteindre cet objectif, W. Tyrell considérait que la solution du différend pourrait être accompagnée par la conclusion de certains accords d'assistance financière entre les banques de City et le gouvernement kémaliste, mais surtout de l'offre d'un traité de garanties de l'intégrité des frontières de la Turquie par la Grande-Bretagne, auquel pourraient éventuellement être associées la France et l'Italie. En sondant en privé l'opinion de Lindsay sur ce projet — qui signifiait un changement radical de l'attitude britannique vis-à-vis de la Turquie — Tyrell le définissait comme « a heroic policy »⁶². Dans sa réponse, l'ambassadeur britannique observait que cette offre « would have an immense and beneficial effect on the Turks », soulignant le fait qu'en novembre 1925 — donc après Locarno — Tevfik Rüstü s'était en principe montré favorable à l'idée d'un traité de garanties⁶³. Convaincu de l'accord de la France, Lindsay signalait pourtant quelques difficultés majeures, parmi lesquelles — exceptant l'opposition naturelle de l'Union Soviétique — se profilait celle de l'Italie fasciste. Le diplomate britannique saisissait la cause profonde de l'attitude négative virtuelle du gouvernement de Rome, qui « has never forgotten the Tripartite agreement »⁶⁴. Il s'agit de l'accord anglo-franco-italien concernant le partage des sphères d'influence en Anatolie, signé à Sèvres (le 10 août 1920), mais né mort par la victoire du kémalisme, accord par lequel l'Italie obtenait la zone Adalie⁶⁵. Bien que Rome « does not talk Adalia — affirmait Lindsay — she is always thinking of it, and will find it difficult explicitly to renounce her ambitions » ; si toutefois les Italiens se décidaient d'accepter le projet du traité de garanties, « would they not *more italiano* (souligné en texte — N.d.A.) ask a price ? »⁶⁶. La transformation de la Méditerranée dans une mer italienne ne pouvait pas être acceptée par l'Angleterre impériale. Conscient des obstacles, Lindsay plaidait quand même officiellement dans un mémorandum du 8 février 1926 qu'on entame globalement la perspective des rapports anglo-turcs soutenant l'utilité de la garantie des frontières.

⁶¹ *Ibidem*, n° 554, p. 787 : W. Tyrell — R. Lindsay (letter private and personal), Londres, 30 déc. 1925.

⁶² *Ibidem*, pp. 797—798.

⁶³ *Ibidem*, n° 557, p. 801 : R. Lindsay — W. Tyrell (letter private and personal), Constantinople, 12 janvier 1926.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 802.

⁶⁵ Harry J. Psomiades, *The Eastern Question...*, p. 29 ; cf. Romain Rainero, *I rapporti italo-turchi nel periodo fascista*, dans « Il Veltro », Roma, 2—4 anno XXIII, marzo-agosto 1979., pp. 391—396.

⁶⁶ DBFP, IA, I. n° 557, p. 802.

de la Turquie par l'Angleterre, la France et l'Italie. « Some sort of guarantee — concluait Lindsay — appears to be the only device containing the elements of a satisfactory solution of Anglo-Turkish relations. »⁶⁷ Le 20 février 1926, le chef de la diplomatie britannique avait une opinion bien différente : « to me (A. Chamberlain — N. d.A.) it is certain a) that we cannot give a general guarantee of the territories of the Turkish Republic [...] b) that we cannot repudiate or compromise our duties under the Covenant c) that it would be of doubtful utility and more doubtful wisdom to ask Italy to give a guarantee »⁶⁸. Comment s'explique-t-elle cette divergence de vues dans un problème majeur entre A. Chamberlain et l'un des meilleurs diplomates britanniques en activité à cette période, R. Lindsay ? Le fait que l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople ne connaissait pas et ne pouvait pas connaître le contenu de l'entrevue secrète de Rapallo entre son chef et le dictateur fasciste (le 29 décembre 1925) pourrait constituer une explication. Après presque six décennies, les historiens sont restés au niveau des suppositions quant au contenu et au caractère de ce dialogue mystérieux, puisque les deux parties sont convenues de ne pas dresser un procès-verbal de la rencontre. On sait néanmoins que dans une lettre particulière à W. Tyrell, Chamberlain avouait que « his impression had been that the Italian Prime Minister was inclining more and more to a League of Nations policy and to a general attitude similar to that of Great Britain »⁶⁹. On a accordé à cette rencontre une signification politique particulière. C'est ainsi que dans les milieux politiques grecs on appréciait qu'entre Chamberlain et Mussolini était intervenu un accord verbal concernant l'avenir de l'Anatolie : « Au cas où la Turquie essaie de prendre Mossoul par armes, l'Italie enverra le corps d'armée de Naples en Asie Mineure pour occuper Adalie et son hinterland. Le transport de ces troupes par mer devait être effectué par la Grande-Bretagne »⁷⁰. À son tour, l'opinion publique turque attribuait à l'entrevue « une sérieuse importance parce qu'on suppose qu'elle s'est répercutée sur les rapports plus tendus que jamais entre l'Angleterre et la Turquie »⁷¹. De même, le journal « Halk » soupçonnait la possibilité de la conclusion de certains accords italo-britanniques concernant l'exploitation du pétrole de Mossoul et notamment le développement de l'idée d'une colonisation italienne en Asie Mineure⁷². En rapportant cet état d'esprit, le ministre roumain observait avec justesse : « Que les craintes de la Turquie contre les rêves italiens d'expansion ne sont pas dénuées de fondement, tout le monde le sait »⁷³.

Donc, par l'attitude envers les propositions de Lindsay, Chamberlain a voulu ménager les intentions de l'Italie fasciste en Asie Mineure.

⁶⁷ *Ibidem*, n° 570, p. 823 : Memorandum by Sir R. Lindsay, Constantinople, 8 février 1926.

⁶⁸ *Ibidem*, p. 823, note 5.

⁶⁹ *Ibidem*, n° 166, p. 292, note 2 : R. Graham — A. Chamberlain, Rome, 1^{er} janvier 1926 ; cf. DDI, 7, IV, n° 220, p. 159 : Della Toretta — Mussolini, Londres, 9 janvier 1926.

⁷⁰ Archives Historiques Centrales d'État, Sofia, fonds 176, inventaire 5., n° 527, f. 13 : rapport (strictement confidentiel) d'Athènes, n° 757/29 mars 1928, signé Dančev.

⁷¹ AMAE, F. 71, Turquie, 1920—1930, f. 76 : rapport de Constantinople, n° 53/5 janvier 1926, signé Filality.

⁷² *Ibidem*.

⁷³ *Ibidem*.

Il est hors de doute que les intérêts du gouvernement de Rome excluaient l'éventualité de la conclusion d'un accord politique avec la Turquie, accord désiré par Tevfik Rustii. Le même mois de février 1926, Orsini Baroni motivait de cette manière la nécessité d'une attitude négative devant une telle possibilité : « Fino a ieri Turchia era isolata, oggi con accordo di Parigi con Russia, domani coi desiderati accordi con l'Inghilterra per Mossul e forse anche a base più ampie, e con Francia per la Siria e per i debiti, la situazione internazionale sarebbe capovolta. Se questo sistema di intese fosse completato con accordo speciale con Italia, Turchia si vedrebbe assicurato quello calmo al di fuori di cui ha bisogno il regime kemaliste per affermarsi all'interno, per compiere riforme necessarie e promuovere sviluppo energie del paese. Politica di Tevfik à abile, e in ogni caso utile al suo paese perchè serve a chiarire atteggiamento grandi potenze verso Turchia », par conséquent, par la participation à un pacte de garanties, « appoggio alla nostra espansione nel Mediterraneo, nell'Africa, nell'Asia non può essere che molto limitato »⁷⁴. Mussolini avait donc tout l'intérêt que la situation en zone se maintienne confuse. « Se realmente e sinceramente Angora si accorda con Londra — observait l'ambassadeur italien — dall'accordo alla intima, feconda amicizia tra le due, la distanza non è lunga. Unica speranza resterebbe nell'azione di Mosca che non ha interesse a che troppo intimi rapporti si formino tra Inghilterra e Turchia. »⁷⁵

Les divergences de vues entre Lindsay et Chamberlain, la méfiance du gouvernement d'Ankara à l'égard de la Grande-Bretagne et le caractère de la solidarité anglo-italienne, les tendances expansionnistes du fascisme en Asie Mineure stimulant également les dispositions agressives du dictateur de Grèce, Pangalos⁷⁶ et engendrant d'anxiété en Turquie⁷⁷, sont tant de facteurs qui ont empêché la notation d'un progrès réel dans les négociations turco-britanniques sur les rapports bilatéraux en général, et particulièrement sur Mossoul. Au début du mois d'avril 1926, le Foreign Office appréciait que la situation est « a difficult and anxious one »⁷⁸. Parmi les facteurs qui comptaient pour la diplomatie anglaise dans le changement de l'attitude du gouvernement d'Ankara était « the possibility of a Graeco — Italian occupation of Thrace, Smyrna and Adalia in the event of Turkey becoming involved in hostilities with another Power. Sooner or later the two countries are likely to make a bid for the satisfaction of their ambitions in Asia Minor. For the moment, the main importance of this possibility probably resides in the moral effect at Angora in restraining the Turks from embarking upon any policy that would provide an opportunity to Italy and Greece »⁷⁹.

Cet effet moral est devenu une menace directe et réelle par le discours de Mussolini à Tripoli le 12 avril 1926. Pour la première fois depuis la prise du pouvoir, « Il Duce » déclarait nettement : « l'Italie a été grande

⁷⁴ DDI, 7, IV, n° 238, p. 169 : Orsini Baroni — Mussolini, Constantinople, 7 février 1926.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 171.

⁷⁶ Theodore A. Coulombis, John A. Petropoulos, Harry J. Psomiades, *Foreign Interference in Greek Politics. An Historical Perspective*, Pella, New York, 1976, p. 87.

⁷⁷ DDI, 7, IV, n° 260, p. 185 : Orsini Baroni — Mussolini, Constantinople, 3 mars 1926.

⁷⁸ DBFP, IA, I, appendix, p. 860 : Memorandum on the Foreign Policy of His Majesty's Government, Londres, 10 avril 1926.

⁷⁹ *Ibidem*, p. 861.

en Méditerranée et je veux qu'elle redevienne grande »⁸⁰. On annonçait de cette façon un ample programme de revendications coloniales en Afrique et au Levant méditerranéen, dont la réalisation devait commencer par la révision de la distribution des mandats. Peu de temps après, le directeur du journal « Il Popolo », Arnaldo Mussolini, apportait des précisions dans une interview donnée à un journaliste américain : « Tunisia ? Forse. Ma più tardi. Abbiamo già Tripoli. Ma Tripoli è solo un principio. C'è tutto il bacino orientale del Mediterraneo, dove si trovano i resti del vecchio impero turco. C'è l'Albania, che ha il petrolio di cui abbiamo bisogno. C'è anche la Siria che la Francia non colonizzerà mai perché non ha eccedenza di popolazione. Poi c'è Smirne che dovrebbe appartenere a noi. E infine, c'è Adalia »⁸¹. Les soupçons du gouvernement turc à l'égard des intentions du fascisme italien s'étaient, dans ces circonstances, transformés dans une conviction générale que l'Italie va attaquer très bientôt la Turquie⁸². Les assurances de la diplomatie italienne que Rome « intende fare una politica di leale amicizia colla repubblica turca »⁸³ étaient loin d'apaiser l'atmosphère. Il est certain que cet état de choses a été au profit de la Grande-Bretagne. La solution rapide du litige de Mossoul est devenue la préoccupation essentielle du gouvernement turc. Dans ce contexte, la diplomatie kémaliste fut obligée à renoncer aux revendications d'ordre territorial. Le 22 avril, Lindsay réclamait d'urgence des instructions pour négocier le problème du pétrole, puisque « the situation for reaching a settlement could not be more favourable than it is now but there is no telling what it may be three weeks hence »⁸⁴, appréciant que « atmosphere here is at present extraordinarily favourable »⁸⁵.

Le 5 juin 1926, Tefvik Rüstü et Ronald Lindsay signaient à Ankara l'accord de Mossoul : « la ligne Bruxelles » devenait frontière définitive, et l'article 14 réglementait le quota des droits de la Turquie kémaliste aux bénéfices découlant de l'exploitation du pétrole de la région. Les autorités de Bagdad s'obligeaient de payer au gouvernement turc pendant 25 années de l'entrée en vigueur du traité 10 % sur toutes les rédevances qui lui reviendront : a) de la *Turkish Petroleum Company* en vertu de l'article 10 de sa concession du 14 mars 1925 ; b) des compagnies ou personnes qui pourront exploiter le pétrole en vertu des termes de l'article 6 de ladite concession ; c) des compagnies subsidiaires qui pourraient être constituées en vertu des termes de l'article 33 de cette concession⁸⁶. Le dernier acte de cette longue dispute était la ratification de l'accord du 5 juin 1926. En insistant sur la nécessité d'une approbation rapide, Lindsay n'hésitait pas de déclara-

⁸⁰ Voir le texte du discours dans « L'Europe Nouvelle », 9^e année, n° 427, 24 avril 1926-p. 572.

⁸¹ Apud Mario Pacor, *Italia e Balcani dal Risorgimento alla Resistenza*, Milano, Feltrinelli Editore, 1968, p. 90 ; cf. Constantin Iordan-Sima, *La Roumanie et les relations franco-italiennes dans les années 1926-1927. Une page de l'histoire de la diplomatie roumaine*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », t. XIV, 1975, n° 2, pp. 333-335.

⁸² DDI, 7, IV, n° 298, p. 215 et n° 300, pp. 216-217 : Orsini Baroni — Mussolini, Constantinople, 17 avril 1926.

⁸³ *Ibidem*, n° 302, p. 218 : Mussolini — Orsini Baroni, Rome, 18 avril 1926.

⁸⁴ DBFP, IA, I, n° 579, p. 834 : R. Lindsay — A. Chamberlain, Ankara, 22 avril 1926.

⁸⁵ *Ibidem*, n° 580, p. 836 : R. Lindsay — A. Chamberlain, Ankara, 22 avril 1926.

⁸⁶ Le texte dans « L'Europe Nouvelle », 9^e année, n° 438, 10 juillet 1926, pp. 943-946 ; cf. Marcel Ray, *L'accord anglo-turc sur la question de Mossoul*, dans *loc. cit.*, 9^e année, n° 434, 12 juin 1926, pp. 804-805.

rer à Chamberlain, l'ancien adversaire des négociations directes : « We are not giving Turkey very much, and you will double it by giving it quickly »⁸⁷. Le 18 juillet suivant les instruments de ratification étaient changés : le problème de Mossoul disparaissait du dossier des différends anglo-turcs. La thèse britannique a formellement prévalu, le Foreign Office étant obligé d'accepter des compensations en pétrole. L'Angleterre impériale a sans doute joué du concours point du tout négligeable de l'Italie fasciste. À la veille de la signature de l'accord, le secrétaire général à Quai d'Orsay, Philippe Berthelot avouait à l'ambassadeur d'Italie en France, le baron Romano Avezana, que « l'acquiescenza della Turchia al punto di vista britannico era stata motivata in parte dall'urgente bisogno di denaro del Governo di Angora, ma soprattutto dal timore che la rottura dei negoziati desse luogo ad un'intervento dell'Italia, cui si attribuiscono mire sui territori dell'Asia Minore »⁸⁸. Berthelot partageait également l'impression dominante dans certains milieux diplomatiques que sur l'intervention on avait discuté à Rapallo, cette menace étant « il fattore determinante dell'accordo »⁸⁹. Quelques mois plus tard, le chef de la diplomatie britannique confirmait implicitement la valeur de ce facteur. À la Conférence impériale d'octobre 1926, A. Chamberlain déclarait en public : « I believe, however, that, as Signor Mussolini himself jocularly suggested to me, nervousness regarding Italian designs exercised an appreciable influence on the Turkish attitude during the final period of the negotiations »⁹⁰.



Ces lignes de l'histoire du problème de Mossoul ont voulu mettre en lumière, parmi d'autres, quelques repères du cadre dans lequel s'est développée la politique extérieure kémaliste des années '20 : les difficultés et les pièges de la lutte pour la sortie de l'isolation internationale à laquelle a été soumis le gouvernement d'Ankara après le traité de Sèvres ; les efforts de contrecarrer les tendances expansionnistes visibles ou occultes des grandes puissances ; le désir que l'Europe comprenne réellement le sens profond de la révolution kémaliste et de reconnaître les droits du peuple turc à une vie libre indépendante et pacifique. Ces pages ont également voulu mettre en relief l'esprit nouveau de la diplomatie kémaliste opposé aux pratiques de domination et d'ingérence tout à fait courantes dans la politique des grandes puissances envers l'Empire ottoman durant la dernière partie de son existence. Ismet Pacha déclarait dans ce sens : « Si nous avons accepté la décision de la S.D.N. dans la question de Mossoul, alors

⁸⁷ DBFP, IA, II, n° 439, p. 804, note 6 : R. Lindsay — A. Chamberlain, Constantinople, 9 juin 1926. Après la solution du litige, Ronald Lindsay a été nommé l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.

⁸⁸ DDI, 7, IV, n° 326, p. 237 : Romano Avezana — Mussolini, Paris, 4 juin 1926.

⁸⁹ *Ibidem*.

⁹⁰ DBFP, IA, II, appendix, pp. 943—944 : Statement made by Sir A. Chamberlain to the Imperiale Conference on October 20, 1926.

on aurait pu croire que d'autres questions aussi découlant de notre droit de souveraineté pourraient être résolues sans notre accord et même sans notre connaissance »⁹¹. Cet esprit a représenté une idée force de la politique étrangère de la Turquie conçue par Ghazi. Même les adversaires du kémalisme ont reconnu la valeur de cette politique. En mai 1926, l'ambassadeur d'Italie à Londres, Della Toretta, rapportait une idée dominante à Foreign Office, celle que Moustapha Kémal a démontré « di possedere alte qualità di uomo di stato, e di saper far fronte alle più gravi e delicate situazioni »⁹².

⁹¹ AMAE, F. 71 Turquie, 1920—1930, f. 121—122 : rapport de Constantinople, n° 1334} 12 juin 1926, signé Filality.

⁹² DDI, 7, IV, n 320, p. 233 : Della Toretta — Mussolini, Londres, 29 mai 1926.

PRESENTATION TO ATATÜRK

HÂMIT Z. KOŞAY
(Ankara)

Atatürk, whose centennial birthday we commemorate, was proud to be a born-Turk. While defending the contributions of his forebears to world civilizations, he considered also important that the future generations should acquire historical consciousness. The sentence: "the most real guide in life is science", which was engraved by Atatürk's admirers on the façade of the Faculty of Letters in Ankara during its construction, was inspired by him.

He often declared that the cultural treasury of his country contains values shared by the entire humanity and reminded his people of the responsibilities towards themselves as well as towards the foreigners. He knew that it was more difficult and it deserved more praise to preserve a monument than to erect it. On the occasion of visits to museums, he would indicate new steps to be taken.

Atatürk honoured Bergama by an excursion of investigation. Arriving in Asklepion, he took place together with his companions on the marble seats in the front row of the small theatre. Pillars were lying on the ground, ruined by an earthquake, and to that day no one had ventured to restore them in their former place. For a while Atatürk interrupted the talk and started meditating. No one knew what was crossing his mind. "Many peoples passed over Anatolia. Hattis, that gave its name to Hittites, Hurris, Urartians, Phrygians, Lydians, Ionians, Greeks, Persians, Alexander the Great and his successors, Romans, Byzantines, Armenians, Arabian Conquerors and finally the Turks who secured the Anatolian unity as the result of the victory at Manzikert (1071). The truth is that, even before the Manzikert victory, Turcoman and Oghuz tribes migrated in waves and settled in Asia Minor, became heirs of ancient civilisation and imposed the culture carried from Central Asia. Although it is right to consider the Hellenistic civilization of Bergama as an offspring of the Ionic civilization of Anatolia, the Ionic culture per se, nevertheless was inspired by Lydian, Phrygian and Phoenician cultures. As a result of the excavations conducted in Mesopotamia, it was proved that all cultures and civilizations of Asia Minor had originated in the Sumerian civilization. The Sumerians who had no connection whatever with the Semites and Indo-Europeans had come down to the lower Euphrates-Tigris basin from north or north-eastern lands in the 4000 B.C. and it is very likely that they were related to Turkic tribes. Arguments are still being continued . . ."

While Atatürk's mind was burdened with these questions, he rose from his seat. He addressed the public, among whom was present the curator of the Bergama Museum Osman Bayatli and suggested that measures should be taken to erect the pillars lying on the ground to their former

places (With the contribution of the Branch of Monuments affiliate with Museums and the German Excavation Team, this wish was fulfilled. The Directorate General of Press and Information was also interested in this project).

Atatürk, on his visit to Aspendos theatre in the district of Antalya, stopped in front of the inscription of Zeno, the architect of that magnificent monument, and suggested proper protection and restoration of the upper stairs; this wish of his was also fulfilled.

An extraordinary interest shown by Atatürk concerning the Seldjukid monuments in Konya is obvious in the telegram dispatched to Prime Minister İnönü.

In 1932 the Institute of Oriental Studies affiliated to the University, under the direction of James Henry Brested, a specialist in Egyptian studies and a good organizer conducted excavations with great expenses in 12 sites to reveal ancient civilizations. One of such excavation was conducted in the Alishar mount of Yozgat (Turkey) by German-born Von Der Osten. Besides archaeologists there were also geographers, geologists and anthropologists in the excavation team, that discovered levels of culture in Central Anatolia. Atatürk was interested also in this excavation. He proposed to Von Der Osten to conduct an excavation in the site of the Gayurkale Hittite monument on the road to Haymana, an excavation that was finally carried out.

While the Alishar excavation was carried on, foreign scientific teams were working assiduously and incessantly in every corner of the country. Atatürk thought that the Turkish nation could not stay away from these intensive efforts. Upon his notice to the Turkish Historical Society as well as to the Ministry of Education, a new trend was initiated. It was called national excavations and the young Turkish archaeologists proved most proficient.

THE TURKS BELONG TO THE ALPINE RACE

Swedish anthropologist Eugen Pittard was among the limited number of Western scholars and literary men who defended the Turkish question during the War of Independence. He, who gave an important work on European Turkey and the Balkans, maintained that the Turks belong to brachycephalic Alpine race and that they were the authors of the universal neolithic culture revolution. This thesis which was also supported by some other scholars, attracted Atatürk. On behalf of the Turkish Historical Society I participated together with Professor Sevket Aziz Kansu in the investigations of Professor Pittard conducted in the Pirun site of Adiyaman. Later, various levels of the Paleolithic age and works of art were discovered in the excavations conducted by Kiliç Kökten in the Karain cave, located 20 km North of Antalya. Investigations carried out by Enver Bostancı in Belevi and Beldibi, in the Western part of Antalya shed light, especially on the Mesolithic Culture Age. Thus, there is no doubt whatever that Anatolia was a stage in human settlement for at least half a million years.

Had Atatürk lived long enough he would have also witnessed another important discovery which corroborated and completed the thesis of Professor Pittard. James Mellart, who conducted excavations at Çatal Höyük in the vicinity of Çumra, on behalf of the British Institute of Archaeology in Ankara, discovered a neolithic town (not a village but a town) dated back to 6000 B. C. Works of art which are now displayed at the Museum of Anatolian Civilizations in Ankara, attracted the scholar's attention. The investigations made on the skeletons kept in this museum were of the greatest importance for our subject. Anthropologists of the Excavation Team also put forward that neolithic culture revolution in Çatal Höyük was carried out by two different races, dolichocephalic Proto-Mediterranean and brachycephalic immigrants (See, *Çatal Höyük, A Neolithic Town in Anatolia* by James Mellart, 1967, p. 225).

LANGUAGE AS A SOURCE OF HISTORY

Atatürk believed that the history of the Turkish language is as old as that of Turkish people and therefore, Turkish linguistic material is important as a primary source material in conducting historical investigations. He wanted that investigations based on scientific foundations be made on Turkish to enlighten Proto-Turkic and Pre-Turkic ages. (Another aspect of this view is that of purification — the elimination of foreign words from Turkish that often unnecessarily inflicted upon the language. These foreign elements had officially penetrated into Turkish or were brought in as the result of fashions).

HOMELAND OF THE TURKS

The question of the Turks homeland cannot be separated from that of the origin of language. J. Nemeth, based on the evidence of loan words of the times when the Turks were neighbours to Finno-Ugrian and Indo-European tribes, came to a conclusion that the homeland of the Turks could not be distant from the aforementioned tribes. This entails that the homeland of the Turks is somewhere in the East Urals, nearby the today Turkestan. The Turks later expanded toward East. Should this thesis be true, getting down toward Mesopotamia would become easier. As a matter of fact, distance would not be a serious impediment for horsemen.

NAMES OF THE KUD KINGS

While the miracles of the Sumerian civilization and their origin were disputed, assyriologist B. Landsberger made this explanation to the bewilderment of the scholars :

“A tribe called Gutium or Kutium that came from North in 2500 B.C. destroyed the Akkadian state. (If we eliminate the Akkadian suffix or relativity in the tribal name of Gutium or Kutium, merely Kud would be

left). If very important symptoms would not mislead us, in our history, this is the tribe which had been closely related to, maybe even identical with the Turks.

Only names of Kings reached us from Kud language. Should we disregard those which are Akkadianized, 12 names remain in the hand of Babylonian people. Among them, merely four are mentioned in the documents belonging to its own times, i.e. 2500 B. C. There is a possibility that other names might be incorrect for they are mentioned in the documents belonging to several hundred years later.

Firstly, if we observe the external structure of these names, we notice that sound harmony, as well as ways of Turkish word-formation, are preserved. Besides, it can be easily noticed that they are verbal adjectives derived from Turkish verbs by addition of *e-gan*, *a-gan*, *-miş*, *-iş* suffixes.

Here are Kud king names :

Group A : Names originated in contemporary sources : Yarlagan, Tirigen, Şarлак, Laşrap.

Group B : Names quoted in the lists of kings (approx. 2000 B.C.) El Ulmuş, Inine bakaş, Nikil Lakap, Yrlagan, Yarlaganda, Tiriga, Inkişu, Ibatı.

This language is 3000 years older than the most ancient documents yielded up to the present by this family of languages, i.e. Orkhon inscriptions. It is therefore incorrect to expect that all the manifestations of this language should conform to the language structure and even hope that it should be easily understood.

Landsberger leaves to Altaists and Turcologists produce a definite solution (Secnd Turkish Historical Congress, 20—25 September 1937. B. Landsberger, *Some Questions on the History of Asia Minor*).

THE NAME "TURK" IN MARI TEXTS

B. Landsberger's thesis is confirmed by the fact that in 1800 B. C. name of *Turuk* (Turk) was mentioned several times in the tablets discovered in the Mari excavation.

The short-lived Mari state founded in the Middle Euphrates during the period of the first Babylonian dynasty was under the influence of Assyrian King Shamshi-Addu. Keeping the title of Cihangir, King Shamshi-Addu appointed his son Iaşmak-Addu to Mari as a regent. The father gave administrative advice in the letters written to his son. According to George Dossin who examined the tablets, the *Turuks* cited in these letters were warrior tribes inhabiting north-eastern lands, western foothills of Zagros mountains (See, George Dossin, *Archives de Mari*, Paris, 1950, Tablets nos. 16, 69).

In the Turkic dialects spoken between the Urals and the Altai, name of *Türk* is pronounced as *Türük*. Türk is a recent development (Prof. M. E. L. Mallowan, for the first time attracted my attention to Mari texts. I commemorate him with gratitude).

RELATIONSHIP BETWEEN BASQUE LANGUAGE AND TURKISH

The following lines may be even more astonishing and would support the accuracy of perception Atatürk had.

While studying linguistics, similarities between the language of the Basques who settled in south-west France and north Spain, and Turkish language drew my attention. I am surprised at the contradictory thesis put forth by prominent authorities regarding the language and identity of the Basques. As my investigations progressed without being influenced by any previous suggestions, I became convinced that there were close links between the Turkish linguistic treasure and the Basque language. I created a small collection by gathering together Basque words as well as periodicals and books on the subject during my trip to north Spain.

The words showing "identity" in form and meaning can only be explained by cohabitation in early times, considering that no contact whatever had been between the Turks and Basques for 2000 years. It is to be understood from further investigations that this relation had reached the degree of kinship.

My first article on the Basque subject titled "Relations Between Turkish and the Basque Language" was published in the Turkish Journal "Turk Yurdu" (1954, No 3, pp. 205—209). I reexamined the subject in an article under the title of "Contacts of the Turks and Basques According to Linguistic Comparisons, Ways and Times of Migrations", appeared in *Belleten* (1957, No 84, pp. 521—560). (It is included in *Makaleler ve İncelemeler*, 1974, pp. 308—349). The first appreciative remark on these investigations is seen in the article appeared in *Materiale Turcica* (vol. 3, p. 156), published by Ruhr University in Bochum.

In this brief paper we cannot bring out the whole of the material; we shall content ourselves with presenting several samples. These are the words that first attracted my attention and attached me to the subject, while examining the Basque dictionaries:

- Basque *argokia* (masc.), Turk. *erkek, irkek*
- Basque *il* (mourir), Turk. *öl-mek, ul-mek*
- Basque *ilika* (cadavre), Kazan dialect of Turkish *ulik, ölü*
- Basque *zuta* (lait), Turk *süt*
- Basque *elhi* (troupeau), Turk. *yilki, ilki* (sürü)
- Basque *buruku* (coiffure de femme, béret), Turk. *börük, bork*
- Basque *sogir* (sourd), Turk. *sağır*
- Basque *egün* (aujourd'hui), Turk. *bugün, kün*
- Basque *ereka* (ruisseau, canal), Turk. *arık, ark, su arki* etc.

This documentation which can be considered important is the pale shadow of lights shining in the distance, for those who are seeking ways in the dark bottom of history. Someday this subject will be brought to light. There is no need to look for the forebears of the Basques among the peoples of the Palaeolithic age in the Pyrenees or the grandchildren of the "Cro-Magnon" race. Should any of them have mingled with the Basques, we would find the fossils of the forebears in the caves frequently found in Pyrenees.

Atatürk, who stated that the Turkish tribe is an inseparable part of the Turkic language, was a genius guiding the right path in scientific investigations as well as military, administrative, economic fields and founding the Turkish state.

Let me quote here two documents which relate to the topic.



Ataturk at the Bergama excavations with his main collaborators.

1. The draft of a program dictated in 1935 by Atatürk in Florya to the President of the Turkish Historical Society, Hasan Cemil Çambel and Professor Aftenian in order to channel the studies of the Society into the right path and accelerate its activities :

The Research Committee of the Turkish Historical Society will provide that activities will be led in unity and harmony as a rational work. All governmental and national institutions — faculties, academies, museums, institutions of higher education —, history teachers, all specialists and even large classes of people will help the Turkish Historical Society, considering this assistance their patriotic duty.

The national scientific activities related to history had to concentrate on two basic objects :

A — Finding out, collecting and preserving historical documents of all sorts.

B — Writing Turkish history based on the scientific foundations obtained from research work based on critical and comparative methods.

Atatürk suggested the following guide-lines :

To gather all documents, manuscripts, inscriptions, pious foundations, judicial records found. Then to classify and organise them according

to recent methods, so that the historiographers would always and easily benefit from them in their scientific researches.

— To publish the forementioned documents in full (as “külliyyat”).

— To preserve the historical monuments in the country.

— To translate and publish those texts that serve as sources for Turkish history.

— To issue inexpensive copies of the Turkish architectural monuments and distribute them among the wide classes of the Turkish people.

— To house the collection of works of art belonging to various periods and cultures in museums to be established in Ankara, Istanbul, Bursa, Izmir, Edirne.

— To carry out archaeological, anthropological investigations and discoveries by organising new (national) excavations. (See Uluğ Iğdemir, *A draft-program prepared for the Turkish Historical Society by order of Atatürk*).

2. A telegram despatched by Atatürk to Prime Minister I. İnönü on 22.3.1933 from Konya regarding the restoration and preservation of documents :

“On my recent expedition, I examined some museums, ancient works of art and civilisation in various places. I saw museums in Bursa, Izmir, Antalya, Adana and Konya besides Istanbul. Some works of art discovered till now are preserved and classified with the assistance of foreign specialists. However, there is a definite necessity to form specialists able to discover works of the ancient civilizations which lay buried as unique treasures in almost every corner of our country ; in the future, we ourselves must preserve and classify those monuments which are in ruined state as a consequence of continuous negligence in past years and to employ our specialists as directors of museums as well of excavations. Therefore I am of the opinion that it should be suitable for this purpose to send students abroad.

There are some buildings in Konya which can be considered genuine architectural masterpieces of Turkish civilization flourishing eight centuries ago, although they are ruined. Immediate and urgent restoration has to be undertaken of the Karatay Medresse, the Alaeddin Mosque, the Sahib-Ata Medresse, the Sircali Mescit, The Ince Minareli Mosque. Since delay in restoration might cause further ruin to these monuments, I request their evacuation by military forces and their restoration under the supervision of specialists.” (See Nurettin Can, *Eskieserler ve Müzelerle ilgili kanun, nizamname ve emirler*, 1948, p. 84).

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE D'ALEXANDRE MAVROCORDATO L'EXAPORITE, 1676 — 1703

(I)

PAUL CERNOVODEANU et MIHAIL CARATAȘU

Alexandre Mavrocordato (1641—1709), grand drogman de la Porte et conseiller privé (ὁ ἐξ ἀπορρήτων), compte parmi les plus brillants diplomates de l'immense empire placé au carrefour de trois continents et dont la puissance avait commencé à décliner vers la fin du XVII^e siècle. D'origine grecque et de foi chrétienne, l'Exaporite avait néanmoins eu accès aux charges les plus enviées dans la monarchie autocratique des sultans et joui d'un prestige rarement accordé par les musulmans à un « infidèle ».

C'était un homme doué d'une personnalité fascinante — non dépourvue pourtant de contradictions — appartenant à la classe aisée et cultivée de la société grecque, qui, sans s'embarrasser de préjugés religieux, n'avait pas hésité à se mettre au service de l'Etat ottoman pour sauvegarder son indépendance du point de vue ethnique et assurer le maintien de ses privilèges. Mavrocordato attira, de ce fait, tout particulièrement l'attention de ses contemporains qui allait se traduire en appréciations fort élogieuses mais aussi en de dures critiques. De distingués érudits de son temps, de la taille d'un Antoine Galland, Joseph Pitton de Tournefort, le prince moldave Démètre Cantemir, Constantin Dapontès, Dimitrios Procopiou, Athanasios Comnène Ypsilanti, Gheorghios Zaviras ou des chroniqueurs tels Radu Popescu, Radu Greceanu et Ioan Neculce dans les principautés danubiennes¹ se montrent attirés, dans leurs écrits, par la vie et l'œuvre de l'Exaporite. D'autre part, de nombreux diplomates étrangers accrédités à la Porte Ottomane ou en rapports avec les dirigeants turcs, comme furent les français Nointel, Guilleragues, Girardin, Châteauneuf et Ferriol, les britanniques Chandos, Trumbull, Paget et Sutton, les autrichiens Khindsberg, Hoffmann, Runiz, Caprara, Kinsky, Schlick, Öttingen et Quarent, les russes Daudov, Voznytzin, Ukraïntzev et Tolstoï, les polonais Gninski, Malachowski et Leszczyński, les vénitiens Morosini, Venier, Zen, Ruzzini et Mocenigo, l'hollandais Colyer, autant que les patri-

¹ Nous signalons les éditions les plus autorisées des œuvres de ces trois chroniqueurs roumains offrant des informations d'un intérêt certain sur Mavrocordato : Radu Popescu le Vornic, *Istoriile domnilor Țării Românești* (Histoires des hospodars de Valachie) (Ed. C. Grecescu), Bucarest, Éditions de l'Académie, 1963, p. 198, 199, 216, 221, 236, 269, 289 ; Radu Greceanu le Logothète, *Istoria domniei lui Constantin Basarab Brâncoveanu voievod (1688—1714)* ; (Histoire du règne de Constantin Basarab Brancovan le voïévode (1688—1714) (ed. A. Iliș), Bucarest, Éditions de l'Académie, 1970, p. 122, 126, 129, 133, 144, 175, 219, 221—223 ; Ioan Neculce, *Letopiseșul țării Moldovei* (Chronique du pays de Moldavie) (ed. I. Iordan), Bucarest, Editura de Stat pentru Literatură și Artă, II^e éd., p. 16, 141, 192, 193, etc.

arches de Jérusalem Dosithée et Chrysante Notaras ainsi que d'autres importantes figures ecclésiastiques grecques qui l'avaient connu et fréquenté nous ont laissé d'amples informations sur le rôle joué par Mavrocordato dans la politique de l'Etat ottoman, en évoquant ses qualités, son savoir et sa vaste érudition — tout en signalant certaines faiblesses dont l'arrogance, la cupidité et une ambition démesurée.² En ajoutant à ces témoignages, en dehors de celui de Démètre Cantemir mentionné déjà, ceux provenant des principautés roumaines de Valachie (le prince Constantin Brancovan, le « stolnic » Constantin Cantacuzène, le « spatâr » Toma Cantacuzène) et de Moldavie (les princes Mihai Racoviță et Constantin Duca) avec lesquels l'Exaporite entretenait des rapports étroits³, ainsi que les informations puisées dans les notes des différents représentants diplomatiques du prince Michel I^{er} Apafi de Transylvanie à la Porte⁴, nous aurons complété le tableau des multiples sources nous permettant de tracer un vigoureux portrait du remarquable personnage que fut Alexandre Mavrocordato.

Certaines de ses œuvres ont paru dans les principautés danubiennes, d'autres à Venise ou en Autriche, mais la plupart circulaient en manuscrits dans l'aire balkanique et au Levant orthodoxe. Sa grande érudition et l'incontestable apport de l'Exaporite à la renaissance de la culture et de la langue grecques ont été soulignés, à juste raison, par Konstantin Sathas, Alexandros Papadopoulos-Kerameus, Émile Legrand, Constantin Litzeica, Demostene Russo, Nicolae Iorga, et plus récemment par G. Kournoutos,

² Les relations des diplomates français, autrichiens, vénitiens, polonais, russes, du résident hollandais ainsi que des hauts prélats grecs concernant Mavrocordato se trouvent chez Eudoxin de Ilurmuzaki, *Fragments zur Geschichte der Rumänen*, vol. III, Bucarest, 1884 et vol. IV, Bucarest, 1885, de même que dans l'importante collection *Documente privilegiate la istoria românilor* (Documents relatifs à l'histoire des Roumains), vol. V₁₋₂, Bucarest, 1886 et 1889; vol. VI, Bucarest, 1878; vol. IX₁, Bucarest, 1897; vol. XIII, Bucarest, 1909; vol. XIV₁₋₃, Bucarest, 1915, 1917, 1936; vol. XVI, Bucarest, 1912; et Supplément I au I^{er} vol., Bucarest, 1886 (voir l'index des volumes mentionnés); les rapports des ambassadeurs britanniques sur Mavrocordato sont inédits, c'est-à-dire ceux de lord Chandos (British Museum, *Mss Slove 219-220 - Lord Chandos' Letter Book*, passim.), ceux de Sir William Trumbull (British Museum, *Mss Add. 34799*, f. 28-37, etc.), ceux de lord William Paget (*Ibidem*, *Mss. Add. 8880*, passim) et ceux de Sir Robert Sutton (*Ibidem*, *Mss. Add. 5808, 7075*, passim).

³ Parmi ces sources signalons, en dehors des chroniques internes, *Condica de venituri și cheltuieli a vistieriei de la leatul 7202-7212 (1694-1704)* (Le registre de dépenses et de revenus de la trésorerie pour les années 1694-1704) du temps de Constantin Brancovan, éditée par C. Aricescu, dans « *Revista istorică a Arhivelor României* », Bucarest, 1873, p. 84, 254, 276, 287, 350, 361, 387, 402, 425, 467, 496, 507, 539-540, 549, 570, 603, 615, 640, 658-659, 691, 703, 712, 727; Al. A. C. Stourdza, *Constantin Brancovan, prince de Valachie 1688-1714. Son règne et son époque*, tome III, Paris, 1915, passim.; E. Vârtosu, *Foilelele Novel. Calendarul lui Constantin Vodă Brâncoveanu 1693-1704* (Foglietti novelli. Le calendrier du prince Constantin Brancovan 1693-1704), Bucarest, 1942, p. 188, 189, 191, 194; * * * *Istoricul relațiilor dintre popoarele URSS și România în secolul XVIII v.* (Relations historiques entre les peuples de l'U.R.S.S. et la Roumanie aux siècles XV^e - début du XVIII^e, vol. III, 1673-1711, Moscou, 1970, p. 139, 157, 197, 223, 357 etc.

⁴ Voir, en particulier, les rapports des représentants diplomatiques et des émissaires transylvains à la Porte entre 1677-1679, Menyhért Keczer, Gábor Kende, László Kubinyi [cf. *Teleki Mihály Levelezése* (La correspondance de Mihály Teleki), éd. Sámuel Gergely, vol. VII, 1675-1677, Budapest, 1916, p. 378, 379, 385, 387], Mihály Bessenyei, András Radics, László Székely, János Sulyok et András Ruszkai (cf. *ibidem*, vol. VIII, 1678-1679, Budapest, 1926, p. 135-137, 169-171, 175-176, 333-335, 360-361, 558, 566-567); d'autres renseignements chez Wolfgang (Farkas) Bethlen et János Sárosi de 1678 et 1687, cf. André Veress, *Documente privilegiate la istoria Ardealului, Moldovei și Țării Românești* (Documents concernant l'histoire de la Transylvanie, de la Moldavie et de la Valachie), vol. XI, 1661-1690, Bucarest, 1939, p. 175-176, doc. 125; p. 177, doc. 126; p. 268, 270 doc. 170.

Börje Knös et Constantin Th. Dimaras. C'est Émile Legrand qui, au dernier siècle, dressa la généalogie de sa famille qu'Emanuel Rhizo-Rangabé et Demetrios Scarlat Soutzos devaient compléter après 1900, tandis que les préoccupations de l'Exaporite dans le domaine de la médecine furent l'objet des études plus récentes de P. Vallery-Radot et de George Brătescu, et qu'Epaminonda Stamatziade, Alexandru Papadopol-Calimach, Alexandru A. C. Stourdza, Ioan C. Filitti, Constantin Amantos et plus récemment Nestor Camariano s'adonnaient à une analyse de son activité diplomatique.⁵

Pourtant, malgré le grand nombre d'études consacrées à la vie d'Alexandre Mavrocordato et à son activité multilatérale, une monographie de quelque envergure dédiée à l'Exaporite n'a pas encore été réalisée jusqu'à ce jour. Pour atteindre cet objectif, il va falloir remplir, au préalable, une condition impérieuse qui consiste dans la publication de la totalité de sa correspondance, assurément des plus vastes, mais sans laquelle la structure intime de sa personnalité, autant que son érudition hors pair, ses qualités morales aussi bien que ses défauts, mais tout particulièrement sa prodigieuse activité diplomatique ne sauraient être pleinement dégagées, mais présentées seulement de manière fortuite, incomplète et fragmentaire.

Il n'est guère question de minimaliser le précieux apport dû à la publication — ne fût-elle qu'en partie — de la seule correspondance *en langue grecque* de l'Exaporite, parue dès 1804 et 1879, composée uniquement des lettres adressées à divers représentants de la culture hellénique, à d'importants ecclésiastiques de l'Eglise orthodoxe ou à certains hospodars et lettrés des pays roumains. Les successives reparutions sélectives de certaines de ces pièces n'ont guère constitué une contribution inédite et si, ultérieurement, quelques missives encore inconnues, rédigées en grec, furent publiées à diverses occasions, leur nombre a été des plus restreints.

Une première allusion à la correspondance diplomatique du grand drogman nous vient de E. Miller, dans ses commentaires autorisés en marge de l'édition des épîtres grecques de Mavrocordato, réalisée par Théagène Livadas en 1879, dans le « Journal des Savants » de la même année⁶ ; son importance a été signalée ensuite, avec plus d'ampleur par Alexandre A. C. Stourdza qui affirmait, à juste titre : « Ce sont surtout les *lettres* de diverse nature, qui nous paraissent mériter davantage (à côté des *Ephémérides*) l'attention des savants et des amateurs. Malheureusement,

⁵ Parmi tous ces ouvrages, signalons comme possédant une meilleure documentation, ou étant moins connus : Alexandre Papadopol-Calimach, *Despre Alexandru Mavrocordat Exaporitul și despre activitatea sa politică și literară* (Alexandre Mavrocordato l'Exaporite et son activité politique et littéraire), Bucarest, 1884, 14 p. ; Alexandre A. C. Stourdza, *Figures helléniques méconnues : I. Alexandre Mavrocordato l'Exaporite 1641—1709*, Paris, 1912, 47 p. ; Konstantin Amantos, Ἀλέξανδρος Μαυροκορδάτος ὁ ἐξ ἀποβήτων (1641—1709), dans "Ἑλληνικά", VI (1932), p. 335—350 ; Pierre Vallery-Rodot, *Un médecin diplomate : le docteur Alexandre Mavrocordato (1641—1709)*, dans « La Presse Médicale », Paris, LXVIII (1960), n° 89 (31 déc.), p. 2349 et suiv. ; George Brătescu, *Alexandru Mavrocordat Exaporitul și medicina românească* (Alexandre Mavrocordato l'Exaporite et la médecine roumaine), dans « Viața medicală », XIII (1966), n° 20, p. 1417—1422 ; Nestor Camariano, *Alexandre Mavrocordato le grand drogman. Son activité diplomatique 1673—1709*. Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1970, 107 p. + VIII pl.

⁶ Compte rendu sur les *Cent lettres d'Alexandre Mavrocordato conseiller d'État de la Porte*, publiées par Théagène Livadas, Trieste, 1879 dans « Journal des Savants », Paris, 1879, p. 226 ; analyse des rapports de l'Exaporite avec les ambassadeurs Nointel, Guilleragues, Girardin, Castagnères et Ferriol, *ibidem*, p. 225—234, 261—265.

beaucoup de ces lettres ne sont pas publiées et elles dorment, enfouies dans diverses bibliothèques ou collections publiques et privées. En outre, toute la correspondance de l'Exaporite offre un intérêt historique de premier ordre... »⁷.

Avant de procéder à l'examen des lettres inédites de l'Exaporite découvertes à la suite de nos investigations dans les fonds d'archives et qui constituent la matière du présent ouvrage, il convient de récapituler brièvement les informations acquises jusqu'à présent sur cette correspondance et quels en étaient les destinataires.

Un lot de 192 lettres d'Alexandre Mavrocordato rédigées en langue grecque a été édité pour la première fois en 1804 à Constantinople par le marguillier de la Typographie de la Patriarchie, un certain iatro-philosophe du nom de Vasiliou⁸. Le volume contenait, en dehors des lettres de l'Exaporite, 22 autres qui émanaient de son fils Nicolas, grand drogman à la Porte et plus tard hospodar de Moldavie, puis de Valachie. Ces dernières offrent un intérêt tout particulier, mais l'édition est assez défectueuse, le manuscrit dont on s'était servi étant fort négligemment copié, sans respecter la succession chronologique ni l'appartenance thématique, sans compter le grand nombre de fautes d'orthographe. Les destinataires étaient, en premier lieu, des illustres prélats de l'Église Orientale, comme, par exemple Guérassime II, le patriarche d'Alexandrie (1688—1710), Dosithée II Notaras de Jérusalem (1669—1707) et son neveu Chrysanthe Notaras (1707—1731) (à cette époque métropolite de Césarée), Callinique II de Constantinople (1688, 1689—1693, 1694—1702), les métropolitains Meletios de Naupacte et d'Arta, Cyrille de Ohisique, Néophyte de Philippopolis, Daniel d'Anchialos, les archevêques Ioannikios du Sinaï, Clément de Janina, Cosma de Claudiopolis, Dionysus de Castorie, des chantres du St. Mont Athos, des prélats de la Grande Église de Constantinople, le protodikéos de la Grande Église Spandonis, le grand skevophylax Balasios, le grand douanier (idikéophylax) de la Grande Église Hurmuzis, les dirigeants de la communauté de Chios, le clerc Pahomie du monastère Mavromolu, le pneumatikos Auxentios, les hommes de science Jacob Manos d'Argos, Sevastos Kyménitès, André Likinios, les docteurs Pantaleone Kaliarkis et Jean Molivdos Comnène, les grands dignitaires Démètre Guliano ou Manuel Muselin, des amis non identifiés (Andronikos, Antonios, Constantinos, Demetrios, Gheorghios, Ioannis, Markos, Pavlos), des anonymes ou parents (son frère Jean, ses fils Charles et Nicolas). L'Exaporite correspondait également avec les princes Constantin Brancovan de Valachie (1688—1714) et Constantin Duca de Moldavie (1693—1695, 1700—1703) et d'érudits boyards valaques comme le stolnic Constantin Cantacuzène et son frère le spatar Michel Cantacuzène, ainsi qu'avec le

⁷ Al. A. C. Stourdza, *L'Europe Orientale et le rôle historique des Mavrocordato 1660—1830*, Paris, 1913, p. 37, note 1.

⁸ Ἐπιστολάριον ἐκ διαφόρων ἐρανισθῆν καὶ τυπωθῆν πατριαρχεούτος τοῦ Παναγιωτάτου καὶ Θειωτάτου Οἰκουμενικοῦ Πατριάρχου Κυρίου Κυρίου Καλλινίκου προσφωνηθῆν δὲ τοῖς τῶν ἐλλήνων φιλομαθέσι νέοις. Ἡδὴ πρῶτον ἐκδίδεται ἐν τῷ τοῦ πατριαρχείου τῆς Κωνσταντινουπόλεως τυπογραφίᾳ. Ἔτει 1804, εἰς 4^{ον} μικρὸν, 6.8 ἄ. ἂ + 3κ 3. Συντάκτης ὁ Ἄρχων ἱατρός βασιλείος, ἔφορος τῆς πατριαρχικῆς τυπογραφίας. Ἐν τέλει περιέχει ἐπιστολάς τοῦ Ἀλεξάνδρου Μανυροκοδάτου. Cf. D. Ghinis, et V. G. Mexas, *Ἑλληνική βιβλιογραφία*, vol. I, Athènes, 1939, p. 42, nr. 255.

chroniqueur moldave, le grand spatar Nicolas Costin⁹. La publication dans les conditions imparfaites signalées de ce lot important de lettres de Mavrocordato a déterminé le savant Théogène Livadas de réimprimer une partie de cette correspondance à Trieste en 1879¹⁰ ; il s'agissait, en l'occurrence, de 91 pièces d'après un manuscrit caligraphié à la fin du XVII^e siècle, mis à sa disposition par Georges Mavrocordato (1839—1901), le fils du réputé homme d'état grec Alexandre Mavrocordato (1791—1865)¹¹. Livadas y avait ajouté neuf autres lettres inédites adressées entre le 24 avril 1681 et le 17 janvier 1709 aux patriarches Dosithée II et Chrysante de Jérusalem ainsi qu'à diverse autres prélats appartenant à cet important centre de l'Église Orientale¹². L'éditeur a procédé à un partage des lettres de l'Exaporite (dont un grand nombre ne portent pas de date) par catégories, à savoir : pédagogiques, de famille, amicales ou de recommandation, politiques, ecclésiastiques, parénétiqes et narratives, ayant pris soin de faire

⁹ Nous proposons la suivante répartition de ces lettres : a) *celles adressées à divers hauts prélats de l'Église Orientale*, dont trois au patriarche Guérassime II d'Alexandrie (Ἐπιστολάριον p. 74—79, 270—272) ; sept au patriarche Dosithée II Notaras de Jérusalem (p. 79—84, 97—98, 125—126, 128—135, 146—147, 265—267) ; une à Chrysante Notaras (p. 241—242) : deux à Callinique II de Constantinople (p. 93—94, 118—119) ; une à Meletios de Naupacte et d'Arta (p. 98—99) ; une à Cyrille de Chisique (p. 119—120) ; une à Nécophyte de Philippopolis (p. 180—181) ; une à Daniel d'Anchialos (p. 116—117) ; une à Ioanikie de Sinai (p. 100) ; une à Clément de Janina (p. 229—230) ; une à Cosma de Claudiopolis (p. 250) ; une à Dionysus de Castorie (p. 228—229) ; une aux chœurs du St. Mont Athos (p. 222—225) ; une aux prélats de la Grande Église de Constantinople (p. 173—175) ; huit au protodikéos de la Grande Église Spandonis (p. 89—91, 105, 113—114, 127—128, 198—199, 230—232, 267—270) ; trois au grand skévophylax Balasios (p. 95—96, 106—107, 147—152) ; six au grand dikéophylax Hurnmsis (p. 107, 120, 128, 199, 272, 273) ; une aux dirigeants de la communauté de Chios (p. 205—206) ; une à Pachomios du monastère de Mavromolu (p. 239) ; une au pneumatikos Auxentios (p. 246—247) ; b) *à divers hommes de sciences* : dix-sept à Jacob Manos d'Argos (p. 71—74, 84—89, 101—102, 143—144, 154—155, 159—160, 165—167, 191, 214—215, 221—224, 234—235, 238—239, 242—244, 247—248) ; trois à Sévastos Kyménitès (p. 153—154, 191—192, 218—219) ; deux à André Likinios (p. 105, 110) ; une à Pantaleone Kaliarkis (p. 141) ; une à Jean Molidvos Comnène (p. 152—153) ; c) *à de grands dignitaires* : deux à Démètre Guliano (p. 107, 111) ; une à Mameil Muselin (p. 169) ; d) *à des amis non identifiés* : une à Andronikos (p. 94—95) ; une à Antonios (p. 240—241) ; deux à Constantinos (p. 75) ; huit à Dénétrios (p. 197—198, 201—202, 208—209, 232—233, 248, 250—252) ; trois à Gheorghios (p. 202—204, 209) ; deux à Ioannis (p. 204—205, 210—211) ; une à Markos (p. 248—250) ; deux à Pavlos (p. 91—93) ; e) *à des anonymes* : quarante-huit lettres p. 75—76, 100—101, 107—116, 120—122, 141—143, 161—164, 167—173, 192—196, 198—201, 209—212, 219—221, 224—227, 232—238, 244—246, 252—259, 262—265) ; f) *à des parents* : deux à son frère Jean Mavrocordato (p. 122—124, 137—139) ; quinze à ses enfants, sans indications de nom (p. 127, 155—159, 164—165, 169—170, 175—191, 196—197, 206—208, 215—218) ; neuf à son fils Charles Mavrocordato (p. 157, 255—257, 259—262) ; sept à son fils Nicolas Mavrocordato (p. 157—158, 160—161, 173, 211—214, 227—228) ; g) *aux hospodars des pays roumains* : une à Constantin Brancovan (p. 190) ; neuf à Constantin Duca (p. 96—97, 106, 110—111, 117—118, 124—127, 135—137, 140, 144—146) et une lettre de Duca à l'Exaporite (p. 102—104) ; h) *à des boyards roumains* : quatre au stolnic Constantin Cantacuzène (p. 106, 122, 139—140, 169) ; deux au spatar Mihail Cantacuzène (p. 105—106, 122) ; une au spatar Nicolae Costin (p. 141).

¹⁰ Ἀλεξάνδρου Μαυροκορδάτου τοῦ ἐξ Ἀπαρῆτων Ἐπιστολαὶ Π' (Ἐκδίδονται ἐπιστολαί Θ. Λιβᾶδᾶ) Trieste, 1879, 192 [—193] p.

¹¹ Th. Livadas, *op. cit.*, p. VI.

¹² Les lettres ont été adressées comme suit : cinq au patriarche Dosithée II Notaras de Jérusalem, expédiées de Constantinople le 24 avril 1681, le 22 mai 1681, le 2 juillet 1698, puis de Karlowitz le 20 octobre 1698 et en 1702 (*Ibidem*, p. 171—173, 175—179), deux au patriarche Chrysante Notaras le 7 avril 1708 et le 17 janvier 1709 (p. 179—181, 184—185) ; par une aux prélats de Jérusalem (le 30 mars 1686, p. 173—174) et au synode du même endroit (le 20 septembre 1708, p. 181—183).

disparaître les fautes d'orthographe surprises dans les manuscrits ; une ample préface commente avec érudition la présentation des textes auxquels Livadas joint une évocation de plus inspirées des traits saillants de la biographie de Mavrocordato¹³. Comme nous l'avons déjà signalé, après 1879, différentes lettres du grand drogman qui figuraient dans l'*Epistolaire* de 1804 et le recueil de Livadas ont été rééditées partiellement¹⁴ tout comme certaines autres d'après A. Paléologue qui avait encore publié en 1883 dans *Ἡμερολόγιον τοῦ ἔτους 1884* deux lettres de Mavrocordato, encore inconnues, adressées le 25 février 1707 respectivement aux moines du Saint Sépulcre à Jérusalem et à Néophyte Notaras, remplaçant de son frère Chrysante au siège patriarcal¹⁵. En faisant l'addition, on arrive ainsi à un total de 203 lettres en langue grecque de l'Exaporite, publiées jusqu'à la fin du siècle dernier.

En ce qui concerne la vaste correspondance diplomatique portée par Alexandre Mavrocordato et rédigée, soit en latin soit en italien, avec divers dignitaires étrangers en sa qualité de grand drogman de la Porte ottomane, ce n'est qu'un nombre fort réduit de lettres qui a paru dans la collection roumaine de documents étrangers réalisée par l'historien Eudoxe de Hurmuzaki (1812—1874). On trouve ainsi dans la I^{ère} partie du V^e volume, parue à Bucarest en 1886 et qui contient des documents extraits des archives de la cour impériale de Vienne (Staats Archiv — fond *Turcica*)

¹³ *Ibidem*, p. LXXXII—CXIV.

¹⁴ Dans *Ἐγγράφα ἀναφερόμενα εἰς τὸν βίον Χρυσάνθου Ἱεροσολύμων τοῦ Νοταρᾶ* sont reproduits les textes de deux lettres adressées par Mavrocordato au patriarche Chrysante (n^o 1 et 3) et l'autre au synode de Jérusalem le 20 septembre 1708 (n^o 4), cf. *Ἐκκλησιαστικὴ ἀλήθεια*, Constantinople, vol. IV (1883), n^o 12 (le 30 décembre), p. 178—181 ; Émile Legrand, *Bibliothèque grecque vulgaire*, tome IV, *Épistolaire grec*, Paris, 1888, publie les lettres adressées à Néophyte Notaras, aux moines du St.-Sépulcre le 27 février 1707, p. 17—19, d'après des copies mises à disposition par N. B. Chrysanthidès ; C. Litzica, *Studii și schițe greco-române* (Études et esquisses gréco-roumaines), Bucarest, 1912, p. 60—78, refait paraître d'après des copies conservées à la Bibliothèque de l'Académie, ms. grec 84, 217, 427 et 662, dix-sept lettres de l'Exaporite (une à Clément, métropolitaine de Janina ; deux au protodikiéos Spandonis, sept à des anonymes, une à Denetrios, trois à Jacob Manos, la première expédiée de Sozopolis en septembre 1704 et par une, au clerc Pahomie du monastère Mavromolu, à Antonios et à Chrysante Notaras, à cette époque métropolitaine de Césarée), en les attribuant, à tort, à son fils Nicolas, erreur constatée d'ailleurs et corrigée par Demostene Russo ; *Datoria critice și bilanțul unei activități științifice* (Le devoir de la critique et le bilan d'une activité scientifique), Bucarest, 1914, p. 9—12. Finalement N. Iorga fait rééditer dans la collection Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria românilor*, vol. XIV, Bucarest, 1915, neuf lettres adressées par Mavrocordato respectivement à son fils Nicolas (c. 1690) (p. 271, doc. CCCXXXIX) ; au prince Constantin Duca de Moldavie (c. 1693) (p. 288, doc. CCCLI) ; aux moines du St. Sépulcre (Jérusalem) (Constantinople le 25 février 1707), (p. 382, doc. CCCXX) ; à Néophyte Notaras, frère et remplaçant du patriarche Chrysante Notaras (le 25 février 1707) (p. 383, doc. CCCXXI) ; au patriarche Dosithée II Notaras, le 26 juin 1698 (p. 752, doc. DCCXXXIV et p. 753, doc. DCCXXXV) ; au prince Constantin Brancovan (c. 1703) (p. 757, doc. DCCXLII) et au stolnic Constantin Cantacuzène (c. 1690), (271—272, doc. CCCXL et p. 272, doc. CCCXLI).

¹⁵ Voir *Ἡμερολόγιον τοῦ ἔτους 1884*, Constantinople, 1883, p. 315. Dan Simonescu, *Monumente ale culturii noastre de vânzare la o licitație publică din Londra* (Joyaux de notre culture en vente aux enchères à Londres) dans *Apulum, Arheologie-Istorie. Etnografie*, Alba Iulia, VIII (1971), p. 217, précise que la publication *Auction Sotheby & Co.* de Londres annonçait le 26 juin 1967 la mise en vente publique d'un manuscrit grec de 222 feuilles appartenant à la renommée collection Guilford, contenant 109 lettres adressées à divers personnages par Alexandre Mavrocordato et 75 autres écrites par son fils Nicolas, hospodar des pays roumains. Nous ne sommes pas en mesure de fournir de plus amples détails là-dessus, à savoir s'il s'agit d'originaires ou de copies de ces pièces en provenance des deux Mavrocordato.

de la période 1650—1700, plusieurs pièces se référant aux négociations de paix menées par Mavrocordato et des dignitaires turcs avec les représentants autrichiens, vénitiens et polonais au cours des périodes allant de 1688 à 1692 et de 1698 à 1699 qui devaient aboutir à la réunion du congrès de Karlowitz (1699). Parmi ce matériel, se trouvent en bonne place 14 lettres en latin et en italien, après des originaux et des copies, adressées par Mavrocordato au représentant autrichien qui participait aux négociations, le comte Franz Ulrich Kinsky entre le 2 mars 1689 et le 24 avril 1692, en son nom et en celui du délégué turc Zulfikar efendi qu'il avait accompagné en Autriche¹⁶ et deux autres — adressées également en commun — au négociateur impérial le comte Antonio Carafa en décembre 1688 — janvier 1689¹⁷. Enfin, un lot de 14 lettres — la plupart en italien — que Mavrocordato, en son seul nom, adressa au comte Kinsky (10 pièces) entre le 23 mars 1689 et le 7 mai 1692¹⁸, au comte Carafa (2 pièces) le 29 oct./8 nov. 1688 et le 2 sept. 1689¹⁹ et par une pièce au prince Louis de Baden, généralissime des troupes impériales (le 29 sept./9 oct. 1686)²⁰ et au cardinal Leopold Kollonîc (le 13/23 mars 1690)²¹, se rapportent toutes à divers problèmes attachés à la demande d'armistice intervenue en 1686 et au déroulement des négociations de paix austro-turques portées successivement dans les villes de Pottendorf, Vienne et Komarom entre les années 1688—1692.

Dans le même volume furent publiés, de même, en langue italienne, après des copies conservées également aux Staats Archiv de Vienne, une lettre envoyée d'Andrinople le 7 mai 1698 par l'Exaporite à lord William Paget et au comte Jakob Colyer représentants, respectivement de Grande-Bretagne et de Hollande, chargés d'une mission de médiation entre les Turcs et la coalition des puissances chrétiennes connue sous le nom de « Sainte Ligue », et ayant traité à l'adhésion de la Russie aux négociations de paix²² ainsi qu'un message adressé à seul lord Paget d'Andrinople le 30 septembre (anc. st.) 1699 dans lequel Mavrocordato exprime sa gratitude

¹⁶ Ces lettres ont été expédiées le 2 mars 1689 (Hürmuzaki, *Documente...*, V₁, p. 235—236, doc. CLXXXIV), le 13 juin 1690 (p. 325—326, doc. CCXXV); le 4 juillet 1690 (p. 339—340, doc. CCXXXI); le 14 septembre 1690 (p. 356, doc. CCXLI); le 23 septembre 1690 (p. 357, doc. CCXLII); le 15 octobre 1690 (p. 357—358, doc. CCXLIII); en 1690 (p. 361—362, doc. CCXLVI); le 12 février 1691 (p. 366, doc. CCL); le 3 juillet 1691 (p. 378—380, doc. CCLIX); le 14 sept. 1691 (p. 386, doc. CCLXIII); le 25 sept. 1691 (p. 390, doc. CCLXVII); le 28 novembre 1691 (p. 398—399, doc. CCLXXIV); le 25 février 1692 (p. 405, doc. CCLXXIX); le 24 avril 1692 (p. 408, doc. CCLXXXI). Les lettres du 14 septembre, 23 septembre et 15 octobre 1690 ont été républiées plus tard par Al. A. C. Stourdza, *L'Europe Orientale et le rôle historique des Mavrocordato*, p. 346, doc. VIII; p. 347—348, doc. IX et p. 348—349, doc. X en les considérant, par inadvertance, comme inédites.

¹⁷ Envoyées en décembre 1688 (*Ibidem*, p. 174, doc. CXLIX) et le 9 janvier 1689 (p. 193—194, doc. CLIV).

¹⁸ Datant du 23 mars 1689 (*Ibidem*, p. 242, doc. CLXXVIII); du 2 avril 1689 (p. 244, doc. CLXXX); du 6/16 avril 1689 (p. 247, doc. CLXXXII); du 13/23 février 1690 (p. 311—312, doc. CCXIV); du 13/23 mars 1690 (p. 317—318, doc. CCXVIII); du 23 février/5 mars 1691 (p. 372—373, doc. CCLIV); du 14 mars 1691 (p. 373—374, doc. CCLV); du 5/15 octobre 1691 (p. 393, doc. CCLXX); du 11 octobre 1691 (p. 395—397, doc. CCLXXII) et du 7 mai 1692 (p. 409, doc. CCLXXXII).

¹⁹ *Ibidem*, p. 161, doc. CXLIV et p. 280—282, doc. CXCV.

²⁰ *Ibidem*, p. 118—119, doc. XCV.

²¹ *Ibidem*, p. 315—316, doc. CCXVII.

²² *Ibidem*, p. 485, doc. CCXXIV.

envers ce dernier pour son intervention en vue de régler une question de dette contractée par les citadins de la Ville de Debrecen ²³. La dernière pièce qui figure dans ledit volume est une quittance émise par Alexandre Mavrocordato et son fils Nicolas le 22 septembre 1700 au nom du comte Wolfgang von Öttingen, le résident impérial envoyé à Constantinople pour la mise en application des stipulations prévues par le traité de Karlowitz, par laquelle ils attestent l'encaissement de 2240 thalers prêtés en décembre 1687 à Pál Sandor, le représentant diplomatique du prince Michel I^{er} Apafi auprès la Porte et aux émissaires de la Diète de Transylvanie, à savoir Iános Sárosi, père et fils, Gábor Jósika et Mark Draudt, dont la dette a été prélevée par l'Etat autrichien en sa qualité de successeur de la principauté annexée ²⁴.

Dans le VI^e volume de la collection Hurmuzaki, paru à Bucarest en 1878, où sont réunis des documents provenant des Staats Archiv de Vienne pour la période 1700—1750, on a inclus également les deux autres quittances délivrées par l'Exaporite et par son fils, portant toutes deux la même date ; la première concerne le remboursement d'une somme de 2125 thalers que Mavrocordato avait prêtée auparavant aux citadins de la ville de Debrecen (en Hongrie) — démunis de ressources — et qui se trouvaient dans le besoin à la suite des dommages subis pendant le raid entrepris par les Impériaux en 1676, tandis que la seconde accuse réception de la somme de 1000 thalers qui représentait les intérêts réunis pour les deux prêts mentionnés. Les deux quittances sont renforcées par la signature du médiateur britannique, lord Paget ²⁵.

Du matériel existant dans les archives du Ministère des Affaires Étrangères de France, la collection Hurmuzaki ne comporte que deux pièces de la correspondance de Mavrocordato, dont une sous forme fragmentaire, et qui font partie du XVI^e volume paru à Bucarest en 1912. Il s'agit d'un message adressé, en italien le 22 juillet 1687 d'Eszék à Pierre de Girardin, ambassadeur du roi Louis XIV auprès de la Porte et qui contient des informations concernant les combats livrés par les troupes du grand vizir aux Impériaux qui occupaient le sud de la Hongrie ²⁶, tandis que la seconde représente un extrait d'une lettre adressée, en latin, de Sofia, le 10 juillet 1697 au chef des « rebelles » hongrois kouroutz, le prince Imre Thököli — allié aux Turcs — dans laquelle il lui faisait connaître les possibilités de rapatriement de ses partisans ²⁷.

Pour finir, des archives magyares, en l'occurrence de celles de l'Académie hongroise des Sciences et de l'ancien Musée National de Budapest, ont été incluses — entre 1894 et 1896 — dans la grande collection *Monumenta Comititalia Regni Transylvaniae* (éditée par l'historien Sándor Szilágyi) 15 lettres adressées par Mavrocordato au prince Michel I^{er}

²³ *Ibidem*, p. 544, doc. CCLX.

²⁴ *Ibidem*, p. 146—147, doc. CXXXVI.

²⁵ Hurmuzaki, *Documente...*, vol. VI, p. 4, doc. IV et 5—6, doc. V.

²⁶ *Ibidem*, vol. XVI, p. 159—160, doc. CCCLVIII (dans le fonds *Turquie*, f. 241 v. des archives du Ministère des Affaires Étrangères de France).

²⁷ *Ibidem*, supplément I, vol. I, p. 341, doc. DI.

Apafi de Transylvanie entre le 26 juillet 1680 et le 31 mars 1688²⁸ et une autre, datée du 10 juin 1682 et expédiée d'Andrinople aux représentants de la Diète de cette principauté²⁹ ; elles portent toutes sur la conjuration de Pál Béldi en 1678, sur les rapports de la Transylvanie avec la Sublime Porte et l'impossibilité pour les Ottomans de la défendre contre l'offensive victorieuse des Impériaux après 1683, sur les relations de Mavrocordato avec les résidents du prince à Constantinople et sa demande de 70 « küibels » de farine pour l'approvisionnement avant la campagne de Vienne et finalement sur une intervention de l'Exaporite en faveur de la princesse Anastasie, veuve du prince de Moldavie Georges Duca, mort en captivité en Pologne. Enfin, des archives du chancelier de Transylvanie Mihály Teleki, une seule pièce émanant de l'Exaporite a paru dans le VIII^e volume consacré à sa correspondance, édité par Sámuel Gergely et paru à Budapest en 1926 ; c'est une copie défectueuse d'une communication adressée par Mavrocordato, à ce grand dignitaire le 30 septembre 1678 dans laquelle il lui apprend que le vizir procède à l'examen des doléances de la province transylvanie, avancées par le représentant du prince Apafi³⁰.

On peut, par conséquent, établir de ce que nous venons d'exposer, que jusqu'à ce jour 54 seulement des lettres de l'Exaporite ont été publiées, de sa volumineuse correspondance diplomatique. L'édition de ces pièces a été réalisée après des originaux ou des copies découvertes dans les archives de Vienne, Paris et Budapest, mais on est encore loin d'avoir épuisé ces fonds dans la matière sur laquelle s'est concentrée notre attention.

Partant donc de ces constatations et attirés à notre tour par la personnalité multilatérale d'Alexandre Mavrocordato — représentant d'élite de la renaissance de la nation grecque et en même temps fort attaché, sur le plan politique et culturel, avec l'ensemble du Levant orthodoxe, autant qu'avec les pays roumains où ses fils Nicolas et Jean ainsi que leurs descendants occuperont à maintes reprises la fonction suprême de hospodar —, nous avons entrepris de minutieuses recherches dans les archives de Bucarest ainsi que dans celles de l'étranger qui nous étaient accessibles, afin de compléter, dans la mesure du possible, une partie de sa correspondance diplomatique et de mieux mettre en évidence le rôle qu'il a joué dans les destinées du Sud-Est européen.

Il ressort des investigations effectuées par Mihail Carataşu qu'à elle seule, la Bibliothèque de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie détient 26 lettres de l'Exaporite, rédigées en langue grecque,

²⁸ Les lettres de Mavrocordato portent les dates suivantes : Constantinople le 26 juillet 1680 [*Monum. Comit. Regni Trans.* vol. 17, 1679—1682. Budapest. 1894. p. 109—110. doc. XXIX a) : le 18 octobre 1681 [*Ibidem.* p. 233—234. doc. LXI a) : Andrinople le 29 octobre 1682 [*Ibidem.* p. 316. doc. LXXXVI] : Andrinople le 13 décembre 1682 [*Ibidem.* p. 333—334. doc. XCI c) : Andrinople le 23 décembre 1682 ancien style [*Ibid.* p. 334. doc. XCI d) : Andrinople le 25 décembre 1682 [*Ibid.* p. 334—335. doc. XCI e) : au camp de Vienne. le 4 août 1683 (*M.C.R.T.* vol. 18. 1683—1686. Budapest. 1895. p. 148—149. doc. XX) : „Byzance” le 13 novembre 1683 (*Ibidem.* p. 169. doc. XXX) : Andrinople le 10 décembre 1684 (*Ibidem.* p. 255—256. doc. LXXV) : Andrinople le 28 janvier 1685 (*Ibidem.* p. 260—261. doc. LXXX) : Andrinople le 12 mars 1685 [*Ibidem.* p. 265—266. doc. LXXXII c) : Andrinople le 4 avril 1685 (*Ibid.* p. 335—336. doc. XC) : Sofia le 16 juin 1686 (*Ibid.* p. 526. doc. CLXXV) : Belgrade (et non pas Alba Iulia !). le 26 décembre 1686 (*M.C.R.T.*, vol. 19. 1686—1688. Budapest. 1896. p. 98—99. doc. XIV) : Constantinople le 31 mars 1688 (*Ibidem.* p. 395. doc. CXXI).

²⁹ *M.C.R.T.*, vol. 17. p. 283. doc. LXXIII e).

³⁰ *Teleki Mihály Levelézese*, vol. VIII, p. 276—277. doc. 254.

dont 7 sont des autographes originaux et inédits, à savoir celles datant des années 1678 — 1699, adressées à Jean et Rally (ou Rallaki) Caryophyllis, distingués scientifiques de Constantinople, et conservées dans le Codex Critias-Rally (mss. grec 974)³¹. Quoique n'appartenant pas, à vrai dire, à la correspondance diplomatique de Mavrocordato, car elles se rapportent à la succession de sa sœur Zoïtza, la veuve de Manolaki Caryophyllis, certains passages comportent des détails d'un intérêt certain, comme ceux dans lesquels sont relatés les ravages causés par le grand incendie éclaté à Constantinople le jour même de Noël et qui avait gravement endommagé les quartiers du Phanar et de Yeni-Kapî, ou ceux d'une lettre du 6 mars 1699 qui contient des commentaires en marge de la conclusion du traité de paix de Karlowitz.

Compte tenu du nombre réduit de ces lettres, les seules en langue grecque restées encore inédites à notre connaissance, et quoique d'un profil différent de celles à caractère diplomatique, nous avons convenu de les inclure dans l'édition présente, dans l'intention d'attirer davantage l'attention sur l'œuvre épistolaire de l'Exaporite dont l'étude est encore bien loin d'être achevée.

Les investigations entreprises, d'autre part, par Paul Cernovodeanu, à l'occasion d'un voyage d'étude effectué à Budapest en septembre 1972³² ont conduit à la découverte, dans les importantes archives du chancelier de Transylvanie Mihály Teleki³³ — conservées à la Magyar Országos Levéltár — sous la cote P 1238 — *Teleki Mihály Gyűjtemény* (Collection T. M.) de 17 lettres de Mavrocordato adressées en latin à ce dignitaire magyar entre le 11 avril 1678 et le 28 décembre 1686 ; sous la même cote et celle de P 1239 figurent également deux messages de l'Exaporite, écrits en latin et envoyés, respectivement le 28 février 1676 au gentilhomme hon-

³¹ Les 7 lettres inédites de l'Exaporite à Jean et Ralakis Caryophyllis qui se trouvent dans le recueil Critias-Rally (ms. grec 974 à la Bibliothèque de l'Académie Roumaine) ont été signalées par Nestor Camariano, *Catologul manuscriselor grecești* (Catalogue des manuscrits grecs), tome II, Bucarest, 1940, p. 87—88, n° 64—66 et p. 95, 96, n° 105, 107—109. Voir, plus récemment, sur les deux scientifiques grecs en question, Paul Cernovodeanu et Mihail Caratașu, *Lettres du Prince de Valachie Constantin Brancovan aux savants grecs Jean et Ralakis Caryophyllis*, dans « Revue des études sud-est européennes », XIV (1976), no. 1, p. 143—152. Deux autres lettres de Mavrocordato conservées en copies à la Bibliothèque de l'Académie. dans le ms. grec 217. f. 109—111 et 111—112 (voir Constantin Litzica, *Catologul manuscriselor grecești*, Bucarest, 1909, f. 120, n° 683) et adressées respectivement à un anonyme et au patriarche Dosithée II ont été publiées depuis 1804 dans *Ἐπιστολάριον* p. 263—265 et 265—267 ; pour les autres voir notre note 14.

³² Voir l'exposé sur les recherches effectuées à Budapest, par P. Cernovodeanu, *Călătorie de studii în R. P. Ungară* (Voyage d'études en R. P. Hongroise) dans « Studii. Revistă de istorie », 26 (1973), n° 3, p. 612—613.

³³ Le comte Mihály Teleki, né en 1634, a été cet autoritaire chancelier de la principauté de Transylvanie sous le règne d'Apafi, jusqu'à sa mort tragique au cours du combat de Zárnești, le 11/21 août 1690 aux côtés des Impériaux contre les forces turco-tartares-valaques venues pour installer le prince Imre Thokóly, chefs des dissidents kouroutz, comme maître du pays. Sarmuel Gergely n'a publié, de la vaste correspondance politique et diplomatique de Teleki, que les lettres envoyées ou reçues par le chancelier pendant la période 1656—1679, totalisant huit volumes (Budapest 1905—1929) ; des relations sur ses amples archives chez István Bakács, *A Teleki család iratai (Magyar Országos Levéltár. Levéltári Lettárak 49)* (Documents de la famille des Teleki. Archives de l'État de Hongrie. Dépôt d'archives, 49), Budapest, 1970, p. 38—40 et sur son contenu, p. 41—91. Des détails sur la dernière période de la vie du chancelier, dans la remarquable monographie de Zsolt Trocsány, *Teleky Mihály. Erdély és a kuruczmozgalom 1690-ig* (Mihály Teleki. La Transylvanie et le mouvement des kouroutz jusqu'en 1690), Budapest, 1972, 334 p.

grois Pál Szepesi ³⁴, ancien représentant du prince Apafi à la Porte, et un autre, non daté, adressé à ce dernier en personne ³⁵.

Toutes les lettres signalées ci-dessus sont inédites, à l'exception de celle adressée à Teleki le 30 septembre 1678 et publiée — comme il a été déjà dit — dans le XVIII^e volume du recueil *Teleki Mihály Levelezése* d'après une copie défectueuse comportant l'indication erronée du lieu où elle a été rédigée, ainsi que certaines autres inexactitudes dans la transcription. Aussi avons-nous jugé utile de la présenter à nouveau, d'après son texte original. Les lettres découvertes à la suite de nos recherches conjuguées sont uniquement des autographes, certaines portant même le cachet annulaire de l'Exaporite apposé sur de la cire rouge.

Nous n'insisterons pas davantage, pour le moment sur le contenu de cette correspondance, car chaque lettre est accompagnée d'un commentaire en fonction de son importance et des événements auxquels elle se réfère. Nous considérons toutefois nécessaire d'indiquer, en lignes générales, quelques-uns des sujets abordés par Mavrocordato dans ses lettres adressées à Teleki, Apafi et Szepesi, à savoir : les rapports de la principauté de Transylvanie avec la Porte Ottomane, réglés surtout par l'intermédiaire d'émissaires envoyés à Constantinople, des commentaires sur l'agitation de la classe nobiliaire de cette principauté, des témoignages sur la présence de l'Exaporite dans la suite du vizir pendant la campagne de Čehrin (Ukraine) en 1678, des informations sur la situation des rebelles kouroutz de Imre Thököly, les opérations militaires engagées sous les murs de Vienne en 1683, la rentrée de Mavrocordato dans ses fonctions de grand drogman après sa disgrâce et sa détention au cours de l'année 1684, des détails sur les mouvements des troupes ottomanes et tartares pendant les combats de l'année 1686 et sur les intentions du Sultan de reconquérir la ville de Bude, enfin, la question du réglemeut des prêts consentis par Mavrocordato aux émissaires du prince de Transylvanie et aux citoyens de la ville de Debre-

³⁴ Pál Szepesi appartenait à la noblesse magyare, issu d'une famille originaire du comitat de Borsod où il occupait, en 1666, un poste important dans l'administration, il avait participé à la conjuration contre le régime autocrate des Habsbourg dirigée par Pál Vessélenyi et s'était réfugié en Transylvanie. En 1671 il s'était rendu à Constantinople pour essayer d'obtenir l'appui de la Porte pour les « malcontents » magyars. L'année suivante il participait aux incursions armées dans la région de Kassa < Košice > contre les Impériaux, et en 1673 et en 1675 entreprenait deux autres voyages à Constantinople en qualité d'émissaire. Vers 1680 il devint le conseiller intime du chef dissident kouroutz Imre Thököly aux côtés duquel il combattit la maison d'Autriche. Voir pour de plus amples détails Iván Nagy, *Magyarország családai czimerekkel és nemzedékrendi táblákkal* (Familles magyares à blasons et arbres généalogiques), vol. X, Pest, 1863, p. 672—673.

³⁵ Michel I^{er} Apafi est né en 1632 ; élu prince de Transylvanie avec l'assentiment de la Porte, le 14 septembre 1661, il eut un règne agité à cause des convulsions sociales et des guerres opposant les Turcs et les Autrichiens et qui devaient culminer par l'occupation, par ces derniers, de la principauté en 1690. Son fils Michel II Apafi, prince nominal, n'a pas régné effectivement, car les Impériaux le firent venir à Vienne et nommèrent le comte Gyorgy Bánffy à la date du 7 février 1691 en qualité de gouverneur de la province, personnage entièrement sous leur influence. Quelques données concernant les archives de Apafi, dans l'ouvrage déjà mentionné de I. Bakács, *op. cit.*, p. 91—113. Le journal du prince Apafi, intitulé *Vehiculum vitae serenissimi ac celsissimi Principis Transilvaniae, Partium regni Hungariae domini et Siculorum comitis, Michaelis Apafi*, offrant des données autobiographiques (jusqu'en octobre 1689), rédigé en langue magyare, contient de brèves relations, consignées parfois quotidiennement, d'autres — plus importantes — exposées avec plus d'ampleur, sur la période de son règne, concernant les événements déroulés en Transylvanie, tant qu'en Moldavie et en Valachie, cf. Istvan Biás, *I. Apafi Mihály naplója* (Journal de Michel I^{er} Apafi), Tg. Mureș, 1910, 18 p.

cen. Sans doute, les liens épistolaires de l'Exaporite avec le prince et quelques-uns des dignitaires de Transylvanie auraient-ils acquis plus de précision si, parallèlement aux lettres adressées par le grand drogman on avait joint la publication des réponses de ses correspondants. On ne connaît que deux lettres écrites par Teleki à l'Exaporite : une du 4 décembre 1679 (portant sur la situation précaire des kouroutz de Thököly) et l'autre du 28 octobre 1686 (concernant la dette des citadins de Debrecen envers l'Exaporite)³⁶. De même, on a publié seulement cinq lettres adressées par le prince Apafi, au grand drogman de la Porte, entre le 21 novembre 1677 et le 28 décembre 1687 concernant la fuite du résident Christophe Pásko de Constantinople en Moldavie, sur l'envoi forcé d'émissaires à Vienne pour négocier un traité, sur les exactions des impériaux en Hongrie et leur manque de confiance en sa personne, et enfin sur les recommandations qu'il fit à Mavrocordato de protéger ses émissaires à la Porte et de les soutenir auprès du grand vizir³⁷.

Nous ne prétendons guère, évidemment, d'avoir épuisé de la sorte toutes les possibilités que nous offrent les archives hongroises sur le sujet qui a retenu notre attention, car jusqu'ici nos investigations n'ont pas dépassé le fond Teleki, et qu'il est tout à fait vraisemblable qu'il existe encore d'autres pièces de la correspondance de Mavrocordato, soit avec les personnages déjà identifiés ci-dessus, soit avec d'autres correspondants, pièces qui restent à découvrir par de futures recherches.

Ajoutons encore que lors d'un voyage de documentation entrepris en Grande-Bretagne en mai-juin 1974³⁸, Paul Cernovodeanu a eu la possibilité d'explorer les archives de lord William Paget, un des médiateurs de la paix de Karlowitz³⁹, grâce à la bienveillance du marquis d'Anglesey

³⁶ *Teleki Mihály Levelézése*, vol. VIII, p. 554, doc. 535 ; *Monumenta Comitatus Regni Transylvaniae*, vol. 18, p. 578, doc. CCII d).

³⁷ Ces lettres sont expédiées le 21 novembre 1677 [*M.C.R.T.* vol. 16, 1675—1679, Budapest, 1893, p. 47, doc. XC f)] ; de Sibiu, le 19 décembre 1685 (*Ibidem*, vol. 18, p. 425—426, doc. CXXVII) ; de Sibiu le 8 juin 1686 [*Ibidem*, p. 523, doc. CLXXII b)] ; de Făgăraș, le 13 mai 1687 (*Ibidem*, vol. 19, p. 164—165, doc. XLVI) et toujours de Făgăraș le 28 décembre 1687 [*Ibidem*, p. 271, doc. LXXXVI d)].

³⁸ Détails chez P. Cernovodeanu, *Călătorie de studii în Marea Britanie* (Voyage d'études en Grande-Bretagne) dans « *Revista de istorie* », 27 (1974), n° 10, p. 1543—1546.

³⁹ William, sixième baronet Paget (10 février 1637—26 février 1713), politicien « whig » à vues libérales et attaché au régime instauré par le roi William III après la « glorieuse révolution » de 1688, s'est distingué en qualité d'ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne (du 14/24 septembre 1689 au 5/15 septembre 1692) puis à Constantinople (du 30 janvier/9 février 1693 au 20/30 avril 1702), par le rôle qu'il a joué dans la médiation dans le conflit qui opposait la Ligue Sainte (réunissant l'Empire romain-germanique, Venise, le St. Siège et la Pologne) et la Russie, d'une part, à l'Empire ottoman, de l'autre, et qui devait aboutir à la conclusion du traité de paix de Karlowitz (le 16/26 janvier 1699) ; dans le cadre de son activité, le diplomate britannique avait entretenu des rapports étroits avec divers représentants de l'Eglise Orientale, des hospodars des pays roumains et le stolnic Constantin Cantacuzène ; lors de son retour en Grande Bretagne, au printemps de l'année 1702, il avait choisi comme itinéraire de route les Balkans, la Valachie, la Transylvanie et l'Europe centrale. D'autres relations sur Paget dans *Dictionary of National Biography*, vol. XLIII, Londres, 1895, p. 64 ; A. C. Wood *A History of the Levant Company*, Oxford University Press, 1935, p. 131—132 et 252 ; D. B. Horn, *British Diplomatic Representatives 1689—1789*, Londres, 1932, p. 151.

qui en est le propriétaire. Actuellement, ce fonds est confié à la garde de la Bibliothèque de l'École d'Études Orientales et Africaines auprès de l'Université de Londres. Parmi les nombreux dossiers de cet important fonds documentaire ⁴⁰, celui qui porte le n° 50 contient 42 lettres adressées par Mavrocordato à ce diplomate britannique pendant la période de 1693 — 1703, dont deux, en commun avec le reis-efendi Rami Mehmet délégué ottoman aux négociations de Karlowitz. La plupart de ces lettres sont des autographes, rédigées en langue italienne et quelques-unes en latin ; un petit nombre n'a été conservé que sous forme de copies. Plusieurs de ces pièces ne portant pas de date, les éditeurs du présent ouvrage ont réussi à rétablir la période à laquelle elles ont été élaborées, en tenant compte de leur teneur. La majeure partie de cette correspondance porte sur le déroulement des négociations de paix de 1698 — 1699 suivies par les discussions engagées à Constantinople de 1699 — 1701 pour la mise en application des stipulations du traité de Karlowitz ; il est question également des relations de Paget avec ses collègues autrichien, hollandais et polonais, ou bien de la créance de Mavrocordato à l'égard des citadins de Debrecen. Bien que le nombre des missives adressées par l'Exaporité à lord Paget soit assez élevé, on n'a pu identifier en échange jusqu'à ce jour que 12 seulement des lettres de ce dernier au grand drogman (conservées en brouillon), rédigées également en italien et couvrant une période allant du 7 mars 1693 au 12/23 juillet 1700, et où l'on parle, entre autres, des résultats des audiences de l'ambassadeur britannique chez le sultan (le 7 mars 1693) et le grand vizir (le 24 août 1693), de certains incidents survenus aux sièges douaniers au Levant entre marins anglais et français, comme suite à l'état de guerre qui existait entre les deux pays (le 5/15 août 1696), du stade des relations anglo-turques (les 29 janvier et 19 février 1697) ou de la satisfaction provoquée par la conclusion de la paix de Constantinople entre Russes et Turcs (le 12/23 juillet 1700) ⁴¹. On a pu encore identifier en ce même dossier 50, aux feuilles 92 — 94, n° 17, le brouillon d'un message adressé par Rami Mehmed et l'Exaporite au commissaire impérial le comte Wolfgang von

⁴⁰ Sur ces importantes archives, examinées entre autres par les historiens britanniques Eric D. Tappe et Colin Joseph Heywood, ainsi que par le chercheur scientifique roumain Andrei Pippidi — voir particulièrement Paul Cernovodeanu, *Arhiva diplomatică a lordului William Paget (1673—1713)* [Les archives diplomatiques de lord William Paget (1637—1713)] dans « Revista Arhivelor », année LII (1975), vol. XXXVII, n° 1, p. 80—92 ; sur la correspondance Mavrocordato-Paget voir p. 82—83. Pour d'autres aspects, voir également Paul Cernovodeanu, *Di legăturile bisericii Răsăritului cu ambasadorul Angliei la Constantinopol, lordul William Paget (între 1693—1702)* [Les rapports de l'Église Orientale avec lord Paget, ambassadeur britannique à Constantinople (de 1693 à 1702)] dans « Biserica ortodoxă română », année XCIV (1976) n° 1—2, p. 214—226.

⁴¹ Les lettres de Paget à Mavrocordato ont été expédiées, en ordre chronologique, de Demirdes le 7 mars 1693 (University of London, Library of the School of Oriental & African Studies, *Paget Papers, Bundle 6*, doc. 1/1) ; le 30 mars/9 avril 1693 (*Ibidem*, doc. 1/2) ; de Constantinople, le 24 août 1693 (*Ibidem*, doc. 37) ; le 24 avril 1696 (*Bundle 13*, f. 50, doc. 37) ; le 5/15 août 1696 (*Ibidem*, f. 53—53 v., doc. 39) ; le 19 novembre 1696 (*Ibidem*, f. 51, doc. 38) ; le 29 janvier 1697 (*Bundle 16*, f. 35—35 v., doc. 28) ; le 7 février 1697 (*Ibidem*, f. 20, doc. 15) ; le 19 février 1697 (*Ibidem*, f. 21—21 v., doc. 16) ; le 11 octobre 1697 (*Ibidem*, f. 36, doc. 29) ; le 13/23 octobre 1698 (*Bundle 18*, f. 32, doc. 27) ; le 12/23 juillet 1700 (*Bundle 20*, doc. 10) ; cf. de même P. Cernovodeanu, *Arhiva Paget* (Les archives Paget), p. 83.

Öttingen⁴² à l'occasion de son arrivée à Constantinople et transmis à Paget, en copie, le 2/12 octobre 1699, pour son usage personnel.

Pour achever cette énumération, ajoutons que dans deux autres dossiers (les n^{es} 13 et 67) se trouvent, isolées, les copies de deux autres lettres de Mavrocordato. La première, adressée le 22 octobre 1692 au diplomate hollandais Coenraad van Heemskerck⁴³, remplaçant de l'ambassadeur du roi William III de Grande-Bretagne auprès de la Porte, qui avait été chargé d'une mission de médiation, sur l'ordre de son souverain, pour la cessation des hostilités entre les Turcs et les Autrichiens au cours des années 1692—1693 ; la seconde était expédiée du camp du sultan au prince Imre Thökoly⁴⁴ le 8 juin 1696 et relatait les dispositions prises

⁴² Wolfgang, comte von Öttingen-Wallerstein (1629—1708), membre de la délégation impériale aux négociations de Karlowitz, fut envoyé à la Porte le 20 octobre 1699 pour l'échange des instruments de ratification et le parachèvement du traité de paix conclu. Arrivé à Constantinople le 8 février 1700, il avait rempli sa mission au bout de plusieurs mois de pourparlers et quitta la ville le 11 octobre 1700 pour revenir à Vienne le 29 janvier 1701 ; pour plus de détails voir le journal de route tenu par le chapelain bénédictin in Simperto, *Diarium oder Auszufürliche curiose Reise Beschreibung von Wien nach Constantinopel und von dar wider zurüch in Teutschland ... des ... Grafen ... Wolfgang ... zu Ottingen ... als Röm. Kayserl. Majest. Gross-Botschafter dem 20 Octob. An 1699 angethetten und An. 1701 den 29 Jan. glucklichen wollendet ... Augsburg, 1701, (12) + 359 p.*

⁴³ Ambassadeur des États généraux de Hollande à la Cour impériale de Vienne depuis le 14 juin 1690 au 20 septembre 1692 et du 14 décembre 1694 au 4 décembre 1697 ; cf. Ludwig Bittner-Lothar Gross, *Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit den Westfälischen Frieden (1648)*, I^{er} vol. (1648—1715), Berlin, 1936, p. 354. Pour l'activité de Heemskerck comme médiateur entre les Impériaux et les Turcs, voir en particulier, G. van Antal - J. C. de Pater, *Weensche Gezantschaps berichten van 1670 to 1720* (Rapports des représentants diplomatiques à Vienne de 1670 à 1720), I^{er} vol., La Haye, 1929, p. 484—486, doc. 216 ; p. 491, doc. 221 ; p. 491—492, doc. 222 ; p. 492—493, doc. 223 ; p. 510, doc. 239 ; p. 511—512, doc. 241 ; p. 512—513, doc. 243 ; p. 513—514, doc. 244 ; p. 517—518, doc. 248 etc.

⁴⁴ Imre Thokoly (25 septembre 1657—13 septembre 1705), fils d'un magnat de Kesmark, était devenu le chef des dissidents « kouroutz » de Hongrie (en hommage aux « croisés » de la révolte dirigée par Gyorgy Dózsa) qui combattaient la maison d'Autriche pour avoir méconnu les libertés du peuple magyar en instaurant une administration fiscale autoritaire et bureaucratique suivie de persécutions d'ordre politique et confessionnel, en portant même atteinte à certains privilèges de la noblesse. Après les défaites subies en Hongrie, les « malcontents » s'étaient réfugiés en Transylvanie où ils trouvèrent le soutien des milieux dirigeants groupés autour du prince Apafi et du chancelier Teleki. En 1677 la principauté de Transylvanie s'était ralliée à la coalition dressée par la France contre la maison des Habsbourg, mais ses droits autant que ceux des rebelles réfugiés furent méconnus à la suite de l'entente survenue entre Louis XIV et Léopold I^{er} par la paix de Nimègue en 1679. Cet état de choses avait contraint Thokoly, privé de tout appui, à adopter une solution désespérée qui s'avéra désastreuse par la suite. En effet, en acceptant de se placer sous la protection de la Porte ottomane, la popularité qu'avait connue son action révolutionnaire perdit tout son crédit. La défaite infligée par les Impériaux aux forces turques devait achever de ténasser Thokoly qui en 1699 prenait la route de l'exil, avec un nombre restreint de ses adhérents, pour s'arrêter à Izmir en Asie Mineure, où d'ailleurs il allait finir ses jours. Les relations de Thokoly avec Mavrocordato datent de la période de son alliance avec les Turcs et il existe onze lettres adressées en latin par le chef rebelle kouroutz au grand drogman, durant l'année 1694, portant sur ses relations avec divers dignitaires ottomans, ou avec le prince Brancovan de Valachie, sur l'hébergement des kouroutz en Bulgarie et en Valachie ou sur les opérations militaires se déroulant dans la région de Vidin, etc. (cf. *Monumenta Historiae Hungarica. Scriptores*, vol. XXIII, Pest, 1868, p. 125, 138—140, 163, 173—175, 246, 251—252, 289—291, 292—296, 301—303, 307—308 et 342). Pour de plus amples informations sur Thokoly, voir la remarquable monographie de Dávid Angyal, *Késmárki Thokoly Imre (1657—1705)*, Budapest, 2 vol., 1888—1889 et l'ouvrage plus récent de Béla Köpeczi, « *Magyarország a Kereszténység ellensége. A Thokoly — felkelés az Európai Köszvényben* » (« La Hongrie, adversaire de la chrétienté »). La rébellion de Thokoly devant l'opinion publique européenne), Budapest, 1976, 384 [—387] p.

par le vizir à l'égard du chef des kouroutz et de son épouse la princesse Ilona, ainsi que de la somme de 1500 thalers accordée par la Sublime Porte.

En dehors de l'intérêt légitime suscité par les lettres de l'Exaporite conservées dans les archives de lord Paget, pour leur contenu captivant et varié, il convient de souligner la valeur particulière que leur donne le degré réduit d'accessibilité venant du fait qu'elles appartiennent à un fonds privé. Aussi avons-nous jugé que leur mise en circulation scientifique s'avère d'autant plus utile.

Avant d'achever ce bref exposé préliminaire, il nous semble que certaines précisions techniques seraient utiles au lecteur. Ainsi, la méthode dont nous nous sommes servis dans la publication de la correspondance diplomatique d'Alexandre Mavrocordato ne s'écarte en rien des règles établies dans le domaine de l'édition de textes. Les 70 lettres réunies ici ont été réparties, à juste titre, selon les trois fonds documentaires dans lesquelles elles ont été identifiées, et dans chacune de ces sous-divisions les pièces ont été placées en ordre chronologique, quels qu'en soient les destinataires. Le premier groupe de lettres, au nombre de 19, allant de 1676 à 1686 représente les pièces dépotées dans les archives Teleki de Budapest ; le second est formé de sept missives en langue grecque, datant des années 1678—1699, conservées à la Bibliothèque de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie à Bucarest ; le dernier groupe enfin, se compose de 44 lettres de la période 1692—1703, appartenant aux archives Paget de Londres.

Les opérations de transcription, de collationnement et de vérification des textes, avec leur orthographe originale de même que les identifications adéquates et les commentaires qui accompagnent chacune des lettres ont été effectuées conformément aux règles scientifiques en vigueur.

En accomplissant la tâche qu'ils s'étaient proposée, d'apporter leur contribution pour continuer la publication des lettres de caractère diplomatique d'Alexandre Mavrocordato, ce qui a augmenté au nombre de 326 le total des pièces éditées jusqu'à ce jour (dont 210 en langue grecque et 116 en latin ou en italien), les éditeurs réalisent pleinement les limites de leurs efforts. Ils ont réussi, il est vrai, à découvrir dans trois fonds d'archives disparates un certain nombre de documents appartenant au domaine à l'étude, mais le sujet leur apparaît loin d'être épuisé. Aussi, estiment-ils impérieuses des recherches supplémentaires dans les archives de Paris⁴⁵, La Haye, Venise, Vienne, Varsovie, Cracovie et Moscou, sans limiter cette énumération, car il existe de suffisantes attestations quant aux relations que l'Exaporite entretenaient avec les représentants diplomatiques accrédités à la Porte ottomane de 1673 à 1709, venus de France,

⁴⁵ En 1879 E. Miller, dans le compte-rendu paru au « Journal des Savants » à l'occasion de la publication des cent lettres en langue grecque par les soins de T. Livadas, faisait les précisions suivantes : « Pendant les premières années, Mavrocordato entretint en latin, et surtout en italien, une assez nombreuse correspondance avec le marquis de Nointel et le procureur provincial. Ces lettres sont autographes ; mais comme elles sont purement administratives et ne touchent en rien à la personnalité de Mavrocordato, nous nous contentons d'en signaler l'existence dans les archives du ministère des affaires étrangères. Elles se rapportent surtout à l'année 1676 » (« Journal des Savants », 1879, p. 225—226). On doit regretter l'absence de toute trace de la correspondance de Mavrocordato avec les ambassadeurs français accrédités auprès la Porte, dans le guide précieux rédigé par Basile G. Spiridonakis, *Empire Ottoman. Inventaire des Mémoires et documents aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères de France*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1973, 536 [—537] p.

Hollande, Venise, l'Empire autrichien, Pologne et Russie. Tout dernièrement d'ailleurs — après que le présent ouvrage eut été achevé — nous avons appris l'existence d'un nouveau lot de missives du grand drogman, encore inconnues. L'information nous a été aimablement fournie par notre collègue, le chercheur scientifique Andrei Pippidi, en signalant la présence à la Bibliothèque Nationale de Paris de 23 autres pièces de la correspondance de l'Exaporite, adressées à Girardin, l'ambassadeur de France à Constantinople entre le 15 janvier 1686 et le 18 juillet 1688⁴⁶ ainsi que d'un message au roi Louis XIV daté du 14 juillet 1686, ce qui augmenterait de la sorte à 350 le nombre de lettres du grand drogman identifiées jusqu'à ce jour.

Pour conclure, nous tenons à rappeler que l'un des principaux objectifs que nous nous étions proposé à atteindre par cet ouvrage, a été de souligner l'importance de la correspondance entretenue par Alexandre Mavrocordato, pour l'histoire de l'entière aire du Sud-Est européen et d'éveiller l'intérêt d'autres scientifiques, et particulièrement ceux de Grèce, pour que soit initiée une campagne systématique et soutenue pour dépister le plus grand nombre de pièces de la correspondance entretenue par leur illustre compatriote, afin que dans un avenir pas trop éloigné puisse être élaborée une édition *complète* de son œuvre épistolaire

⁴⁶ Bibliothèque Nationale de Paris : Pierre de Girardin, *Journal de mon ambassade à la Porte*, où se trouvent les suivantes copies des lettres adressées par Mavrocordato au diplomate français : du 15 janvier 1686 d'Andrinople (*mss. français 7163*, f. 109–110) ; du 28 janvier 1686 d'Andrinople (*Ibidem*, f. 230–231) ; du 11 février 1686 d'Andrinople (*mss. français 7164*, f. 35) ; du 13 février 1686 (*Ibidem*, f. 70–71) ; du 14 juillet 1686 (*mss. français 7165*, f. 30–31) ; du 30 septembre 1686 (*mss. français 7166*, f. 158–160) ; du 8 octobre 1686 de Eszék (*Ibidem*, f. 194–197) ; du 26 novembre 1686 de Belgrade (*mss. français 7167*, f. 183–185, 312–313) ; du 5 janvier 1687 de Belgrade (*Ibidem*, f. 89–91, 91–92) ; deux lettres du 4 février 1687 de Belgrade et du 26 février 1687 (*mss. français 7168*, f. 202–206) ; du 14 mars 1687 (*Ibidem*, f. 379–380) ; du 15 avril 1687 (*Ibidem*, f. 8–10) ; du 20 avril 1687 (*Ibidem*, p. 392–395) ; du 22 juillet 1687 de Eszék (*mss. français 7169*, f. 19–23) (publiée d'après une autre copie par Ilurmuzaki, *Documente...*, vol. XVI, p. 159–160, doc. CCCLVIII) ; du 19 août 1687 (*mss. français 7170*, f. 243–245) ; du 10 septembre 1687 de Oradea Mare (*Ibidem*, f. 67–68) ; du 3 mai 1688 (*mss. français 7173*, f. 16–18) ; du 5 mai 1688 (*Ibidem*, f. 44–45) ; du 11 mai 1688 (*Ibidem*, f. 110–111) ; du 17 juin 1688, (*Ibidem*, f. 85–86) ; du 5 juillet 1688 (*mss. français 7174*, f. 29–34) ; du 19 juillet 1688 (*Ibidem*, f. 75) et du 18 juillet 1688 (*Ibidem*, f. 13–14). La lettre adressée par l'Exaporite à Louis XIV porte la date du 14 juillet 1686 (*mss. français 7165*, f. 30–31). Toutes ces informations nous ont été aimablement communiquées par notre collègue Andrei Pippidi à qui nous adressons nos plus chaleureux remerciements.

Correspondance conservée à la Magyar Országos Levéltár

1

Andrinople, 1676 février le 28

Alexandre Mavrocordato à Pál Szepesi, noble hongrois, pour accuser réception de la lettre dans laquelle celui-ci relate les avatars subis par son pays et lui conseiller de veiller à sauvegarder ses biens. L'incite à la prudence afin de ne pas accroître les souffrances de ses sujets et lui demande de le renseigner entièrement sur ce qui s'est passé.

<f.1> Perillustris D<omi>ne ac D<omi>ne mihi Observand <issi>me
 Acceptis litteris tuis amice mi dilectis<sim>e auditu calamitatum
 nobilis<sim>ae tuae nationis inflictæ pectori meo plaga doloris recru-

duit¹; hortaris me ad favendum rebus vestris, nequaquam tamen occasione indigeo, qui paratissimus sum ad officia vestra, itaque hoc habeas responsum, D<omi>ni mei² a patrocínio et protectione ultra minime recedunt, et cum vos in propriis regionibus alant tanto subditorum gravamine conijecere facile potes quam tam habeant curam rerum vestrarum, ne tolerantia et patientia in rebus magnis necessaria deficiat, utamini qua maxima potestis constantia et perseveratione, in qua salus est, hoc tantum sedulo observetis, ne subditi querimonia agant cumque interim non desint; rogo ut mihi integram notitiam praebeas a quibus, nam istae vexationes subditis infligantur. Amice mi quod ex amicitia debeo, patientiam suadet nobis et in mili//tes vestros severam disciplinam quibus servatis alacri estote animo. Deus vobis foelicitatem et diuturnam praebeat vitam. (f.1v°)

Mag<nificentis> Vestrae ad officia
paratis<simus>

Alexander Maurocordatus

Adria<nopo>li die 28 feb<ruar>i 1676

<Adresse :> Per Illustri ac Generoso D<omi>no D<omi>no Paulo Sepesio
Nobili Viro³

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1676 év (2 d), original

¹ Allusion aux ravages de la soldatesque pendant les luttes qui opposaient aux Habsbourg les « malcontents » d'Imre Thököly, ayant trouvé refuge en Transylvanie auprès du prince Apafi et du chancelier Teleki.

² Fazıl-Ahmed Pacha (Köprülü-zade), grand vizir (31 octobre 1661 – 3 novembre 1676).

³ Voir note 34 de l'Introduction.

2

Du camp ottoman de Davud Pacha, 1678 avril le 11

Alexandre Maurocordato au comte Michel Teleki, chancelier de Transylvanie, au sujet de la lettre reçue de sa part et sur l'exposé de son représentant diplomatique devant le grand vizir, sur la situation existante en Transylvanie. S'engage, en cas de besoin, d'accorder son soutien au-dit représentant.

Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac D<omi>ne Col<endissi>me

Acceptis amicalibus Illustritatis vestrae litteris auditaque relatione D<omi>ni Ablegati universitatis vestrae¹ omnia quae nota fieri voluistis Supremo Vesirio D<omi>no meo clementis<sim>o² exposita fuerunt, et redeundi facultatem habuit Praedictus Ablegatus, quo occasione meam erga ipsam benevolentiam contestari voluit, ut omni semper uti possit fiducia erga me Deus optimus concedat ipsi res prosperas, et bonam valetudinem.

<f. 1>

Datae in Castris Imperialibus ad Dauud Passa³ die 11 aprilis 1678

Illustritatis vestrae ad servitia paratis<sim>us

Alexander Maurocordatus

I<nterpres> P<rimus> F<ulgidae> P<ortae>

<Adresse :>

Illustrissimo D<omi>no ac D<omi>no Observ<andissi>mo

D<omi>no Michael Teleki Supremo Comiti et Consiliario in Regno

Transylvaniae amico benevolo.

(L.S.)

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1678 év (3 d) original, le cachet à la cire rouge, détaché.

¹ Le comte Farkas Bethlen, envoyé extraordinaire transylvain à la Porte ottomane, cf. Dr. Vencel Biró, *Erdélyi követei a Portán* (Les envoyés transylvains auprès de la Sublime Porte), Cluj-Kolozsvár, 1921, p. 134. Le comte Bethlen avait rencontré auparavant Mavrocordato, le 6 et le 10 avril, après son arrivée à Constantinople, en faisant le compte-rendu de ses conversations au chancelier Teleki, cf. *Teleki Mihály Levelezése* (ed. Samuel Gergely), vol. VIII, 1678—1679, Budapest, 1926, p. 135—140, doc. 123 et p. 146—147, doc. 129.

² Kara Moustafa Pacha, grand vizir (5 novembre 1676 — 15 décembre 1683)..

³ Quartier de Constantinople, sur la rive de la Mer de Marmara.

3

Constantinople, 1678 avril le 20 (anc.st.)

Alexandre Mavrocordato avertit le chancelier Michel Teleki des efforts qu'il entreprend aux côtés des représentants diplomatiques étrangers accrédités à Constantinople, pour déjouer les actions subversives déclenchées en Transylvanie par une partie des troupes princières, pour l'aider à mâter la rébellion et à châtier les coupables. Se montre confiant dans la sollicitude de la Porte à l'égard de la Transylvanie et lui donne des assurances sur son soutien sans réserve dans l'avenir.

(f.1) Ill<ustrissi>mi Magnifici et Spectabiles D<omi>ni et D<omi>ni Colendissimi

Acceptis Illustriatum Vestrarum litteris iuxta voluntatem ac desiderium ipsarum, ita requirente rerum praesentium necessitate, pro communi Patriae Inclytae Vestrae, bono cum de extremo avitae vestrae libertatis periculo ageretur summa contentione collata opera cum Perillustribus D<omi>nis Legatis¹ unanimiter conati sumus ut doli, et machinationes Boditorum Transylvaniae dissolverentur, et intentiones ipsorum evanescerent, et impetus retunderetur, atque debitas poenas tanti facinoris patratores luerent; laus sit optimo Deo, cuius elementia factum est, ut illos durante vita paeniteat inceptae machinationis, et reliquis, quoque omnibus fragilioris naturae hominibus clarum sit documentum, aversandorum iniquorum facinorum². Sanè dummodò in eadem obedientia et

(f.1 v°) fideli // tate erga Fulgidissimam Portam, in qua hucusque firmi constabesque estis, semper perseveretis Fulgidissimae Portae patro<ci> n<i>um Regno Transylvaniae affulgebit. Deus optimus ipsis vitae foelicitatem, et longitudinem concedat, et faxit ut quam diutissime sub Regimine Clementissimi Principis vestri³ fausto, et foelice tranquillitate perpetua fruamini. Ego certè sicuti praesenti occasione, ita in posterum quoque omnem in negotiis Illustriatum Vestrarum diligentiam adhibebo, ita uti omni fiducia et autoritate uti possint.

Datae Const<antino> p<o>li die 20 aprilio s.v. 1678

Illustriatum Vestrarum ad officia paratis<simu>s

Alexander Maurocordatus

I<nterpres> P<rimus> F<ulgidae> P<ortae>

actorum autem narrationem
exponent d<omi>ni legati quorum

maxima fides mihi brevitatis
in (!) causa est

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1678 év. (3 d), original.

¹ Le comte Farkas Bethlen, avec ses collègues Kelemen Mikes et Mihály Bessenyei, cf. N. Biró, *op. cit.*, p. 134.

² Le comte Miklos Bethlen raconte dans ses souvenirs historiques qu'en 1678 « Paul Beldy, Général des troupes de Transylvanie ... souleva une grande partie des Sicules, auxquels il joignit un nombre assez considérable des Troupes qu'il commandoit & dont il se composa une petite Armée, qu'il crut néanmoins assez considérable pour forcer le prince Apafi à lui céder la Principauté, mais cette entreprise n'étoit pas si facile qu'il se l'étoit imaginé. Cette révolution ne laissa pas cependant de donner de l'inquiétude au Prince & encore plus à son Ministre Theleky » (*Mémoires historiques du Comte Bethlen Miklos contenant l'histoire des derniers troubles de Transylvanie*, II^e partie, à Amsterdam, chez Jean Swart, MDCCXXXVI <= 1736>, p. 100—101). Voyant « que personne de la noblesse ne se déclaroit en sa faveur », Béldi eut peur, quitta son armée et se réfugia à la cour du prince de Valachie Georges Duca, et se rendit ensuite à Constantinople pour sa plaindre au grand vizir des agissements du prince Apafi. Mais comme ce dernier jouissait de la confiance de la Porte, Béldi fut arrêté et jeté dans la fameuse prison de Yedikulé où il perdit la vie au cours de l'année suivante, en 1679, cf. *Ibidem*, p. 101—105, et le témoignage de Jean Caryophyllis, Ἰεφημερίδες (éd. Périclès G. Zerkentis), Athènes, 1891, p. 22. Une lettre à ce même sujet a été adressée par Mavrocordato de Constantinople le 26 juillet 1680 au prince Apafi [*Monumenta Comititia Regni Transylvaniae* (ed. Sándor Szilágyi), vol. 17 (1679—1682) Budapest, 1894, p. 109—110, doc. XXIX a)]. Voir aussi Farkas Déak, *Uzoni Béldi Pál 1621—1679*, Budapest, 1887, 14 p. + 2 facs.

³ Apafi

4

Du camp ottoman de Bender, 1678, juin le 27

Alexandre Mavrocordato exprime sa joie au chancelier Michel Teleki pour les témoignages de fidélité à l'égard de la Porte, contenus dans sa lettre. Il ne manquera pas d'en informer le sultan ou le reis-efendi de la bonne volonté manifestée par le représentant transylvain pour remplir sa mission au service de la Sublime Porte.

Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac D<omi>ne Colendis<si>me

<f.1>

Acceptis honoratis, iteratisque Ill[ustrita]tis tuae litteris jamdiu perspecta mihi ipsius erga Fulgidissimam Portam fidelitas et obaedia recentis contestationis veluti splendore perfusa magis innotuit et emituit praetereaue singularis ipsius erga me affectus omni me devinctionis genere ad cultum sui permovit ut pari candore et sinceritate ipsam omni occasione prosequi debeam interim quae ex relatione D<omi>ni Residentis¹ scitu digna collegi D<omi>no meo Col<endissi>mo² opportunè exponam et eadem diligentia in posterum quoque foelicem Portam informare sibi complaceat. Deus ope ipsam diu servet incolumem, ataque prosperam meque sciat esse qualis hucusque fui,

Ill<ustrita>tis tuae ad servitia deditissimus

Alexander Maurocordatus

I<nterpres> P<rimus> F<ulgidae> P<ortae>

Datae in Castris Imperialibus

prius Tyram³ ad Teiniam hodie Bender⁴ die 27 Iunii 1678

<Adresse :> Ill<ustrissi>mo D<omi>no Michael Telekio Supremo Comiti <f.1 v°>
et Consiliario Transylvaniae Regni (salvo titulo) D<omino> mihi
Coll<endissi>mo.

(L.S).

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1678, év. (3 d), original, cachet à la cire rouge, détaché.

¹ Zsigmond Boér, résident transylvain auprès du sultan Mehmed IV, en campagne à ce moment, aux confins de la Moldavie, vers l'Ukraine, cf. V. Biró, *op. cit.*, p. 134. Apafi et Teleki avaient un égal intérêt à combattre les intrigues de Béldi qui s'était réfugié à Constantinople.

² Ahmed Efendi (Köse), reis efendi (5 novembre 1676—1681).

³ Ancien nom (Tyras) de la forteresse de Cetatea Albă (Akkerman, Belgorod) en Bessarabie, à l'estuaire du Dniester.

⁴ Tighina (Bender) forteresse de Bessarabie sur le Dniester, résidence d'un pacha turc. Le grand vizir s'y trouvait depuis le 14 juin, cf. Jean Caryophyllis, *op. cit.*, p. 23. Sur l'expédition ottomane en Ukraine au cours de l'été de 1678, voir surtout N. A. Smirnov, *Rossija i Turczija XVI—XVII vv.*, vol. II, Moscou, 1946, p. 134—168 et * * * *Otčerki istorij SSSR — perjod feodalizma XVII v.* (éditions de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.) Moscou, 1955, p. 518—531.

5

Izvoare, aux confins de la Moldavie, 1678, septembre le 30.

Alexandre Maurocordato fait savoir au chancelier Michel Teleki que son message concernant le peuple magyar a été soumis au grand vizir. D'autre part que les propositions exposées par le représentant de la Transylvanie au nom de la communauté de cette province ont été examinées par le gouvernement ottoman qui a fait connaître sa réponse dans les termes mentionnés dans le rapport du-dit représentant transylvain.

<f.1> Illustrissime D<omi>ne D<omi>ne Col<endissi>me

Cum ex litteris honore exceptis illustritatis vestrae, tum ex relatione D<omi>ni Residentis ¹ status praesens inclytae nationis Ungaricae ² plenè perceptus Supremo Vesirio ³ Domi<no> meo clem<entissimo> expositus, fuit, pariterque congruae conditioni praesentis temporis instantiae quas universitatis nomine D<omi>nus Residens proposuit; illae etiam Fulgidissimae Portae in<n>otuerunt, cumque litteris suis Dominum Residentem responsum datum sibi significaturum esse illus<trita>ti vestrae indubium sit, mihi reliquum est, ut officiosa salutatione, ipsam pro maxima erga ipsa observatione mea, prosequar et ut subinde suis litteris mihi optimam suam valetudinem et quascum alias necessarias res significet ipsius benevolentiae et generositati com<m>endem. Deus altissimus ipsi vitae diuturnitatem et foelicitatem concedat.

Datae die 30 septembris 1678 s.v. ad Izvoram ⁴ in confinijs Moldaviae

Illustritatis vestrae addictissimus serv<us>

Alexander Maurocordatus

I<nterpres> P<rimus> F<ulgidae> P<ortae>

<.1 v°> <Adresse :> Ill<ustrissi>mo <Domi>no et D<omi>no mihi Col<endissi>mo

D<omi>no Michael Telekio Consiliario supremo et Comiti (salvo titulo) Regni Transylvaniae.

(L.S.)

Officio suo suo et suo. michi Officio

Cum ex litteris honore exequi duxeratis necesse
 tum ex relatione sui Residentis etibus proles in
 clite nationis Vagantia. plene receptus suscipio
 Penno suo meo Clem^{te} exponitur. prout. peniter
 que congrue conditioni prolesis temporis in hanc
 quas universitatis nomine suas Residentis proponit
 ubi etiam plenitudine Portis insinuat, unquam lito
 ni tunc duntaxat Residentis responsum datum ubi significatu
 rum esse illud in hunc indubium sit, mihi reliquum
 est. ut Officio salutem meam ipsam pro maxima et
 pro ipsa observatione. prosequar et ut subinde
 nisi litteris mihi optimam hanc utilitatem et
 gratiam alias necessarias usi significet. ipsius bene
 volentia et generositate commendam. Deus altissimi
 pro vite futuritatem et felicitatem concedat.
 Data die 30 septembris 1678. V. de horum in confinis
 mo Druce
 Illustratissimi vestri
 ad dicitur, etc.
 Alexander Mavrocordato, P.P.

F. 1023
F. 1023

Officio suo suo et suo. michi Officio
 suo Michael Teleki Comitia.
 no supremo et Comiti Jullo orato,
 Regni Transylvaniae.

1. Lettre d'Alexandre Mavrocordato au chancelier Michel Teleki (Izvoare, aux confins de la Moldavie, le 30 septembre 1678).

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1678 év. 3 d, original cacheté de cire rouge; publié d'après une copie dans *Teleki Mihály Levelezése*, vol. VIII, p. 276—277, doc. 254.

¹ István Nagy, envoyé transylvain au camp ottoman, aux confins de la Moldavie, cf. V. Biró, *op. cit.*, p. 134.

² Allusion à l'état hongrois où la guerre contre les Habsbourg s'était allumée à nouveau à la suite de l'alliance conclue par le prince Apafi avec l'envoyé du roi de France Louis XIV à Făgăraș, le 31 mai 1677 et à laquelle les „malcontents” de Thököly s'étaient aussitôt ralliés, cf. Ion Hudiță, *Histoire des relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie*, Paris, 1927, p. 232—277.

³ Kara Moustafa Pacha.

⁴ Izvoare, localité de Bessarabie, ancien district de Soroca. Jean Caryophyllis atteste que les armées turques avaient commencé à se retirer par Soroca depuis le 12 Septembre (Ἐφημερίδες, p. 24).

6

Du camp ottoman de Kozludja, 1678 novembre le 2 (a.s.)

Alexandre Maurocordato fait savoir au chancelier Michel Teleki l'arrivée de ses émissaires porteurs des lettres qui ont été attentivement examinées par le grand vizir et par d'autres dignitaires de la Porte.

Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac D<omi>ne Col<endissi>me

Cum per spectabiles legatos ¹ inelytae universi< ta>tis vestrae honoratis<sim>ae et illustritatis tuae litterae mihi redditae sint, ipsius erga me benevolam expressionem mundo animo excepi et praelaudatos Dominos Legatos quo debui cultu amplexus sum atque cum per ipsos allatae litterae interpretatae et quae oretenus retulerunt et declararunt secundariis ministris Fulgidissimae Portae, et ipsimet Supremo Principi ² et Primo Vesirio ³ ipsius Potentissimi Imperii Domino meo clementissimo innotuerint, ac modò ad suam iterum universitatem expediantur Illustritatem tuam hisce meis litteris ad meae observationis et benevolentiae contestationem consulendam esse operae pretium visum est. Deus optimus ipsi vitae foelicitatem et diurnitatem concedat.

Illustritatis tuae ad officia addictis<sim>us

Alexander Maurocordatus

I<nterpres> P<rimus> F<ulgidae> P<ortae>

Datae in castris Augustis ad Coslizam ⁴, die 2^a 9-bris anno 1678 stilo vet<eri>.

<f.1 v^o> <Adresse> Illustrissimo D<omi>no et D<omi>no Col<endissi>mo D<omi>no Michael Telekio Duci inelytae Universitatis D<omi>norum Ungarorum pro Patriis libertatibus militantium.

(L.S).

Teleky Mihály gyűjtemény, P 1238, 1678 év. 3 d, original latin à cachet en cire rouge détaché.

¹ Menyhért Keczer et János Sulyok qui avaient envoyé au chancelier Teleki le 4/16 novembre de Ciocănești (près du Danube, en Valachie district de Jalomitza) un compte-rendu de leur rencontre avec Mavrocordato, cf. *Teleki Mihály Levelezése*, VIII, p. 333—335, doc. 308.

² Mehmed IV, sultan ottoman (8 août 1648—8 novembre 1687).

³ Kara Moustafa Pacha qui avait fait une rentrée triomphale à Andrinople le 11 novembre (Jean Caryophyllis, *op. cit.*, p. 24).

⁴ Kozludja (ancien Yeni-Bazar, aujourd'hui Suvorovo) localité en Bulgarie.

7

« *Tyritagium* », 1680, novembre le 3 (a.s.)

Alexandre Mavrocordato au chancelier Michel Teleki, concernant ses démarches auprès du grand vizir en liaison avec la situation de la Hongrie, afin de maintenir les bonnes dispositions de la Sublime Porte à l'égard de ce pays.

Ill<ustrissi>me D<omi>ne et D<omi>ne Obser<vandissi>me (f. 1)

De rebus Ungaricis tum ex litteris Celsissimi Principis¹ cum ex ipsius illustritatis ad me relatione cum uberrimam notitiam haberet Excel-sus Sup<rem>us Vesirius² efficacius quam unquam alias apud Potentis <sim>um Imperatorem³ D<omi>num meum Clem<entissim>um animum applicuisse Celsissimum principem partiter ataque illustritatem tuam insi-nuatione secreta certiore facere operae pretium duxi cum vero ipsa me ad patrocinium d<omi>norum Ungarorum⁴ sedulo adhortetur et si impul-sum ipsius maximi faciam (!) tanti viri persuasione commotus, attamen cum ferme simul ipsi pro Patriae libertate pati, et ego pro ipsis laborare ince-perimus, illud in primis in votis est ut optatus tot laborum fructus habeatur, itaque utatur ipsa eodem affectus tenore erga ipsos et omni conatu conservet in fidelitate Fulgidissimae Portae faxit Deus ut pro singula // si <f.1 v°> patientia ipsi optatum votum ipsa vero pro ingenti studio maximam glo-ri<am> adipiscantur. De accusatione vero oblivionis cuius notum nihi infligit quid plura pro indubitati habeat non solum me ipsius colere memo-riam sed frequenter honoratis<sima>m, ipsius habere mentionem in conspectu D<omi>norum meorum ita ut ipsa potius accusari debeat quid-quid sit, ipse virtutes ipsius, et miror et amo et praedico, cui Deus altis<sim>us prosperos successus cum vitae diuturnitate concedat. Datae ad Tyritagium⁵ anno 1680 die 3 novembris s<tilo> v<eteri>

Illustritatis tuae ad officia paratis<simus>

Alexander Maurocordatus

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1680 év. (5 d), original.

¹ Apafi.

² Kara Moustafa Pacha.

³ Mehmed IV.

⁴ Les « malcontents » de Thoköly, qui cherchaient maintenant l'appui de la Sublime Porte.

⁵ Localité non-identifiée, ne pouvant s'agir ni de *Tyritake*, ville de la Chersonèse Taurique (aujourd'hui la Crimée), devenue plus tard Kamış-Burun au sud de Kertch, ni de *Tyriaion* ou *Tyriaion*, ancienne ville de Phrygie près d'Iconium (aujourd'hui Konya) au nord du Taurus.

8

Andrinople, 1681 janvier le 18

Alexandre Maurocordato au chancelier Michel Teleki, lui exprimant sa vive satisfaction pour le message qu'il vient de recevoir de sa part. Lui donne des assurances sur les sentiments d'estime et de sollicitude qu'il nourrit pour la cause magyare et s'engage à continuer à lui être dévoué à l'avenir.

<t.1> Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac D<omi>ne Obser<vandissi>me

Perquam grato animo acceptis litteris et acceptabo gradario equo transmissis ab Illustriate tua per praesentem etiam D<omi>num ablegatum ¹ Celsi<sim>i Principis gratitudinem et propensionem erga ipsam animi nostri contestari libuit, ut sciat me sicuti virtutum ipsius esse aman-tissimum ita in omni occasione famae et aestimationi nominis sui adisse, de negotio vero ungarico ² cum sciam Celsissimu<m> Principem ³ omnia cum ipsa comunicaturum esse ad ipsius oraculum me quinimo ipsam remitto, hoc unum superaddens eodem me in posterum usurum esse affectus erga praedictam inclytam natione<m> tenore quem hucusque usurpasse pro certò scit Deus optimus ipsam prosperet.

Datae Adrianopoli 1681 die 18 ianuariis

Illustriatatis tuae ad officia paratissimus

Alexander Maurocordatus

<f.1 v°> <Adresse :> Ill<ustrissi>mo D<omi>no D<omi>no Michael Telekio Comiti Marmorosensi et Sup<re>mo Consiliario D<omi>no Obser<vandissi>mo (L.S).

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1681 év. 6 d, original, le sceau à la cire rouge, détaché.

¹ László Székely de Borosjenő, envoyé transylvain auprès de la Sublime Porte en 1681, cf. V. Biró, *op. cit.*, p. 135.

² Il s'agit des pourparlers entre Thököly et ses « malcontents » hongrois d'une part, et les Turcs de l'autre, en vue de la conclusion d'une alliance contre les Impériaux. Plus tard, le 5-14 août 1682 Thököly avait été reconnu par un *ahdnâmé* du sultan comme « roi » de la Hongrie centrale (*Orta Madjar*), cf. Zdenka Vesela-Prenosilova, *Quelques chartes turques concernant la correspondance de la Sublime Porte avec Imre Thököly* dans « Archiv Orientalni », Prague, 29 (1961) no. 4, p. 553-556, 566-568.

³ Apafi.

9

Zemun, 1682, juin le 16/26

Alexandre Maurocordato exprime au chancelier Michel Teleki son entière adhésion à son action ainsi que l'intérêt qu'il lui porte. Il en prendra d'ailleurs également connaissance de la bouche de ses émissaires ainsi que par son représentant diplomatique, suivant le désir du grand vizir. Un post-scriptum se rapporte aux arrangements financiers avec les citoyens de la ville de Debrecen.

<f.1> Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac D<omi>ne Col<endissi>me

Quem nuperrimis etiam suis litteris erga me contestatur affectum et studium et multi facio, et pari observatione ataque amicitiae cultu eompensare connibar cum reduces admodum Magnifici D<omi>ni Legatus ataque Residens ¹ celsissimi Principis ² illustriatatem tuam cognitione rerum

necessariorum ex mandato excelsi Sup<re>mi Veserij³ D<omi>ni n<ost>ri informabunt nolo multis onerare ipsam dumque omnia prospera cum vitae diuturnitate ei apprecor. Maneo

Illustritatis tuae ad officia paratus

Alexander Maurocordatus

Datae ad Semlynum⁴

ultra Savam die 26/16

Iunij anno 1682

<F.S.> De debito Debrecinensium⁵ quid plura, unicè ab Ill<ustrita>tis tuae Patrocinio satisfactio mea pendet.

<Adresse :> Ill<ustrissi>mo D<omi>no D<omi>no Michaeli Telekio Comiti <f.1 v°>

Consiliario et Sup<re>mo Generali Transylvaniae D<omi>no Colendis<sim>o

(L.S.)

Teleki Mihály gyűjtemény, P. 1238, 1682 év (6 d), original ; cachet à la cire rouge, détaché.

¹ István Nagy, représentant du prince Apafi auprès de la Sublime Porte en 1682, cf. V. Biró, *op. cit.*, p. 135.

² Apafi.

³ Kara Moustafa Pacha

⁴ Semlin ou Zemlin (aujourd'hui Zemun), ville du Banat de Serbie sur la rive droite du Danube près de l'embouchure de la Sava en face de Belgrade.

⁵ A ce sujet, voir en plus de notre Introduction, les documents résumés par Eudoxiu de Hurmuzaki, *Fragmente zur Geschichte der Rumäner*, vol. III, Bucarest, 1884, p. 631—633 et *Monumenta Comititalia Regni Transylvaniae* (éd. Sándor Szilágyi), vol. 16 (1675—1679), Budapest, 1893, p. 400—402, doc. LXXXIV.

10

Au camp <sous les murs de Vienne>, 1683, août le 20

Alexandre Maurocordato au chancelier Michel Teleki, se déclarant très sensible à l'intérêt qui lui est témoigné dans la dernière lettre reçue et dont il ne manquera pas d'en parler à János Sárosi. Ne reculera en rien pour pouvoir lui rendre service, mais il convient que c'est à lui que revient la part la plus ardue. Annonce la conclusion de l'armistice qui sera communiquée également à Ahmet-aga.

Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac D<omi>ne Observ<andissi>me

<f.1>

Exceptis, atque perlectis literis honoratis ill<us>tritatis tuae tum publicarum rerum diligentiam tum privatam ipsius erga me benevolentiam bene novi neque lateat ipsam pari me erga praeclarissimam ipsius Personam affici cultu et obser<va>tione cuius argumenta luculentissima exhibiturum esse omni me occasione pro indubitato habeat, et sane de omnibus praesentibus occurrentijs informatus a me D<omi>nus Sarosius¹ notitiam transmittet cui fides utriusque debetur quod vero attinet ad honorem celsis<si>mi Pri<ncipis>² ipsi demandatae fu<n>ctionis imperatoriae occasione augendum, id iterato suggerere debeo et debeo planè ductus tam diuturna erga celsitudinem ipsius devotione, ac devinctione, sat agatis quantum suscepti atque in ... *) muneris ... atque necessitas requirit, ne quae invidendi ansa invidis atque malevolis exhibeatur neve laboribus atque vigiliis parcat. Fateor // sanè ego de Principis honore, sed <f.1 v°>

cum ratione dignitatis et muneris illustritatis tuae nominis ipsius cognitio non obscura sit, plurima rei pars in tua vigilantia abque experientia consistit reputationi igitur conservandae atque magis augendae par studium ab ipsa adhiberi debere prudentiae ipsius manifestissimum est. Certè quanto zelo aestimationis ipsius afficior tanto desiderio rei optimè gerendae perfundor. De armistitio procurata facultas innotescet ipsi per litteras D<omi>ni Sarosij cui de nonnullis ad ipsum attingentibus collatum fuit, de reliquissetia<m> . . . *) extracta imperatoria edicta transmissa sunt si quid alterius in tanto negotio requiri significabitur, studium et diligentia mea non deerit et de omnibus rebus ab ipsa frequens informati exoptatur ³, D<omi>num Achmet aga ⁴ cum ra . . . *) ctione remittendum curet esse in aula. Vir antiquae auctoritatis caeterum apprecor ipsi omnem caelitus rerum prosperitatem.

Illus<tritatis> tuae add<ictissimus> ad officia
Alexander Maurocordatus

Datae in castris, die 20 augusti 1683

<f.2> <Adresse :> Ill<ustrissi>mo D<omi>no Michaeli Telekio Sup<re>mo Generali, Consiliario et Comiti in Regno Transilvaniae D<omi>no obser<vandissi>mo.

(L.S.)

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1683 év. (7.d), original endommagé; au cachet en cire rouge détaché.

*) manuscrit endommagé

¹ János Sárosi de Kissáros, envoyé transylvain au camp ottoman devant Vienne, cf. V. Biró, *op. cit.*, p. 136.

² Apafi.

³ Sur les négociations de Sárosi, que le grand vizir avait reçu le 20 août, voir *Kara Mustafa vor Wien, Das türkische Tagebuch der Belagerung Wiens 1683, verfasst vom Zeremonienmeister der Hohen Pforte* (Edition Richard F. Kreutel), Graz — Wien — Köln, 1966, p. 82 (*Osmanische Geschichtsschreiber*, band 1).

⁴ Probablement Ahmed Aga, Selâm Agasi, dignitaire ottoman dans le camp du grand vizir (cf. *Ibidem*, p. 79).

11

Andrinople, 1684 décembre le 12

Alexandre Maurocordato au chancelier Michel Teleki au sujet des lettres reçues, exprime sa gratitude à l'égard du sultan et du grand vizir qui lui ont rendu la liberté. Se propose d'intercéder auprès du grand vizir en faveur du prince de Transylvanie. Se montre reconnaissant pour le soutien accordé et se déclare disposé à continuer à offrir ses bons offices.

<f.1> Ill<ustrissi>me atque Generosissime D<omi>ne ac D<omi>ne Observ<andissi>me.

Cum ex clementia Potentis Imperatoris ¹ D<omi>ni n<ost>ri Augustissimi, atque benignitate Excelsi Supremi Vesirij ² pristinam adeptus sim libertatem ³, non potui, quin sincerum erga me affectum illustritatis tuae agnoscens certiozem ipsam facerem atque mea iterum obsequia offerrem patrocinium ipsius apud Celsissimum principem ⁴ expetens etenim etsi meliorem fortunam ex promissis Supremi Vesirij, sperem, interim

rebus omnibus destitutus ab amicissimo, et clementissimo principe, cuius per summam sinceritatem a multis annis famulatum coluj, egestatis subsidium impetrare par est, pro quo tam precibus continuis divinationem celsitudini illius, atque illustrati tuæ favorem apprecari non desistam, tum apud amicos in Fulgidissima Aula negotio atque servitio ipsius qua potero sinceritate promovere non desinam et si Deus uti spero meliora concedat enixe reservire pro merito beneficentiæ erga me conabor interim //litteris <f.1 v°>
amicabilibus ipsius exhilarari per quam desidero atque rogo Deum omnipotentem ut dia multaque foelicem ipsam conservet.
Adrianopoli anno 1684 die 12 Decembris

Illustritatis tuæ ad officia paratis<sim>us
Alexander Maurocordatus

<Adresse :> Ill<ustrissi>mo et Generos<si>mo D<omi>no Michaeli Telekio <f.2>
Supremo Generali et Consiliario Transylvaniae et Comiti n.n. D<omi>no
mi Observandissimo

(L.S.)

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1684 év. 8 d, original au cachet à la cire rouge détaché.

¹ Mehmed IV.

² Kara Ibrahim Pacha, grand vizir (16 décembre 1683—24 décembre 1685).

³ Sur les épreuves subies par Mavrocordato à la suite de son arrestation à Belgrade le 3 décembre 1683, où son maître le grand vizir Kara Moustapha, tenu pour responsable du désastre des forces ottomanes devant Vienne avait été mis à mort, voir surtout les *Ephémérides* de Jean Caryophyllis, édition citée, p. 31—33. Incarcéré avec tous les membres de sa famille à Andrinople, Mavrocordato fut soumis aux pires vexations y compris la torture et n'échappa aux griffes de ses bourreaux qu'en échange de la somme immense de 300 bourses de pièces d'or (représentant 150.000 ducats !), étant ainsi obligé de sacrifier et mettre aux enchères une partie de sa célèbre bibliothèque. Le 12 avril 1685 Mavrocordato fut rétabli dan son ancienne charge de grand drogman de la Porte par le grand vizir Kara Ibrahim cf. 'Ιστορία 'Αλεξάνδρου Μαυροκορδάτου (Histoires d'Alexandre Mavrocordato) éditées par A. Papadopoulos-Kerameus dans la collection E. de Hurmuzaki, *Documente privloare la istoria românilor* (Documents concernant l'histoire des Roumains) vol. XIII, Bucarest, 1909, p. 18. Mentionons également, en tant que témoignage inédit sur le retour au pouvoir de l'Exaporite, une lettre que lui adressait le 8/18 août 1685 l'ambassadeur britannique à Constantinople, lord James Chandos, dans laquelle ce dernier exprimait sa satisfaction pour la grâce accordée par le sultan à son égard ainsi que sa gratitude pour ses efforts à servir les intérêts du roi, son maître, autant que ceux de la Compagnie Anglaise du Levant, cf. British Museum, *Mss Stowe 219* (Lord Chandos' Letter Book, vol. I, *March 1681—June 1686*), f. 350—351.

⁴ Apafi

12

Andrinople, 1685, décembre le 7

Alexandre Mavrocordato au chancelier Michel Teleki au sujet de l'évolution des pourparlers en cours de la situation dans l'empire ottoman. Évoque ses rapports avec János Sárosi, l'émissaire de la principauté transylvaine à la Porte et lui réitère des assurances sur son dévouement et son appui.

Ill<ustrissi>me D<omi>ne D<omi>ne mihi Colendis<sim>e <f.1>

Cum hucusque per litteris illustritatis tuæ nuncio optatae salutis ipsius laetari solerem qua de causa tali favore privatus sim, nescio, gene-

rositatis tuae admiratio ita me obstrictum habet ut combinationem benevolentiae tuae ex intimo pectore percipiam. In negotio mediationis assecutoriae litterae quas celsissimus Princeps¹ optat per amicos Celsitudinis suae procurabuntur, si negotium ad aliquam facilitatem, et contractationem deductum fuerit quod Dominis meis placet propter commodum popu-
lorum Dei utriusque dominio subditorum coeterum si ab adversariis, nonnullis prosperis eventibus elatis, in honesta proponantur compertum habet illustritas tua robur otthomani Imperii paucorum annorum bello nequam defatigari Deus optimus omnibus proficuae almae pacis negotium sua divina bonitate promoveat² de que re ista et aliis suis digni ne gravetur me benevolam suam informare.

Dominus Joannes Sarossius³ aliquam mihi restantiam debet illustritatem tuam rogo ipsi commendatam velit debiti solutionem //

(f.1 v°) Sicuti alias ita in praesens etiam generosum aliquem equum quibus abundat mihi transmittere dignabitur mihi gratissimus erit, caremus enim optimis parcat confidentiae quae ab incomparabili illius benignitate ducit originem reservare conabur in quibus placere viverim. Deus optimus ipsi plurimos annos cum prosperitate concedat.

Illustritatis tuae ad servitia paratissimus

Alexander Maurocordatus

Datae Adrianopoli anno 1685

die 7^a decembris s.v.

Teleki Mihály gyűjteméni, P 1238, 1685 év. (9 d), original.

¹ Apafi considérait avec inquiétude l'avance des Impériaux vers les confins de la Transylvanie que dans sa situation précaire, la Porte ne saurait parvenir à défendre. L'ambassadeur britannique à Constantinople, lord Chandos, écrivait le 30 décembre 1685 au Secrétaire d'État, lord Sunderland, que les dirigeants turcs avaient commencé à douter de la fidélité du prince Apafi après que ce dernier ait déclaré au grand vizir Kara Ibrahim Pacha son impossibilité de résister aux pressions autrichiennes à moins de recevoir des renforts qu'il estimait à pas moins de 25 000 soldats [British Museum, *Mss Stowe 219* (Lord Chandos' Letter Book, vol. I) f. 217].

² Jean III Sobieski, roi de Pologne, découragé par les revers de ses troupes en Moldavie en 1684 et l'impossibilité de reconquérir la forteresse de Kameniec Podolsk, aurait engagé des pourparlers secrets en vue d'une paix séparée avec les Tartares (*Ibidem*, f. 335–337, lettre adressée de Pétra par lord Chandos au généralissime impérial Charles, duc de Lorraine, le 15/25 juillet 1685).

³ János Sárosi, résident transylvain auprès de la Sublime Porte à la fin de l'année 1685, cf. V. Biró, *op. cit.*, p. 137.

Andrinople, 1686, avril le 16

Alexandre Maurocordato au chancelier Michel Teleki pour lui reprocher son silence prolongé. Le bruit courait que le chan tartare Selim Ghirai était parti pour Pérékop, que les Tartares avait demandé le droit de libre passage par le territoire transylvain, ce qui leur aurait permis d'arriver plus rapidement sur les lieux où se déroulaient les hostilités avec les Impériaux, mais que le grand vizir s'y était catégoriquement opposé. Les armées venant de l'Orient, les asiatiques et les égypt-

tiennes, avançaient. Le sultan et sa cour ainsi que le caïmacam étaient partis pour Constantinople pour y passer la saison d'été. La Porte voudrait que les Transylvains se montrent plus combatsifs; il faudrait qu'une milice puissante assure les frontières de la principauté contre toute incursion des Impériaux.

Ill<ustrissi>me D<mi>ne ac D<omi>ne mihi Observ<andissi>me (f.1)

Diuurnae mutuae et sinceræ amicitiae quæ inter nos intercedit alimentum esse litterarum comunionem quis ignoret! Iam pro debito triplicis responsionis ad reciproca gratitudinis tribunal illustritas tua appellanda est si diutius taceat. Hic jam aer resonat clamore tympanorum octavus agitur dies a quo excelsus Sup<re>mus Vesirius¹ coltrametatur Chanum Tartarorum Selingereium² etiam ad Perecopium³ exisse refertur. Tártari iter Transylvaniam ut com<m>oduis quaesiverunt. Sed Sup<rem>us Vesirius constantissimæ denegavit stans promissis uti iam Cel<si>ssimo Principi⁴ declaratum fuerat, orientales, asiatici atque aegyptiaci exercitus adventant. Potentissimus Imperator⁵ cum aula sua et //novo caimmacamo⁶ Constantinopolim abivit tracturus aestatem per delicias moris, comissa re bellica ubique ducibus, et hæc quidem sunt turcica reponatis si placet germanica et polonica et grate suscipiam. Fulgida Porta pro ottomanico imperio transylvanos bellicosiores desiderat moram hostium in confinio transylvanico huiusque excuratam modo egrius fert quando repellendi gravem et insolentem militiam vires suppetent transylvanos nequaquam esse desides a benevolis insinuat⁷. Deus cum bona valetudine concedat.

Datae Adrianopoli an<no> 1686 die Aprilis 16

Ill<ustrita>tis tuæ

ad officia paratis<sim>us sincerus frater

Alexander Maurocordatus

<Adresse> : Ill<ustrissi>mo D<omi>no ac D<omi>no mihi Observa<ndissi>- (f.2)
mo D<omi>no Michael Telekio Supremo Generali Consiliario et
Comiti Regni Transilvanici.

Teleki Mihály gyűjteméni, P 1238, 1686 év. (10 d), original.

¹ Sari-Suleiman Pacha, grand vizir (24 décembre 1685 — 18 septembre 1687).

² Sélim Ghirai I-er, khan tartare de Crimée (1684—1691).

³ Pérékop, ville de Russie méridionale, importante position militaire dotée de fortifications.

⁴ Apafi.

⁵ Mehmed IV.

⁶ Adjoint du grand vizir.

⁷ La précarité de la situation du prince Apafi en Transylvanie inquiétait les milieux dirigeants turcs qui se savaient incapables d'en assurer la défense. D'ailleurs celui-ci avait dû se résigner à accepter le traité de Vienne imposé par les Impériaux le 28 juin 1686, par lequel il se plaçait sous la protection de l'Empereur et admettait l'installation de garnisons autrichiennes à Cluj et à Deva. Il obtenait en échange la reconnaissance de ses droits à la couronne princière de Transylvanie ainsi que pour sa descendance. Voir pour plus de détails I. Lupaş, *Das Ende der türkischen Oberhoheit und der Beginn der habsburgischen Herrschaft in Siebenbürgen* dans le volume *Zur Geschichte der Rumänen*, Sibiu 1943, p. 373—375.

14

Sofia, 1686 juin le 16/26

Alexandre Maurocordato au chancelier Michel Teleki pour exprimer sa sympathie à l'égard de la Transylvanie et au sujet de l'insuccès des démarches auprès de la Sublime Porte. Espère néanmoins que la cour princière lui conservera à l'avenir la même estime et considération que dans le passé. Se montre reconnaissant pour l'intervention en vue du règlement de ses litiges financiers avec les gens de Debrecen et aura encore recours à son autorité dans de prochaines occasions. Joint également ses remerciements pour le présent qui lui a été remis par János Sárosi.

<f.1> Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac <Domi>ne Observ<andissi>me

Ex litteris quidem illustritatis tuae affectionem ipsius erga me, et benevolentiam, ex sermone verò admodum magnifici Domini Ioannis Sarosij Protonotarij Regni Transylvaniae ¹ merita eiusdem erga patriam agnovi; quapropter et mihi tanti viri amicitiam adeptus, et ipsi tot laudes concivium merito summopere contratulor et sanè sicuti hucusque in Fulgidissima Porta indefessè, et candide ad malevorum invidiam praeconio virtutum ipsius depraedica veram, ita, et multo efficacius in posterum detractorum calumnijs egregiam ipsius in Fulgidae Portae fidelitate constantiam, et

<f.1 v°> operam objeiciam cando //ris et sinceritatis ipsius impiger in aula D<omi>ni mei assertor qua in re eo magis serio studebo, quo certius spero officiorum meorum vices ab illustritatis tuae in me propensione abundè fore compensandas fateor enim non parum me dolere, laborasse me pro virili ad gloriam celsissimi Principis, ut deiectis inimicis illius triumpharet, a dico clandestinis infensissimis inimicis, non parva pro ipsius servitio in me concitatis Ibrahimi Passae quondam caim<m>ecami et subinde primi Vesirij ² Patroni et fautoris contrariae factionis accessimi, invidia et odio, at vero postquam praedictus Beldij ³ ultionem a me sumpsit inflictis domuij meae perpetuis per abrepta bona vulneribus, nullum percepisse a Celsissimo

<f.2> Principe ⁴ et Patrono meo //. Pro mea consolatione subsidium, et si illustritatis tuae promisso in spem fuerim erectus et ipse quidem diuturnae in principem et regnum Transylvaniquae devotionis et obstrictionis tenorem im<m>aculatum atque inviolatum conservans, omnibusque, occasionibus celsitudinis ipsius mandatis obtemperans semper pro Transylvaniae servitijs strenuam operam navavi et navabo quousque vixero, perquam candidè spero tamen interpositione officiorum et auctoritatis illustritatis tuae iusto, si videbitur dolori meo remedium, et levamen adijciendum fore, pro quo et pro alijs in me collatis beneficijs arctissimis vinculis in servitia praelaudati Principis, ac D<omi>ni et Patroni // mei devinciar. Ipsius vero favorem et si meritum esse me fateor iuxta animi mei devotionem multo tamen impensius mihi comparandum non desinam. Gratias ago pro opera atque studio amicè adiecto ab illustritate tua in negotio Debrecinensi ⁵ oro ut pro ulteriori etiam satisfactione auctoritatem suam interponere dignetur, atque subinde honore litterarum suarum me cohonestare ne gravetur oro.

<f.2 v°>

Illustritatis tuae ad servitia paratis<sim>us

Alexander Maurocordatus

Datae Sophiae die 16/26 mensis Iunij 1686

<f. 3> Mag<nifi>cus D<omi>nus Joannes Sarosius munus illu<strita>tis tuae mihi tradidit quod grato animo accepi et pro ipsius in me benevolentia gratias ago.

<Adresse :> Ill<ustrissi>mo D<omi>no D<omi>no Michaeli Telekio Supremo Generali Consiliario et Comiti in Regno Transylvaniae D<omi>no mihi Observadissimo

(L.S.)

Teleki Mihály gyűjtemény, P. 1238, 1686 év. (10 d) original, au cachet en cire rouge détaché.

¹ Sárosi revint à la Porte comme émissaire du prince Apafi (cf. V. Biró, *op. cit.*, p. 137) mais ne réussit pas à obtenir l'aide des Ottomans pour défendre la Transylvanie contre les pressions de la Cour de Vienne.

² Kara Ibrahim Pacha, adjoint du grand vizir Kara Moustafa Pacha et ensuite grand-vizir lui-même, ennemi déclaré de Mavrocordato.

³ Pál Béli, noble séditieux mentionné à la lettre n° 3.

⁴ Apafi.

⁵ À ce même sujet (voir lettre n° 9) Teleki avait répondu à Mavrocordato le 28 octobre 1686 en essayant de le rassurer, cf. *Monumenta Comititalia Regni Transylvaniae*, vol. 7, p. 578, doc. CCII d).

15

Du camp de Osijek, 1686, septembre le 13/23

Alexandre Mavrocordato au chancelier Michel Teleki au sujet des émissaires transylvains attendus à la Porte. Jusqu'à leur arrivée sur les lieux, le grand vizir voudrait connaître les noms des personnes avec lesquelles il aura à traiter. Le sultan est décidé à concentrer toutes ses forces armées pour la reconquête de la ville de Bude, tout comme son prédécesseur Mourad IV < en 1638> lorsqu'il s'est agi de reprendre la ville de Bagdad.

Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac D<omi>ne Col<endissi>me

<f.1>

Etsi tam difficillimis temporibus curis occupatissimam esse illustritatem tuam ne quaquam ignorem, cum tamen sciam animi ipsius magnitudinem nunquam negotiis frangi, sed cum magna curet, parva nequaquam negligere, iteratis litteris ipsam amicè compellare litet Legatus¹ Regni ac Celsissimi Principis² D<omi>ni nostri clem<entissi>mi hic expectabatur, qui cum huiusque non accesserit, Sup<re>mus Vesirius³ expeditionem dignorum virorum in litteris suis insinuat, quibus cum conferre vult fortè enim post hac eadem Imperatoria Maiestas magnis apparatusibus movebit. Vires omnes in hostes collectura et non minori anxietate olim Amurates⁴ foelicis memoriae Babylonem⁵, quam modo Budam⁶ recuperatura, exitus erit in manu Dei restantiam debiti cum nondum allata fuerit a Deprezinensibus iterum ad illius benignitatem confugiendum, quam nimirum ante hac efficacem expertus sim rogo meas litteras ad illos transmitendas curet, et quod maius est, suis etiam illis // efficacissime insinuare et intimare dignetur ne diutius differant, sed restantiam illam quam primum transmittant⁷. Gratè à Deo, et christianitati suae satisfaciens, hoc in re open illustritatis tuae apprimè desidero, et spero benignitatem suam haud denegaturam amico, et sincerè benevolo, litteras etiam praemissas à me perlegere ne gravetur atque uno et alio verbo respondere velit, coeterum. Deus optimus omni ipsam prosperitate accumulet et diu valeat.

<f.1 v°>

Datae ex castris ad Pontes Essekiares ¹ 1686 die 13/23 septembris
 Illustritatis tuae ad servitia paratus

Alexander Maurocordatus

<f.2> <Adresse :> Ill<ustrissi>mo D<omi>no D<omi>no Michaelo Telekio Con-
 siliario Comiti et Sup<re>no Generali in Regno Transylvaniae D-
 <omi>no mihi Collendissimo.

(L.S.)

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238 1686 év. (10 d), original au cachet
 en cire rouge détaché.

¹ István Nagy, émissaire transylvain auprès de la Sublime Porte durant l'été et l'au-
 tomne de 1686, cf. V. Bíró, *op. cit.*, p. 137. Le prince Apafi l'avait recommandé à Maurocordato,
 ainsi que son conjoint Mátyás Baló, dans une lettre expédiée de Sibiu le 8 juin 1686, cf. *Mo-
 numenta Comitatus Regni Transylvaniae*, vol. 18, p. 523, doc. CLXXII b).

² Apafi.

³ Sari-Sulciman Pacha.

⁴ Mourad IV, sultan ottoman (10 septembre 1623 — 9 février 1640).

⁵ Désignation « à l'antique » de la ville de Bagdad, reprise aux Perses par les Turcs à
 la suite d'une brillante campagne au cours de l'année 1638. La ville avait été perdue en 1603
 après la défaite infligée aux armées ottomanes par le shah Abbas 1^{er} et annexée à la Perse par
 la paix conclue en 1612. Voir des détails chez Sir Percy Sykes, *A History of Persia* (111rd ed.),
 vol. II, Londres, 1930, p. 178—179 et 210—211.

⁶ La célèbre ville de Bude, ancienne capitale du royaume de Hongrie et résidence d'un
 pacha pendant l'occupation ottomane, fut délivrée par les Impériaux sous le commandement
 du duc Charles de Lorraine le 2 septembre 1686 après un siège commencé depuis le 18 juin.
 Voir des détails chez F. Csillag, *Budavár visszafoglalása 1686-ban* (Reconquête de la ville de
 Bude en 1686) dans « Hadtörténelmi Közlemények », III (1956) n^{os} 3—4, p. 150—157.

⁷ Problème épineux qui préoccupait beaucoup Maurocordato et qui revient inlassable-
 ment dans les lettres adressées au chancelier Teleki.

⁸ Eszék ou Esseg, ville de l'ancien comitat hongrois de Veroc, aujourd'hui Osijek en
 Yougoslavie. Sur les opérations militaires menées par les Impériaux contre les troupes otto-
 manes dans ces contrées, voir également les témoignages de l'Exaporite (Ἐξαπορίται),
 éd. citée, p. 29—30).

16

Petrovaradin, 1686, octobre le 8

*Alexandre Maurocordato au chancelier Michel Teleki concernant diverses questions d'ordre
 diplomatique. Déplore l'influence étrangère qui s'est manifestée à l'égard des citoyens de la ville
 de Debrecen.*

<f.1> Ill<ustrissi>me D<omi>ne ac D<omi>ne Colendis<sime>

Si me illustritas tua importunitatis accusabit, accusabit semet ipsam
 nimiae in amicos benignitatis quae sibi deditis stimulo addit pellitque ad
 hanc confidentium favorum nimium in me continuatorum amplitudo id
 effecit ut a favorum participatione desuescere nequaquam possimus praeser-
 tim ubi necessitatis telum urget apud benignum patronum mortales hae-
 quam nimium audent, atque confidunt. Propensione in cives Debreci-
 nenses ¹ alieno gravor aere etiam secundus labitur annus à foenoris etiam
 solutione premor beneficio tuo ex parte levatus audacter rogo ut in liber-
 tatem penitus asserar res unico ipsius nutu in effectum reducetur meo autem

maximo levamini proderit quero persistat incepto officio instet pro totali satisfactione apud ipsos devinciet me hoc etiam // favore pro quo <f.1 v°> immortales habeo gratias ipsi cui Deus optimus omnia bona concedat cum vitae diuturnitate.

Dat(a)e Varadini ² 1686 die 8/12³ octobris

Illustriatistuae ad servitia paratus

Alexander Maurocordatus

<P.S.> D(omi)nus Residens ⁴ etsi pro expeditione cursorum nimium sollicitaret non potuit tamen facultatem dimittendi elicere ante reditum ad pontes Essekianos ⁵ ne itaque inculpetur cum non sit sui curis qui Portae servit et Portae propter legati tarditatem aliquantisper vigescenti ac despectum sui despectu compensanti quae tamen res adveniente legato nutescet.

<Adresse :> Ill(ustrissi)mo D(omi)no mihi Colendis(simo) D(omi)no <f.2>

Michaeli Telekio Sup(re)mo Generali Comiti et Consiliario Regni Transylvaniae.

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1686 év. (10 d), original.

¹ C'est l'éternelle question de la dette consentie par Mavrocordato aux citoyens de la ville de Debrecen et qui ne sera tranchée qu'en 1699 (voir ci-après).

² Petrovaradin (en hongrois = Petervárad), place forte aux confins du Banat sur la rive droite du Danube, faisant partie aujourd'hui de la localité yougoslave de Novisad. Sur le séjour qu'y fit Mavrocordato, voir également 'Ιστορία (éd. citée), p. 30-31.

³ Chiffre mentionné par erreur, voulant indiquer sans doute la date suivant le nouveau style et qu'il convient de rectifier en 18 au lieu de 12.

⁴ János Sárosi, délégué d'office par le prince Apafi auprès de la Sublime Porte à l'automne et l'hiver de l'année 1686, cf. V. Biró, *op. cit.*, p. 137.

⁵ Osijek (Eszék) localité mentionnée à la note 8 dans la lettre n° 15

17

Belgrade, 1686 novembre le 14

Alexandre Mavrocordato au chancelier Michel Teleki pour le remercier de l'affection et la bienveillance manifestées à son égard; animé de sentiments non moins sincères, s'engage à saisir toute occasion pour les lui témoigner à son tour. Les citoyens de la ville de Debrecen n'ayant pas répondu à son message, l'Exaporite fait appel au chancelier pour régler lui-même cette affaire,

Cel(sissi)me D(omi)ne ac D(omi)ne mihi Col(endissi)me <f.1>

Continuationem candidi erga me amoris ac sinceræ benevolentiae gratissimo animo percepi et pari affectu, et studio omnibus occasionibus compensare, conabor, equum etiam accepi pro quo gratias ago, et si qua in re reservire possim illustritas tua confidentia usa gratam in me promptitudinem experietur, etenim amicitiae reciproco alimento nutriuntur et crescunt.

Factura ab illus(trita)te tua Debresinensibus initionem ¹ ac mearum litterarum traditionem mihi significavit, sed responsum illorum, et quid facturi sint nequaquam addidit; quero, rogoque negotium hoc in se assumat, et qua pollet auctoritate atque industria rerum per agendorum satisfactionem meam efficiat, elevabit me onere quod hoc infortunii

<f.1 v^o> mei tempore, haud leve est ac me in perpetuum de //vinciat D<omi>ne mi dilectis<sim>e si quod negotium in hac regione pro ipsius ratione peragendum esset non ante quiescerem quam veteris ac sinceri mei amici servitium explerem ita ut meam pro iure amicitiae operam abundè laudaret, casus ita tulit, ut benevolentiae et affectus argumento ipso demonstraret, et me obligare possit, itaque sat agat studiumque suum erga me ostendat atque efficiat, ut boni illi cives quam primum debitum suum curent, ac mihi satisfaciant interim ipsi omnem coelitus apprecor prosperitatem.

Datae Belygradini ² die 14 novembris 1686.

Illustritatis tuae
ad officia paratis<sim>us
Alexander Maurocordatus

<f.2> <Adresse>: Ill<ustrissi>mo D<omi>no ac D<omi>no Col<endissi>mo D<omi>no Michaeli Telekio Comiti Consiliario ac Sup<re>mo Generali Regni Transylvaniae Patrono.

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1686 év (10 d), original.

¹ Excédé par les attermoiemens de ses débiteurs de Debrecen quant au réglemeut de la dette contractée, Mavrocordato envisageait même de se rendre en personne dans cette ville.

² La ville de Belgrade (Belgradum, Belygradum, Belygradinum) sur le Danube, actuelle capitale de la Yougoslavie. Sur le séjour de l'Exaporite en cette ancienne ville serbe, voir *Ἐξaporita*, p. 31—32.

18

Belgrade, 1686, décembre le 28 (anc. st.)

Alexandre Mavrocordato au chancelier Michel Teleki pour l'assurer que dès le retour de ses émissaires il aura connaissance des efforts déposés en sa faveur auprès de la Porte et des sentiments amicaux qu'il nourrit à son égard. Lui fait parvenir, en gage de son amitié, un précieux exemplaire de panoplie. Envisage de se rendre en personne à Debrecen.

<f.1> Ill<ustrissi>me D<omi>ne, ac D<omi>ne Obser<vandissi>me

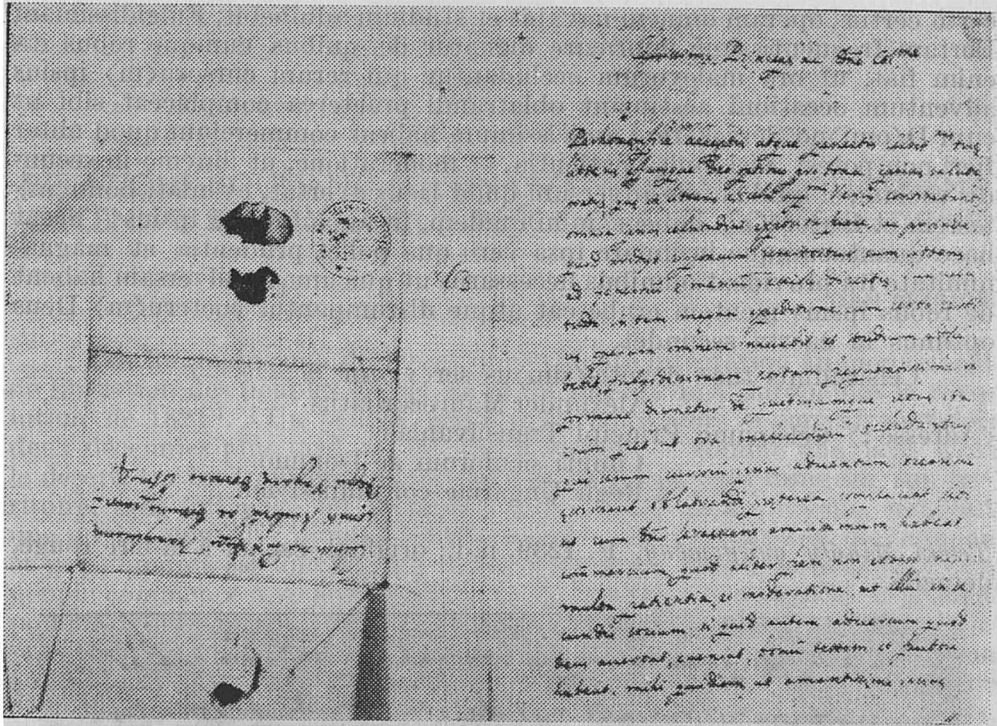
Multis illustritatem tuam onerare volo, si minus quandoque occupatae celsis<sim>i Principis ¹ legato ac Protonotario admodum generoso D<omi>no Ioanni Sarossio ² reduci proclives aures exhibere lubebit quaecumque per suam in Fulgida Porta legationem comperta, cognitaque habuerit et narrabit, et meum erga ipsam impensum studium, et sinceræ cultum amicitiae contestabitur. Gladium illustritati tuae non munus grati animi signum transmitto, acceptet in eo adicti sibi amici observationem et gratitudinem. Debrecinense meum negotium iterum facessi ³ et curae illustritatis tuae commendo atque maneo.

Illustritatis tuae ad officia paratissimus
Alexander Maurocordatus

Belgradi, die 28 Decembris 1686 more veteri

<f.1 v^o> <Adresse :> Ill<ustrissi>mo D<omi>no D<omi>no Michaeli Telekio Supremo Generali Transylvaniae itemque Comiti et Consiliario meritissimo D<omi>no mihi observandissimo.

Teleki Mihály gyűjtemény, P 1238, 1686 év. (10 d), original.



2^a. Lettre d'Alexandre Mavrocordato au prince Michel I-er Apafi de Transylvanie (non datée; environ 1678—1682). (commencement)

¹ Apafi.

² La mission de Sárosi auprès des grands dignitaires ottomans, prolongée jusqu'au début de l'année 1687 est également évoquée dans une lettre que Mavrocordato avait adressée deux jours auparavant (le 26 décembre) au prince Apafi, cf. *Monumenta Comitulia Regni Transylvaniae*, vol. 19 (1686—1688), Budapest, 1896, p. 98—99, doc. XIV. Précisons que ce message de l'Exaporite fut expédié également de Belgrade bien que le lieu indiqué en latin était de « Albae Juliac ». Il s'agit vraisemblablement d'une erreur ayant créé une confusion entre Nándorfehervár (= Belgrade, en hongrois) et Gyulafehérvár (= Alba Iulia de Transylvanie, en hongrois).

³ Voir à ce sujet les précédentes lettres n^{os} 14—18.

19

<non-datée>¹

Alexandre Mavrocordato au prince Michel I^{er} Apafi de Transylvanie se référant à la lettre adressée à Imre Thököly et aux efforts déposés en sa faveur auprès de la Sublime Porte et du grand vizir. Prodigue ses conseils pour entamer des négociations directement avec le Séraskier, sinon rien ne pourra être acquis sans beaucoup de patience et de modération.

Celsissime Princeps ac D<omi>ne Col<endissi>me
Per honorificé acceptis atque perlectis Celsit<udi>nis tuae litteris
effusisque deo optimo pro bona ipsius salute gratiis, quae in litteris excelsi
Sup<re>mi Vesirii² continebantur omnia ipsius celsitudini exposita fuere,
ac proinde, quo prodijt responsum remittitur cum litteris ad generosu<m>
Emericum Tekioli³ directis, sua celsitudo in tam magna expeditione cum

<f.1>

certò certius operam omnem navabit et studium adhibebit, Fulgidissimam Portam frequentissimè informare dignetur de quibus cumque rebus ita enim fiat, ut ora malevorum ocludantur qui rerum cursoru(m) ipsius adventum occasione aestimant oblatrandi praeterea complaceat sibi ut cum D(omi)no Seraskerio ⁴ amicissimum habeat commercium quod aliter fieri non potest, nisi multa patientia, et moderatione, ut illu(m) in secundis socium, si quid autem adversum quod Deus avertat, eveniat, bonu(m) <f.1 v°> testem et fautore(m) habeat, mihi quidem, ut amantissima ipsius // liceat haec quantacumque insinuare ipsa vero qua pollet prudentia et magnanimitate ita provideat omnibus necessariis ut quicumque adversam habent de rebus ipsius mentem erubescat atque disrumpantur coeteru(m) Deus optimus in caerta secundet.

Celsitudinis tuae devotis(sim)us ser(vi)tor

Alexander Maurocordatus

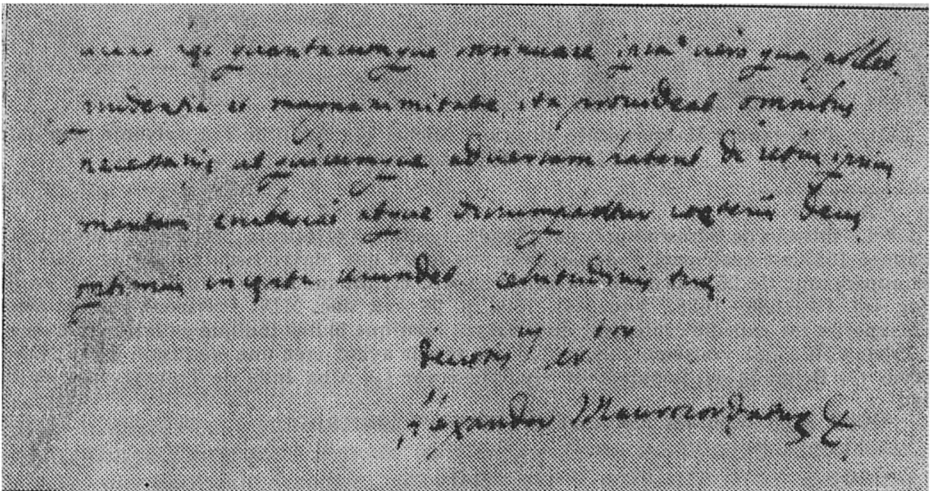
<f.2> <Adresse :> Celsissimo Principi Transilvaniae

Comiti siculorum ac Domino

Regii Ungariae col(endissi)mo

(L.S.)

Teleki Mihály gyűjtemény, P. 1239, n.d., original, cachet à la cire rouge, détaché.



2^b. Lettre d'Alexandre Maurocordato au prince Michel I^{er} Apafi de Transylvanie (non datée; environ 1678–1682) (fin)

¹ Le document ne comportant aucune donnée précise susceptible d'établir sa date d'émission, doit être considéré comme ayant été rédigé entre les années 1678–1682, période durant laquelle Thökoly était soutenu à la Porte dans sa lutte contre les Habsbourg par le prince Apafi. En 1682, le chef de l'insurrection kouroutz avait été reconnu par les Ottomans comme « roi » de la Hongrie centrale.

² Il pourrait s'agir de Kara Moustafa Pacha.

³ Sur Thökoly voir la note 44 de l'Introduction.

⁴ Haut dignitaire ottoman, commandant en chef de troupes impériales. Ce personnage mentionné par l'Exaporite serait, éventuellement, le séraskier Şeitan-Ibrahim Pacha, mis à mort par strangulation à Belgrade par ordre du sultan en même temps que son maître le grand vizir Kara Moustafa Pacha, en décembre 1683, tenus comme responsables de la défaite subie par les Ottomans devant Vienne et en Hongrie (cf. *Ἱστορία*, p. 43).

RELATIONS ROUMANO-POLONAISES PENDANT LA QUATRIÈME DÉCENNIE DU XIX^e SIÈCLE. PRÉCISIONS ET CONTRIBUTIONS

DAN BERINDEI

Les Roumains manifestèrent une évidente intégration au mouvement de libération des peuples du centre et du sud-est de l'Europe dès la révolution de 1821¹. « Un peuple oublié jusqu'à nos jours — écrivait toutefois deux décennies plus tard un ami des Roumains — comme une oasis dans le désert, sur les frontières de l'Europe et de l'Asie, sans force sur son territoire, sans influence sur sa propre mer, vassal de ses voisins, semblait une preuve nouvelle, ajoutée à tant d'autres, que l'oppression de l'homme et par l'homme est une loi de l'espèce humaine ». Mais il continuait : « Ce peuple commence à se lever possédé du besoin de sa nationalité. Il n'obéit point à l'instinct sauvage qui précipite une horde barbare sur une civilisation : il ne fait que suivre le mouvement providentiel de régénération qui soulève d'autres peuples. La Moldo-Valachie est travaillée comme l'Europe, et cette agitation, dont ne discutons ni les causes, ni les effets, est, à nos yeux, le présage infaillible du réveil des nationalités »².

Comme il a été à juste raison relevé, c'est surtout l'étape historique inaugurée dès la fin de la troisième décennie du XIX^e siècle, qui constitua « une étape de développement de l'esprit, de la conscience et de la lutte nationale des Roumains »³. La suppression du monopole ottoman avait pris fin et l'on assistait à l'essor évident de l'économie des Principautés Roumaines, ce qui influait incontestablement sur la lutte de libération des Roumains. Le paradoxe consistait dans le fait que la situation qui s'était créée était dans une certaine mesure le résultat de la défaite de l'Empire ottoman et de la victoire de l'Empire des tsars, mais que la lutte de libération qui devait être poussée en avant ne pouvait pas trouver l'appui d'un gouvernement qui représentait la citadelle de la réaction européenne. Par ailleurs, le gouvernement du tsar refusa de soutenir le projet d'accomplissement concret de l'unification de la Moldavie et de la Valachie, lorsqu'il constata que les Roumains destinaient le trône de l'Etat que l'on envisageait de créer à un prince appartenant à une maison régnante de l'Europe, mais excluaient les candidatures provenant des empires

¹ Voir Dan Berindei, *L'année révolutionnaire 1821 dans les Pays Roumains*, Bucarest, 1973.

² Félix Colson, *De l'état présent et de l'avenir des Principautés de Moldavie et de Valachie*, Paris, 1839, p. I—II.

³ Gh. Platon, *III, 1815—1853*, dans *România în relațiile internaționale* (La Roumanie dans les relations internationales), Iasi, 1980, p. 93.

limitrophes ⁴ ! Cependant, les propositions de Kisseleff, habile et capable gouverneur des Principautés, concernant une annexion de celles-ci ou au moins la préparation de cet acte politique, ne furent pas retenues par le gouvernement de Nicolas I^{er} ⁵. « Si l'on objecte que le but de la politique russe n'était pas l'extension territoriale — écrivait en février 1832 Kisseleff en exprimant ses opinions relatives à la politique de l'Empire des tsars — je répondrai que le cours des événements est plus fort que toute prévision et que la Russie ne s'est pas mise en marche depuis plus d'un siècle des rives du Dnièper, simplement pour s'arrêter sur les rives du Pruth » ⁶. Toutefois, Nicolas I^{er} ne donna pas cours aux suggestions concernant autant une annexion des Principautés, qu'une éventuelle liquidation de l'Empire ottoman. Il préféra renforcer son protectorat à Jassy et à Bucarest et transformer l'Empire ottoman en allié soumis. « Dans l'opinion de l'empereur, écrivait Nesselrode au grand duc Constantin, cette monarchie réduite à n'exister que sous la protection de la Russie et à n'exécuter désormais que ses désirs, convenait mieux à nos intérêts politiques et commerciaux que toute combinaison nouvelle qui nous aurait forcés à trop étendre nos domaines, par des conquêtes, soit à substituer à l'Empire ottoman des Etats qui n'auraient pas tardé à rivaliser avec nous de puissance, de civilisation, d'industrie et de richesse . . . » ⁷.

Le tournant intervenu dans les relations russo-turques prit à l'improviste les puissances occidentales de l'Europe, suscitant en même temps leur protestation. En octobre 1833, le gouvernement français adressa par l'entremise de son représentant diplomatique à Saint-Pétersbourg une note à Nesselrode, par laquelle il commentait le traité d'Unkiar-Skelessi, relevant que celui-ci « assigne aux relations mutuelles de l'Empire ottoman et de la Russie un caractère nouveau, contre lequel les puissances de l'Europe ont le droit de se prononcer » ⁸. L'Angleterre et la France attachaient aussi maintenant une grande attention aux Principautés roumaines. Il s'agissait aussi bien d'intérêts économiques, compte tenu de l'intégration de ces pays au circuit commercial mondial, que d'intérêts politiques. Comme il a été montré récemment, la nomination de R. Colquhoun en 1834, directement par le Foreign-Office — et j'ajouterais son rôle politique actif —, ainsi que la décision prise au cours de la même année par Thiers quant aux attributions politiques assignées au représentant consulaire de la France dans les Principautés, firent ressortir le fait que ces dernières avaient acquis une importance plus marquée dans le jeu des grandes puissances ⁹.

Les nouvelles circonstances avaient favorisé également l'essor du mouvement de libération. La nation moderne roumaine s'affirmait de plus en plus en tant qu'entité européenne. Elle aspirait, certes, à son uni-

⁴ *Ibidem*, p. 99. Gh. Platon souligne, par ailleurs, que le refus s'explique également par l'ensemble de la politique déployée par le gouvernement du tsar à ce moment là (*Ibidem*).

⁵ Ioan C. Filitti, *Correspondența consulilor englezi din Principate, 1828—1836* (La correspondance des consuls anglais dans les Principautés, 1828—1836), dans « *Memorile Secțiunii Istorice ale Academiei Române* », 2^e série, tome XXXVIII, Bucarest, 1916, p. 881 et suiv.

⁶ Zablocki-Desjatovski, *Graf P. D. Kiselev i ego vremya*, IV, p. 65.

⁷ Apud Emile Girardin, *Situation de la Question d'Orient*, Paris, 1854, 3^e édition, p. 13—14; cf. Gh. Platon, *ouvr. cit.*, p. 92.

⁸ D. A. Sturdza et autres, *Actes et documents relatifs à l'histoire de la régénération de la Roumanie*, Bucarest, 1900, vol. I, p. 334.

⁹ Gh. Platon, *ouvr. cit.*, p. 101, 104.

fication étatique, à l'indépendance et à la modernisation¹⁰. Ce n'est pas l'effet du hasard que Colquhoun écrivait en 1835 à lord Ponsonby : « Il semble hors de doute que le peuple entier souhaite un prince étranger qui ne serait ni Russe ni Grec ; et il a hâte de voir les deux provinces unies sous un seul prince »¹¹. A son tour, le consul français Cochelet rapportait qu'à Jassy il avait constaté que l'indépendance était « l'expression du vœu général » et il n'oubliait pas de relever le projet de « réunion des deux principautés »¹². Par ailleurs, une année auparavant déjà le diplomate français Bois-le-Comte exprimait clairement, dans ses rapports, la même constatation. « La création d'un grand duché de Dacie, qui réunirait les deux principautés, m'a paru être ici Monsieur le Comte — écrivait-il — l'expression du vœu le plus général de ce pays »¹³.

Toutefois, soumises à la suzeraineté du sultan et à la protection du tsar, les Principautés étaient loin de bénéficier d'une liberté de manœuvre politique, ce qui faisait que les luttes des forces politiques intérieures soient sujettes non seulement au contrôle mais aussi à l'immixtion des deux empires voisins. Ceux-ci — auxquels s'ajoutait également l'Empire des Habsbourg lequel détenait à son tour la Transylvanie, la Bukovine et le Banat, provinces peuplées en majorité toujours par des Roumains — étaient loin de favoriser les aspirations de la nation roumaine à la libération et à l'affirmation. Il était évident que de nouvelles forces socio-politiques devaient prendre l'initiative d'assurer le succès de la cause roumaine¹⁴. Sociétés légales — surtout à caractère culturel — et sociétés secrètes, ainsi que des tentatives insurrectionnelles¹⁵ préludèrent pendant plus de deux décennies à la révolution de 1848, véritable tournant dans l'histoire de la Roumanie.

Le mouvement intérieur, matérialisé successivement sur le plan culturel, politique et même révolutionnaire, ne pouvait se limiter à des actions isolées du mouvement général européen de libération nationale et sociale et surtout de celui qui impliquait des territoires voisins. Dès le commencement du siècle, des rapports furent établis entre le mouvement de libération serbe et les Roumains¹⁶, en 1821 la révolution roumaine agissa de concert avec la révolution grecque¹⁷ et le mouvement de libération bulgare trouva en Valachie non seulement une terre d'asile, mais aussi un terrain propice à l'organisation de ses actions¹⁸. Les partages successifs de la Pologne avaient, dès la fin du XVIII^e siècle fait en sorte que la présence des Polonais qui s'étaient réfugiés dans les Pays Roumains con-

¹⁰ Voir Dan Berindei, *Unité, modernisation et indépendance dans le processus de constitution de la Roumanie moderne (jusqu'en 1849)*, dans *Nouvelles Etudes d'Histoire*, București, 1975, vol. V, p. 121-140.

¹¹ R. W. Seton-Watson, *Histoire des Roumains de l'époque romaine à l'achèvement de l'unité*, Paris, 1937, p. 237.

¹² *Documents Hurmuzaki*, București, 1913, vol. XVII, p. 532.

¹³ *Ibidem*, p. 394.

¹⁴ Voir aussi L. Boicu, *Geneza « chestiunii române » ca problemă internațională (La genèse de la « question roumaine » en tant que problème international)*, Iași, 1975.

¹⁵ Voir surtout à ce propos Cornelia Bodea, *Lupta românilor pentru unitatea națională, 1834-1849 (La lutte des Roumains pour l'unité nationale, 1834-1849)*, București, 1967.

¹⁶ Voir Dimitrije Đjordjević, *Révolutions nationales des peuples balkaniques, 1804-1914*, Belgrade, 1965.

¹⁷ Voir Dan Berindei, *L'année révolutionnaire 1821...*, passim.

¹⁸ Voir Constantin Veľichi, *La contribution de l'émigration bulgare de Valachie à la renaissance politique et culturelle du peuple bulgare (1762-1850)*, Bucarest, 1970.

tribue au resserrement des relations politiques entre les deux peuples¹⁹. Enfin la révolution de 1830—1831 occasiona le refuge d'un grand nombre de patriotes polonais dans ces mêmes pays²⁰. Il fut tout naturel que des relations politiques soient développées à un moment historique où les deux nations luttaient pour leur libre affirmation historique.

Des rapports ont existé entre les patriotes roumains et le parti démocrate polonais, mais c'est surtout le parti de Czartoryski qui manifesta un intérêt particulier envers les Roumains. Cet article est consacré aux débuts des relations entre les Roumains et le parti monarchiste de l'émigration polonaise. On a parlé de 1832²¹ ou de 1833²² en tant qu'année où Czartoryski commença à s'intéresser aux Roumains et surtout au problème roumain. Il n'existe pas encore des preuves à cet égard, mais il est certain qu'en 1835 cette préoccupation était évidente. « La Valachie, écrivait au printemps 1835 le prince Czartoryski à Bystronowski, est aujourd'hui un point si important, que nous avons un besoin impérieux que quelqu'un sous prétexte de commerce visite ce pays à fond et rédige ensuite un rapport précis »²³. A l'automne de la même année, le jeune Ion Ghica qui se trouvait à Paris depuis l'été²⁴, participa à une partie de chasse, invité par son collègue d'études Faugeroux. A cette occasion il rencontra Armand Carrel, rédacteur en chef du « National », ainsi que Michel Czajkowski, l'un des secrétaires du prince Czartoryski. Leurs échanges de vue marquèrent pour toute une période leurs relations, contribuèrent à ce que les pages du « National » soient ouvertes à la cause roumaine et que Czajkowski devienne l'un des partisans de l'entente polono-roumaine et d'une lutte commune de libération nationale. Ce fut toujours ce dernier qui fut l'intermédiaire entre Czartoryski et les jeunes Roumains se trouvant à Paris et en premier

¹⁹ Veniamin Ciobanu, *Relațiile politice româno-polone între 1699 și 1848* (Les rapports politiques roumano-polonais entre 1699 et 1848), Iasi, 1980, p. 151 et suiv.

²⁰ *Ibidem*, p. 185 et suiv.; voir aussi pour les relations roumano-polonaises à l'époque étudiée: Stanislaw Lukasik, *Rumunia a Polska w XIX w.* (La Roumanie et la Pologne au XIX^e siècle), Cracovie, 1929; Adam Lewak, *La politique polonaise en Orient de 1830 à 1870*, Varsovie, 1933 et Marceli Handelsman, *Le prince Czartoryski et la Roumanie 1834—1850*, dans *La Pologne au VII^e Congrès International des Sciences Historiques*, Varsovie, 1933, vol. II; voir également Alexa Csetri, *Prizonieri și refugiați ai răscoalei polone din 1830—1831 în Transilvania* (Prisonniers et réfugiés de l'insurrection polonaise de 1830—1831 en Transylvanie), dans « *Studia Universitatis Babeș-Bolyai* », Cluj, série Historia, 1966, fasc. 1.

²¹ T. Holban, *Emigrația polonă în anii 1831—1848 și influența ei asupra mișcărilor de independență ale românilor* (L'émigration polonaise des années 1831—1848 et son influence sur les mouvements d'indépendance des Roumains), dans « *Revista istorică* », Bucaresti, XX, (1934), p. 327.

²² Gh. Duzinchievici, *Documente din arhivele polone relative la istoria românilor (secolele XVI—XIX)* (Documents des archives polonaises concernant l'histoire des Roumains — XVI^e — XIX^e siècles), Vălenii-de-Munte, 1935, p. 5. Ultérieurement, Gh. Duzinchievici a renoncé de situer le document sur lequel il appuie son argumentation en 1833, mais il continue de soutenir — ce qui nous semble improbable — que le document a été classé parmi les documents de l'année mentionnée, « parce qu'en cette année la direction du parti monarchiste polonais a inclus dans le plan militaire d'action l'Olténie et la Valachie » (Idem, *Quelques aspects des relations roumano-polonaises au XIX^e siècle. Interprétations. Corrections. Compléments*), dans « *Revue Roumaine d'Histoire* », XII (1973), no. 4, p. 738). Il est évident que les recherches peuvent nous réserver des surprises, mais à cette heure-ci, des preuves en ce qui concerne les relations du parti de Czartoryski avec les Roumains avant 1835 n'existent pas.

²³ Stanislaw Lukasik, *Relațiunile lui Mihail Czajkowski — Sadyk Paşa cu românii* (Les rapports de Michel Czajkowski — Sadyk Pacha avec les Roumains), dans « *Revista Istorică Română* », vol. II (1932), p. 239.

²⁴ D. Păcurariu, *Ion Ghica*, București, 1965, p. 21.

lieu Ghica lui-même²⁵. Celui-ci relaterait quelques décennies plus tard : « Czaika — plus tard Sadyk Pacha — m'avait présenté au prince Czartoryski, qui exerçait une influence marquante sur les hommes politiques de l'Europe et surtout sur les gouvernements de France et de Grande-Bretagne ». Ghica ajoutait encore que Czartoryski « était presque toujours consulté à Paris ou à Londres dans tous les problèmes concernant l'Orient »²⁶.

Le cousin de Ghica, Nicolae Kretzulescu, qui se trouvait également à Paris à l'époque et fut impliqué dans les relations qui s'établirent entre Czartoryski et le groupe de jeunes patriotes roumains se trouvant à Paris, a aussi évoqué ses souvenirs. Mettant en évidence les préoccupations de ces jeunes Roumains il décrit l'atmosphère qui régnait rue St. Hyacinthe où dans les pièces d'une maison s'était établie une véritable colonie de jeunes Roumains, parmi lesquels nous retrouvons non seulement Kretzulescu, mais aussi Ghica et Radu C. et Alexandru C. Golesecu, tous les quatre directement impliqués dans les relations qui s'établirent avec les Polonais exilés. « . . . pendant la journée, évoquait-il ses souvenirs, chacun de nous allait faire ses études, mais vers le soir nous descendions dans le petit jardin de la maison et pendant une heure ou deux, avant de nous retirer chacun dans nos chambres et à nous mettre à étudier, nous parlions de la situation malheureuse du pays, de l'avenir auquel nous aspirions, ainsi que des devoirs qui nous incombaient dès notre retour dans nos foyers. En même temps la politique générale de l'Europe nous préoccupait aussi et nous trouvions quelques moments pour lire les journaux et pour nous tenir au courant des événements »²⁷.

C'est toujours Kretzulescu qui nous signale dans ses mémoires les visites que le comte Zamoyski — « homme très distingué par la variété de ses connaissances et par son caractère » —, neveu du prince Czartoryski, ainsi que Michal Czajkowski — « homme doué d'une rare intelligence et d'un caractère chevaleresque » — rendaient au groupe des jeunes Roumains de la pension de la rue St. Hyacinthe²⁸. Par ailleurs, il ajoute une information importante concernant les relations établies aussi avec Lelewel — qu'il visitera en 1837 à Bruxelles avec Ion Ghica pendant les vacances — et surtout c'est lui qui, confirmant les souvenirs de Ghica, atteste une fois de plus leurs bonnes relations avec le prince Czartoryski qui bénéficiait « de l'estime et de la vénération de tous »²⁹. « Aux réceptions qu'il donnait dans le célèbre hôtel Lambert, devenu sa propriété — écrivait-il — se rencontraient les plus éminents hommes politiques et diplomates ; nous étions invités aussi à ces réceptions et Czartoryski nous recevait avec beaucoup d'affabilité »³⁰. Kretzulescu ajoutait à propos de l'émigration polonaise les considérations suivantes : « La malheureuse situation dans laquelle se trouvait les émigrés polonais à la suite de la défaite de la révolution en dépit de leurs efforts héroïques nous avait attiré nos sympathies

²⁵ Ion Ghica, *Scrisori către V. Alecsandri* (Lettres adressées à Vasile Alecsandri), édition parue par les soins de C. I. Bondescu et de D. Mărăcineanu, Bucarest, s. a., p. 158—160.

²⁶ *Ibidem*, p. 160.

²⁷ Nicolae Kretzulescu, *Amintiri istorice* (Souvenirs historiques), București, 1895, p. 47.

²⁸ *Ibidem*, p. 48—49.

²⁹ *Ibidem*, p. 49.

³⁰ *Ibidem*.

à leur égard »³¹. Il notait encore dans ses souvenirs de vieillesse — ce qui ne correspondait plus à la réalité, les documents de la quatrième décennie du siècle l'infirmant — que : « sans que nous eussions accepté de participer à leurs comités et assemblées, nos relations étaient très amicales »³².

Certes, cette tardive assertion de Kretzulescu ne reflétait pas la réalité. Loin de se limiter à des relations amicales, les rapports entre Roumains et Polonais établies alors eurent un net caractère politique. Les jeunes Roumains se trouvant à Paris déployaient une telle activité dans laquelle s'encadraient également les relations avec un personnage de la taille et de l'importance du prince Czartoryski. Par ailleurs, c'est Kretzulescu lui-même qui note dans ses souvenirs l'information suivante qui démontre la non-passivité politique de ces jeunes Roumains : « Nos Principautés étant alors moins connues que les pays les plus lointains, nous cherchions tous à entretenir sur elles le plus souvent possible la presse française et attirer l'attention des hommes politiques sur les dangers qui les menaçaient »³³. Ghica a écrit et publié, en 1835, à Paris une brochure intitulée *Coup d'œil sur l'état actuel de la Valachie et la conduite de la Russie relativement à cette province*, qui témoignait de sa maturité intellectuelle, mais aussi d'une nette prise de position politique. Par ailleurs, c'est toujours Ion Ghica qui commença dès 1835 à publier des correspondances « de Bucarest » dans « Le National », en utilisant pour leur rédaction des textes qu'il recevait de Bucarest, envoyés par son oncle Ioan Câmpineanu³⁴. Et c'est toujours en 1835 qu'il rencontra toujours à Paris, le général Coletti et qu'il eut avec celui-ci une conversation à caractère « national » et « politique »³⁵. Pour conclure, *il est certain que dès 1835 ou plus précisément dès la deuxième moitié de cette année-là, Czartoryski a pris connaissance des réalités roumaines ayant des conversations avec les jeunes Roumains qui, malgré leur jeunesse, surent défendre vigoureusement les intérêts de leur nation*. C'est pourquoi l'assertion faite en 1933 par Marcell Handelsman est évidemment exacte. « Depuis 1835, et certainement depuis 1836 — avait écrit l'historien polonais — l'entourage du P-ce Czartoryski commence à jeter des regards plus attentifs sur les Principautés »³⁶. Ghica et Kretzulescu ont été dès lors les intermédiaires de leur proche parent, le colonel Câmpineanu, bien que c'est en 1837 que les relations politiques aient acquis un contenu effectif, le principal mérite revenant à ce moment là à Radu C. Golescu, personnage qui jouera plus tard un rôle assez effacé.

Il y a près de cinquante ans, T. Holban a soutenu, sans nous fournir toutefois des précisions, concernant le parti de Czartoryski, que, en « commençant avec l'année 1836, différents agents de l'émigration polonaise ont passé les frontières des Principautés roumaines »³⁷. C'est toujours lui qui nous a fourni pour la même année 1836 la précieuse information concernant la publication dans la presse polonaise éditée en France de correspondances et articles sur les Principautés. Il a cité entre autres les corres-

³¹ *Ibidem*.

³² *Ibidem*, p. 50.

³³ *Ibidem*, p. 47.

³⁴ Ion Ghica, *ouvr. cit.*, p. 159—160.

³⁵ Idem, *Opere* (Œuvres), București, 1956, vol. I, p. 184—193.

³⁶ Marcell Handelsman, *ouvr. cit.*, p. 204.

³⁷ T. Holban, *ouvr. cit.*, p. 329.

pondances expédiées de Jassy et de Botoșani publiées par « Kronika emigracji polskiej » et reproduit un passage du tome VI du « Le Polonais »³⁸. D'ailleurs une année auparavant l'historien Adam Lewak avait signalé la parution au cours du mois de mars 1836, d'un article sur la Moldavie et la Valachie signé par « Un Valaque »³⁹ d'où T. Holban a extrait le passage mentionné. Lewak allait revenir au problème, deux années plus tard, dans une autre de ses études, en commentant l'activité de la publication périodique « Le Polonais » dont les rédacteurs s'intéressaient particulièrement au problème oriental, et qui comptait parmi ses collaborateurs Mickiewicz et Mochnacki. Cette fois-ci, Lewak considérait l'article signalé deux années auparavant — *De la Valachie et de la Moldavie par un Valaque* — comme « probablement le premier article de propagande roumaine »⁴⁰. Si jusqu'à ce jour nous ne possédons pas d'informations concernant le passage des agents du prince Czartoryski par les Principautés en 1836, nous pouvons analyser le contenu de l'article du « Le Polonais » et surtout celui du commentaire extrêmement intéressant qui accompagne cet article⁴¹.

Le premier numéro de la revue « Le Polonais » parut en juillet 1833. La revue portait alors le sous-titre : « journal des intérêts de la Pologne » et paraissait sous les auspices de deux dizaines de pairs et de députés français. Parmi eux notons le maréchal de Grouchy, le comte de Montalembert, le duc de Plaisance, le duc de Valny (le général Kellermann, fils du maréchal de Napoléon), le comte Raymond de Bérenger, le général Bertrand (le fidèle compagnon d'exil de Napoléon), le général Lafayette, Odilon Barrot, Arago etc. Le deuxième tome parut en 1834, parmi ses collaborateurs figurant également le général Bem. Dès le tome IV — édité en 1835 — le sous-titre a été changé d'une manière significative en « journal des intérêts de l'Europe », modification qui reflétait, certes, une accentuation des efforts du parti de Czartoryski de réaliser une large coalition des forces opposées au tsar et assurer de la sorte la renaissance de la Pologne.

L'article *De la Valachie et de la Moldavie* suit, certes, cette nouvelle direction d'action. Suivant une note du rédacteur, l'article avait été communiqué « par notre correspondant de Bucharest ». Il est fort probable que ce correspondant ait été le même personnage auquel s'adressa, quelques mois plus tard, en août 1836, l'un des dirigeants de l'émigration polonaise appartenant toujours au parti Czartoryski⁴². Celui-ci dirigeait une « maison de commerce », où le dirigeant polonais proposait que soit reçu « un Polonais », qui passe pour un « employé commercial », « et qui le fut en réalité, mais qui constitue à la fois un centre de communication entre la Pologne, Constantinople et Paris »⁴³. Il est évident que le patron de cette maison

³⁸ *Ibidem*.

³⁹ Adam Lewak, *Działalność Polska na Wschodzie. 1830—1870*, tiré à part de « Polityka narodów », Varsovie, 1933, p. 15.

⁴⁰ *Ibidem Dzieje emigracji polskiej w Turcji (1831—1878)*, Varsovie, 1935, p. 25.

⁴¹ Nous avons eu l'occasion de consulter la collection de la publication à la Bibliothèque Nationale de Paris ; dans l'annexe de la présente étude nous reproduisons le texte de la correspondance, ainsi que le commentaire.

⁴² P. P. Panaitescu, *Planurile lui Ioan Cămpineanu pentru unitatea națională a românilor. Legăturile lui cu emigrația polonă* (Les projets de Ioan Cămpineanu concernant l'unité nationale des Roumains. Ses rapports avec l'émigration polonaise), dans « Anuarul Institutului de Istorie Națională », Cluj, III (1924—1925), p. 86.

⁴³ *Ibidem*.

de commerce était un « ami » des Polonais et non pas un « Polonais ». Il ne s'agissait non pas également d'un Roumain. Nous avançons l'hypothèse suivant laquelle le patron aurait été l'Anglais George Bell, lequel — aidé par son agent Anderson — tenta à développer une ample activité commerciale en Valachie et en Moldavie pendant ces années mêmes⁴⁴. Son initiative échoua finalement du fait de l'opposition des représentants de la puissance protectrice. Le 13 mars 1835 l'agent prussien Sakellario rapportait à propos de la compagnie Bell ce qui suit : « Il existe à Bucarest depuis quelque temps une compagnie anglaise qui paraît dominée par l'esprit de vouloir contrebalancer le commerce autrichien dans les Principautés ». Il ajoutait que le succès lui paraissait « douteux », car pour réussir, la compagnie aurait dû « déployer des moyens extraordinaires »⁴⁵.

George Bell sera cependant présent pendant plusieurs années à Bucarest, à Jassy et à Brăila⁴⁶ et il réussira à établir des rapports avec des personnalités roumaines. Il était parvenu à un certain degré d'intimité avec le prince Alexandre Ghica aussi, avec lequel il eut plusieurs entrevues, pendant lesquelles la conversation porta sur des problèmes économiques et politiques. En octobre 1835, le prince le chargea même de porter une lettre à Palmerston⁴⁷. Il avait également des rapports avec Câmpineanu⁴⁸. Nous avons l'impression que c'est toujours Bell qui fut l'auteur de l'article publié par « Le Polonais », vu le caractère prédominant économique de ce document et les rapports assez divers entretenus par Bell. Il est vrai que l'article est signé « un Valaque », mais le contenu révèle que son auteur était bien plus probablement un étranger *établi en Valachie*.

Signalant le fait que « même des hommes les plus éclairés de l'Europe » semblaient parfois « ignorer » si les Principautés « se trouvent en Asie ou en Europe », ainsi que leur « grande importance dans les affaires d'Orient », le correspondant annonçait dès le début de son article que son attention portera « sur la question commerciale » et que ses lignes « s'adresseront donc plus particulièrement aux commerçants et aux industriels de l'Europe ». Le correspondant présentait la nouvelle situation de la Moldavie et de la Valachie de manière positive : princes « élus au sein de la nation », une « administration . . . soumise à un règlement organique », « une chambre représentative » (sans qu'il fasse mention des limites du système électoral), « un cordon sanitaire » défendu par « des postes militaires », « une navigation nationale et libre » (le correspondant signalait toutefois « les difficultés qui viennent de s'élever au sujet de la navigation du Danube », ce qui nous révèle une fois de plus peut-être un Anglais !). En continuant, le correspondant précisait que « le manque de sécurité . . . a disparu complètement » et il décrivait les richesses naturelles des deux pays : « fertilité prodigieuse », « forêts immenses », « métaux précieux ». Ce qui manquait

⁴⁴ Ioan C. Filitti, *ouvr. cit.*, p. 900; Idem, *Domniile române sub Regulamentul Organic, 1834—1848* (Les règnes des princes roumains sous le Règlement organique, 1834—1848), București, 1915, p. 75, 212, 542. Voir aussi E. D. Tappe, *Bell and Anderson, a Scottish partnership in Wallachia*, « *Balkan Studies* », XII, 1971, 2, p. 479—484.

⁴⁵ *Documents Hurmuzaki*, București, 1897, vol. X, p. 470.

⁴⁶ Ioan C. Filitti, *Correspondența consulilor englezi . . .*, p. 900.

⁴⁷ *Ibidem*, et Radu Florescu, *The struggle against Russia in the Roumanian Principalities, 1821—1854*, in « *Acta historica* », Munich, 1962, p. 165.

⁴⁸ P. P. Panaitescu, *ouvr. cit.*, p. 101—102.

aux Principautés, suivant le correspondant, c'étaient « les bras et l'argent ». Partant de là il demandait aux « nombreux capitalistes de l'Europe » de jeter leurs yeux vers les deux pays et proposait aux « habitants actifs et laborieux de l'Angleterre (l'appel adressé aux Anglais constitue une nouvelle preuve à l'appui de l'hypothèse que l'auteur de la correspondance serait l'Anglais Bell !) et du duché de Baden et du royaume de Wurtemberg » de préférer les Principautés au Nouveau-Monde. En relevant qu'il « y a tant à faire dans ces pays », le correspondant n'oubliait pas de signaler que les habitants mêmes des Principautés, mûs par un « enthousiasme patriotique », voulaient hâter « la marche de leur civilisation » et qu'ils étaient favorables aux étrangers qui viendraient « s'établir chez eux ».

Le commentaire que la rédaction de la revue « Le Polonais » a considéré nécessaire d'ajouter à la correspondance de l'« habitant de Valachie » (il est significatif que cette fois-ci on évite de confirmer que la correspondance était due à un « Valaque » — comme elle était signée — ou à un « Roumain ») est encore plus intéressante. Il témoigne d'une connaissance approfondie du problème roumain ou plus probablement le recours à la collaboration d'un Roumain. Dans ce commentaire on considère que le langage du correspondant était « encore tremblant et découragé », quoique « pour la première fois » le silence ait été rompu. On montrait les limites des réformes introduites sous le patronage du tsar tant dans le domaine économique que politique — des députés « sans aucune indépendance réelle », des princes « machines inertes » etc. — et l'on critiquait le Règlement organique ainsi que le régime institué dans les deux principautés. Il mérite de souligner encore que le commentateur lançait un appel à l'unité étatique des Roumains, après quoi il évoquait chaleureusement certaines données de l'histoire des Roumains en s'appuyant sur des sources historiques. L'origine romaine était invoquée, ainsi que les « guerres continuelles et sanglantes » auxquelles les Roumains avaient été contraints au fil des siècles pour combattre « différentes races de barbares ». Le commentateur signalait également que bien des fois les Roumains avaient été cachés dans les sources historiques sous le nom d'autres peuples (Pacinautes ou Coumans). On attirait, en outre, l'attention sur le fait que les qualités militaires contemporaines des Roumains avaient été confirmées depuis peu, selon le commentaire, par « la bravoure des volontaires » qui avaient combattu sous les ordres du général russe Geismar en 1828—1829. L'auteur du commentaire proposait la réalisation d'un Etat roumain groupant non seulement la Moldavie et la Valachie, mais encore les provinces roumaines soumises à la domination de l'Autriche. Il suggérait aux Roumains de s'appuyer sur la Pologne et la Hongrie, qui, selon lui, devaient recouvrer prochainement leur indépendance et exprimait aussi l'opinion que la Prusse et l'Autriche allaient accepter et même soutenir la solution proposée. Le commentateur lançait même la proposition — destinée à faciliter l'union des provinces roumaines de l'Empire des Habsbourg au nouvel Etat roumain — qu'un archiduc autrichien soit désigné en tant que prince de l'Etat roumain. En conclusion du commentaire on adressait aux nations de l'Europe un appel à prêter « aide et secours » aux Principautés.

Le commentaire est particulièrement intéressant et il est évident cette fois-ci que son auteur était un Roumain ou au moins qu'il avait consulté des Roumains, c'est-à-dire particulièrement les jeunes Roumains se

trouvant à Paris. Nous allons retrouver certaines idées de ce commentaire dans les documents illustrant les rapports roumano-polonais de 1837 et 1838. A relever également que la correspondance et surtout le commentaire révèlent que le problème roumain avait commencé à gagner en consistance dans les plans de libération forgés par le prince Czartoryski.

C'est l'année suivante, soit en 1837, que les rapports roumano-polonais connurent un nouveau moment important. Le parti monarchiste de l'émigration polonaise formula alors un plan lequel fut proposé aux jeunes Roumains de Paris. Zamoyski et Czajkowski furent les partenaires polonais des discussions, la partie roumaine étant représentée par Nicolae Kretzulescu, Ion Ghica et les frères Radu et Alexandru C. Golescu. Le plan proposé initialement par les Polonais attribuait aux Roumains un rôle assez passif. La Valachie et surtout l'Olténie devaient servir de base d'approvisionnement et offrir la possibilité d'organiser des dépôts d'armes. Les Roumains eux-mêmes n'étaient pas compris dans les plans d'action militaire, ce qui n'offrait pas des perspectives d'avenir à la nation roumaine. Il est même étrange que le plan initial du parti de Czartoryski ignore les desiderata des Roumains, vu surtout que les objectifs nationaux des ceux-ci avaient été exposés si clairement dans le commentaire de la revue « Le Polonais » dès le mois de mars 1836 ! C'est peut-être un argument de plus en faveur de la paternité roumaine ou au moins de l'inspiration roumaine du commentaire.

Cependant, il était certain que le seul interlocuteur valable pour Czartoryski étaient les jeunes Roumains — et bientôt Ioan Câmpineanu dont ceux-ci se considéraient les porte-parole — et non pas un personnage de la taille d'Alexandru Ghica, prince régnant de Valachie, en dépit des avances faites par celui-ci au prince polonais, probablement vers la fin de l'année 1836 ou du début de 1837. De toute manière, dans un manuscrit des Archives Czartoryski figure une réponse à une lettre, réponse adressée au prince de Valachie par Czartoryski lui-même en janvier 1837⁴⁹. La lettre est polie. Czartoryski parle de la « vive émotion » qu'il a ressentie en lisant la lettre de Ghica et exprime sa « gratitude cordiale » « pour tout » ce qui était « flatteur » à son adresse dans la lettre reçue, mais en même temps la réponse restait vague. Le prince polonais promettait son appui « en tout ce qui concerne les intérêts des Principautés », mais il ajoutait (ce qui pouvait être considéré aussi comme une critique adressée au prince de Valachie) qu'il restait toutefois « à poser le fondement à cet état de choses qui assure l'avenir de la nationalité roumaine ». Il ressort de la lettre que le prince Ghica lui avait demandé son appui auprès des gouvernements occidentaux. Czartoryski se montrait disposé à soutenir les efforts de l'émissaire du prince de Valachie, mais le ton de la lettre révèle toutefois clairement son manque d'enthousiasme. Par ailleurs, dans le commentaire de mars 1836 publié par « Le Polonais », le Prince Ghica, ainsi que son collègue de Moldavie avaient été traités, nous nous rappelons, de « machines inertes ... ».

Les véritables interlocuteurs de l'Hôtel Lambert restaient donc, en dépit de leur âge, les membres du groupe de jeunes Roumains que nous

⁴⁹ Archives Czartoryski de Cracovie, Manuscrit IV 5408, f. 187—189. On doit préciser que l'année 1837 a été complétée à l'époque au crayon.

avons mentionnés. D'ailleurs, c'est toujours en 1837 qu'un document des services de renseignement autrichiens signalait les rapports existant entre ce groupe et deux Polonais réfugiés à cette date là dans les Principautés, soit Berlier et Goczowski⁵⁰. De toute façon, après avoir reçu le projet polonais, les jeunes Roumains — et leur porte-parole fut Radu C. Golescu — rédigèrent leur réponse (il s'agit du document publié en 1935 par Gh. Duzinchievici)⁵¹. Non daté, on supposa que ce document ait été écrit en 1833 ou en 1847⁵²; aujourd'hui, tous les historiens sont d'accord qu'en réalité il représente la réponse roumaine au projet polonais de 1837⁵³.

Ce mémoire adressé évidemment à Czartoryski dévoilait les négociations qui avaient eu lieu entre le groupe des jeunes Roumains d'un côté, et Czajkowski et Zamoycki de l'autre. « . . . si les Valaques prenaient une part, écrivait le jeune patriote roumain, il faudrait qu'elle fut sérieuse, active, intéressée »⁵⁴. Partant de cette thèse fondamentale, il proposait « que les Valaques fussent armés et prêts à résister » — donc qu'ils ne soient plus considérés un élément passif — tant à l'Empire des tsars qu'à celui des Habsbourg⁵⁵. Mais ce qui était de la plus haute importance c'est que l'idée de l'unification étatique des Roumains exprimée dans le commentaire de la revue « Le Polonais » était reprise maintenant plus fermement et de manière circonstanciée. L'auteur du document proposait que soit réalisée l'unification de tous les territoires habités par les Roumains, provinces « qui toutes ont même langue, même religion, mêmes mœurs, qui jadis ne faisaient qu'un et qu'on pourra électriser et conduire contre l'ennemi en leur rappelant leur commun passé et en leur faisant espérer un même avenir, une même grande patrie ». Il s'agissait donc « d'unir et de confondre cinq provinces . . . de constituer l'ancienne et vieille Dacie »⁵⁶. Au nom de ses compatriotes, l'auteur du document soulignait que les Roumains seraient prêts à agir seulement après l'unification, ce qui demandait du « temps »⁵⁷. Czartoryski était prié d'obtenir, par l'entremise de l'Angleterre, l'accord de l'Empire ottoman à la proclamation de l'indépendance roumaine et en même temps des armes⁵⁸. Le jeune auteur du mémoire désignait ensuite Monsieur K. — évidemment Câmpineanu — en tant que légitime dirigeant de l'action roumaine préconisée, à celui-ci revenant d'établir les liaisons nécessaires avec ses « confrères » — les dirigeants des autres provinces roumaines⁵⁹. Le lien que l'on peut établir entre le mémoire de 1837 et le commentaire du mois de mars 1836 publié dans « Le Polonais » est frappant. Bien sûr on y trouve aussi des différences, mais les traits communs,

⁵⁰ Constantin Vlăduț, *Ion Câmpineanu*, Bucuresti, 1973, p. 159—160.

⁵¹ Gh. Duzinchievici, *Documente din arhivele polone . . .*, p. 39—45.

⁵² *Ibidem*, p. 5; St. Lukasik, *Rumunja a Polska w XIX wieku* (La Roumanie et la Pologne au XIX^e siècle), Cracovie, 1929, p. 28—29.

⁵³ Cornelia Bodea a été la première, en 1967, qui rectifia cette datation et qui proposa à juste raison l'année 1837 (Corn. Bodea, *ouvr. cit.*, p. 13—15). Gh. Duzinchievici se prononça également en 1973 pour l'année 1837 (Gh. Duzinchievici, *Quelques aspects . . .*, p. 738—739), ainsi que récemment Veniamin Ciobanu (Ven. Ciobanu, *ouvr. cit.*, p. 191—192).

⁵⁴ Gh. Duzinchievici, *Documente din arhivele polone . . .*, p. 40.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 41.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 41—42.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 42—43.

⁵⁹ *Ibidem*, p. 43—45.

surtout ceux concernant le problème de l'unité étatique roumaine, méritent d'être relevés.

Une lettre de Czartoryski confirma en octobre 1837 la réception du mémoire et le plein accord du prince polonais aux idées qui y étaient exprimées, ainsi que son assentiment quant à la visite en Occident du colonel Câmpineanu, visite que le jeune Golescu avait proposée dans son mémoire.⁶⁰ L'année 1838 sera marquée, pour ce qui est des rapports roumano-polonais, par la visite de l'émissaire Woronicz dans les Principautés et par la cristallisation des conceptions de Câmpineanu au sujet de l'unité, de l'indépendance et de l'organisation de l'État roumain préconisé. On retrouvera dans les pièces rédigées par Câmpineanu⁶¹ — fondamentales dans le processus de développement du mouvement roumain de libération — bien d'éléments s'inspirant des documents antérieures et en premier lieu du mémoire de Radu C. Golescu de 1837 — rédigé probablement en consensus avec les autres membres du groupe des jeunes Roumains se trouvant alors à Paris, ce qui expliquerait aussi l'attribution du document à <Ion> Ghica par celui qui le classa dans les Archives Czartoryski⁶² — mais aussi des éléments du commentaire publié en mars 1836 dans « Le Polonais ». En l'occurrence, il nous faut retenir que *l'Acte d'union et indépendance* du colonel Câmpineanu⁶³ a une « préhistoire » et que les idées qu'il renferme peuvent être retrouvées dans le développement des relations roumano-polonaises antérieures et, ce qui est important, dans certains documents rédigés ou au moins inspirés par des Roumains impliqués dans ces rapports.

ANNEXE*

*De la Valachie et de la Moldavie*¹

Les principautés de la Valachie et de la Moldavie, si peu connues, même des hommes les plus éclairés de l'Europe, sont confondues tantôt avec la Serbie et la Bulgarie, tantôt avec l'Albanie et la Grèce ; on va même jusqu'à ignorer si elles se trouvent en Asie ou en Europe. Ces principautés ont été cependant, à plusieurs reprises, dans les siècles modernes, le sujet de graves discussions pour les diplomates des différents États européens. Aujourd'hui même encore, leur situation géographique leur donne une grande importance dans les affaires de l'Orient. Mais s'il est incontestable que sous le rapport politique elles sont d'un certain poids dans la balance

⁶⁰ *Ibidem*, p. 44—45.

⁶¹ Voir P. P. Panaitescu, *ouvr. cit.*, p. 87 et suiv. et Cornelia Bodea, *ouvr. cit.*, p. 216 et suiv.

⁶² Gh. Duzinchievici, *ouvr. cit.*, p. 6—7 et 39.

⁶³ C'est en 1880 que Ion Ghica consacra son discours de réception à l'Académie Roumaine à son oncle Câmpineanu. Il le caractérisait alors comme suit : « Il est celui qui a inauguré à nouveau en Roumanie la lutte dans le domaine politique et qui par la défense qu'il a soutenue contre ceux qui voulaient aliéner l'autonomie, a laissé une belle page dans l'histoire politique du pays... Par son dévouement et par ses sacrifices qu'il a rendus à la patrie, il a obtenu des droits imprescriptibles à la reconnaissance de tous les Roumains » (Ion Ghica, *Scrisori către V. Alecsandri...*, p. 612).

* « Le Polonais », VI (1836), p. 174—181. Les notes appartiennent au correspondant ou au commentateur du « Polonais ».

¹ Cet article nous a été communiqué par notre correspondant de Bucharest ; nous le faisons suivre des réflexions qu'il nous a suggérées (Note du R.)

de l'Europe, il n'est pas moins incontestable que, sous le rapport commercial, ce pays est digne de fixer sérieusement l'attention. Je laisse la question politique aux hommes de cabinet, comme étant en position de s'en occuper plus efficacement ; c'est sur la question commerciale que je vais dire quelques mots. Ces lignes s'adresseront donc plus particulièrement aux commerçans et aux industriels de l'Europe.

Le traité d'Andrinople, ainsi qu'on le sait, a rendu aux deux principautés en question un grand nombre de droits que les princes Fanariotes leur avaient arrachés. Un gouvernement régulier a remplacé le chaos confus et informe de l'administration de ces despotes esclaves, dont la volonté tenait lieu de lois, dont la puissance ne se manifestait que par la cupidité et ne se maintenait que par l'intrigue.

Des princes élus au sein de la nation tiennent aujourd'hui les rênes du gouvernement à la place de ces étrangers vagabonds, auxquels ces deux malheureux pays semblaient être affermés comme de viles propriétés. L'administration des princes actuels est soumise à un règlement organique ¹, et une chambre représentative sert d'appui en même temps, et de contre-poids à leur pouvoir. Un cordon sanitaire est établi déjà, depuis quatre ans, sur toute la frontière de ces contrées, du côté de la Turquie ; des postes militaires contraignent l'étranger indocile, venant d'au-delà du Danube, à respecter la sévérité des règlements, et préservent ainsi le pays du fléau funeste par lequel il était naguère très souvent ravagé. Une navigation nationale et libre, dans les parages des deux puissances contractantes, avait été également reconnue, dans leurs dernières stipulations, pour les deux principautés ; mais malheureusement les termes de cette reconnaissance seraient quelque peu embrouillés, d'après les difficultés qui viennent de s'élever au sujet de la navigation du Danube. Cependant, il est assez prouvé, par ce que nous venons de dire de l'organisation intérieure de ce pays, que le manque de sécurité pour le commerce et l'industrie, qui était jusqu'à présent un des graves inconvéniens de l'administration arbitraire et toujours provisoire des Fanariotes, a disparu complètement. La Valachie et la Moldavie renferment un ensemble d'avantages naturels que beaucoup d'autres pays ne possèdent qu'en partie ; leur sol, d'une fertilité prodigieuse, est traversé en tous sens par un grand nombre de rivières et de fleuves navigables ou faciles à rendre tels. Ces provinces ont pour frontière méridionale, dans une étendue de plus de cent cinquante lieues, le plus grand fleuve de l'Europe. Leurs forêts immenses fournissent des matériaux propres à tout genre de construction, et on pourrait puiser dans leurs montagnes élevées et pittoresques tous les éléments nécessaires au développement des arts et de l'industrie ; je ne parle pas des métaux précieux, car, à mon avis, ils ne sont pas toujours de véritables richesses, surtout pour un pays naissant. Cependant ce pays, si libéralement doté par la nature, manque de deux choses indispensables pour sa prospérité, ce sont les bras et l'argent. Pourquoi donc les nombreux capitalistes de l'Europe, qui sans aucun profit entassent leurs fonds dans leurs caisses, ne jettent-ils pas les yeux sur ce nouveau débouché ? Et les habitans actifs et laborieux de l'Angleterre, du duché de Baden et du royaume de Wurtemberg, pourquoi préféreraient-ils les contrées lointaines de l'Amérique et

¹ Voir la *Revue de législation et d'économie politique étrangère*.

les déserts de la Nouvelle-Hollande au sol fertile et vierge de la Valachie, tout prêt à leur ouvrir son sein ? Ce pays leur offre les mêmes avantages que le Nouveau-Monde, et à des conditions moins rigoureuses. D'abord, pour y arriver, ils n'auraient pas à essayer toutes les peines et les fatigues d'une longue traversée ; ensuite ils se trouveraient infiniment plus près de leur patrie, et ils n'auraient à subir ni l'influence d'un nouveau climat, ni les travaux nécessaires pour la reconnaissance d'un sol étranger et l'essai d'une culture nouvelle.

Les deux principautés, je le répète encore, sont des pays, de même que l'Amérique, remplis de matériaux bruts, qui n'attendent que la main de l'art et de l'industrie. Il y a tant à faire dans ces pays : des chemins à tracer, des canaux à ouvrir, des terres en friche depuis des siècles à cultiver, des vaisseaux à construire, des fabriques et des manufactures à élever, un commerce naissant à vivifier et à étendre ; tous ces avantages, et bien d'autres auxquels une première impulsion donnerait sans doute naissance, ne sont-ils pas suffisants pour fixer pour un instant l'attention du spéculateur et de l'industriel de l'Europe ?

Les habitans de ce pays, réveillés tout récemment de l'état de léthargie dans lequel ils étaient plongés depuis un grand nombre d'années, cherchent avec avidité toute sorte de moyens pour réparer le temps perdu, et sortir de ce malheureux état, en précipitant la marche de leur civilisation. Leur enthousiasme patriotique est tel, qu'on les voit aujourd'hui, dans un mouvement universel et convulsif, tenter de modifier, de perfectionner tout ce qui se présente à leurs yeux sous des formes anciennes, et s'impatienter de ce qu'ils ne peuvent pas posséder promptement et à la fois tous les éléments dont ils ont besoin pour élever leur édifice social. Aussi ne sauraient-ils trop se montrer favorables aux intérêts de l'étranger qui viendrait s'établir chez eux avec des moyens capables de leur faire entrevoir, dans la prospérité de ses entreprises, le propre avantage du pays.

UN VALAQUE

[Commentaire]

Pour la première fois, un habitant de la Valachie, électrisé enfin par les événements qui l'entourent, se décide à rompre le silence auquel un sentiment de crainte a condamné tous ses compatriotes ; il se hasarde à écrire quelques lignes sur ce pays. Mais son langage est encore tremblant et découragé. La première chose qu'il s'empresse de dire, c'est qu'il n'entend point s'occuper de politique. Son sujet, dit-il, est le commerce si jamais le commerce d'un pays peut exister en dehors de toute politique. Ensuite, en cherchant à nous donner une idée des réformes que la Russie a introduites dans son pays, comment ne s'aperçoit-il pas que ces réformes, ouvrages d'un maître trop puissant, loin d'encourager les capitalistes, ne sont propres qu'à augmenter leur juste méfiance. La Russie, il est vrai, a reconnu le commerce national de la Valachie ; mais en empêchant aujourd'hui l'entrée des vaisseaux marchands dans le Danube, ne prouve-t-elle pas que, par cette liberté de commerce rendue aux deux principautés, elle n'a voulu que s'emparer d'un monopole dont jusqu'à présent la Turquie profitait sous d'autres formes, et bien que ce monopole doive avoir pour résultat de maintenir l'état de ruine

du pays. En un mot, que signifient ces chambres représentatives composées d'hommes sans aucune indépendance réelle ? Que veulent dire ces princes électifs, machines inertes mises en mouvement par la volonté d'un consul russe, et qui, au lieu de s'entendre entre eux pour la prospérité de leurs Etats, ont l'ineptie de faire tout ce qui dépend de leur faible pouvoir pour se nuire mutuellement par des intrigues mesquines, et cela peut-être à l'instigation de la cour protectrice elle-même, qui cherche un nouveau prétexte d'intervention ? Et ces malheureux soldats, jeunes et pleins de courage, qui gardent la frontière incertaine des deux principautés, et qui, au lieu de fraterniser ensemble et de ne voir entre eux que les citoyens d'un même pays, puisque rien ne les caractérise différemment, sont sacrifiés à des combats ridicules pour quelques pouces de terrain ? Tel est donc le résultat de cette loi organique tant vantée, et qui n'est qu'une véritable parodie faite aux dépens d'un peuple malheureux dont se joue un maître insolent.

La Valachie et la Moldavie ont une étendue de cent soixante lieues de long sur plus de quarante de large[...] Si ce pays ne compte aujourd'hui que deux millions et demi d'habitans, le sol est capable d'en nourrir cinq à six millions. Pourquoi donc les membres épars de cette nation, restes illustres et malheureux de ce grand peuple dont elle tire son origine, ne feraient-ils pas un état appelé à balancer un jour par lui-même la puissance de ceux sous la domination desquels ils gémissent aujourd'hui ?

Ce peuple, d'abord sous le nom de Romains, fut l'exterminateur des Daces et la terreur des barbares limitrophes des contrées qu'il était venu coloniser¹; ensuite, sous celui de Pacinazites, il chassa de son voisinage les Hongrois qui étaient venus s'y réfugier après des défaites antérieures essuyées dans d'autres contrées². Il soutint seul, pendant des siècles, des guerres continuelles et sanglantes contre les différentes races de barbares qui vinrent tour à tour ravager l'Europe, et qui en grande partie y firent leur entrée par la Valachie et la Moldavie. Plus tard enfin, ce peuple qu'on appelait déjà Coumans, s'étant allié aux Mices ou Mauravlachs³ détruisit complètement à plusieurs reprises les armées nombreuses des empereurs grecs⁴.

Si on objectait à ce que nous venons de dire, que ce peuple, puissant et belliqueux jadis, est réduit aujourd'hui à une poignée d'hommes sans force et sans énergie ; si l'on passait sous silence les avantages immenses que le général Geïsmar tira de la bravoure des volontaires de la petite Valachie, dans la dernière campagne russe contre la Turquie⁵, on pourrait répondre que la Valachie, une fois érigée en état indépendant, alors même qu'elle ne serait pas assez puissante pour s'opposer aux

¹ Mémoires de Trajan.

² Constantin Porphyrogène.

³ Le royaume des Mices se trouvait en Thrace, et s'étendait des bords du Danube jusqu'au mont Emus ; les habitants descendaient en partie des colons venus directement de Rome, en partie des émigrés sortis de la Valachie à différentes époques.

⁴ Nicitas, Iluniade, Jasakie, Anguel (Sic ! Le commentateur se réfère probablement au chroniqueur Nicétas Chomatès, ainsi qu'à l'empereur Isaac II Ange. — D.B.)

⁵ Ce fait est prouvé par soixante-douze soldats valaques décorés de la croix de Saint-George.

envahissements de la Russie, trouverait, dans son titre de nation indépendante, le droit qu'elle n'a pas aujourd'hui, de réclamer au besoin le secours de l'Europe. En s'appuyant d'un côté sur cette Pologne, terrassée aujourd'hui, mais qui doit se relever un jour plus forte et plus brillante que jamais, de l'autre sur la Hongrie, qui ne peut tarder non plus de recouvrer son indépendance, la Valachie, dont les forces s'accroîtraient de celles de ces deux pays, concourrait à former avec eux une ligne de démarcation entre la civilisation européenne et le despotisme du Nord.

Un tel état de choses aurait pour effet de détruire l'alliance qui existe entre la Russie d'une part, l'Autriche et la Prusse de l'autre ; et ces deux nations, jalouses déjà de l'agrandissement de la puissance moscovite, se verraient forcées alors d'adopter un système de gouvernement plus conforme à notre siècle.

L'Autriche a toujours eu de grandes relations commerciales avec les deux principautés, et c'est pour cela même qu'elle s'inquiète aujourd'hui en voyant l'influence russe augmenter de jour en jour dans ce pays ; elle consentirait donc volontiers à donner à la Valachie un prince de sa maison pour chef ; la réunion du Banat et de la Transylvanie* à ce nouvel Etat serait d'une grande importance, car cette réunion lui donnerait infiniment plus de force et plus de consistance. Mais nous est-il permis de supposer qu'une telle concession soit jamais faite volontairement pour le bonheur d'un peuple ?

La question que nous venons de soulever est celle qui devrait préoccuper les habitans de la Valachie ; car les campagnes fertiles et les forêts de ce pays, bien qu'elles présentent réellement au commerce de riches matériaux, n'attireront jamais l'industrie étrangère tant qu'on verra les agens de la Russie venir s'immiscer dans les affaires de ces principautés pour les diriger à leur gré.

Avant de terminer ces observations, nous devons cependant reconnaître que c'est bien en vain qu'abandonnées à elles-mêmes, à leurs propres forces, ces deux principautés tenteraient quelque chose pour arriver à une indépendance réelle. Que pourrait contre la Russie la justice de leur cause, mais en même temps leur trop grande faiblesse ? Aussi longtemps que ces deux pays ne trouveront pas aide et secours dans les autres nations de l'Europe, force leur sera de se résigner à leur sort, de se soumettre à des institutions qui ne sont pas de leur choix, de reconnaître la légitimité des princes imposés par l'influence étrangère.

* Ces deux provinces, soumises à l'Autriche, nourrissent plus de quatre millions d'habitans, descendant de la même nation, parlant la même langue, et ayant même religion, mêmes mœurs et usages.

LA RÉUNION ANNUELLE DE LA DIRECTION DU PATRIMOINE NATIONAL

Le Conseil de la Culture et de l'Éducation Socialiste a organisé entre le 22—24 mai 1981, à Arad, avec l'aide généreuse du Conseil régional de la culture et de l'Éducation d'Arad, la troisième édition des réunions des spécialistes travaillant dans les offices du patrimoine culturel national, avec la participation de nombreux universitaires, muséographes, archivistes et bibliothécaires. Cette manifestation culturelle de haut prestige a bénéficié de la participation active de 140 paléographes et bibliologues qui ont présenté des communications sur le thème « Valeurs bibliophiles du patrimoine culturel national — recherche et valorisation ».

Il y a quelques décennies depuis les dernières réunions organisées en Roumanie sur des problèmes de bibliologie destinés à mettre en évidence le rôle social et national du livre. Plusieurs expositions de livres ont été organisées auparavant aussi, mais la réunion d'Arad nous a offert un élément de plus : un dialogue fructueux et compétent qui a étudié le livre, et en bibliologie livre signifie *culture graphique*, donc des manuscrits, inscriptions et d'autres formes de l'écriture, sous ses différents aspects matérialisés sur le territoire roumain et dans les relations avec la civilisation livresque des pays du Sud-Est européen.

Des représentants du Conseil de la Culture et de l'Éducation Socialiste ont été présents en permanence aux séances de travail déroulées dans les trois sections. Dans son intervention, Ion Gălăteanu, Ministre Secrétaire d'Etat, bibliologue lui-même, a mis en évidence quelques contributions de ce remarquable symposium. Nous nous permettons de mentionner : le groupage « Contributions à la bibliographie roumaine ancienne » qui a augmenté la production de livre entre les années 1508—1830, de 2017 à environ 3000 titres. Il s'agit de l'œuvre « monumentale » (qualificatif attribué par Meyer Lubke) de I. Bianu, N. Hodos, D. Simonescu, *Bibliografia românească veche*, Bucarest, 1903—1944, 4 volumes. Des exemplaires complets de certains livres connus jusqu'aujourd'hui uniquement grâce aux exemplaires à impression différente ont été découverts récemment. La recherche des « feuilles volantes » imprimées surtout en Transylvanie a dévoilé le rôle qu'elles ont joué, en tant que presse, périodiques d'information en matière d'administration, économie, problèmes militaires, sanitaires etc. C'est un nouveau secteur qui découvre son efficacité dans la civilisation de la vie quotidienne du XVIII^e siècle.

Le grand mérite des spécialistes de l'écriture cyrillique est celui d'avoir dépisté, identifié, transcrit et interprété les notes marginales que portent les livres anciens. On a lu des chroniques concernant Michel le Brave, Horia, Tudor Vladimirescu et Avram Iancu. Nombreuses notes portent sur les luttes entre les russes et les turques dans les années 1769, 1789, 1816. D'autres concernent le prix des livres, des aliments, des travaux de reliure et constituent des documents de valeur pour l'évolution de la vie économique sur le territoire de la Roumanie.

La plupart des notes marginales portent sur le chemin que prenaient les livres qui sortaient des imprimeries de Bucarest, Rimnic, Iași, Buzău, Blaj pour arriver loin, vers l'ouest, au Bihor, Zarand ou Crișana. On peut parler d'une vraie transhumance des livres d'un côté et de l'autre des Carpates. On a lu des notes qui ont signalé des livres colportés par les bergers transylvains dans leurs migrations avec les troupeaux de moutons dans la Plaine de la Dobrouja. La circulation des livres prouve qu'en dépit des frontières politiques des Etats, les provinces roumaines, au point de vue historique, se sont toujours considérées un seul et même pays, une seule ethnie parlant une seule et même langue, le roumain. L'idée de l'unité nationale des Roumains est une réalité consignée par presque chaque note marginale, dans des expressions souvent simples, populaires, mais toujours fermes et concises.

« Le colportage » des livres au-delà des Carpates — le cas de l'expédition de 200 exemplaires de Buzău, en charrie, ou l'exemple de Badea Cârțan « berger de livres » qui a transporté dans son sac plus de 70.000 volumes « pour l'éclaircissement du peuple de chez nous » (il était originaire de Cîrțisoara-Făgăraș), ne sont que quelques exemples éloquentes à l'appui des relations entre les Roumains, par l'intermédiaire des livres.

D'autres communications se sont occupées de la gravure, de l'ornement artistique dans les compositions typographiques ou dans les dessins originaux, marquant une nouvelle approche, essentielle, de l'histoire de l'imprimerie, du livre et de l'art roumain.

Tenant compte du thème du symposium (mentionné plus haut), les contributions théoriques présentées dans les séances plénières ont établi plusieurs problèmes fondamentaux : les particularités qui individualisent le livre bibliophile et le distinguent des livres communs, la contribution du livre roumain à l'étude de la civilisation contemporaine, la nécessité de la création d'une « banque de données », expression de la forme supérieure du système informationnel moderne, et la réévaluation de la langue roumaine des manuscrits des XV^e—XVI^e siècles.

Nous ne saurions conclure sans mentionner l'intérêt tout particulier des communications concernant la circulation sur le territoire roumain de certaines éditions humanistes importantes, notamment celles de Bâle, Lyon, Gênes, ou d'autres centres d'imprimerie de notoriété internationale des 16^e—17^e siècles.

Cette confluence des livres latins et grecs avec la production autochtone de livre met en lumière un trait original de la culture roumaine : un fait qui a été souligné dans les substantielles conclusions tirées à la fin des travaux par Ion Gălăteanu. Une réunion scientifique autant riche en données et interprétations nouvelles que bien organisée, grâce surtout à l'apport du secrétariat dirigé par Monica Breazu et Rodica Bănăţeanu. Les communications et les discussions ont témoigné de nouveau de l'importance que présente l'histoire du livre dans le cadre de l'histoire de la civilisation.

Dan Simonescu

THE THIRD ROMANIAN-BRITISH COLLOQUIUM OF HISTORY

The proceedings of the 3rd Romanian-British Colloquium of History¹, held at the "A. D. Xenopol" Institute of History and Archaeology, Iaşi (1—2 July, 1981), were auspiced by the Section of History and Archaeology of the Academy of Social and Political Sciences, and the British National Committee of the International Association of South-East European Studies. The British delegates, most of whom were scholars from various institutions of advanced learning in London, were: Richard Clogg (from King's College, London), Eric D. Tappe and Dennis Deletant, Maurice Pearton and Trevor J. Hope, as well as David Turnock from the Department of Geography, the University of Leicester. Among the Romanian delegation, let us mention Ştefan Pascu, Vasile Cristian, Dean of the Faculty of History and Philosophy, the "Al. I. Cuza" University, Iaşi, Gh. Platon (Iaşi), Dinu Giurescu, Cornelia Bodea, Alexandru Duţu, Gheorghe Dobre, Paul Cernovodeanu (Bucharest), Vasile Vesa (Cluj-Napoca), Alexandru Zub, Gheorghe Buzatu, Valeriu Dobrinescu and Ştefan Lemny (Iaşi). The inspired opening speech, so warmly delivered by Mircea Petrescu-Dimboviţa, director of the "A. D. Xenopol" Institute of History and Archaeology, was followed by the answer of Richard Clogg, who expressed the satisfaction of the British delegates who, by participating in this scientific event, only reinforced the close co-operation between British and Romanian historians.

The theme of the Colloquium — *British-Romanian Relations Between 1821 and 1918 Within the International Context* — was discussed in 10 papers and 8 "interventions" with respect to political, economic and cultural questions.

Among the first group of contributions, let us mention — in their chronological order — Gh. Platon (*The British-Romanian Diplomatic Relations Under the Règlement Organique*), T. Hope (*A New Belgium or Another Greece? Conflicting British Views on the Unification of the Principalities*), V. Cristian (*Romanian-British Relations During the Congress of Berlin*), R. Clogg (*The Vlachs of Macedonia. Some British Perspectives Down to 1912*), C. Bodea (*Forerunners and Contemporaries of R. W. Seton-Watson About the National Questions of the Romanians*), Ştefan Pascu (*The British Public Opinion Regarding the Struggle of the Romanians in Transylvania for Political Rights*), M. Pearton (*Romania's Contribution to the Theory and Practice of Neutrality, 1914—1916*), V. Vesa (*Romanian-British Relations During World War I: the Years 1914—1916*), V. Dobrinescu (*Romanian-British Relations During World War I: the Years 1916—1918*), H. Hanak (*The Journal "The New Europe" (1916—1920) and the Question of Nationalities in Southeast Europe*).

¹ For the preceding colloquia held at Căciulaţi (1975) and London (1978), see the notes which I published in "Revue roumaine d'histoire", XIX (1975), no. 4, pp. 741—743 and XVII (1978), no. 4, pp. 787—788.

Part of these papers stressed the nature of the relations between the Principalities and Great Britain over the span 1829—1878, the opinions of the British public opinion and the political circles who shilly-shallied between an eventual defense of the Unification of Moldavia and Wallachia and the fear of not contributing to the weakening of the Ottoman Empire with the impending expansion of Tsarist Russia towards the Straits and the Mediterranean. Finally, the discussion dilates upon the conditions under which Great Britain recognized the independence of our country following the Congress of Berlin. Another group of communications showed the concern of several British publicists and politicians for the situation of the Macedo-Romanians in the Balkans, especially for the Romanians in Transylvania who had been subjected to the Magyar oppression under the Dual Monarchy. Emily Gerard, the authoress, or Arthur Nicholson (1888—1892), the British consul in Budapest, made a keen insight into the socio-economic and political realities in Transylvania, acknowledged the Romanians' aspirations to national identity and the necessity of their emancipation in all respects. Similarly, the avouched aim of the British-Romanian Society, whose foundation (1917) is duly acknowledged to R. W. Seton-Watson in London, was to support the national unity of the Romanians. Finally, several papers which dealt with questions of the Romanian-British relations during World War I and the conclusion of the peace, revealed several contradictions — despite the amiable relations between the two countries, which became allied after 1916 — especially during the neutrality and the peace negotiations; the struggle for national liberation of the peoples in Austria-Hungary was zealously defended by "The New Europe" journal, directed by R. W. Seton-Watson, Wickham Steed Barth, a.o.

Papers with economic purport were presented by Paul Cernovodeanu (*Romanian-British Economic Relations Between 1821 and 1856*), D. Turnock (*Sir Charles Hartley and the Development of Romania's Lower Danube — Black Sea Commerce, in the Late 19th Century*) and Gh. Dobre (*Structural-Qualitative Exchanges in the Romanian-British Commercial Relations During the Modern and Contemporary Epochs. A comparative Study*). The emphasis fell on the growth of the exchange relations between the Principalities — and later Romania — and Great Britain after the Treaty of Adrianople (1829) down to 1880, when the first treaty of commerce and navigation was concluded. In this range of concerns lay also the commanding efforts of the British engineer Hartley who undertook the drainage of the Sulina branch and the construction of the ports Galați, Tulcea, Sulina and Constanța between 1857 and 1893. Finally, the papers approached the 20th ct. Romanian-British economic relations, which nowadays reached a climax in both content and scope.

Several other papers revolved about scientific and cultural issues: Al. Dușu (*Romanian-British Cultural Relationships During the Modern Epoch*), E. D. Tappe (*Romanian-British Literary Contacts between 1848—1878*), Al. Zub (*The Bucklean Impact on the Romanian Culture*), Gh. Buzatu (*Nicolae Iorga — a Historian of the Romanian-British Relations*) and Șt. Lemny (*The British Model in 19th Century Romanian Memoirs*). These papers highlighted the valuable intellectual and literary contacts between Romania and Great Britain, the circulation of the early English translations of Romanian literary works as well as the influence borne on the Romanian historiography of the time by the outlook of Henry Thomas Buckle (1821—1862). The discussion of the role held by Iorga's overpowering personality as the first historian of the Romanian-British relations conjoined with his efforts to promote friendly relations between the two countries and peoples.

The discussions in which — besides those who had delivered papers or "Interventions" — other specialists joined (e.g. M. Petrescu-Dimbovița, Al. Andronic, D. C. Giurescu, D. Deletant, Stela Mărieș, a.o.) showed a unanimity of view with respect to the value of the communications, the importance of the original material and views vebiculated, although some of them — especially those referring to the concept of neutrality adopted by Romania during the span 1914—1916 — still require a more subtle interpretation that might derive only from a careful and unbiased re-examination of sources.

The conclusions drawn by R. Clogg and Ștefan Pascu expressed their satisfaction towards the valuable aspects of the colloquium, which by now has already a history of its own. The British delegates suggested that the next meeting of the Romanian and British historians should be held in Edinburgh. The concluding allocution was delivered by M. Petrescu-Dimbovița.

During the proceedings of the colloquium the British and Romanian delegates were invited to the Dean's chair, "Al. I. Cuza" University Iași, and the Metropolitan See of Moldavia, and could have a view of several historical monuments and cultural institutions.

The delegates to the colloquium made also a trip to Suceava and the well-known monasteries in Bucovina (Putna, Voroneţ, Dragomirna, Moldoviţa and Suceviţa).

Finally, the two delegations met in Bucharest with the representatives of the "Romania Association" and Mihnea Gheorghiu, President of the Academy of Social and Political Sciences, as well as Paul Cecil Holmer, the British Ambassador in S. R. of Romania and Bruce Nightingale, the cultural *attaché*.

The 3rd Romanian-British colloquium of History — which was so well hosted by the "A. D. Xenopol" Institute of History and Archaeology (Iaşi) — ranges within the outstanding scientific events of the year 1981. It came off as a prolific exchange of ideas and one more opportunity of presenting the contemporary gains of the Romanian historiography.

Paul Cernovodeanu

VALENTIN AL. GEORGESCU, *Bizanțul și instituțiile românești pînă la mijlocul secolului al XVIII-lea* (Byzantium and the Romanian Institutions up to the Mid 18th century). București, Ed. Academiei, 1980, 296 p. (coll. "Bizanțul și țările române")

There was a time when — for the sake of originality — the Byzantine influence was denied. Then a period of balance followed, when the general idea was that we received from Byzantium only what was necessary and that this inheritance was melted into a synthesis along with other inheritances and influences. This specific synthesis made the Romanian mediaeval society somehow original. The activity of the South-East European Studies Institute members contributed to this reconsideration of the Byzantine legacy through a better knowledge of this heritage. There were a great many articles and some books or collections of highly valuable studies of which we would like to mention : *Nicolae Iorga — istoric al Bizanțului* (1981), *Études sud-est européennes* (1976), *Études byzantines et post-byzantines* (1979). To complete this, a monograph series is now being issued : *Bizanțul și țările române*, a part of which is the work we are now presenting.

Its author, professor Valentin Georgescu, is doubtlessly the best connoisseur of the old Romanian institutions, to which he has dedicated a lot of valuable studies. He is therefore most entitled to do such a research.

The study of the Byzantine influence of the Romanian institutions was partially published in French in *Actes du XIV^e Congrès international des études byzantines*, Bucharest, 1974, pp. 433—484, and then in a lengthier and more complete form up to 1750 (the part published before went up to 1500 only). In its today form Professor Georgescu's study is the most complete and detailed analysis of the many domains in which the Byzantine influence was felt, especially in the state-structure (reign, high dignities, army, administrative and judicial organisation), church, social organisation, property, etc.

The study relies on large information, taken equally from known sources (documents, chronicles, laws, travel descriptions, etc.) and from a comprehensive Romanian and foreign bibliography (actually all the published works, some of them not being quite at hand).

The author makes a skilful analysis, a fact which is characteristic — along with the vast information — of all Professor Georgescu's studies.

You find not only interest in reading this book but you take equal pleasure, for it is written in a most distinguished and bright style.

As far as the method is concerned, the author himself states that his work is at the same time "a critical sum total of the results obtained in the study of comparative history of institutions and an attempt at a personal vision on the problems inquired" (p. 13). The author also underlines that he could not approach the work "directly and in terms of a systematic monograph", because "the problem of Byzantine feudalism, a still controversial problem, has not yet been solved" (p. 19). He was most entitled to insist, as he did, on the significant problems as well as on those which implied a personal contribution (p. 287).

As a work method the author chooses for most of the book the synthesis (mostly in the first part, which the author considers "a documented synthetical perspective", p. 16) but he makes use of the analysis as well, especially in the second part which is "a fundamental set-up of institutions".

The work has four parts. The introductory section is a debate on Romanian historiography concerning the institutional role played by Byzantium as well as some other method topics. In the first part, the author exposes the Byzantine influence on the Romanian institutions up to 1453 when Constantinople was taken by the Turks. The second part is entitled (following the inspired expression of Nicolae Iorga) *Byzantium after Byzantium* and the development of the Romanian institutions (1453—1750). The third part comprises some institution aspects in the judicial practice of the received Byzantine influence which was particularly strong.

The author accounts for arresting his research at the mid 18th century, as after 1750 the transition period to modern world began, a period in which the Byzantine elements, "forms

and structures", along with some Western learned sources contribute to "the Romanian and South-East European modernisation process, from which they cannot be separated" (p. 13); what is more, the mid 18th century is the instant of the Middle Ages crisis, so obvious from Constantin Mavrocordat's reforms (p. 33).

A particularly delicate problem — most skilfully solved by Professor Georgescu — is the best distinction between the influences proper and the casual resemblances, due to similar life conditions (the so-called "parallel development", as the author puts it).

Valentin Georgescu carefully underlines that in the structure of the Romanian reign the oecumenical autocracy of the basileus was transformed into a position of independent sovereign (prince), a position meant to become exterior to the empire (p. 46). He also underlines that in the organisation of the state assemblies "there are doubtlessly features which recall Byzantine ways or mentalities" (p. 50) and that in the organisation of state positions "the presence of Byzantium is unanimously admitted" (p. 54; it should have been mentioned here that the Romanian states did not borrow Byzantine state positions but those denominations and functions which were necessary to them). At the same time the author draws our attention to the fact that the local administration, or the courtiers and servants "do not recall Byzantine models" (pp. 58—59) and the Romanian village "is older than the possibilities of Byzantine impact" (p. 61). As for the duality free peasants and dependent peasants — a reality of Byzantium as well — this could not be a Byzantine influence and is linked to "a general Balkanic influence" (p. 64). In discussing property he points out that "one can make interesting and useful problem comparisons but the problem of influence and borrowing cannot be possibly put into positive terms" (p. 181).

The author underlines the very important idea of the local synthesis between the Byzantine influence and the Western one, and this is a characteristic of the old Romanian institutions. The institutional "models" were chosen depending on the Romanian realities which were "decisive" (p. 18). "Everywhere and always, the action of Byzantium — both directly and indirectly — was sublimated into local creations" (p. 84). The synthesis made up in the field of state organisation "barred the way of the Hungarian and Polish feudalism expansion, with their respective Western and Catholic implications" (p. 45).

The reign which united more directions of power, i.e. "the Byzantine theocratical one... the peasant community by substituting the prince in the supreme reign of the community over the land and the feudal hierarchic one, of western origin expressed mainly by the divided or conditioned property doctrine" illustrates this synthesis (p. 71). Also "in the state life of the principalities, the complex Roman Byzantine heritage for high treason or injury to the imperial majesty went hand in hand in the first centuries with the archaic practice of defending the peasant communities' leaders, and mainly with the advanced practice of feudal felony of a western type, known mainly through the Hungarian and Polish feudalism" (p. 134).

The synthesis is to be witnessed in many a domain, even in the founder law which is "one of the most interesting and rich fields of Romanian-Byzantine institutional contacts continued up to the 19th century" and where Byzantine reception, though "extremely large" — "left free space of manifestation to the Romanian realities" (pp. 178—179).

The third part comprises the first "selective and commented inventory of institutions... provided for the historians of Byzantine reception" (p. 223). The more than 100 analysed cases are put together in 10 chapters: 1) The Country Law. The Habit. Code of Laws. The Imperial Laws; 2) Criminal Law; 3) Family Law; 4) Ecclesiastical Law; 5) Foundation Law; 6) Byzantine Law applied as God's Law or Divine Law; 7) Ecclesiastical Jurisdiction (1543—1746); 8) Civil Law; 9) Procedure; 10) The Necessity of a Princely Charter for the Abrogation of *Jus Receptum*.

From among the author's conclusions (pp. 287—289) I would like to mention three most valuable:

1. "Never did the Byzantine impact North of the Danube cease to act and be fruitful in a preponderantly Romanian context whose Romanian development law never ceased to decide not only on the long-term general significance of the historical process but many times of the Byzantine successes or the brightness of many of them".

2. "The Slavish imitations of the Byzantine domination model used were constantly removed in the process of a synthetic renovating synthesis which does not allow us to speak of a Roman Byzantine law or of Romanian Byzantine institutions".

3. The formula "Byzance après Byzance" „means that the peoples in South-East Europe and firstly the Romanian people... could only make themselves conspicuous, develop and define themselves with the precious aid of Byzantium, beside it and often against it, in their destiny to build up their own non-Byzantium".

Before ending this short review I wish to be excused for a few unimportant observations: the Danube frontier was not deserted under the Isaurian dynasty (717—802), as the author

states on page 19. We know that the Danube limes fell down in 602 under Slavic pressure — the Slavs invaded the Balkan Peninsula. It is difficult to believe that the Romanian boyars made up “a class of warriors” up to the end of the 17th century “even after the aggravation of the Ottoman domination” (p. 53). The introduction of this domination diminished the war character of the boyars, now more and more interested in taking state positions. W. de Wavrin recognised that, as early as 1445 in the time of Vlad Dracul, there were two boyar parties : the young ones, willing to fight and the old ones which sought peace and convention with the Sultan. Turkish domination establishes itself only in Moldavia in 1538 (p. 126). In Wallachia the processus is earlier than that ; the village of Ciresarul on p. 173 is, in fact, Cireaşov, etc.

To end with, I deem Professor Valentin Georgescu's book as the most serious contribution of the Romanian historiography to the knowledge of the Byzantine influence on our old institutions, a book which opens new perspectives in this vast domain and which fully succeeds to do away with errors and to reduce the exaggeration to acceptable contents, the very aim the author has chosen for his book.

N. Stoicescu

EMMANUEL TURCZYNSKI, *Konfession und Nation. Zur Frühgeschichte der serbischen und rumänischen Nationsbildung*. Düsseldorf, Schwann, 1976, 323 p. + 4 cartes

Dans les derniers temps, la recherche des facteurs qui ont joué un rôle dans le déploiement du processus de formation des nations sud-est européennes a constitué l'objet de plusieurs ouvrages d'un réel intérêt. C'est dans cette série que s'inscrit le livre du professeur Emmanuel Turczynski de Ruhr-Universität, Bochum. Dans son ouvrage, l'auteur, mettant en valeur les recherches effectuées jusqu'à présent, se propose d'élargir l'aire d'investigations et d'approfondir les phénomènes étudiés, en offrant ainsi un modèle comparatif du processus d'évolution vers la constitution de la nation chez les Roumains et les Serbes de l'Empire des Habsbourg. Le fait de ne pas embrasser dans son ouvrage tout le territoire habité par les Roumains et respectivement par les Serbes, malgré les liaisons de chacun d'entre eux et leurs conationaux situés en dehors des frontières de l'Empire des Habsbourg et malgré les échanges d'idées toujours plus élargis pendant le XVII^e siècle, s'explique par l'impact de la domination étrangère sur les Roumains et les Serbes dont on sait qu'elle a déterminé à son tour chez les derniers des formes de manifestation spécifiques, pour l'affirmation de la conscience en tant que peuple et puis en tant que nationalité. L'auteur s'est occupé de la formation des nations roumaine et serbe, mais il constate que la recherche peut embrasser d'autres peuples vivant entre les confins de l'Empire des Habsbourg, dans des conditions socio-économiques semblables, par exemple les Ruthènes. Cela étant, l'apparente « mutilation » traduit le désir de l'auteur de comparer l'évolution du processus de formation de la nation chez les peuples opprimés de la région est et sud-est de l'Empire — problème majeur dans la recherche historique et socio-culturelle de cette zone. Loin de l'auteur l'intention de contester en quoi que ce soit cette réalité ; au contraire, il l'affirme expressément, toutes les fois que le problème se pose.

Le mouvement national dans les pays du sud-est de l'Europe, écrit Emmanuel Turczynski, a été apprécié du point de vue des efforts d'émancipation, et plus tard en tant que partie du mouvement social. Le rôle du facteur confessionnel a été maintes fois sousestimé, quoique, selon l'auteur, la communauté de croyance ait été indoubitablement le point de départ de la transition vers de nouvelles entités à physionomie spécifique, conduisant à la formation de la nation. Par la valorisation d'un matériel fondé sur des faits extraits d'une vaste bibliographie, on démontre qu'entre les manifestations spécifiques de ces entités, appelées « Konfessions — Nationalitäten » et le processus de formation de la nation moderne peut être établi un parallélisme. En agissant dans le cadre de la « Konfessions — Nationalität » les représentants de l'église ont eu en vue un ample programme de revendications en la faveur de la communauté de croyance, au nom de laquelle ils entreprenaient leur action. On doit à coup sûr, remarquer le fait que ce programme dépassait de beaucoup la sphère du confessionnel et même les hommes d'église étaient, pour la plupart, des hommes d'une vaste culture et paraissaient, dans les conditions de la période de leur activité, comme de vrais ports-parole du peuple. D'ailleurs, la portée socio-politique des actions entreprises sous un vêtement théologiques est un point depuis longtemps acquis par l'historiographie de la question.

L'ouvrage contient quatre chapitres : le premier, « L'espace danubien et carpatique entre l'est et l'ouest », s'attache à des questions dont la connaissance est absolument nécessaire au lecteur pour la compréhension des arguments présentés ultérieurement, telles que : la nation

et la nationalité dans le sud-est de l'Europe, l'influence de la Russie sur la cohésion interorthodoxe, la culture populaire et la conscience nationale dans l'espace sud-est européen, les éléments de structure économique et sociale. L'auteur expose les circonstances du passage sous la domination ottomane des Roumains de Transylvanie, du Banat et des Partes, ainsi que des Serbes du sud de la Hongrie (Backa, Voïvodina), du Banat et du nord de la Serbie. Faute d'une superstructure politique propre, le dialogue entre les Roumains et les Serbes d'une part et la cour de Vienne d'autre part a été porté par l'intermédiaire du sommet de la hiérarchie ecclésiastique; on montre, par exemple, le rôle de l'archevêché de Karlovitz. En se référant à l'influence de l'orthodoxie russe sur le sud-est européen, l'auteur souligne le rôle des lettrés et missionnaires russes, ainsi que le fait de la formation en Russie de clercs serbes et roumains renforçant la capacité de résistance aux influences religieuses étrangères (catholique, protestante, islamique). Comme formes de résistance prénationale, celles-ci vont toutefois rendre difficile la lutte pour la liberté de croyance, ainsi que pour la laïcisation de la pensée. Les réformes initiales de Joseph II ont contre-balançé dans une certaine mesure ces tendances, en s'obstinant à transformer le prêtre en un « officier de la croyance » lié par voie administrative à l'autorité de l'Empire.

Dans le même chapitre, l'auteur développe quelques remarques intéressantes sur la relation entre la culture populaire et la conscience de peuple de la période précédant la transition vers la formation des nations. La plus importante conclusion paraît celle qui fait ressortir le rôle prépondérant des éléments de culture populaire dans le modelage de la physiologie propre de chacune des deux nationalités. Le rôle actif de la culture populaire, montre l'auteur, est dû au retard dans le développement socio-économique et culturel général, mais aussi à la réaction contre diverses influences étrangères sur le plan politique, culturel et religieux. En même temps, la voie du passage vers la formation de la nation a été stimulée aussi par la réception des influences centre- et ouest-européennes, accumulées notamment dans les décennies du commencement du XVIII^e siècle, c'est-à-dire au lendemain de l'instauration de la domination des Habsbourg.

Le second chapitre : « Les territoires historiques comme base ethnologique » est consacré à une présentation claire et très utile des territoires habités par les Roumains et les Serbes, lesquels, pendant le XVIII^e siècle se trouvaient dans les confins de l'Empire. Ainsi sont présentés la frontière militaire croato-slovène, les territoires du sud de la Hongrie, du nord de la Serbie, des Partes, du Banat et de la Transylvanie. L'auteur relève les formes de domination utilisées par le pouvoir central pour maintenir sous contrôle les Roumains et les Serbes de ces zones, ainsi que la position socio-économique et politique inférieure des ceux-ci, entretenue de bon-gré par les classes dominantes. D'autre part, les mesures de l'autorité centrale, notamment pendant l'application des réformes de Marie Thérèse et de Joseph II, ont conduit à l'accroissement de la cohésion prénationale dans le cercle des Roumains et des Serbes. Cette cohésion s'est manifestée d'une manière évidente dans le cadre des communautés de croyance. Ces aspects ont été encore abordés dans des travaux qui ont accordé une attention spéciale à ces « régions frontalières », tels les livres de Mathias Bernath, Carol Gollner et Valeriu Șotropa.

Nous arrivons de la sorte au fond de l'ouvrage du professeur Turczynski, remarquable surtout dans les derniers deux chapitres intitulés « Les communautés de croyance comme formes préindant à la formation des nationalités » et respectivement « Konfessions-Nationalität dans l'espace danubien et carpatique ». En découpant du matériel disponible les éléments capables d'articuler les phases de la transition vers la formation de la nation, l'auteur montre que dans les conditions de la domination étrangère ottomane et plus tard des Habsbourg, l'église s'est approprié des fonctions administratives et politiques, que l'autorité centrale lui a reconnu dans la mesure où ses intérêts n'étaient pas lésés. D'autre part, l'audience de l'église dans les rangs de ses propres nationaux a été favorisée par la position de la couche urbaine, laquelle représentait la bourgeoisie en formation; chez les Serbes et les Roumains elle reste pendant le XVIII^e siècle à la communauté religieuse à laquelle elle appartient et comme telle elle n'actionne pas en dehors de celle-ci pour des droits politiques et économiques, mais, dans la mesure où elle actionne, elle le fait au sein de cette communauté. Une autre circonstance favorisant l'approche d'intérêts dans le cadre de la communauté religieuse se retrouve dans la réaction négative des classes féodales locales des territoires habités par des Roumains et des Serbes envers la politique des petites concessions, que la cour de Vienne orientait dans le sens de la doctrine de l'absolutisme éclairé. Mais, la réaction contre les pressions de l'administration centrale ne pouvait pas venir, montre l'auteur, que de la part de l'église ou — plus exactement — le dialogue dans les cadres institutionnels du temps, ne pouvait être entamé que de cette manière par ce qu'autrement les éclats du mécontentement des masses auraient pris la forme d'émeutes et de soulèvements populaires. Ce disant, l'auteur présente la position des églises roumaine et serbe dans l'engrénage compliqué des institutions politiques et confessionnelles de l'Empire des Habsbourg dans la période de la féodalité déclinante. Tandis que dans le monde

serbe l'archevêché de Karlovitz tenait une position-cléf, les Roumains de Transylvanie et du Banat étaient dès le début du XVIII^e siècle, scindés confessionnellement en orthodoxes et uniates, la prépondérance numérique étant nettement du côté des premiers. Ceux-ci étaient à leur tour subordonnés du point de vue de la hiérarchie religieuse à l'archevêché serbe, quoique leurs demandes de création d'un archevêché orthodoxe roumain fussent constamment formulées.

L'auteur étudie aussi les relations entre les Roumains orthodoxes et les Serbes orthodoxes du sud de la Hongrie et du Banat ainsi que les relations de chacun des ceux-ci avec les représentants des confessions, autoconsidérés comme privilégiés, des territoires respectifs. Ni les frictions intervenues entre les Roumains et les Serbes ou dans le sein des Roumains ne sont pas omises ; l'auteur montre d'une manière judicieuse qu'au delà des motifs apparents de la dispute, la désunion a été habilement entretenue par les interventions de la cour de Vienne.

Le milieu du XVIII^e siècle a marqué un tournant sur la voie de la formation de la conscience nationale-confessionnelle dans des conditions historiques spécifiques pour les Roumains et les Serbes. Pour les Serbes, la consolidation des liaisons avec les Slovaques a signifié une alliance orthodoxe-évangélique avec des tendances anticatholiques. Pour les Roumains, soit uniates soit orthodoxes, c'est le moment de la grande action de présentation d'un programme de revendications politiques, socio-économiques, culturelles et religieuses, lequel connaîtra dans la seconde moitié du XVIII^e siècle son point culminant à l'occasion de la publication du « Supplex ... (nous mentionnons que l'auteur a trouvé dans ses recherches propres d'archives une variante de ce document qu'il a même reproduit).

Dans ce contexte est relevée l'infatigable activité de l'évêque Ioan Inochentie Micu ; dans les Mémoires rédigés par celui-ci dans les décennies V—VI du XVIII^e siècle est utilisé le terme de « nation valaque » et on demande en faveur des Roumains des droits égaux à ceux des autres nationalités. Ce n'est que vers la fin du XVIII^e siècle quand les revendications des Roumains se rencontreront avec certains points réformistes de la philosophie du jóséfinisme, et des pas en avant seront possibles, dans le sens de la résolution de quelques-unes des revendications avancées. Nous pouvons noter d'ailleurs que cette dernière partie de l'ouvrage présente l'activité développée, dans les dernières décennies du XVIII^e siècle et dans le siècle suivant, par la vicaire Ioan Para et par d'autres représentants de l'élite religieuse, par les auteurs du Supplex et généralement par les représentants de l'École Transylvaine. Ayant comme base ces éléments, l'auteur compose un modèle de transition de la communauté de croyance ayant la conscience de l'appartenance confessionnelle, à la nation moderne dotée de la conscience de l'appartenance à cette forme de communauté sociale, qui renferme trois phases.

La première, s'étendant au long des premières quatre décennies du XVIII^e siècle, représente le dernier moment du maintien de la communauté de croyance, propre à la période antérieure, dans les conditions historiques montrées plus haut. Une autre étape, qui inaugure les transformations rénovatrices, commence un peu avant le milieu du XVIII^e siècle et reste contemporaine à l'ère des réformes initiées par la cour de Vienne (environ 1740—1790). Dans la première partie de cette période se situe le moment des assauts tendant à l'obtention des droits ; le développement économique, l'accentuation de la différenciation sociale chez les Serbes et les Roumains, les conflits extérieurs des Habsbourg ont contribué à l'activation du mouvement revendicatif. Celle-ci se déroule sur deux niveaux ; au niveau local, elle a un caractère nettement antiféodal, en continuant la série des mouvements populaires antérieurs. La confrontation se déroule encore en des termes de régime féodal entre les communautés religieuses et les classes sociales des privilégiés et celles des opprimés. Au niveau des notables des communautés religieuses, cette étape a marqué le parachèvement de l'échafaudage juridique sur lequel s'appuient les droits des Roumains et des Serbes ; ceux-ci sont affirmés publiquement, même s'ils subissent la réaction négative des représentants des classes-confessions privilégiées. L'élément nouveau de la seconde partie de cette période est représenté par la nouvelle politique, plus tolérante vis-à-vis des peuples et de leurs confessions, dans la période des réformes de l'absolutisme éclairé, à laquelle nous avons déjà fait référence. En cette deuxième partie, que l'auteur situe entre 1762—1790, paraissent déjà constitués les éléments de la phase intermédiaire entre la communauté de croyance et la nation proprement dite, que l'auteur désigne comme étant celle de la « Konfessions-Nationalität ». La « Konfessions-Nationalität » implique un certain privilège de la communauté de croyance, conduite par une organisation appartenant exclusivement ou de manière prépondérante, à l'éthnicon de la population en cause. Dans un autre passage, l'auteur montre que la « Konfessions-Nationalität » est caractérisée par des éléments annonçant la conscience nationale, y compris l'élément laïque, mais encore filtré par la conscience religieuse. Considérée de ce point de vue, elle représente une étape absolument nécessaire dans les conditions où les aspirations politiques et culturelles y compris ne pouvaient être formulées qu'en étroite liaison avec le revêtement religieux, dans les circonstances historiques présentées dans les premiers deux chapitres, et compte tenu des pressions extérieures

exercées sur les peuples opprimés de l'Empire des Habsbourg imposaient le ralliement de ceux-ci autour de l'élément le plus stable dont elles disposaient, représenté par la croyance et ses serviteurs. Mais au sein des communautés religieuses l'idée de conscience confessionnelle se transformera assez rapidement en conscience nationale, au moment où la conscience confessionnelle s'avère révolue, étant incompatible avec la laïcisation et la démocratisation de la pensée qui s'imposent progressivement, ce processus représentant une troisième phase. Elle marque avec force la transition de la « Konfessions-Nationalität » vers la nation, dans la dernière décennie du XVIII^e siècle et dans les premières du siècle suivant. Les succès, ne fussent-ils que partiels, obtenus par le mouvement revendicatif sous un vêtement religieux, surtout pendant le règne de Joseph II, ont constitué en même temps le premier pas vers la dissolution de la « Konfessions-Nationalität » la résolution de quelques-unes des contradictions qui avaient rendu nécessaire la solidarité interconfessionnelle (ne perdant de vue ni le cadre socio-économique, qui annonçait la dissolution de la féodalité) a contribué implicitement à l'affaiblissement de la cohésion interne, au passage — fait bien souligné par l'auteur — vers de nouvelles solidarités propres à l'aube de l'époque moderne. Les progrès enregistrés par la laïcisation de la pensée, la diversification des préoccupations et la découverte des nouveaux arguments laïques en faveur des droits des Roumains et des Serbes se concrétisent en la rédaction du *Supplex* et, un peu plus tard, dans les travaux de l'École Transylvaine. Même si maintenant encore, les quelques militants sont recrutés dans les rangs du clergé, le mouvement revendicatif reçoit un cadre évidemment plus large et contribue effectivement à la diffusion de l'idée de conscience nationale.

Dans la formulation de ses jugements de valeur, l'auteur opère, en dehors des données et des catégories historiques, avec des notions de sociologie et de droit, capable de l'aider dans la recherche des interprétations plus adéquates et plus nuancées qu'il propose pour des phénomènes d'une telle complexité, que leur domination s'avère difficile. Il en résulte aussi la densité de certains passages de l'exposé de l'auteur, ce qui ne facilite pas toujours la lecture. Puis il existe encore une série de nuances qu'il serait souhaitable d'être ramenées à la lumière. L'une de celle-ci nous paraît être l'individualisation des mouvements serbe et roumain; une telle étude comparée témoignerait que le mouvement de libération nationale des peuples du Sud-Est européen est déclenché déjà au XVIII^e siècle, quand, en premier lieu, les Roumains qui avaient gardé leurs structures politiques, ont mené une politique « balkanique » et, en même temps de resserrement de l'unité culturelle roumaine. Cet objectif a été atteint par le livre imprimé en langue roumaine, dans les ateliers des toutes les trois provinces roumaines; des études approfondies sur ce thème ont dernièrement paru en Roumanie.

Le livre du Professeur Emanuel Turczynski ouvre sans doute la voie à d'autres études de ce genre. Où, peut-être, l'auteur lui-même, en partant de ces prémisses reprendra-t-il les unes de ses appréciations, que l'économie de l'ouvrage l'a obligé à esquisser seulement, pour nous offrir de nouvelles contributions aussi précieuses que la présente qui est destinée à devenir un ouvrage de référence pour les lecteurs non dépourvus d'esprit critique.

Robert Păiușan

ELENA SCĂRLĂTOIU, *Relații lingvistice ale aramânilor cu slavii de sud* (Les relations linguistiques des Aroumains avec les Slaves du Sud), Ed. Litera, București, 1980, 190 p.

Publié plus d'un demi-siècle après la parution de l'étude de Th. Capidan consacrée à l'élément slave dans le dialecte aroumain *, l'ouvrage de Elena Scărlătouiu reprend l'investigation de l'influence slave sur le vocabulaire de l'aroumain. L'auteur limite ses recherches à la catégorie grammaticale du nom, en motivant que « c'est de cette catégorie qui font partie les plus nombreux emprunts » (p. 35).

L'ouvrage a la structure suivante: après les listes d'abréviations (p. 7—8) et l'*index bibliographique* (p. 9—16) suit une brève *introduction* (p. 17—24), les indications sur les *sources du matériel* (p. 25—34) et sur la *technique de travail* (p. 35—37); la plus importante partie de l'ouvrage est la *classification des termes d'origine slave du dialecte aroumain* (p. 38—118), suivie

* Th. Capidan, *Elementul slav în dialectul aramân* (L'élément slave dans le dialecte aroumain), Academia Română. Memoriile secțiunii literare, București, 1925.

d'un *glossaire* (p. 119—138) et de deux chapitres qui synthétisent les résultats de la recherche : *La place des anciens emprunts slaves dans le vocabulaire du dialecte aroumain* (p. 139—157) et *Les traits caractéristiques et la chronologie des emprunts slaves dans le dialecte aroumain* (p. 158—174). Le livre s'achève avec un *index de mots* (p. 175—181) et deux *résumés*, en français et en anglais (p. 183—186).

S'appuyant sur les données de la bibliographie existante, l'auteur nous offre, dans l'*introduction*, de brèves informations à caractère historique concernant la romanisation de la Péninsule balkanique et la pénétration des Slaves dans ce territoire. Elena Scărlătoiu souligne à juste titre qu'à la suite des contacts entre la population romanisée des Balkans et les Slaves ont eu lieu des influences linguistiques en deux directions : du roumain vers les langues slaves et des langues slaves vers le roumain. L'étude de ces emprunts réciproques constitue une tâche de la linguistique roumaine et balkanique.

Dans le plus important chapitre du livre, l'auteur nous présente 307 termes d'origine slave en aroumain, repartis en huit groupes thématiques (onomasiologiques) : la culture matérielle, l'agriculture et l'élevage, la flore, la faune, les phénomènes atmosphériques, le corps humain et les maladies, la vie spirituelle, les relations sociales. Dans chaque groupe les mots sont présentés par ordre alphabétique. Etant donnée la diversité des formes dialectales, l'auteur a choisi, en général, comme mot-titre la variante qui a la forme la plus rapprochée de l'étymon slave. Il faut remarquer pourtant que la variante choisie par l'auteur n'est pas toujours la forme la plus répandue en dialecte et parfois n'est pas attestée dans les dictionnaires. Par exemple, l'auteur enregistre des termes comme *cótar* « enclos, parc à moutons », *guvódu* « clou de fer à cheval », *sbor* « mot, parole » (variante non-attestée avec ce sens), *záduh* « chaleur étouffante » (variante non attestée), bien que les variantes *culár*, *guvódu* (non enregistrée par l'auteur), *zbor* (non enregistrée par l'auteur), *zádùh* (non enregistrée par l'auteur) soient beaucoup plus répandues dans les patois.

D'ailleurs l'auteur n'applique pas avec conséquence ce principe ; c'est ainsi qu'elle choisit parfois comme mot-titre une variante plus éloignée de l'étymon *coásă* « taux », *cupánă* « auge de bois » au lieu de *cósă* (vsl. *kosa*), *cupăne* (vsl. *kopanja*). Il aurait été nécessaire de distinguer plus nettement les termes qui ont une diffusion générale dans le dialecte d'avec les termes qui ont une utilisation locale ou même périphérique. Selon notre opinion, l'auteur aurait dû traiter cet aspect important dans un chapitre à part, d'autant plus que les mentions « général » et « régional », qui accompagnent souvent les mots, ne correspondent pas toujours à la réalité dialectale. Il ne résulte pas clairement d'après quels critères l'auteur établit qu'un emprunt slave a une diffusion générale ou limitée dans les patois de l'aroumain, si l'on tient compte qu'il n'existe pas un atlas linguistique du dialecte, ni de précisions de ce genre dans les études et les dictionnaires. Il est très probable que l'auteur a considéré comme généraux les termes enregistrés dans les principaux ouvrages lexicographiques. Ce critère, valable en principe, n'est pas suffisant ; d'ailleurs, l'auteur ne l'applique pas conséquemment.

On considère, par exemple, comme ayant une diffusion générale des termes concurrencés par synonymes d'autre origine, qui sont plus répandus que le mot slave : *blid* « plat, ecuelle, terrine » (synonymes : *misură*, *piat*, non mentionnés par l'auteur), *plug* « charrue » (synonymes : *alétră*, *dămăliug*, *paramendă*, non mentionnés par l'auteur, *arat*) ; les synonymes *giscă* « oie » et *pălă* apparaissent tous les deux comme généraux, bien qu'ils aient une répartition territoriale différente. Les sources lexicographiques n'attestent pas que les termes suivants (qui d'ailleurs sont faiblement représentés dans les textes) auraient une diffusion générale, comme le considère l'auteur ; *creac* « pente escarpée », *cuplă* « corne (du pied du cheval) » (cf. le synonyme *ungl'e* < lat. *ung(u)la*, plus répandu), *măste* « couleur de visage ; figure, visage », *mîrșe* « cadavre, charogne » (synonym *căfumă* < gr. *κόρφομα*), *răpă* « radis » (cf. le synonyme *ripăne* < gr. *ρεπάκι*), *șăpcă* « bonnet », *vidră* « loutre » etc.

Il y a d'autres cas, où l'auteur considère comme régionaux des termes (pour lesquels on ne mentionne pas de synonymes) qui ont une diffusion générale *cusîță* « natte, tresse » (bg. *kosica*), *grădină* « jardin » (vsl. *gradina*), *n(i)veastă* « nouvelle mariée ; jeune épousée ; femme » (vsl. *nevěsta*), *tétă* « tante » (vsl., bg. *teta*) etc.

A la liste des termes analysés, Elena Scărlătoiu ajoute un *Glossaire* qui contient 76 termes, considérés par d'autres chercheurs comme des emprunts slaves en aroumain. L'opinion de l'auteur est que ces termes sont dérivés à l'intérieur du dialecte ou qu'ils représentent des emprunts par filière ou, enfin, qu'ils ont une autre origine. Etant donnée cette divergence d'opinions, il aurait valu mieux de traiter cette question dans un chapitre à part, surtout dans le cas des termes attestés dans plusieurs langues balkaniques. Si, dans certains cas, on peut être d'accord avec les réserves exprimées par Elena Scărlătoiu à l'égard de l'origine slave de quelques termes de l'aroumain (*băval* « buffle, bufflone), *gărdut* « clôture, haie », *murfînă* « cha-

rogne, *vîlmă* « gardien d'un haras », *vîrô* « eau profonde » etc.), nous avons des doutes concernant l'exclusion de la catégorie des emprunts slaves de nombreux termes *băbă* « vieille (femme), sage-femme (d'après l'auteur, le mot provient du langage enfantin), *bugăt* « riche », *copă* « meule de foin », *côsă* « faux », *cîreap* « four », *pris(î)ne* « peson du fuseau », *puiătă* « avant-toit ; abri », *rendă* « ratissoire, grattoir », *sbor* (= *boi*) « mot, parole », *suvălă* « navette de tisserand » etc. Il y a, enfin, toute une série de mots d'origine slave en aroumain, surtout des emprunts récents, qui n'ont pas été traités par l'auteur.

Une attention spéciale doit être accordée aux deux derniers chapitres du livre, consacrés par Elena Scărlătoiu à la place et à la chronologie des emprunts slaves en aroumain, où l'auteur synthétise les résultats de sa recherche. Elena Scărlătoiu relève à juste titre l'importance des emprunts directs, « populaires », par rapport aux emprunts « cultes » et constate « une évolution linguistique générale, sinon identique, au moins très ressemblante des dialectes de la langue roumaine commune » (p. 149) en ce qui concerne l'élément slave dans le vocabulaire. Les différences qui existent dans le traitement des mots slaves s'expliquent par le territoire très étendu où se sont déroulés les contacts des Roumains du Nord et du Sud du Danube avec les slaves, à partir des temps anciens.

Dans le dernier chapitre, l'auteur établit les traits caractéristiques et la chronologie des emprunts slaves en aroumain. À la suite d'une analyse minutieuse de l'évolution phonétique et sémantique des emprunts slaves en aroumain, Elena Scărlătoiu souligne l'importance des termes pénétrés en dialecte dans les périodes anciennes (VI^e—VIII^e siècles et IX^e—XIV^e siècles). À côté des mots qui reflètent les particularités phonétiques du slave commun (l'absence de la métathèse dans les groupes **tart*, **talt*), la catégorie la plus importante est représentée par les emprunts slaves qui apparaissent aussi dans d'autres dialectes roumains. Sans s'occuper spécialement des emprunts récents, l'auteur relève la présence en aroumain de certains termes pénétrés des langues sud-slaves actuelles. À la fin du chapitre, Elena Scărlătoiu affirme que « les plus nombreux emprunts slaves du dialecte aroumain qui sont communs avec les emprunts slaves du daco-roumain reflètent des transformations phonétiques qui se sont généralisées dans les langues sud-slaves aux IX^e—XI^e siècles » (p. 174) et que « l'interruption définitive des contacts entre la romanité nord-danubienne et la romanité sud-danubienne n'a pas eu lieu avant le XI^e siècle » (ibid.).

Malgré quelques interprétations trop personnelles et certaines inexactitudes dans la notation des termes (il aurait été nécessaire un errata), le livre de Elena Scărlătoiu représente une nouvelle contribution, avec des vues originales, à l'étude des rapports linguistiques roumaino-slaves.

Nicolae Saramandă

GII. PLATON. *Geneza revoluției române de la 1848. Introducere în istoria modernă a României* (La genèse de la révolution roumaine de 1848. Introduction à l'histoire moderne de la Roumanie), Iași, Ed. « Junimea », 1980, 303 p.

Deux thèses sont à la base du nouveau livre de l'historien Gh. Platon. Tirant source de la conception de Bălcescu, la première se propose de démontrer que, dans les Pays roumains, la révolution de 1848, ne fut guère dépourvue d'un passé, et la considérant sous ce jour, l'auteur lui attache tout un siècle de cumuls, de contradictions, de tensions, de préparatifs, à défaut desquels ladite révolution ne saurait s'expliquer autrement que (ainsi qu'on l'a fait parfois) comme une conséquence de la contamination occidentale. Suite logique de la première, la seconde thèse proclame l'unité d'aspirations, de directions, de « conscience » de la période en question, revendiquée en tant qu'étape de transition de la féodalité à une société moderne, de caractère bourgeois. Sans doute, ce sont là des thèses déjà formulées, à plusieurs reprises par l'auteur, mais elles sont énoncées maintenant pour la première fois dans le cadre d'une synthèse d'envergure, destinée à en préfacer une autre, tout aussi importante, concernant cette révolution même. De cette manière on pourra mieux saisir l'interstice 1750—1848, qui se révèle pour le monde roumain aussi comme l'un des plus spectaculaires, dans le sens qu'il offre une grande diversité de phénomènes, une succession rapide d'événements, de mutations, de bouleversements, avec des effets remarquables et une précipitation spécifique à la société moderne. L'histoire gagne en densité, sous l'emprise des changements de structure intervenus dans le domaine socio-économique, auxquels se sont ajoutées les mutations enregistrées par le reste du continent, circonstances aptes à nuire et à disposer l'Europe pour une approche d'ensemble.

Sous ce rapport, Jacques Godechot devait même faire un important pas en avant, en étudiant les « révolutions atlantiques » ou « occidentales » (*Les révolutions de 1848*, 1971), pour en poursuivre les répercussions jusqu'à l'Elbe, au-delà du cours duquel l'esprit révolutionnaire n'aurait plus avancé vers l'est, selon lui. Voilà que le vieux préjugé, qui coupait le continent en deux zones nettement précisées, limitant — jusque bien tard — le « modernisme » à la seule sphère de « l'Occident », est encore assez puissant pour influencer sur la conception d'un historien si perspicace, dont nous sommes pourtant redevables d'une vue plus organique et nuancée de l'histoire européenne pendant ce laps de temps, mis sous le signe des révolutions de structure. Cette sorte de *révolutions*, signes avant-coureurs de l'année 1848, qu'ils devaient préparer, ont eu lieu dans les Pays roumains aussi, avec pour champ les domaines démographique, agraire, industriel et idéologique. A chacune de ces révolutions, Gh. Platon, étudiant les transformations structurales de la société roumaine, consacra un paragraphe d'intérêt maximal, non seulement pour le plaisir d'établir un séduisant parallélisme avec le monde occidental, mais aussi parce que, grâce à un tel procédé, on pourra mieux saisir l'époque dans ses structures et ses facteurs décisifs intimes. Il ajoute même une nouvelle composante aux révolutions démographiques, agraires et industrielles abordées par l'historien français, à savoir la révolution idéologique, dont il suit les hypostases à travers le temps, pour les rapporter aux autres manifestations typiques et dialectiquement contradictoires de la société roumaine. A l'image en quelque sorte statique, patriarcale, de cette société, telle que nous l'ont léguée les mémorialistes du XIX^e siècle, l'auteur, fondé sur l'examen judicieux des sources, oppose une image dynamique, dont les correspondances avec le monde occidental se dégagent clairement, bien que sans ostentation. Son mérite est d'avoir surmonté l'ancien schématisme doctrinaire qui isolait plus ou moins les facteurs intérieurs des réalités extérieures, arrivant à réunir les deux plans dans une vision d'ensemble, une vision rien moins que d'histoire universelle. C'est pourquoi, après les précisions introductives courantes, le livre débute par le tableau des conjonctures internationales qui ont marqué les affaires intérieures et le statut juridique des Principautés roumaines à l'époque en question. Il ne s'agit pas d'une simple « mise en scène ». L'auteur a parfaitement compris que cette crise d'Orient dans le cadre de laquelle on débattait, vers la fin du XVIII^e siècle et plus tard aussi, le problème des Pays roumains ne pouvait être traité que dans un contexte plus vaste. C'était le contexte que le comte Montalambert sut relever à l'époque alors qu'il attirait l'attention sur le fait que ces pays sont « intimement liés à l'honneur et l'indépendance de l'Europe civilisée ». Il n'est guère besoin d'aucun excès patriotique pour reconnaître — comme tant d'observateurs étrangers l'ont fait — que lesdits pays, bien que se trouvant dans une position précaire représentaient pourtant un facteur de stabilité dans le Sud-Est du continent. Le commerce, l'équilibre géopolitique, la civilisation n'ont en qu'à gagner par suite de l'Union des Roumains dans un Etat unique, ainsi que l'estime une brochure du temps destinée justement à souligner la portée des Principautés roumaines lorsqu'il s'agissait de questions d'un intérêt plus large (*Poids de la Moldo-Valachie dans la question d'Orient*, Paris, 1838). Partant de là, c'est-à-dire en se situant à un point de vue susceptible de lui faciliter l'intégration correcte du cas roumain, l'auteur aboutit à la conclusion que lesdits pays représentaient à l'époque un avant-poste et une zone de confluence pour le centre et l'est du continent, chose non dépourvue d'importance à une période qui, comme on le sait, devait précipiter sensiblement la cristallisation de la conscience européenne (Denis de Rougemont, *Vingt-huit siècles d'Europe*, Paris, 1961). Jusqu'à quel point la société roumaine fut-elle affectée par les « révolutions » qui ont précédé celle des années quarante-huit, comment et dans quelle mesure celles-ci lui ont-elles modifié les structures, ce sont autant de questions auxquelles l'auteur se propose de répondre dans ces pages de vaste information et de pensée rigoureuse. Et sa réponse, il la place non dans la zone des abstractions sociologistes, mais dans celle de l'histoire véritable. C'est dans ce domaine que les grandes mutations intervenues depuis le milieu du XVII^e siècle jusqu'en 1848, mutations souvent spectaculaires, ont déterminé en plus des adaptations inhérentes, des compromis inévitables, toute une suite de réévaluations d'un radicalisme progressif. Les idées, le mental collectif ont subi des innovations importantes. Car, « si des barrières sérieuses s'opposaient encore à la révolution démographique, dressées par l'existence de la féodalité, avec toutes ses tares, et par la domination étrangère, si les révolutions agraire et industrielle pouvaient se développer uniquement dans les limites compatibles avec l'organisation économique et sociale, par une lente accumulation de la nouvelle substance — s'accordant aussi au régime politique de la suzeraineté turque et du protectorat de la Russie — devant les idées, aucune barrière insurmontable ne pouvait se dresser pratiquement » (p. 235). En effet, les idées agitées en Europe à l'époque, idées généreuses aspirant à l'instauration partout de la liberté et de la démocratie, ces idées se sont frayées une place aussi dans la zone carpatodanubio-pontique, fécondant les esprits, les préparant pour la révolte. Une contradiction éloquentes a pu être signalée dans ce contexte : « alors que le décalage par rapport aux pays avancés d'Europe était grand dans le domaine du développement matériel, dans le domaine spirituel les clôtures séparatrices étaient moins

évidentes » (p. 235). C'est une remarque à retenir, parce que, au paradoxe présenté par le développement de la société roumaine à cet égard, se rattache toute la polémique des « formes sans fondement », qui allait engager les intellectuels de l'étape suivante. Il s'agit d'un paradoxe en visible liaison avec un autre : alors que la pensée sociale se trouvait encore sous la coupe du conservatorisme, la pensée politique, ayant pour objectif la promotion des intérêts nationaux, se situait au pôle opposé (p. 240). D'autres paradoxes encore pourraient se dégager de cette riche étude, par exemple celui concernant l'interférence des valeurs dues aux Lumières et au Romantisme, en tout premier lieu. Une autre contribution mériterait également d'être mentionnée, compte tenu du fait qu'elle a marquée de son empreinte l'évolution ultérieure de la société roumaine : cependant que sur le plan institutionnel et dans certains secteurs économiques le Règlement organique s'avéra novateur, l'agriculture ne cessa pas d'être maintenue dans les cadres de la féodalité. Comme de juste, un équilibre reposant sur un si grand nombre de contradictions ne pouvait se révéler que précaire. Se rendant compte de la chose, les législateurs ont prévu justement à cet effet tant de mesures coercitives. Mais au-delà de cette sorte de contradictions qu'il note au passage, l'auteur fixe son attention sur l'idée de l'unité qui le hante et dont il met au jour les expressions les plus notables au cours de la période concernée, depuis la rébellion de Horia, à laquelle il attribue un caractère roumain général et non pas local, jusqu'à la veille de la révolution de 1848. Dans ce contexte, Tudor Vladimirescu se dessine comme un personnage ayant esquissé, étoffé, précisé des idées et des aspirations de large diffusion dans la société du temps, consolidant et définissant avec plus de vigueur le sentiment national » (p. 71). De même, le Règlement organique apparaît comme un système destiné à accorder la société roumaine aux nouvelles exigences du développement historique (p. 81—82). La situation en Transylvanie et en Dobroudja est étudiée par l'auteur sous le même jour dans des paragraphes qui lui sont spécialement consacrés. Les frontières séparatrices imposées par les adversités de l'histoire ne sont guère parvenues à empêcher l'éclosion des phénomènes ayant de par leur essence même un caractère pan-roumain et s'intégrant à des évolutions d'envergure européenne. Depuis le mémoire d'Inochentie Micu, daté vers le milieu du XVIII^e siècle, qui demandait « qu'on ne décide rien à propos de nous, sans nous et en notre absence », jusqu'à la proclamation de l'Union comme l'exigence suprême du programme national de 1848, l'auteur a examiné avec minutie les documents du temps et ces documents lui ont montré l'incessant progrès de l'idée nationale. Avant même que des traités l'aient consacrée, la Roumanie avait pris consistance, note un observateur pertinent tel H. Desprez, dans « Le langage du patriotisme » qui était celui de la partie la plus active de cette nation. Le livre de Gh. Platon, un livre solidement fondé sur les études précédemment réalisées et, pour une bonne part aussi, sur les investigations personnelles de l'auteur, met en lumière non seulement le phénomène issu de certains foyers inexorables, mais surtout une série de faits marquant la présence du peuple en tant que volonté, initiative et aspiration. Mettant à contribution les données de l'histoire économique, socio-politique ou culturelle, appelant, par ailleurs, à l'histoire des idées et des mentalités l'auteur arrive à une synthèse des plus durables. En fin de compte, cette « Genèse de la révolution roumaine de 1848 », conçue comme une introduction à l'histoire roumaine moderne, est un livre substantiel et novateur relatif au processus de modernisation de notre société tout au long d'un siècle que l'histoire reconnaît comme décisif pour les destinées nationales.

Al. Zub

GRIGORE CHIRIȚĂ, VALENTINA COSTAKE, EMILIA POȘĂRIȚĂ, *Documente privind Unirea Principatelor* (Documents concernant l'Union des Principautés). VI. *Correspondență diplomatică franceză (1856—1859)*, (Correspondance diplomatique française, 1856—1859) Bucarest, 1980, 596 p.

Il y a plus de vingt ans que la collection dans laquelle vient de paraître ce volume a commencé à produire un grand nombre de documents qui, représentant soit la correspondance officielle, soit les papiers privés des hommes d'Etat, pour les années qui ont suivi le Congrès de Paris, ont formé une contribution considérable à ce qui sera un jour l'histoire politique de l'Union des Principautés dans sa version définitive. Sans doute, jusqu'à ce que celle-ci devienne possible, les études sur ce sujet ne manquent pas et nous ne pouvons plus attendre de révélation complètement inattendue. Au fur et à mesure que les archives seront mieux fouillées, de nouveaux détails s'accumuleront, sans changer probablement les grandes lignes de l'image qu'ils évoqueront. Soit, pourtant, l'Union de 1859 est justement encore un de ces

moments cruciaux de l'histoire des Roumains qui ont marqué également la solution d'un problème important dans l'histoire des relations internationales et, à ce titre, il devient nécessaire d'en connaître non seulement les aspects de politique intérieure ou la biographie des protagonistes, mais les positions que les diplomates du monde européen adoptèrent à l'égard de cette affaire et de la Question d'Orient en son ensemble, ainsi que l'une vis-à-vis de l'autre.

De ce point de vue, la voie a été frayée depuis longtemps. Cependant, si l'on a pu voir, par les publications récentes de Pasquale Buonincontro et de Gheorghe Platon les réactions aux événements des Principautés dans la correspondance diplomatique napolitaine et belge, si les rapports du consulat autrichien de Jassy ont déjà été édités par Dan Berindei, en attendant ceux, déjà préparés pour l'impression, du consulat de Bucarest, les sources françaises, russes, anglaises, infiniment plus riches, ne sont qu'imparfaitement connues, à vrai dire, presque aussi peu que les échos de l'Union, en Allemagne ou en Sardaigne. Certes, H. Temperley, suivi par T. J. Hope, a puisé dans quelques-unes des archives privées dont s'enorgueillit l'Angleterre pour éclairer l'attitude des ministres de la Reine, notamment Clarendon, tandis que la politique russe a été expliquée par Barbara Jelavich et V. Maciu à partir des témoignages de S. I. Popov, A. P. Lobanov-Rostovski, N. K. Giers et C. Basily. Malgré l'énorme quantité d'extraits de presse et de rapports français déjà publiés, grâce au labeur assidu de plusieurs historiens roumains, depuis les *Actes et documents relatifs à la régénération de la Roumanie*, volumineuse compilation initiée et surveillée par D. A. Sturdza, ces recherches n'ont pas épuisé les fonds d'archives de France.

Pour un des principaux dépôts de manuscrits, celui du Quai d'Orsay, la série *Mémoires et documents. Turquie*, il existe un excellent instrument de travail, l'inventaire de B. G. Spiridonakis. Pour la série *Correspondance politique. Turquie*, tant de fois sondée (Charrière, Hurmuzaki etc.) le dépouillement systématique reste à faire. On n'a guère exploré les archives privées, sauf de rares exceptions : les papiers de Charles-Joseph Tissot, consul à Jassy de 1863 à 1866, publiés par Salomon Reinach, ceux de Mme Cornu, découverts par Marcel Émery ou ceux du protégé de celle-ci, Émile Picot, employés par N. Georgescu-Tistu.

Édouard-Antoine Thouvenel (1818—1866) était un personnage bien plus grand que ceux-là : ambassadeur à Constantinople dès 1855, il fut ministre des Affaires étrangères de Napoléon III en 1860—1862, donc à l'époque des négociations pour l'unité italienne, des expéditions de Syrie et du Mexique et de la Guerre de Sécession aux États-Unis. De ce fait, il a laissé une immense correspondance particulière, d'un grand intérêt pour la politique européenne. Son dernier biographe, Lynn M. Case, nous renseigne sur le sort d'une partie de ces documents, saisis au château de Cerçay pendant la guerre franco-prussienne et restitués sculement après le traité de Versailles : ils se trouvent à présent à Paris, au Ministère des Affaires étrangères (série *Mémoires et documents. Papiers Thouvenel*), où ils ne remplissent pas moins de vingt gros volumes, comprenant des échanges de lettres avec d'autres hommes politiques (par exemple, Boutenev, Stratford Canning, Bulwer, Prokesch-Osten, La Valette, Moustier et Valewski) qui ne peuvent manquer de se référer à la question des Principautés. A part ce fonds, il en existe un autre, non moins important, que la famille de Thouvenel a conservé et qu'elle a rendu accessible, en microfilm, aux Archives Nationales. En 1975, peu après avoir reçu moi-même la permission de les consulter et copier, j'ai appris que j'avais été devancé par le regretté Traian Lungu. La Direction Générale des Archives d'État de Bucarest possède, à présent un certain nombre de microfilms, qui représentent à peu près toute la correspondance envoyée à Thouvenel par les consuls français de Jassy et de Bucarest en 1856—1858. Les trois éditeurs, aux noms desquels il faudrait ajouter celui de T. Lungu, ont relancé la collection des *Documents concernant l'Union des Principautés*, dont les tomes IV et V n'ont pu encore être imprimés, en publiant ces matériaux, ainsi que les rapports reçus à la même époque par Walewski, qui se trouvent au Quai d'Orsay, sous les auspices des Archives de Bucarest et de l'Institut d'histoire « N. Iorga ».

Un peu longues, les explications précédentes étaient nécessaires, parce que l'introduction du volume VI, signée par Gr. Chiriță, passe très rapidement sur les renseignements qu'il est d'usage de donner pour localiser les documents. En revanche, aussi souvent que l'exigeaient les règles de l'édition scientifique, on a signalé les variantes et les lacunes des textes résumés par Louis Thouvenel dans son ouvrage *Trois années de la Question d'Orient 1856—1859, d'après les papiers inédits de M. Thouvenel* (Paris, 1897) : fils pieux plutôt qu'historien consciencieux, l'auteur ne s'étant pas fait faute de retoucher, parfois très librement, les documents. De cette introduction sont absentes aussi bien les explications, qui n'eussent pas été superflues, à propos de la politique orientale du Second Empire, et les moindres renseignements biographiques sur les diplomates dont les lettres ont formé ce volume : Victor Place, Léon Béclard, le comte Albert de Lallemand et Thouvenel lui-même. Ce qu'on offre au lecteur, c'est une large, honnête et soigneuse analyse des lettres reproduites plus loin. Ainsi, leur valeur est dûment soulignée.

mais ne fallait-il pas les rattacher au constant intérêt de l'ambassadeur de France pour les pays roumains ? Cet intérêt remontait au voyage qu'il avait entrepris en Valachie et Transylvanie en 1839 — pas un mot sur le livre qu'il écrivit après son retour à Paris et que nos révolutionnaires de 1848 s'étaient empressés de lire !

Ce qui pourrait encore susciter des réserves c'est le partage des documents en cinq sections : lettres de Place à Thouvenel, celles de Béclard au même, celles de Place à Walewski et de Béclard au même, enfin la correspondance échangée entre l'ambassade de Constantinople (Thouvenel ou son chargé d'affaires, Lallemand) et le ministre des Affaires étrangères. Il eût peut-être mieux valu de classer plus simplement les lettres suivant leur ordre chronologique et leurs destinataires.

Le mieux connu des deux consuls français est celui de Jassy, auparavant à Mossoul, dont la carrière diplomatique allait finir lamentablement à New York, Thomas-Victor Place (1819—1875) l'assyriologue, le fouilleur de Ninive. Tempérament ardent et emporté, il s'était enfermé jusqu'à la garde dans les luttes politiques entre unionistes et séparatistes de Moldavie, tout en reconnaissant que « l'ignoble spectacle que j'ai sous les yeux » l'écœurerait autant que sa propre impuissance. Ses rapports sont écrits fiévreusement, avec hargne, mais en gardant un œil sur la rosette de la Légion d'honneur promise par son chef. Il s'inquiétait tantôt des intrigues de l'Autriche contre les concessions déjà faites par le gouvernement moldave au capital français, tantôt des chicanes du caïmacan Théodore Balș (il verra avec plaisir lui succéder Vogoridi qui au début, avait réussi à le mystifier, mais qu'il traitera ensuite de « Soulouque blanc »). Toujours inconséquent, il se défiait par principe des Phanariotes, cependant il était facilement séduit par ceux d'entre eux qui ajoutaient une belle culture occidentale à la capacité aux affaires, tels les économistes Alexandre Morousi et Pierre Mavrogéni. Il estimait sincèrement le parti de l'Union, celui des intellectuels (il note justement que « la majorité de la classe intelligente du pays » était formée par les « boyards non propriétaires »), pourtant, à peine le Divan légalement élu qu'il avait appelé de ses vœux les plus fervents s'était-il réuni, le consul s'opposait aux tentatives des unionistes de transformer l'Assemblée en Constituante : « ils veulent faire la leçon à l'Europe qui a eu la bonté de les convoquer pour les écouter ». Souvent, ses critiques précédentes avaient été sévères : « un pays où les esprits sont si craintifs et les cœurs si avides », « défiants comme toutes les races opprimées, ils ne croient qu'à ce qu'ils voient, à ce qu'ils touchent » etc. Mais en présence de la proposition du 21 novembre 1857 pour améliorer la situation des paysans, rédigée par V. Mălinescu et N. Bosie, il se récrie contre ce « factum », écrit par les deux hommes, ses seuls, du Divan qui soient imbus de principes socialistes. On comprend que, au-delà des contradictions de sa propre pensée, Place était surtout le prisonnier de la politique qu'il était censé appliquer et défendre. Il lui arrive de s'exclamer impatient, lorsque ses supérieurs gardent le silence : « Vent-on encore ou ne vent-on plus de l'Union ? » Ce qui l'effraye par dessus tout c'est la menace d'une jacquerie qui, selon lui, serait provoquée par la machiavélique diplomatie autrichienne et, plus d'une fois, il lui semble entrevoir le spectre de l'insurrection paysanne de Galicie de 1846. Le partage des terres et l'exemption de la corvée sont d'abord dénoncés comme une vaine promesse des démagogues séparatistes, mais en novembre 1857 un de ses rapports observe que « dans plusieurs localités, les paysans ont refusé de travailler et se sont portés à des voies de fait » (les « instigateurs » de la révolte venaient de Transylvanie, où le souvenir de 1848 était très différent de celui qu'on eût pu garder en Moldavie). Bientôt, Place ajoute, avec la même appréhension : « Il ne serait pas surprenant qu'au printemps, lorsque recommenceront les travaux des champs, les paysans ne refusent le travail aux propriétaires ». Les seules indications claires de Paris étaient celles au sujet de l'infiltration des capitaux français dans les Principautés et, à cet égard, le consul de Jassy s'est efforcé de ne pas décevoir : son aperçu sur l'économie monétaire du pays est très compétent. Par exemple, il remarquait : « Entre les Principautés et la Turquie il n'y a aucun commerce ; des uns à l'autre rien ne s'achète, ni ne se vend et le seul rapport d'argent qu'il ait entre elles est le tribut ».

Les opinions du consul de Bucarest, Léon Béclard, un excellent observateur lui aussi n'étaient pas toujours les mêmes. On les dirait un peu plus libérales. Il a parfaitement compris la question agraire, qu'il résume ainsi : « il s'agit de substituer à ces fiefs des communes et aux paysans corvéables... de véritables paysans, hommes libres ». Quant aux couches supérieures de la société, la corruption l'indigne, avec le « bakchiche » oriental, il ne mâche pas ses mots à propos des grands boyards entichés de leurs privilèges et il dénonce déjà le fléau de la bureaucratie : « nulle part peut-être les administrations ne sont plus riches en archives qui s'accroissent chaque jour ». Son amitié est acquise au centre gauche (dirons-nous que Place penchait plutôt vers le centre droite ?) et les portraits de tel ou tel homme politique roumain, nettement burinés sont très véridiques : ainsi, Alexandre G. Golesto a un « caractère loyal » et des « sentiments élevés », tandis que Jean Ghika, avec « une grande fermeté de ca-

ractère, une clairvoyance impitoyable » et « un parti pris d'impartialité », serait « une sorte de Louis XI », s'il lui arrivait d'accéder au trône, etc. Ailleurs, Bécéard a bien saisi les divergences entre C. Negri et le groupe des « rouges », J. Bratiani, C. Bolliac et C. A. Rosetti. Sur ceux-ci et les autres émigrés de 1848, il a ce mot qui porte : « vieilliss, mais non modifiés par dix années d'absence ». Ce qui nous le rend très sympathique, ce sont ses impressions à la suite d'une visite aux monastères d'Olténie, car Bécéard voyageait déjà en touriste averti une dizaine d'années avant qu'Odobeseni et Trenk eussent parcouru le même itinéraire. Il est ravi : c'est « un des plus beaux pays du monde ». Il lui arrive même d'écrire, meilleur prophète qu'il ne s'en doutait peut-être : « Quand la Valachie sera sillonnée par des chemins de fer, on y organisera sans doute des trains de plaisir pour aller à Sinaia, Cozia, Bistritza, Arnata, Horezo, Polowratz, Tismania, etc., mais alors la difficulté aura disparu et le plaisir ne sera plus le même ».

Citons également une de ses lettres de janvier 1859, à propos de l'élan enthousiaste dont il a été témoin et qui avait gagné rapidement le peuple roumain entier : « Lorsque, après l'élection du colonel Coiza, la première diligence valaque est arrivée de Bucarest à Cronstadt, il paraît que les récits des voyageurs ont causé beaucoup d'émotion dans cette dernière ville, dont la population, comme celle de toute la Transylvanie, est presque entièrement roumaine ». Le même soir, la ville de Braşov, appelée alors officiellement Cronstadt, était aussi illuminée que la capitale de la Valachie.

D'autres renseignements concernent les menées des révolutionnaires italiens et hongrois : la fausse mission du faux colonel Amedeo Cipriani (mais cette mention du vieux garibaldien eût exigé une note d'explications), les propositions faites au gouvernement français par un emissaire de la société secrète « Hungaria », en mars 1859, les négociations entre Klapka et le prince Alexandre Jean I, enfin, l'affaire des fusils de Galaţi (pp. 337, 532). Il est dommage que les éditeurs aient omis de publier les documents, copiés sur le même microfilm au sujet d'un article de Marco Antonio Canini contre Napoléon III. On retrouve ainsi ces pourparlers de conspirateurs professionnels évoqués jadis par Al. Marcu dans le plus vivant de ses livres. Toujours à propos de conspiration, nous apprenons des détails curieux, ayant trait à ce qu'on découvrit à Bucarest en avril 1859, au grand émoi du prince, du gouvernement et de la police : on accusa les séparatistes et, comme d'habitude, l'Autriche. Ce n'était vraisemblablement qu'une provocation qui parvint à duper tout le monde, y compris les soi-disants attentateurs.

Les dernières pages du volume contiennent des lettres sans grand intérêt du comte Walewski, qui était à l'époque le ministre des affaires étrangères de son cousin impérial, et plusieurs rapports de Lallemand, qui gérait les affaires de l'ambassade de Constantinople à la place de Thouvenel, en congé. Lallemand était assez bien informé pour invoquer, à l'appui de la double élection de 1859, l'exemple de Constantin Hipsilanti qui, en 1802, avait été nommé par la Porte prince de Moldavie et de Valachie, situation qui, cependant, n'avait pas duré. Le même diplomate français aura eu le dernier mot en mai 1859, au moment où il n'était plus question de contester sérieusement le fait accompli de l'Union des Principautés : « deux provinces qui ne tiennent à l'Empire ottoman que par un fil ». Le fil acheva de se casser en 1877.

Andrei Pippidi

CONSTANTIN VELICHI, *România și Renașterea bulgară* (La Roumanie et la renaissance bulgare), Bucarest, Ed. științifică și enciclopedică, 1980, 333 p.

Excellente cette synthèse en roumain de l'étude monographique concernant un des phénomènes historiques les plus importants de l'histoire du Sud-Est européen moderne — l'émigration — publiée en deux volumes (*La contribution de l'émigration bulgare de la Valachie à la renaissance politique et culturelle du peuple bulgare (1762—1850)* et *La Roumanie et le mouvement révolutionnaire bulgare de libération nationale (1850—1878)*), Bucarest, Ed. Academiei, 1970 et 1979), dans une conception cristallisée au long des années, après une minutieuse recherche et activité de professorat par l'universitaire C. N. Velichi. Par la personnalité et par les études de l'auteur, cette conception s'est imposée à l'école contemporaine de bulgarologie et, ajoutons-le sans crainte, à celle des études balkaniques. Depuis quarante années, le professeur C. N. Velichi est peut-être le plus persévérant et le plus fidèle historien qui s'est dédié à la recherche du phénomène que nous venons de mentionner : l'émigration balkanique notamment celle bulgare en Roumanie pendant la domination ottomane dans la Péninsule Balkanique. Durant le même nombre d'années le professeur Velichi a conduit la chaire d'histoire

de la Bulgarie de la Faculté d'histoire de Bucarest, imbriquant le professorat avec l'activité de rigoureuse recherche et de permanente investigation des archives roumaines et bulgares, mettant ainsi en circulation un nombre impressionnant de documents et d'informations d'archives concernant l'émigration bulgare des XVIII^e—XIX^e siècles sur le territoire de la Roumanie. Les résultats de cette activité — déployée en parallèle avec les cours universitaires qui réunissaient des centaines d'étudiants — se sont concrétisés dans plus de cent études publiées dans des revues ou des volumes à part, études dans lesquelles, se sont contournés graduellement les problèmes essentiels de l'histoire du phénomène de l'émigration ainsi que des relations roumano-bulgares dans l'époque moderne, relations marquées de toute évidence par ce phénomène même.

Vu que cette émigration est entrée dans le circuit de la recherche d'une manière fragmentaire, sélective, surtout par la perspective de la littérature comparée (en premier lieu des relations littéraires) il convient de souligner que le professeur Velichi a imposé dans la recherche la perspective historique et unitaire du phénomène comme essentielle et déterminante, perspective nécessairement conditionnée par une base documentaire, argument suprême — et absolument indispensable — dans les considérations portant sur le processus d'émigration et de formation d'une émigration. Par le sérieux de ses investigations commencées dans les archives il y a trente ans et par l'autorité de ses résultats, la coordonnée « archives-documentations » s'est imposée comme direction principale, tant dans la recherche des relations roumano-bulgares que dans celle de l'émigration. Enfin, une troisième perspective, tentante mais pas assez prise en considération est celle d'une recherche mettant en corrélation les émigrations balkaniques en Roumanie (grecque, albanaise, bulgare) avec les relations établies entre ces émigrations et le mouvement de renaissance politique et nationale des peuples du Sud-Est européen.

C'est de ces trois perspectives que le professeur G. N. Velichi réalise, dans la monographie dont il est question, l'approche de l'émigration politique bulgare en Roumanie et du rôle qu'elle a accompli dans la renaissance nationale et culturelle du peuple bulgare. L'historiographie du phénomène est particulièrement riche, comprenant des centaines de titres, mais la monographie du professeur Velichi consigne un événement de marque, étant l'étude la plus complète, la plus compétente, autant par son information que par la problématique abordée ; elle nous offre pour la première fois, l'image fidèle de ce phénomène politique et social d'une si grande complexité. Mais la principale caractéristique de cette étude — et pour autant plus précieuse — est d'avoir réuni dans une image unitaire la multitude des aspects, processus, phénomènes et traits spécifiques de l'émigration bulgare (et balkanique aussi) qui d'ailleurs ont pu être considérés aussi séparément, et de les avoir mis, pour la première fois, dans le contexte même de leur apparition, au début du XIX^e siècle. Le professeur Velichi retrace rétrospectivement, parmi les différents processus manifestés au sein de l'émigration, les systèmes d'influences déterminantes ou accomplissant seulement un rôle suggestif, ainsi que leur évolution à l'intérieur, de pair avec l'évolution du complexe même.

Au premier abord, l'étude se déroule sur deux plans elf : le premier est celui de l'émigration bulgare en tant que phénomène et organisme en évolution et en action, et le second, celui de la Roumanie en tant qu'Etat voisin de la Bulgarie et hôte de l'émigration, jouant un rôle déterminant dans l'évolution de toute une série de caractéristiques de l'émigration.

En continuant l'analyse, nous nous rendons compte que chacun de ces plans est étudié sur plusieurs coordonnés. Ainsi, en premier plan, autour du noyau — l'émigration bulgare en Roumanie — se range, dans un mouvement concentrique, le problème de l'activité de l'émigration dans son ensemble. Un premier cercle est constitué par l'histoire des causes, des débuts et du déroulement du processus d'émigration des Bulgares en Roumanie dans la deuxième moitié du XVIII^e et au cours du XIX^e siècles, jusqu'à 1878, par les conditions économiques et politiques dans lesquelles il se situe, la formation progressive d'une communauté bulgare d'émigration et son régime politique en Roumanie. Un deuxième cercle s'occupe des débuts de l'activité politico-nationale des émigrants, activité dont le début est marqué par des actions diplomatiques qui tiennent plutôt à des personnalités de l'émigration qu'à des collectivités politiques ; l'évolution vers des activités politiques de groupe, la constitution du premier comité bulgare — représentant politique et diplomatique de l'émigration bulgare et des intérêts du peuple bulgare. Le troisième cercle représente aussi la coordonnée principale et caractéristique pour l'émigration bulgare en Roumanie, et seulement pour celle-ci, notamment l'activité politique, révolutionnaire et idéologique de l'émigration déployée par l'intermédiaire de quelques comités centraux ayant leurs sièges en Roumanie, accomplissant aussi le rôle de leader du mouvement de libération nationale du peuple bulgare : par l'institution de ces comités, le centre révolutionnaire bulgare de la lutte politique de libération nationale s'installe en Roumanie et y restera jusqu'à la libération de 1878. L'auteur continue l'étude avec l'éclaircissement du processus de constitution de toute une série d'institutions bulgares, politiques et de culture, qui ont fonctionné sur le territoire roumain, avec les débuts et l'évolution de l'enseignement

bulgare de l'émigration en Roumanie, l'activité culturelle, l'évolution du livre dans les branches les plus diverses de la culture, l'activité des différentes associations professionnelles et culturelles etc. Une constante majeure de ce plan de l'histoire de l'émigration est la permanente mise en évidence des liaisons entre cette activité, déployée sur le territoire roumain, et la vie du peuple bulgare, le reflet direct de l'activité de l'émigration de l'autre côté du Danube, notamment dans la vie et les événements du peuple bulgare. L'auteur suit ces processus et phénomènes au cours d'un siècle, depuis environ 1770 jusqu'en 1878. Il réalise ainsi — nous l'avons déjà souligné ci-dessus — une des plus complètes, plus unitaires et minutieuses monographies concernant l'émigration politique balkanique, émigration provoquée par l'existence d'un empire et l'effort de sauvegarde et d'émancipation des peuples du Sud-Est européen.

Le deuxième plan — la Roumanie comme État voisin de la Bulgarie et pays hôte de l'émigration ayant un rôle déterminant dans l'évolution de cette émigration — est une excellente analyse de la Roumanie dans cette hypostase. Située à la frontière nord du monde balkanique, entièrement soumise à l'Empire ottoman, la Roumanie, avec son indépendance politique initiale, puis avec sa fragile autonomie politique, devient, pourtant, la principale dépositaire des nostalgies nationales et des idéaux de libération politique et nationale de ce monde balkanique. Et elle agit en conséquence. Donc, nulle raison d'étonnement qu'elle devienne, dans la période d'effervescence des luttes de libération nationale des Balkans, dont la première initiative est l'émigration politique, l'hôte accueillant des émigrations successives du Sud-Est européen, c'est-à-dire grecques, bulgares et albanaises. Non seulement qu'elle s'érige en hôte, mais elle se conduit comme une force politique qui accorde à cette émigration une protection politique, garantie diplomatique et aide économique. Le professeur C. N. Velichi suit attentivement cette attitude de la Roumanie vis-à-vis l'émigration bulgare. La monographie que nous analysons met en lumière de nombreux aspects intéressants qui donnent finalement l'image digne d'une solidarité humaine et politique toujours présente dans les siècles les plus dramatiques du Sud-Est européen. Tous ces aspects sont compris dans la monographie sous des titres, dirions-nous, moins inspirés par rapport à leur richesse réelle, à savoir : *Le rôle des Pays Roumains dans la lutte de libération du peuple bulgare jusqu'à la fin du XVIII^e siècle* (chapitre qui concerne en réalité les luttes des souverains roumains contre l'Empire ottoman, les luttes qui ont lieu au sud du Danube, l'activité de la population balkanique à côté des armées roumaines, le maintien, par ces luttes, de l'espoir de libération), comme préliminaires au rôle joué par la Roumanie dans la renaissance bulgare ; puis, *l'émigration bulgare dans les Pays Roumains* ; *Les Pays Roumains et la renaissance politique bulgare pendant la première moitié du XIX^e siècle* ; *Les Pays Roumains et la renaissance culturelle bulgare dans la première moitié du XIX^e siècle* ; *La Roumanie et le mouvement bulgare de libération (1866—1868)* ; *La contribution de la Roumanie à la libération de la Bulgarie dans la phase finale* ; *La Roumanie, les préparatifs et le déroulement de l'émeute antiottomane d'avril 1876 de Bulgarie* ; *L'aide roumaine (à cette occasion)* ; *L'attitude de la Roumanie à cet égard* ; *La guerre de la Roumanie pour l'indépendance et pour la libération de la Bulgarie*.

Nous ne saurions conclure ce compte rendu sans nous rapporter aussi à l'appareil critique ; tant au premier abord qu'après une lecture minutieuse il nous a donné la certitude qu'il pourrait devenir une étude séparée intitulée *Bibliographie analytique de l'émigration bulgare en Roumanie et des relations roumano-bulgares au XIX^e siècle* et qu'il peut être utilisé en tant que guide historiographique d'un haut niveau scientifique et d'une parfaite compétence en la matière. C'est là une des qualités majeures du livre.

Pour ce qui est des raisons qui ont présidé à l'élaboration de cet ouvrage, nous préférons citer les paroles du professeur Velichi : « La renaissance bulgare qui comprend la deuxième moitié du XVIII^e et les huit décennies suivantes du XIX^e siècles représente pour le peuple bulgare la période de transition du féodalisme au capitalisme. Dans ce délai ont eu lieu dans sa vie et dans son histoire des transformations si profondes qu'on peut parler, comme de juste, d'une Renaissance du peuple bulgare, de sa vie politique, de sa culture. On a pu constater, en parcourant les chapitres de cette monographie, combien nombreuses sont les réalisations dues à l'émigration bulgare. Si nous admettons qu'au sein de celle-ci, l'émigration de la Roumanie a joué un des rôles principaux, nous pouvons nous rendre compte du poids qu'avait représenté l'émigration bulgare de Roumanie dans la Renaissance politique et culturelle de la Bulgarie ».

Incontestablement, ce livre est l'une des plus remarquables synthèses concernant le phénomène d'émigration politique, phénomène qui a laissé son empreinte sur les destins des peuples balkaniques ; il est en même temps l'expression de la solidarité politique du Sud-Est européen qui a marqué profondément son destin historique.

Elena Siupiu

NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Rédigées par: HARALAMBIE MIHĂESCU (H.M.); STELIAN BREZIANU (S.B.); CORNELIA BELCIN-PLEȘCA (C.B.-P.); CĂTĂLINA VĂTĂȘESCU (C.V.); RADU CONSTANTINESCU (R.C.); ALTAI KERİM (A.K.); AURA SOARE-GEORGESCU (A.S.-G.); OCTAVIAN ILIESCU (O.I.); GELCU MAKȘUTOVICI et FILIP TEODORESCU (G.M.; F.T.); LIA BRAD (L.B.); JOHANNES IRMSCHER — Berlin DDR (Irm.); CORNELIA PAPACOSTEA - DANIELOPOLU (C.P. — D.); KLAUS STEINKE — Heidelberg (K.S.); ROBERT PĂIUȘAN (R. P.)

Publiées par les soins de *Lia Brad*.

MARIO D'ELIA, *Vicende storiche del bilinguismo greco-romanzo*. Istituto di studi medievali. Facoltà di Magistero. Lecce. «Note di civiltà medievale» (Bari, 1979), p. 153—170

Les colonies grecques d'Italie méridionale — devenues de nos jours de petites enclaves isolées, en train de disparaître — étaient jadis aussi vigoureuses que nombreuses. Disposant d'une riche information documentaire, l'auteur suit leurs destinées aux XIV^e—XVI^e siècles, en Apulie et, en l'occurrence, dans ce qu'on appelle la « Terra d'Otranto ». Des renseignements historiques corroborés par des déductions linguistiques montrent que la lutte pour l'existence de ces colonies est devenue plus acharnée après l'échec de la tentative de réunir les deux Eglises lors du concile de Florence au XIV^e siècle. Pour toute une série de localités on est même en mesure de préciser l'année de l'abolissement du rituel grec : Gallipoli (1513), Nardò (1582), Castignano, Giurdignano, Martano, Melpignano (1606), Lecce (1634), Sogliano (1650), Zollino (1660), Martignano (1662), Soleto (1664), Corigliano (1683). Les sources grecques attestent une langue différenciée, avec certains éléments populaires et savants, parfois rédigées dans un style fort simple, alors que celui-ci devient dans d'autres cas ample et rhétorique. Quelques éléments du lexique se révèlent uniques, non attestés dans d'autres régions du monde grec, par exemple : *paniri* « jours de foire » ou « place du marché »; *strame* « branches d'olivier ». Il y a d'autres éléments qui sont d'origine archaïque, antérieurs à la colonisation grecque d'époque antique, remontant probablement à la période mycénienne, vers le milieu du II^e millénaire a.v. n.è.

On y remarquera, donc, un incessant mouvement de populations avec le point de départ dans le monde grec. De ce fait, la controverse au sujet des colonies grecques d'Italie méridionale, que certains spécialistes font dater de l'époque antique (G. Rohlf, par exemple), alors que d'autres les situent à l'époque byzantine (comme le pensait jadis G. Morosi), se révèle étroite et simpliste.

Dans le cas de certains noms, on peut même saisir la manière dont ils se sont stratifiés : *Otranto* (nom méditerranéen archaïque), *Hydrus* ou *Hydruntum* (d'étymologie grecque), *Dorentò* et *Hùdrentum* (d'origine byzantine). Les exemples de cette catégorie représentent, ainsi que l'auteur le note à juste titre, « in settori culturali di vario livello e in monumenti storici distinti, testimonianze delle relazioni, che ebbero luogo, nell'Italia meridionale, tra ambiente greco e ambiente prelatino e latino-romanzo » (p. 169).

H. M.

JOHANNES KODER — THOMAS WEBER, *Liutprand von Cremona in Konstantinopel. Untersuchungen zum griechischen Sprachschatz und zu realienkundlichen Aussagen in seinen Werken*. Mit 8 Tafeln. Akademie der Wissenschaften, Wien, 1980, 99 pp. (Byzantina Vindobonensia, 13)

Se trouvant en mission diplomatique à Constantinople, au courant des années 949 et 968, l'évêque Liutprand de Crémone consigna en latin ses impressions, ce qui nous vaut quantité d'informations et de remarques précieuses relatives aux réceptions et aux banquets de la cour

impériale, le menu, les vins, l'art culinaire, la différence des manières du monde byzantin par rapport à l'Italie. Prompt à se mettre en colère et méfiant, l'évêque donne une très subjective version des faits, s'exagérant parfois les défauts de ses amphitryons ou dénaturant leurs actes. Néanmoins, son récit demeure vif et captivant, éveillant l'intérêt au plus haut degré. Connaissant le grec, il mélange des expressions et des mots grecs et latins. Sa description des différents mets qui lui ont été servis comporte des précisions quant à leurs qualités ou à leur manque de goût. Le moindre contre-temps est interprété par lui comme le résultat de quelque calcul malintentionné et destiné à le dérouter, voire à l'empêcher de mener à bonne fin sa mission. De leur côté, ses hôtes le soupçonnaient d'espionnage, le traitant avec une circonspection facile à comprendre.

Cependant l'examen des réalités matérielles et linguistiques de la présente étude fournit son apport à une meilleure connaissance du monde byzantin et surtout de la langue grecque en usage au X^e siècle.

A ce propos, il nous semble opportun de compléter la série d'exemples de l'auteur, en ajoutant que le terme de *κόμης τῆς κοῦρτης* ou *κόρτης* « comes curtis », « eine Art Stabschef der Themenstrategen » figure aussi dans les sources remontant aux années 843—1130 notées ci-après : N. Oikonomidès, *Les listes de présence byzantines des IX^e et X^e siècles*, Paris, 1972, p. 59,3 ; 61, 26 ; 63, 19 ; 109, 20 ; 153, 4 ; Theod. Stud., *Epist.* 2, 38 (= PG 99, 1232 A) ; Leon., *Tact.* 4, 32 (30) ; Const. Porph., *Cerim.* p. 482, 19 R, 486, 2R ; 489, 3R ; Theoph. Cont., 9, 11—12 ; Miklosich-Müller, *Acta Patriarchatus*, 5, n. 2, p. 4 ; *Actes de Lavra*, éd. Rouillard-Collomp, 1, no 33, 94 ; 36, 29 ; 38, 49 ; 43, 49 ; Ioann. Scyl., éd. Thurn, p. 11, 60 ; Ann. Comn., 4, 8, 4.

H.M.

ZEF MIRDITA, *Studime Dardane (Dardanische Studien)*. Rilindja, Prishtinë, 1979, 187 pp

Excellent exemple de recherches interdisciplinaires, ces études se proposent d'aborder et résoudre différentes questions de l'histoire dardanienne, depuis sa phase préhistorique jusqu'à l'époque byzantine. Toutes les méthodes disponibles — fournies par l'archéologie, l'épigraphie et autres sources écrites, la numismatique, la toponymie, l'ethnologie, la linguistique, l'étude comparée des institutions — seront mises à profit pour parfaire la connaissance approfondie d'une région donnée. La bibliographie, très riche et minutieuse, sert non seulement d'appui aux thèses avancées par le présent ouvrage, mais aussi comme point de départ et direction des recherches futures.

Habitant au cœur même de la Péninsule balkanique, la population de l'antique Dardanie est entrée en contact avec la civilisation hellénique d'abord, puis avec celle développée par Rome, tout en gardant ses traits caractéristiques et, en tout premier lieu, sa langue jusqu'à nos jours. Un problème important pour les spécialistes est celui des rapports entre Illyriens et Thraces, ainsi que la délimitation de leurs frontières respectives. Or, la carence des sources rend ce problème difficile à résoudre.

La recherche comparée des institutions met au jour certaines analogies avec le monde hellénique, au sud du pays, alors qu'au nord dominent les analogies avec la civilisation romaine. Néanmoins, vu le relief accidenté de la Dardanie et, par conséquent, les communications difficiles, on est en droit de présumer du conservatisme de ce peuple quant à sa structure sociale, les éléments étrangers se faisant surtout sentir dans le domaine de son organisation politique. L'exposé de l'auteur, reposant sur l'étude comparée des systèmes social et politique, se révèle aussi suggestif que complet. Il a le mérite d'aller au-delà des limites et des possibilités d'une région donnée, pour tâcher de saisir les phénomènes, par des moyens variés, tels qu'ils se déroulent dans un espace plus vaste.

Digne d'être retenu comme remarquable l'essai de l'auteur de préciser l'emplacement en terrain et de trouver les équivalents modernes de certaines localités antiques. *L'oppidum Dardanicum* est l'actuelle Oraovica près de Preševo ; le camp militaire des Bastarnes se trouve remplacé de nos jours par la localité de Krševica, dans le voisinage de Vranje ; l'antique Oaeneum a fait place à Tetovo ; Draudaecum, c'est Gradec, pas trop éloigné de Gostivar, Damastion était située à l'intérieur du triangle déterminé par les localités actuelles de Janjevo, Kishnica et Prishtina ; Iustiniana Prima porte aujourd'hui le nom de Skopje ; Iustinopolis c'est Caričin Grad ; Bederiana, l'actuelle Bardovac, se trouve dans la vallée de la rivière de Lepevac, au nord de Skopje ; Taurisium, c'est l'actuelle Tavor, toujours dans le voisinage de Skopje.

H.M.

RAIMUND KREBL, *Byzantinische Prinzessinnen in Ungarn zwischen 1050—1200 und ihr Einfluß auf das Arpadenkonigreich*, Wien, 1979, 159 p. + XLIV

La littérature des rapports Byzance-Occident s'est enrichie d'un ouvrage remarquable, dû à R. Krebl et consacré à l'une des zones de contact des deux mondes — le royaume hongrois — où l'Occident catholique allait finalement faire s'incliner la balance en sa faveur, non sans se heurter à une résistance de la part de Constantinople impériale et orthodoxe. L'intérêt de l'ouvrage — présenté par l'auteur comme thèse de doctorat à l'Université de Vienne — est accru par le fait qu'il aborde l'intervalle 1050—1200, donc une période où la victoire latine n'était pas encore décidée, et la Byzance des Comnènes constituait encore un facteur politique et militaire de premier rang, capable de disputer à l'Occident catholique l'influence dans les zones de contact, par des voies allant depuis les moyens politiques et militaires jusqu'aux rapports commerciaux et aux relations personnelles.

De la multitude de ces moyens mis en valeur par les empereurs byzantins pour attirer le royaume arpadien dans leur sphère d'influence, l'auteur s'arrête sur la fonction des mariages contractés par les rois hongrois ou les membres de la maison royale avec des princesses byzantines. Dès le début, R. Krebl élimine de la discussion deux contrats matrimoniaux des Arpadiens avec des femmes de Byzance, soit en raison de l'insuffisance des informations (le mariage d'Émeric, fils d'Étienne I^{er}), soit en raison de leur manque d'importance pour la société hongroise, car ils interviennent en un moment où celle-ci était définitivement intégrée à l'Occident latin (le mariage de Bela IV avec Marie Lascaris). Aussi les préoccupations de l'auteur vont-elles vers les trois mariages byzantins des membres de la maison royale hongroise de la période prise en considération — Geza I^{er} avec la nièce du futur empereur Nikephore Botaniates, de la famille Synadenos, le prince Boris avec Anne-Arète Doukaina et Étienne IV avec Marie Comnène, nièce de Manuel Comnène — et les deux projets de mariage de Bela III avec Marie Comnène, fille de Manuel Comnène.

S'appuyant sur une vaste documentation, qui comprend des sources byzantines et latines relatives au problème, l'auteur apporte des points de vue nouveaux sur une série d'aspects concernant les rapports byzantino-hongrois des XI^e—XII^e siècles. C'est le cas des contacts précoces avec Byzance du futur roi Geza I^{er} (p. 15—24), la nouvelle datation proposée pour la venue du prince Boris à la cour de Constantinople et pour son mariage avec Anne-Arète Doukaina (p. 75—81) et l'établissement d'un nouveau règne d'Étienne IV, comme successeur direct de Geza II, imposé sur le trône par Manuel Comnène.

Mais le grand mérite de l'ouvrage consiste, par-dessus tout, dans la lumière qu'il projette sur la place des liens matrimoniaux byzantino-hongrois dans les influences culturelles et politiques exercées par la Nouvelle Rome sur le royaume arpadien. Des monuments importants de la culture hongroise des XI^e—XII^e siècles — *Corona Graeca* de Geza I^{er}, ou *Porta Speciosa* d'Észtergom, construite sous Bela III — tout comme la tentative d'intégrer l'État arpadien dans le système politique byzantin pendant la première moitié du XII^e siècle sont mis aussi sous le signe des mariages byzantins des Arpadiens. Par ailleurs, ces liens matrimoniaux auront eu leur rôle dans le maintien, en Hongrie des XI^e—XII^e siècles, d'une masse de fidèles de rite orthodoxe — l'auteur se rapporte seulement aux Grecs et aux Slaves (p. III, 119, 130) et ne fait pas mention de la population roumaine incluse dans le royaume par la conquête progressive de la Transylvanie par les Hongrois —, avec une église des monastères propres, tout comme dans la politique de tolérance religieuse prônée par les Arpadiens pendant cette période. Le tournant des XII^e—XIII^e siècles, qui marque l'entrée résolue de la société hongroise dans la sphère d'influence de l'Occident catholique, apporte des modifications importantes dans l'attitude de la royauté arpadienne envers l'église orthodoxe tout comme envers les fidèles de rite oriental du royaume.

S.B.

SEBASTIAN MORINTZ, *Contribuțiun arheologice la istoria tracilor timpurii. I. Epoca bronzului în spațiul carpato-balcanic* (Contributions archéologiques à l'histoire des Thraces de haute époque. I. L'âge du bronze dans l'espace carpato-balkanique). — Ed. Academici, Bucarest, 1978, 190 p. + 110 figs

Ces « Contributions archéologiques à l'histoire des Thraces de haute époque » comportent deux parties, à savoir : « L'âge du bronze dans l'espace carpato-balkanique », qui fait l'objet du présent compte rendu, et « Le premier âge du fer dans l'espace carpato-balkanique », ouvrage

à paraître prochainement. L'ensemble de l'ouvrage a été conçu comme une synthèse du développement historique et culturel de l'espace concerné pendant un laps de temps qui débute avec le bronze moyen et s'achève vers le milieu du premier âge du fer (Hallstatt), autrement dit, suivant une chronologie absolue, à partir du XVII^e siècle jusqu'au VII^e siècle av.n.è. Il s'agit d'une période très importante de l'histoire du continent européen, qui est aussi celle de la genèse des peuples thraces, constituant le groupe ethnique principal du Sud-Est de l'Europe à cette époque.

Avec le premier volume de cet ouvrage, l'auteur commence l'étude des cultures épanouies dans la zone carpatobalkanique pendant les phases moyenne et finale du bronze. Le choix de cette zone s'explique par l'existence des liens si étroits entre les régions nord- et sud-danubiennes en ces temps révolus, où l'on constate parfois des évolutions identiques. Du reste ce cadre géographique coïncide avec le foyer même de la genèse et du développement des Thraces. D'autre part, l'intervalle étudié par l'auteur représente, de l'avis de la majorité des archéologues roumains, justement la période où les cultures développées dans cette zone ont été l'œuvre des Thraces. Mais l'évolution historique dans l'espace carpatobalkanique n'offre pas un caractère uniforme dans ses détails, ni sur le plan économique et culturel, ni sous le rapport de son rythme. Aussi, l'auteur s'est-il trouvé obligé de traiter séparément dans ses premiers chapitres l'évolution de quatre zones caractéristiques, pour en dégager une image des réalités historiques aussi fidèle que possible. Ces quatre zones embrassent : 1) les régions danubiennes comprises entre les confluent de la Tisa et de l'Olt ; 2) l'espace délimité par les Carpates méridionales et le cours de la Maritza ; 3) les régions ouest-pontiques et situées au nord-ouest de la mer Noire, le plateau transylvain y compris ; 4) la zone qui s'étend entre les Alpes de Transylvanie et la vallée de la Tisa.

La lecture des quatre chapitres susmentionnés montre que l'auteur n'a guère songé à un exposé monographique des cultures mises en cause. Son propos est de retenir de chaque culture les aspects susceptibles de faciliter l'étude exacte de ses origines, ainsi que la précision du développement, dans le temps comme dans l'espace, des rapports entre les différentes cultures. L'élément principal de sa démonstration est fourni par la céramique. On constate une certaine inégalité de traitement pour les divers cultures et processus, née du fait que l'auteur passe assez rapidement sur les questions déjà élucidées, pour pouvoir s'arrêter plus longuement sur les aspects moins connus, voire inédits, mis en lumière par ses propres recherches. Il convient de noter à cet égard au moins deux exemples éloquents de l'originalité de la contribution de l'auteur. Tout d'abord, il réalise la première synthèse de la culture Coslogeni de l'étape finale du bronze, en dégageant ses traits saillants (p. 121—152). L'autre exemple réside dans l'importante contribution qu'il fournit au sujet de la période initiale et moyenne du bronze dans la zone istropontique (sud-est de la Roumanie et nord-est de la Bulgarie) — zone où jusqu'à présent on n'a localisé aucune culture appartenant à cette période. La remise en question par l'auteur de ce qu'on appelle l'horizon des tombes tumulaires à ocre du Sud-Est de l'Europe, en étroite relation avec le phénomène culturel analogue constaté dans les steppes nord-caucasiennes et du nord de la mer Noire, lui permet de prouver que durant les phases initiale et moyenne du bronze la zone istropontique était habitée par des tribus descendues du nord de la mer Noire. Ces tribus d'origine nord-pontique en essaimant sont entrées en contact direct avec les cultures développées au nord du massif caucasien, ainsi qu'avec celles couvrant la région carpatobalkanique et probablement aussi avec la civilisation égéomycénienne.

Les documents archéologiques sur lesquels repose cet ouvrage particulièrement intéressant ont été fournis aussi bien par les fouilles de l'auteur, que par ses recherches dans les musées roumains et des pays voisins et l'étude de la bibliographie spécialisée parue en Roumanie et à l'étranger. Un travail de synthèse sur ce vaste matériel documentaire de caractère archéologique devait permettre à l'auteur l'ébauche d'une image d'ensemble convaincante d'une évolution historique se traduisant par une suite de cultures spécifiques de certains groupements de tribus, par les rapports entre ces groupes humains, leurs migrations, leurs interférences et les synthèses ethno-culturelles qui en résultèrent.

Vers la fin de l'âge du bronze (XIV^e—XIII^e siècles av. n.è. se dessine une tendance à l'uniformisation culturelle sur de vastes espaces géographiques. Dans les années 1200 av. n.è., la population habitant à l'intérieur de l'arc carpatique devait enregistrer de grands progrès techniques et culturels. Ce sont les Thraces de la région carpatique qui ont tenu un rôle essentiel dans l'unification culturelle de leurs congénères au courant des XII^e—XI^e siècles av. n.è.

Compte tenu de la valeur de cette première partie de l'ouvrage de S. Morintz, nous attendons avec intérêt la parution de son deuxième volume. Celui-ci sera consacré à l'évolution sans hiatus de la population carpatobalkanique jusqu'au Latène, à l'époque des Gétos-Daces.

PETRE I. ROMAN, *Cultura Coşofeni* (Coşofeni-Kultur). Bibliothek der Archäologie XXVI, Verlag der Akademie der S. R. Rumänien, Bukarest 1976, 215 Seiten, 118 Tafeln.

Diese Monographie stellt die erste archäologische Syntese der Coşofeni-Kultur aus der Übergangsperiode von Neolithikum zur Bronzezeit dar. Für die Geschichte unseres Kontinents überhaupt besteht die Bedeutung dieses Buches darin, daß es der historische Moment des Entstehungsprozesses der indoeuropäischen Bevölkerungsgruppen in Europa, einschließlich der Thraken im Karpathen- und Balkanraum behandelt.

In diesem kurzgefaßten Buch werden alle von einer systematischen Bearbeitung der Coşofeni-Kultur auf dem Gebiet Rumäniens vorausgesetzten Aspekte angeschnitten. Dabei werden die gleichartigen und gleichzeitigen kulturellen Erscheinungen im Zentral- und Südosteuropa standig vergleichend betrachtet.

In den neun Kapiteln des Buches (Anleitung, Forschungsgeschichte, Verbreitungsraum, Periodisierung, das Verhältnis der Coşofeni-Kultur zu anderen gleichzeitigen Kulturen, die relative und absolute Chronologie, der Ursprung der Coşofeni-Kultur, das Ende der Coşofeni-Kultur, Schlußwort) gelingt es dem Verfasser, das zum großen Teil von ihm selbst gesammelten dokumentarische Material sowie dessen Interpretierung mit vielen originellen Standpunkten in einer kurzgefaßten aber übersichtlichen Weise darzulegen.

Das umfassendste Kapitel des Buches betitelt „Der Verbreitungsraum“ befaßt sich eigentlich nicht nur mit den Fragen, die ausschließlich mit dem Verbreitungsraum zusammenhängen sondern auch mit dem Inhalt dieser Kultur: Typen von Siedlungen und Wohnungen, die Metallbearbeitung, gehauene und geschliffene Steinindustrie, Horn- und Knochenindustrie, Keramik, Gräber und Bestattungsritus.

Die zahlreichen und gut geordneten Beilagen sind ein wichtiges und nützlich Arbeitsinstrument. Das alphabetische Verzeichnis der Ortschaften Coşofeni, Baden, Kostolac gibt außer dem Namen der Gemeinde und des Kreises, wo die Befunde ausgegraben wurden, die wichtigste Biographie sowie das Museum, wo das archäologische Material beherbergt wird, an. Die reiche aus 118 Tafeln zusammengesetzte Illustration bezieht sich zum größten Teil auf die Keramik und ist entsprechend der zwei Ziele des Verfassers eingeordnet: dem Leser die Veranschaulichung der verschiedenen Erscheinungsformen der Keramik nach Umriß, Verzierungstechnik und -Muster zu ermöglichen, auf einer Seite, und ihm einen Überblick des Ganzen durch die einheitliche Behandlung des Materials aus verschiedenen archäologischen Zentren zu vermitteln, auf der anderen Seite. Der Verfasser hat diese Methode angewandt, indem er von der Notwendigkeit ausging, eine große Menge von nichtschichtigem archäologischen Material chronologisch, nach typologischen Kriterien zu ordnen. Die Biographie umfaßt außer den Beitragender rumänischen Forscher auch die wichtigsten Studien der europäischen Spezialisten über dieses Thema sowie über Fragen, die damit zusammenhängen.

Dessen bewußt, daß in der Untersuchung dieser Kultur noch Lücken bestehen, betrachtet der Verfasser selbst seinen Beitrag nur als eine Stufe in der Forschung und Dokumentation. Wie aber Prof. Vl. Milojević unterstrich, „stellt dieses Buch einen wesentlichen Fortschritt für die Untersuchung der Kupferzeit im Osten Zentraleuropas dar und bietet der künftigen Untersuchungsarbeit eine solide Basis an und verleiht ihr neue Impulse“.

C.B.-P.

TIBERIU BADER, *Epoca bronzului în nord-vestul Transilvaniei Cultura pretracică și tracică*. (Die Bronzezeit in Nordwesten Transylvaniens. Vorthrakische und thrakische Kultur). Wissenschaftlicher und enzyklopädischer Verlag, Bukarest 1978, 246 Seiten, 95 Tafeln.

Vor uns liegt eine archäologische Monographie über eine verhältnismäßig kleine geographische Einheit Rumäniens (Someş-Ebene und Oaş-Niederung), die chronologisch dem II. Jahrtausend v.u.Z. gewidmet ist, einer Epoche in der der Entstehungsprozeß der Thraker vor sich ging. Der Kern des Buches bildet die systematische Behandlung der Kulturen der Bronzezeit in dem genannten Gebiet (die Kulturen Nir, Otomani und Suciu de Sus). Darüberhinaus bezieht sich der Verfasser auch auf die kulturellen Erscheinungen, die mit der Endzeit des Neolithikums und der Übergangsperiode zur Bronzezeit (Gava-Kultur) zusammenhängen. Somit wird ein ununterbrochener historischer Prozeß in der untersuchten Zone hervorgehoben.

Jede Kultur ist analytisch behandelt, wobei kleine echte Monographien entstehen, die den Stand der Forschung, den Verbreitungsraum, das Typ der Siedlungen und Wohnungen, die

Grabfelder und einzelne Gräber, die Keramik, die Stein — Ton und Knochengegenstände sowie die Chronologie der betreffenden Kultur darstellen.

Die innere Entwicklung und die Wechselbeziehung dieser Kulturen mit anderen gleichzeitigen kulturellen Erscheinungen auf dem Gebiet Rumaniens und in den benachbarten Zonen (vor allem Ungarn, Slowakei und Polen) sind ebenfalls ständig berücksichtigt. Ein besonderes Kapitel ist der Bronzezeitmetallurgie und der damit zusammenhängenden Problematik gewidmet: der Beschreibung und dem Verbreitungsraum der Bronzegegenstände sowie ihrer typologischen und chronologischen Klassifizierung.

Der Katalog der bis 1974 in dieser Zone durchgeführten Ausgrabungen, die Karten, die synoptischen Tafeln und Zeichnungen oder die Fotos des archäologischen Materials ergänzen das Buch und erhöhen seinen Wert und seine Wirksamkeit.

In Zusammenhang mit diesem Buch ist die Bestrebung des Verfassers hervorzuheben, den strengen technischen Charakter, der den meisten archäologischen Studien eigen ist, zu überschreiten sowie der Wunsch, den historischen Prozeß des menschlichen Lebens im Nordwesten Rumaniens in der Bronzezeit lebendig darzustellen. Das Verhältnis zwischen dem Menschen und der Natur wird vom Verfasser ebenfalls ständig verfolgt.

Die Behandlung dieser Aspekte aus dem täglichen Leben dieser Zeiten sowie der historischen Entwicklung des Ackerbaus und der Viehzucht treibenden Stämme aus der Bronzezeit gewinnen um so mehr an Bedeutung als es nun die Zeit geht, in der das ethnische Herausbilden der Bevölkerung stattfindet, die später in die schriftlichen Quellen mit der Bezeichnung Thraken eingegangen ist.

Wie nützlich solche auf einer bestimmten Zone begrenzten Monographien sind, hat uns der wissenschaftliche Forscher S. D. Ferche mit ihrem Buch „Siedlungen vom III. und IV. Jahrhundert u.Z. im Südwesten Munteniens. Die Ausgrabungen von Dulecana“ bewiesen und wird erneut von Tiberiu Bader in seiner vorliegenden Synthese bestätigt.

C.B-P.

JOHANNES FAENSEN, *Die albanische Nationalbewegung*, Osteuropa-Institut an der freien Universität Berlin, Balkanologische Veröffentlichungen (herausgegeben von Norbert Reiter), Band 1, Berlin, 1980, 186 p.

Avant d'aborder le sujet qu'il se propose d'examiner, l'auteur donne quelques éclaircissements concernant le terme utilisé, les limites chronologiques de la période envisagée et les tendances de l'époque antérieure (la fin du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle).

Le terme choisi (à l'instar p. ex. de S. Pollo et A. Puto), mouvement national (Nationalbewegung), selon la démonstration faite correspond aux faits analysés mieux que le terme Wiedergeburt (en albanais Rilindja) ou Renaissance. La parution de l'abbéciaire de Naum Veqilharxhi en 1811 est considérée d'une importance décisive pour le mouvement national albanais; ainsi donc les limites chronologiques de la période examinée sont 1811 et 1912.

Un paragraphe fort intéressant, aussi que d'autres observations éparses regardent la conscience de l'unité de langue comme une des prémisses du mouvement national. L'emploi de la méthode socio-linguistique s'avère adéquate pour l'analyse de la formation de la langue littéraire, pour l'analyse du bilinguisme, pour l'histoire de la répartition dialectale.

J. Faensen parle à juste titre du processus complexe de transformation et de développement national (Nationswerdung), qui commence dans la féodalité et qui connaît une phase latente avant de se manifester dans le mouvement national (Nationalbewegung). Dans la première moitié du XIX^e siècle, le manque d'un marché interne unifié (entre le Nord et le Sud du pays), les différences religieuses et l'absence d'une forte bourgeoisie font que le processus de la formation de la nation soit en retard par comparaison aux autres pays balkaniques.

A l'avis de Faensen, la question concernant la véritable importance de l'année 1821 pour le mouvement national albanais reste encore à résoudre. Mais il ne la nie pas, au contraire, dans le cas de Naum Veqilharxhi, par exemple, le premier auteur d'un programme national d'éducation. C'est avec ce chapitre bien étoffé sur Naum Veqilharxhi que J. Faensen commence son analyse et présentation (d'une manière surtout chronologique) des manifestations du mouvement national, à savoir: les sociétés culturelles, l'enseignement national, la production de livres et la presse en albanais.

Une question importante regarde le statut des intellectuels albanais d'Italie (et de Grèce), en dehors donc de ce que J. Faensen appelle Kerngebiet (la région centrale). Le fait qu'ils écrivaient dans d'autres langues (grec et surtout italien) et qu'ils avaient une très réduite audience

dans la « région centrale » (si elle ne manquait tout à fait) détermine l'auteur de les considérer moins comme des représentants du mouvement national albanais et plutôt comme appartenant à la culture italienne. Leur activité est importante en tant qu'élément de propagande en Europe en faveur du mouvement albanais. J. Faensen discute aussi la situation de tout intellectuel albanais qui ayant comme langue de culture le grec ou le ture, adopte et transforme l'albanais en langue de culture. Un cas typique — qui mérite d'être encore étudié — est celui de Sami Frashëri, intellectuel albanais dont l'activité est dirigée à la fois vers la formation du ture moderne et de l'albanais moderne.

L'auteur suit le développement et l'extension des activités ayant comme but la formation de la culture albanaise nationale moderne. Après les efforts de Veqilharxhi¹ et après une période de régression, commence une activité toujours plus riche et diversifiée qui aboutit en 1912 à la déclaration de l'indépendance de l'Etat albanais. J. Faensen donne un tableau chronologique détaillé et précis de toutes les sociétés culturelles et patriotiques et de toutes les écoles² albanaises d'Istanbul, de Roumanie, d'Egypte, de Bulgarie, d'Etats Unis et d'Albanie. Il n'oublie pas les livres et la presse parus à l'époque, mais cette fois-ci il ne se propose pas une présentation exhaustive. L'auteur est intéressé par les statuts des sociétés et moins par les programmes des journaux et par les programmes des matières d'enseignement. Mais les statuts et les listes des membres des sociétés, les listes des élèves et des participants aux congrès de tous les Albanais (de Manastir et d'Elbasan, consacrés aux problèmes tellement controversés de l'alphabet et de la norme littéraire unifiée) il les utilise pour la première fois d'une manière ferme en vue d'établir la structure sociale du mouvement culturel national albanais. Une de ses observations les plus importantes concerne la croissance du nombre et du rôle des intellectuels dans la première décennie du XX^e siècle : « Daß die Vertreter der Intellektuellenschicht auf dem Kongress dominierten, läßt sich einerseits auf die Natur der Lösung anstehenden Probleme zurückführen, andererseits als Ergebnis der sozialen und kulturellen Entwicklung verstehen, die das Albanertum innerhalb einer Generation vollzogen hatte ». (Il s'agit du congrès d'Elbasan qui se proposait l'unification de la norme littéraire.) (p. 69).

Pour conclure, nous considérons utile de souligner encore une fois les résultats remarquables de ce livre qui utilise à la fois l'investigation linguistique (en s'appuyant sur la méthode socio-linguistique) et l'investigation d'histoire de la culture (suivant l'audience de ce qu'on écrivait à l'époque (Lesepublikum), la structure sociale et l'appartenance régionale ou religieuse des représentants du mouvement national albanais).

La deuxième partie de ce livre est une très utile liste d'un grand nombre des représentants du mouvement national albanais dont l'auteur donne tous les renseignements possibles, liste que personne n'a élaboré jusqu'à présent et qui — étant donné la relative pauvreté d'information — comble une considérable lacune.

De cette manière, le livre de J. Faensen représente une excellente et utile vue d'ensemble sur les phénomènes nationaux albanais, fondée sur des observations et précisions qui ouvrent aussi d'autres voies de recherche.

C. V.

NIKOLOVA, SVETLINA, *Patëriënite razkazi v bŭlgarskata srednovekovna literatura*. (I.e « patërikon » dans la littérature bulgare médiévale). Izdatelstvo na Bŭlgarskata Akademija na Naukite, Sofia, 1980, 426 p.

Selon toute vraisemblance, les « livres des Pères » traduites en vieux slave par St Méthode (882—884) devaient être un *patërikon* grec. Il s'agissait, très probablement, des *Dialogues* de St Grégoire le Grand (+ 604) et que le pape Zacharie (741—754) avait fait traduire en grec, avant d'être élu successeur de St Pierre : c'est le soi-disant *Patërikon romain* des slavisautes. D'autres eroient qu'il s'agissait plutôt de l'*Histoire Lausaque* de Palladius (+ vers 430) et de l'*Historia monachorum in Aegypto* de Rufin d'Aquilée (+ 411), le soi-disant *Patërikon d'Egypte*, ou bien du « Livre des SS Pères » (Ἀνδρῶν ἁγίων βιβλίον).

¹ Ses efforts étaient connus à leurs temps par les intellectuels roumains (Eliade Rădulescu, Bariț) ; v. aussi la lettre des citoyens de Korça traduit en roumain probablement — ainsi comme affirme Faensen — pour des raisons de propagande, Veqilharxhi menant son activité en Roumanie.

² Même s'il ne mentionne pas l'école albanaise de Constantza ouverte en 1905.

traduit en latin par le futur pape Pélage (556—561) vers 538 et complété par Paschasius et St Martin de Braga (Dumiensis), c'est-à-dire le *Patèrikon de Scélhé*. Il y a peu de chances que ce fut le *Pratum spiritulæ* de Jean Moschus (+ 634), ou le *Patèrikon du Sinai*. Dans cette question les spécialistes, il faut le dire, sont très partagés.

Selon Mme Nikolova, il s'agirait du grand *patèrikon* composite de la fin du Moyen Âge (*Svodnyj paterik*, en russe) et que le monde, jusque-là, était d'accord pour ranger au XIV^e siècle. L'édition qu'elle en donne (pp. 147—384) emploie cinq manuscrits, qu'il est assez difficile d'identifier. En effet, on ne dit nulle part ce que signifient les cinq sigles de l'appareil critique, bien qu'on peut justement supposer qu'ils désignent les quatre copies de la rédaction Υ 1 du *Patèrikon composite* accessibles à Mme Nikolova, laquelle adopte la classification de I. Erjomin, *Svodnyj paterik u pvidenno-sloujanskich, ukraïnskomu ta moskovskomu pismenstvu*, « Zapiski Istorïčno-Filologičnogo Viddilu Ukraïnskoj Akademii Nauk », 12 (1927), 46—77; 15 (1930), 51—101; Sofia, Bibliothèque Nationale Sl. 1036 (XIV^e siècle), Moscou, Musée Historique, Chludov 237 (1340—1350 env.), Chilandari Sl. 418 (313), du XIV^e siècle et Jassy, Musée Dosithée, n^o d'inventaire 4859 L (1350—1360 env.); le cinquième doit désigner le manuscrit slave n^o 78 (XIV^e siècle) des Archives de l'Académie Bulgare, copie de la rédaction Υ B. Tandis que le sixième manuscrit, choisi (p. 388) pour texte de base (Zographou Sl. 83; 164; II. B. 5, du XIV^e siècle lui aussi), ne semble pas avoir reçu de lettre distinctive (cf. pp. 36—38); celui-ci, toujours de la tradition Υ B, comprend plusieurs anecdotes prises à la rédaction Υ F, particularité qui aurait dû, normalement, pousser un éditeur à en reléguer les variantes dans les notes.

Il y en a là 367 récits, traduits sur le grec, selon toute vraisemblance, bien qu'on n'ait pas encore réussi à en dénicher l'original (ou les originaux, puisqu'il s'agit de plusieurs rédactions, assez dissemblables). De toute manière, Mme Nikolova ne trouve pas utile de mettre en évidence les éléments de la langue ou de la tradition du texte, qui nous permettraient de croire que nous ayons affaire à une œuvre de St Méthode. De plus, il y en a des anecdotes tirées des *paterika* alphabétique de Jérusalem et d'Égypte, que même l'éditrice est d'accord pour dater au X^e siècle, au plus tôt. La tradition manuscrite du *patèrikon* composite est d'ailleurs si touffue et si enchevêtrée, que des éclaircissements préliminaires auraient été bien nécessaires. Du moins, l'éditrice aurait dû s'efforcer d'identifier les modèles et les différentes rédactions. Or, elle se borne à ajouter une brève table de concordances, bâtie sur les données des tableaux dressés par W. R. Veder, *La tradition slave des Apophlegmata Patrum*, « Slovo », 24 (1971), 66—92, M. Capaldo, *La tradizione slave della collezione alfabetica anonima degli Apophlegmata Patrum*, « Ricerche Slavistiche », 22—23 (1975—1976), 110—120 et N. van Wijk, *Podrobnij obzor cerkovo-slavjanskogo perevoda Bol'sogo Limonarija*, « Byzantino-Slavica », 6 (1935—1936), 38—83. Il y a, d'ailleurs, beaucoup d'anecdotes (179 sur 367) pour lesquelles Mms Nikolova n'a pas trouvé de correspondant en grec. Pour les copies du *Patèrikon de Scélhé*, l'éditrice a employé quelques manuscrits slaves de Roumanie, à savoir Bucarest, Bibliothèque de l'Académie, Sl 298 et 316, du XIV^e siècle et 74 et 161 du XV^e, à côté du manuscrit de Jassy en Moldavie, déjà signalé. Il faut enfin observer que la manière d'affecter de croire que tous les manuscrits en vieux slave de Russie, de Roumanie, de Yougoslavie et de la Grèce sont bulgares, est assez bizarre.

Au moins, ce livre a pour mérite principal celui de nous offrir le texte du *Patèrikon composite*, édition qui doit désormais être rangée à côté de celle due à V.S. Golyšenko et V.F. Dubrovina pour Jean Moschus, parue à Moscou en 1967, en attendant des éditions modernes pour les autres.

R.C.

Boztorgay, collection of Tartar folklore in S.R. of Romania, edited by Ahmet Nagi G. Ali, Mehmet Ablai and Nuri Vuap, București, Kriterion, 1980, 390 p.

The first anthology of Tartar folklore to be issued in Romania is entitled *Boztorgay* (The Quail) and is the outcome of several years of studies carried out by three impassioned researchers. They have collected a rich and varied folkloric stuff most of which was for the first time now brought into scientific circulation. Except for a few small collections of Tartar folklore of Parvelia published in the interwar period in *Analele Dobrogei* and some texts quoted in the more recent studies written by Ghizela Sulițeanu or Ahmet Nagi G. Ali the stuff was unknown.

The three authors of the present edition are Ahmet Nagi G. Ali, who has been dealing for a very long time with matters of Tartar culture in Romania (especially lyrical ballads)

Memet Ablai, a historian, and Nuri Vuap. an engineer and freetime folklorist. They have investigated 57 informers living in 27 localities located mostly in Dobrogea (10 informers of Medgidia, 5 of Constanța, 3 of Cobadin, 3 of Osmancea, 3 of Ciocirlia de Jos, etc). There were nevertheless 3 informers living in Bucharest. Among the investigated places there was a Bulgarian town (Bazargic-Tolbuhin) from where texts have been collected a longer time ago.

The book has a *Foreword* by Ahmet Nağî G. Ali which explains the method used in collecting Tartar folklore and gives a general account on Tartar folklore in Romania. There is also an introduction written by Memet Ablai, entitled "Who Are the Tartars? What Does History Say about Them?"

The eleven chapters of the book are of different length and comprise texts distributed according to morphological criteria. The proportions of some chapters and the big number of texts included indicate the power and persistence of the proverbs or the so-called *maneler*, very much alike to the Romanian "strigătura" (humorous or satirical verse chanted during a folk dance) but which have a compulsory quatrain form. There are chapters comprising riddles, tales — some of which have Nastratin Hogeia as a main character (these tales were mentioned by Dimitrie Cantemir in his *History of the Ottoman Empire*) — fairy tales, songs as well as some genres which are to be found only in the Tartar folklore; ğırlar, beytler, şınlar, bozlawar, aytınlar. All the texts have been transcribed taking into account the linguistic peculiarities of each informer (for the Tartar language spoken in Romania is not unitary), a fact that renders this book very useful for the linguists interested in the study of Tartar dialects and Tartar language history. The book is equally useful for historical toponymy because the texts preserve old town and place names in forms which have now disappeared. The numerous loan-words from Romanian especially those connected to technical notions and generally speaking all such modern loans might be worth a separate study.

There is of course an obvious similitude between the texts included in this book with some other folkloric texts belonging to some different cultures, mainly to Romanian culture. Some of these similitudes are undoubtedly universal by nature and are not due to direct loans (such proverbs as "peștele cel mare înghite pe cel mic" (the big fish eat up the small one, etc). Some others bear evident historical and civilization features and thus indicate definite cultural exchanges or at least a common cultural atmosphere. The book is therefore an important basis for the future research of these exchanges and mainly for the delimitation of this area of friendly spiritual cohabitation. It should equally provide the necessary stuff for those interested in the contact among the Balkan cultures, between the Romanian culture and Oriental cultures as an easier way for folkloric exchanges (there have been so far studies on the contacts between the Romanian culture and Turkish and Arabic ones).

The book itself is a valuable achievement of the three authors, of the Romanian Oriental studies and of the Kriterion Publishers which have issued it in a beautiful edition.

A.K.

Cronica lui Ion Neculce copiată de Ioasaf Luca. Manuscrisul "Mihail" (La chronique de Ion Neculce copiée par Ioasaf Luca. Le manuscrit « Mihail », éditée par Zamfira Mihail et Paul Mihail. Avant-propos par Ștefan Ștefănescu, București, Ed. Litera, 1980, XXXI+ + 249 p.*

Le chroniqueur Ion Neculce (c. 1672—1745), ministre de la Guerre pendant le règne de Démètre Cantemir, est connu comme un des illustres écrivains de la littérature roumaine. Son œuvre, *Letopisețul Țării Moldovei de la Dabija Vodă pînă la a doua domnie a lui Constantin Mavrocordat*, consacrée au récit des événements passés en Moldavie dans l'intervalle 1661—1743, représente un remarquable monument de l'historiographie, de l'histoire de la culture et de l'histoire de la langue roumaine. Une nouvelle édition de cette chronique est apparue récemment. Il s'agit de l'édition soignée par Zamfira Mihail et Paul Mihail qui nous offre une version des annales moins connue jusqu'à présent, à savoir la version contenue dans le manuscrit

* Voir les comptes rendus : Al. Dușu (« România literară », XIII, 1980, n° 47, p. 6) ; Ștefan Gorovei (« Cronica », Iași, XV, 1981, n° 5, p. 2) ; Mircea Angheliescu (« Transilvania », Sibiu, 1981, n° 1, p. 44—45) ; Liviu Onu (« Revista de istorie și teorie literară », 30, 1981, n° 2, p. 293—296) ; Ioan Alexandru (« Flacăra », n° 31, le 30 juillet 1981, p. 7) ; N. Stoicescu (« Revista de istorie », 34, 1981, n° 7, p. 1381—1385) ; Șt. Gorovei (« Anuarul Inst. de istorie și arh. "A. D. Xenopol", Iași, XVIII, 1981, p. 705—708) ; Iorgu Iordan (« Limba română », XXX, 1981, n° 4, p. 343).

ainsi dit « Mihail », qui se trouve en possession de la famille Mihail. Cette version appartient au copiste Ioasaf Luca, neveu du chroniqueur.

Dans l'« Avant-propos », le prof. Ștefan Ștefănescu, le directeur de l'Institut d'histoire « N. Iorga », exprime sa conviction que la véritable valeur des sources historiographiques est donnée par la formation de spécialité des éditeurs et considère le livre comme une œuvre de restitution de grande signification.

Dans « La note des éditeurs », ceux-ci présentent l'importance du choix du texte-base en vue d'une édition scientifique de tout œuvre littéraire roumaine de l'époque ancienne, y compris de l'œuvre de Ion Neculce, le bien connu érudit moldave.

Les éditeurs essaient l'établissement d'une succession des manuscrits de la chronique, en s'appuyant non seulement sur les informations de quelques ouvrages de spécialité, mais aussi sur leur examen attentif et compétent, en faisant ainsi preuve d'une formation philologique solide et minutieuse.

Les éditeurs présentent ensuite l'activité du copiste Ioasaf Luca, le neveu du chroniqueur, et expliquent l'élaboration et la circulation des copies d'après les annales. On décrit les variantes manuscrites et, conformément aux diverses particularités (de graphie, de contenu, de langue), la liaison qu'on peut établir entre elles, dans le temps.

Puis, on décrit le manuscrit « Mihail » avec les détails concernant les dimensions, le numérotage des feuilles, les philigranes du papier, etc. Quelques fac-similés prouvent de la grande exactitude dans la transcription du texte avec des caractères latins. À cause du fait que le manuscrit est joliment lié et écrit avec beaucoup de soin et même d'élégance, les éditeurs concluent qu'il s'agit d'un exemplaire de luxe. On continue par une histoire détaillée du manuscrit « Mihail », et par une comparaison de celui-ci au manuscrit roumain N° 253 de la B.A.R.S.R., tel qu'il est édité par Iorgu Iordan en 1959. Les additions (mots et séquences, quelques fois plus amples) du manuscrit « Mihail » sont composées avec des italiques dans le texte de l'édition : les mots et les passages qui se trouvent seulement dans l'édition Iordan sont indiqués en notes. Les différences lexicales ou morphologiques sont, elles aussi, mentionnées au bas de la page. Latéralement, on indique les feuilles du manuscrit et, aussi, les pages qui correspondent dans l'édition Iordan. Les éditeurs classifient les différences de rédaction des deux manuscrits et les comparent. On a fixé que le copiste a commencé à écrire le manuscrit « Mihail » après 1758, conformément à des arguments qui ne restent pas définitifs. On présente les raisons qui ont déterminé les éditeurs à opter pour l'une ou l'autre des interprétations possibles concernant la transcription du texte.

À la fin on relève la haute conception d'historiographe de Ioasaf Luca, l'importance de son apport infatigable à « l'accomplissement et la retouche de l'œuvre » de Neculce, cette édition se constituant, à la fois, comme un hommage des éditeurs à la personnalité de Ioasaf Luca.

La version « Mihail » présente de différences saisissables à des autres copies manuscrites, même à des autres copies de Ioasaf. Quant à la rédaction, le manuscrit « Mihail » contient surtout de complètement considérables qu'on peut attribuer à Neculce, étant donné que ceux-ci se réfèrent aux événements et aux détails que Ioasaf ne pouvait pas connaître. En échange, selon l'opinion des éditeurs, les ajouts de dates, noms ou chiffres peuvent être attribués, dans une mesure plus grande, au copiste, qui aurait voulu remplacer le « conte » par « l'histoire » et donner d'informations exactes et correctes.

Ioasaf considérait son activité de copier comme un acte de participation à l'accomplissement de la chronique. Le manuscrit « Mihail » est la sixième copie de Ioasaf Luca qu'on a découverte jusqu'à présent. Mais, le copiste reste très fidèle à la graphie archaïque aussi qu'à l'ordre des « séquences épiques » ; il n'intervient que là où il sent le besoin de préciser plus exactement les dates ou les noms propres. Il est possible que ces éclaircissements, additions ou corrections ultérieures au manuscrit N° 253, aient été faits par Ioasaf, ou bien par le chroniqueur même, dans une copie située en temps entre le manuscrit N° 253 et le manuscrit « Mihail ».

Nous apprécions que, pour une meilleure détermination de la filiation des manuscrits il est nécessaire non seulement l'étude du contenu ou des feuilles des annales, mais aussi l'analyse attentive des interventions autographes faites par Neculce dans le manuscrit N° 253, que nous considérons, pour cette raison, un manuscrit-clé dans les interprétations possibles concernant la succession des autres copies manuscrites.

Selon notre avis, la comparaison avec la variante de l'édition Iordan n'est pas suffisante, parce que dans celle-ci on ne signale pas toutes les interventions autographes de Neculce à la chronique. Il y a aussi des cas où, par erreur, quelques séquences sont attribuées, à tort, à Neculce. Ainsi, « Cine dă mai mult, acela-i prietin și mai bun ». (ms. N° 253, f. 439 r/18) n'appartient pas à Neculce, mais à un copiste qui avait complété une information du chroniqueur (v. éd. Mihail, p. XIX).

La conclusion qui résulte est que la filiation des manuscrits de la chronique peut être établie seulement à la suite d'une analyse exhaustive de tous les manuscrits gardés, même si quelques-uns de ces manuscrits copient une seule partie des annales.

Etant donné que la version Mihail présente de grandes différences par rapport aux autres versions, sa publication est bienvenue. La nouvelle édition de la chronique de Neculce permet de réaliser plus exactement la suite des manuscrits aussi bien qu'à estimer judicieusement les informations renfermées dans ce monument de l'historiographie et de la littérature roumaines.

Dans ce but de restitution, la publication du manuscrit « Mihail » n'est qu'un degré. Grâce aux hypothèses et aux solutions offertes par les éditeurs, le livre se constitue comme point de départ — dans la compréhension et l'appréciation du moment historique-philologique que les annales moldaves représentent — et comme un instrument nécessaire de travail, sans lequel aucun spécialiste ne peut avancer vers l'original de Neculce.

Tout en s'encadrant dans la préoccupation soutenue de publication des sources historiques, l'édition de la chronique de Ion Neculce est, également, un acte scientifique et patriotique. Cette édition enrichit le corpus national des sources historiques roumaines, mettant au jour une version intéressante de ces annales présentées par la copie de Ioasaf Luca.

A.S.G.

PHILIP GRIERSON, *Bibliographie numismatique*. 2^e édition revue et augmentée. Cercle d'études numismatiques. Travaux 9. Bruxelles, 1979, 359 (—368) pp.

En 1954, le professeur Philip Grierson (dont les études de numismatique byzantine et du moyen âge sont universellement connues) publiait à Londres une brochure de 88 pages intitulée *Coins and Medals; a select bibliography*. Sous le titre *Bibliographie numismatique*, une version française de cet ouvrage sortait des presses en 1966 à Bruxelles, constituant le tome 2 des Travaux du Cercle d'études numismatiques belge. Elle représentait en fait un nouvel ouvrage de 235 pages, complètement remanié et mis à jour. Le succès remarquable obtenu par la version française détermina la publication de cette seconde édition, elle aussi revue et augmentée.

Ce nouveau livre du professeur Grierson est un excellent instrument de travail, mis à la portée des chercheurs spécialistes dans les divers domaines de la numismatique, mais destiné également à tous ceux qui s'intéressent à l'étude de cette discipline. Comme l'auteur le précise dans sa préface (p. 7), la *Bibliographie numismatique* « mentionne, primo, les ouvrages de référence essentiels dans chaque domaine et, secundo, un choix de monographies et d'articles récents dont les titres indiquent les tendances actuelles de la recherche et dont les notes fournissent une bibliographie tenue à jour ». Ça et là, des appréciations très concises et pertinentes en même temps mettent en évidence la valeur ou les défauts de l'ouvrage enregistré. La compétence de l'auteur et l'ampleur de la documentation dont il dispose représentent sans doute aux yeux de n'importe quel lecteur une solide garantie de la justesse de son choix et de ses jugements. Aussi nous bornerons-nous, dans ce qui suit, à signaler quelques remarques de détail.

Ainsi par exemple, à la liste des principaux périodiques de numismatique (p. 16—22), on doit apporter des rectifications en ce qui concerne le début de l'apparition de deux publications roumaines, à savoir : *Buletinul Societății numismatice române* (p. 17 : 1904, au lieu de 1905)¹ et *Studii și cercetări de numismatică* (1957, au lieu de 1951 ; p. 21). De cette liste manquent les périodiques suivants : *Compte rendu*, organe officiel de la Commission internationale de Numismatique (dont le dernier numéro paru, 26, couvre l'année 1979) et la revue roumaine fondée en 1920 par Const. Moisil *Cronica numismatică și arheologică*, qui a recueilli pendant un quart de siècle bon nombre de travaux assez importants ayant trait notamment à la numismatique grecque, romaine, byzantine et médiévale.

Au chapitre I^{er} Ouvrages généraux 7. Imitations, ornements et faux (p. 27—28), il aurait fallu ajouter l'importante contribution de Gaebler, H., *Die antiken Munzen Nord—Griechenlands, III/2. Makedonia und Paionia*, Berlin, 1935, Fälschungen, p. 207—218.

De même, au sujet de l'activité déployée par le célèbre Giovanni Cavino de Padoue, il convient de mentionner les ouvrages suivants omis par l'auteur de la *Bibliographie numismatique* :

Pink, K., « Cold medallions of Lysimachus and kindred forgeries », *NC* 5, 1937, p. 73—90 ;

¹ Sur l'apparition irrégulière de ce périodique, voir nos précisions publiées dans *Studii și cercetări de bibliologie*, XII (1972), p. 256—257.

Schwabacher. W., «Tva Lysimachos-niedalyioner av guld i Kungl. Myntkabinettet Stockholm», *Fornvarnen*, 1944, p. 291—299 :

Iliescu, O., „Les «tétrastatères» de Lysimaque trouvés à-Baia Mare”, *Studii clasice*, X (1968), p. 87—92.

Dans la série des ouvrages généraux consacrés aux monnaies grecques, le lecteur sera surpris de constater l'absence du célèbre corpus de Berlin, publié de 1898 à 1935 sous le titre *Die antiken Münzen Nord-Griechenlands*; en fait, on en cite seulement le premier volume, *Die antiken Münzen von Dacien und Mosen*, publié par B. Pick en 1898. mais il est erronément mentionné au paragraphe concernant les Celtes de l'Est (p. 97). Au paragraphe Etudes d'ateliers et de séries, manquent également des ouvrages très importants dont nous allons citer quelques exemples :

— Byzance : Schonert—Geiss, E., *Griechisches Münzwerk. Die Münzprägung von Byzanzion*. I. Die autonome Zeit; II. Kaiserzeit, Berlin, 1972² ;

— Damastion : May, J.M.F., *The Coinage of Damastion and the lesser coinage of the Illyro-Paeonian region*, Londres, 1938 ;

— Périnthe : Schonert, E. (Schonert-Geiss, E.), *Griechisches Münzwerk. Die Münzprägung von Perinthos*, Berlin, 1965.

Notons que l'auteur a réuni sous un paragraphe distinct les ouvrages concernant le monnayage des villes grecques sous la domination de l'Empire romain (*Monnaies gréco-impériales*, p. 82—84).

Pour les Celtes de l'Est, la *Bibliographie numismatique* de M. Grierson fait mention (p. 97) de l'ouvrage de Karl Pink, *Einführung in die keltischen Münzprägung mit besonderer Berücksichtigung Österreichs*, 3^e éd. revue par R. Göbl, Vienne, 1974, mais omet de citer le livre (encore classique) du même auteur. *Die Münzprägung der Ostkelten und ihrer Nachbarn*, Budapest, 1939, ouvrage qui a fait époque à son apparition et peut être consulté avec profit aujourd'hui même³.

Dans le domaine de la numismatique romaine, l'absence totale de références aux contributions roumaines, pourtant si nombreuses et ayant trait à un éventail de problèmes très large, ne peut s'expliquer que par une lacune de la documentation excerptée par l'auteur. On pourrait faire la même remarque, en parcourant les chapitres consacrés à la numismatique byzantine, médiévale ou moderne. Jugée de ce point de vue, la bibliographie analysée nous semble un peu inégale. Espérons qu'à l'occasion d'une troisième édition — qui deviendra sans doute nécessaire d'ici peu on tiendra compte des suggestions que nous venons de faire.

O.I.

PALOK DAKA *Bibliografi e studimeve dhe e artikujve per gjuhen shqipe (1945—1974)*, (Bibliographie des travaux et articles concernant la langue albanaise), Académie des Sciences de la R. P. Albanaise Institut de langue et de littérature, Tirana, 1975, 362 p.

L'étude bibliographique que nous nous proposons de présenter constitue un instrument important et utile en même temps car, par son intermédiaire, le chercheur peut prendre connaissance des études et articles les plus significatifs concernant la langue albanaise parus entre 1945—1974. Cette étude est le résultat des efforts du chercheur Palok Daka et d'un comité de rédaction formé par le Prof. Mahir Domi (rédacteur en chef), Menella Toton, Xhevat Ljoshi : par le nombre et par la valeur des travaux signalés, il montre l'état actuel du développement des sciences albanologiques, et surtout de la linguistique — tant sur le plan théorique que pratique — réalisé dans la République Populaire Socialiste Albanaise et à l'étranger. D'autre part, grâce aux nombreux signalements concernant la langue albanaise, l'une des plus anciennes dans la Péninsule Balkanique et continuatrice fidèle de la langue illyrienne, cet ouvrage constitue aussi une source importante et un matériel d'étude pour la linguistique indo-européenne car il permet l'explication des phénomènes linguistiques de cette zone. Etant donné que les chercheurs étrangers ont accordé eux aussi un intérêt particulier à la langue albanaise, la linguisti-

² La série *Griechisches Münzwerk* représente en réalité la reprise du corpus des monnaies grecques initié jadis par Behrendt Pick.

³ Il en existe une seconde édition, complétée et revue par Robert Göbl, Brunswick, 1974, 136 pp., 30 pls. et une carte ; elle a fait l'objet d'un compte rendu très critique, publié par Karel Castelijn dans *Money Trend*, 7 (1975), Nos 7—8, p. 22.

que albanaise s'est enrichi tant du point de vue synchronique que diachronique. en permettant les liaisons de l'albanais avec d'autres langues les interférences et les influences réciproques.

Cette bibliographie représente une synthèse sélective des monographies, recueils, exposés, communications, articles et comptes rendus parus ou réédités entre 1945—1974 ; même si la grande majorité est constituée par les matériaux édités en Albanie il faut aussi prendre en considération les recherches faites dans d'autres pays, y compris la Roumanie.

La présente bibliographie renferme des études concernant l'histoire de la langue albanaise, l'alphabet et l'orthographe, études de phonétique, morphologie, syntaxe, lexicologie et lexicographie, dialectologie, étymologie, terminologie, histoire de la langue littéraire nationale, l'onomastique albanaise, etc. Le sommaire des études concernant directement la linguistique albanaise est complété par une série d'autres informations bibliographiques qui, d'une manière ou d'une autre, enrichissent la sphère des connaissances de la langue albanaise et de son histoire. On trouve des études sur l'éthnogenèse albanaise et sur les origines de la langue albanaise, sur les phénomènes liés à la langue albanaise parlée au-delà du territoire de l'Albanie, problèmes concernant l'onomastique de la langue illyrienne les liaisons entre la langue albanaise et les autres langues balkaniques et indo-européennes. On signale aussi les textes et les cours de linguistique utilisés dans l'enseignement supérieur, des travaux de diplôme, thèses de doctorat et autres titres scientifiques, accordés en Albanie ou au-delà de son territoire, on présente de même diverses chroniques et articles concernant la vie scientifique, différents congrès, conférences, colloques nationaux ou internationaux, articles et travaux déjà mentionnés par d'autres bibliographies.

Le très utile appareil scientifique et bibliographique qui complète l'ouvrage comprend un index nominal, un index thématique et un index bibliographique. L'index nominal garde les numéros d'ordre de la bibliographie et comprend tous les noms des personnes citées dans l'article respectif. L'index thématique est partagé en 27 catégories interférentes ou celles déjà mentionnées. Cependant cet index aurait pu être d'une plus grande utilité si on avait tenu compte de la classification décimale dans le cadre de la division thématique. Une pareille classification aurait été possible si chaque fiche bibliographique avait été intégrée dans la classification décimale de l'ouvrage. De la sorte, grâce aussi à l'unité d'ensemble de l'ouvrage, le chercheur aurait pu grouper facilement la bibliographie d'une manière sélective c'est-à-dire choisir lui-même les travaux qui l'intéressaient ; il aurait suffi de choisir initialement la fiche bibliographique la plus intéressante pour un sujet donné, et ensuite réaliser seul une bibliographie sélective appropriée à son sujet, ainsi, on aurait pu éviter la surcharge bibliographique insignifiante.

L'index bibliographique comprend en ordre alphabétique les périodiques albanaï ou étrangers dont ont été tirées les fiches insérées dans l'ouvrage. Chaque périodique indexé correspond à un numéro d'ordre qui est celui des fiches renfermées dans la bibliographie.

Dans l'élaboration de l'ouvrage l'auteur a utilisé les dates renfermées dans les fiches de la Bibliothèque nationale de Tirana, la Bibliothèque Scientifique de l'Institut de Linguistique et de littérature de Tirana, la Bibliothèque de l'Institut d'Albanologie de Prishtina, la Bibliothèque populaire et universitaire de Prishtina, la Bibliothèque de l'Institut de Linguistique Macédonienne de Skopije. L'auteur a aussi consulté des fiches et des dates se trouvant dans les bibliothèques privées des chercheurs dans le domaine des sciences albanologiques.

Il faut aussi rappeler que les signataires de la présentation des bibliothèques mentionnées ont eu l'occasion de constater par eux-mêmes la grande richesse des études concernant ce sujet. surtout dans le fonds « ALBANICA » de la Bibliothèque Nationale de Tirana dont la plupart sont comprises dans la présente bibliographie.

On peut affirmer en conclusion que sous l'égide de l'Institut de langue et de littérature de Tirana dirigé par le remarquable savant Androkli Kostallari, est parue la plus complète bibliographie élaborée jusqu'à présent concernant les sujets mentionnés ; c'est un remarquable instrument de travail pour ceux qui s'intéressent à l'étude de la linguistique albanaise et balkanique et il faut savoir gré à l'auteur Palok Daka et au comité de rédaction.

Nous sommes contents d'y trouver aussi les noms de I. I. Rusu, H. Mihaescu, Al. Graur, Al. Rosetti, Gr. Brâncusi, Lucia Djarno-Diaconiță etc., comme une reconnaissance de la contribution des savants roumains à l'étude et aux recherches historiques et linguistiques des peuples du Sud-Est européen. Nous considérons que l'ouvrage sera bien reçu tant par les chercheurs que par tous ceux qui s'intéressent à la linguistique albanaise. On ne peut pas en finir sans signaler l'étude de Mahir Domi *De l'écho de la publication de l'Abetare albanaï et de l'activité de Naum Vegilharxhi dans la presse roumaine de son temps*, publiée dans la revue de spécialité « Studime filologjike » qui met en valeur l'histoire de la langue albanaise, et cite d'une manière pertinente la littérature roumaine.

En recommandant chaleureusement ce nouvel ouvrage prestigieux de la science albanaise contemporaine, nous considérons de notre devoir de le signaler aux chercheurs roumains qui s'occupent de la vaste problématique de la culture et de la science du sud-est de l'Europe.

G.M.; F.T.

Greece, World Bibliographical Series. vol. 17, Compilers Mary Jo Clogg and Richard Clogg, Clio Press, Oxford, England — Santa Barbara California, 1980, 224 p.

No. 17 of the World Bibliographical Series is dedicated to Greece. It was compiled by two excellent connoisseurs of Greece and Greek history, Mary Jo Clogg and Richard Clogg and succeeded to attain the main purpose of the whole series, i.e. to contribute a timely, comprehensive, objective and therefore very welcome bibliography able to guide a reader towards a proper understanding of Greece.

The concise but essential *Introduction* explains the most important facts connected to Greek history and modern Greek studies. The starting point is the nearest date to the book's publication, namely the entry of Greece into the European Economic Community (1st of January 1981). This was, according to the authors, one of the most important developments in the one hundred fifty years since Greece gained her independence from the Ottoman Empire, for it was a sign of a „legitimation" of Greece as a European country. We rather think that future history will decide whether this is so or not, so much more that the event is so recent and is in itself more of an idea than a reality.

The two authors account in a most interesting and documented way for the obviously growing interest in Greece and modern Greek studies. We would like to mention here the most interesting arguments. The authors think that first comes the Greek tourist industry which makes Greece a holiday destination for a growing number of people who show an amounting interest in the country, its people and its culture. Secondly there is „the intellectual coming of age" of the Greek American community. There is then the natural sequence of interest taken in Greece by the Western world and finally the strong reaction against the late seven-year dictatorship in Greece which caused „a decisive boost to the serious study of modern Greek history, literature, society and politics".

The most complete selection of books written on 1. The Country and Its People. 2. Geography. 3. Prehistory and Archeology. 4. History. 5. Population. 6. Minorities. 7. Greeks Overseas. 8. Language. 9. Religion. 10. Society. 11. Health and Welfare. 12. Politics. 13. Constitution and Legal System. 14. Administration. 15. Foreign Relations. 16. Economy. 17. Finance and Banking. 18. Industry. 19. Agriculture. 20. Transport. 21. Labour Movement and Trade Unions. 22. Statistics. 23. Environment. 24. Education. 25. Science. 26. The Arts. 27. Sport. 28. Literature. 29. Printing and Publishing. 30. Mass Media. 31. Professional Periodicals. 32. Encyclopedias confirm the two authors' excellent knowledge of the historical, social, cultural phenomenon called Greece. The entries are concise and most enlightening, being really useful for one interested in selecting the right books for a certain topic.

An excellent index of authors, titles and subjects ends up the bibliography. The final map of Greece showing the most important towns as well as the phases of the Greek national unity is worth a special mention.

We would like to highlight the objectivity of insight this full-length bibliography gives on Greece. In this respect we hope that such an authoritative bibliography will serve as a model for both the coming bibliographies on Greece (we have in mind a possibly larger bibliography including what has been written in Western as well as in Balkan languages) and the following volumes of the World Bibliographical Series.

L.B.

P. J. ZEPOS, Das griechische Recht in Südosteuropa, *Hellenika* 1980, 5—13

Der Vortrag ruft in geraffter Form in Erinnerung, daß das griechisch-byzantinische Recht im gesamten südosteuropäischen Raum während der ottomanischen Herrschaft Geltung besaß. Die in der Walachei und in der Moldau an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert griechisch veröffentlichten Sammlungen stellen den Gipfelpunkt jener Penetration dar. Mit Ausnahme

Griechenlands lösten im Verlaufe des 19. Jahrhunderts westeuropäische Vorbilder das alte Rechtssystem ab, und deren Stelle wiederum nahmen nach dem zweiten Weltkrieg, mit Ausnahme Griechenlands und der Türkei, sozialistische Rechtsgestaltungen ein.

Irm.

¶nez Diller-Sellschopp, Zur Ausgabe der zypriotischen Marchen, *Hellenika* 1980, 51—68.

Die Verfasserin hat auf der Grundlage der Sammlungen von Sakellarios, Megas, Konomis und anderen in deutscher Sprache eine Sylloge zypriotischer Marchen zusammengestellt. Deren Inhaltsverzeichnis nennt reichlich 80 Titel, die jedoch nicht nach den Märchenmotiven, sondern nach den Herkunftsorten gegliedert werden. Im Vorabdruck erscheinen drei Texte: Der Myrtenbaum, Der Traum der Königstochter, Nikolakis.

Irm.

¶sidora Rosenthal-Kamarinea, Die Entwicklung der modernen Dichtung in Griechenland, *Hellenika* 1980, 26—40.

Der griechische Sprachdualismus, der bis tief in die byzantinische Zeit zurückführt, hat es nicht mit verschiedenen Sprachen zu tun, sondern mit zwei verschiedenen Formen der gleichen Sprache. Über Solomos und Psycharis führte der Weg zum Sieg der Dimotiki, der Volkssprache. Beginnend in letzten Jahrzehnt des 19. Jahrhunderts, entwickelte die von Kostis Palamas angeführte Dichtergeneration eine ungewöhnliche Produktivität, die sich in den verschiedensten Formen artikuliert. Der nächsten Generation gehörten Angelos Sikelianos, Nikos Kazantzakis und der Mann der Linken, Kostas Varnalis, an, während schon vorher in Alexandrien Konstantinos Kavafis die Moderne vorbereitet hatte. An deren Beginn stehen Giorgos Seferis sowie Andreas Embirikos, Nikos Engonopoulos und Odysseas Elytis, die alle irgendwie dem Surrealismus verbunden waren, und die Lebenden Jannis Ritsos und Nikiforos Vrettakos. Leseproben komplettieren die Darstellung.

Irm.

« BALKAN STUDIES », volume 18, Number One, Thessaloniki, 1977

La revue hellène *Balkan Studies* — qui inclut régulièrement dans son sommaire nombre d'articles et de comptes rendus dont les auteurs sont des chercheurs roumains — a un caractère multidisciplinaire, accordant une place importante aux problèmes d'histoire de la culture, d'histoire littéraire, de linguistique et d'art, auxquels s'ajoutent ceux d'histoire politique et économique. Son horizon thématique n'impose pas de limites chronologiques, les sujets traités pouvant concerner les périodes ancienne, byzantine, moderne et contemporaine. Il va sans dire que ce qui relie les préoccupations de ses collaborateurs c'est l'espace balkanique, soit considéré dans son ensemble, soit envisagé à travers les relations, souvent bilatérales, établies entre les peuples du Sud-Est de l'Europe.

Le premier numéro de 1977 (vol. 18, n°1) est consacré — par l'article de D. J. Delvaux — au regretté Professeur Charalambos Fragistas, personnalité marquante de la vie scientifique grecque, qui, en tant que président du « Comité grec d'Etudes Sud-Est Européennes » et de « L'Institut Balkanique » de Salonique, entretenait des rapports étroits et fructueux avec les chercheurs roumains.

Paul Cernovodeanu et le regretté N. Vătămanu font, dans l'article *Un médecin grec moins connu de la période phanariote: Michel Schendos Van der Bech (1691—env. 1735)*, une analyse minutieuse des écrits que nous a laissés un intéressant « iatrophilosophe » grec des débuts des règnes phanariotes. Toute une série de nouvelles données biographiques complètent ce que nous savions déjà à propos de cet aventureux neveu de Ioan Avramie, et surtout sur son inimitié acerbe envers son ancien « patron », Nicolae Mavrocordat, contre lequel il publie un violent

panphlet, manifestement calomnieux. Schendos a également écrit des ouvrages scientifiques de médecine, d'histoire et de géologie, étant élu membre des Académies de St. Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, grâce à des manœuvres habiles qui ne reculaient pas devant l'imposture. Voilà donc que celui que nous considérons — jusqu'à la parution de cette étude — un « brasseur d'idées », intéressant par ses options autophanariotes, nous apparaît aujourd'hui sous un jour nettement défavorable, car ses incontestables qualités intellectuelles sont annulées par le grand vice de l'imposture scientifique !

John Miles Foley, de Emory University (Atlanta, Georgia) traite d'un aspect intéressant de folklore balkanique, à savoir du rôle de l'auditoire dans la tradition orale (*The Traditional Oral Audience*). Considérant que le terme d'« auditoire » est impropre, l'auteur démontre que celui-ci n'a point un rôle passif et que même si aux fêtes populaires il n'y a qu'un seul joueur ou chanteur, toute l'assistance contribue activement à ces manifestations artistiques. A partir de l'étude d'un festival consacré à la mémoire de Vuk Karadzic, festival ayant eu lieu dans un village serbe, J. M. Foley se demande si nous ne devons pas accorder au groupe, dans le cas des poèmes homériques ou du poème anglo-saxon Beowulf, cette même fonction d'auxiliaire du poète. A l'appui de cette idée, l'auteur fait une analyse du prologue de l'Odyssée et du poème anglo-saxon. Nous rappelons à cette occasion que récemment les chercheurs roumains ont démontré eux aussi le rôle du public dans les spectacles folkloriques (Mihai Crișan).

Le Dr. Dragoslav Antonijević, de l'Institut Balkanique de Belgrade, fait quelques considérations intéressantes sur les chansons populaires lyriques en tant que sources à même de nous faire connaître les vêtements portés par les haïdouks et les « uskoks » (*Das epische Volkslied als Quelle zur Kenntnis der Haiduken und Uskokentracht*). L'origine historique de ces productions folkloriques et le fait qu'elles se réfèrent sans doute à des personnalités et à des événements historiques ont été démontrés par les recherches yougoslaves entreprises dans les archives de Venise et d'Autriche.

Le poète grec moderne Constantin Cavafis (1863—1933) est présenté par M. Byron Raizis à la lumière des traductions en anglais de ses œuvres (*Cavafy and his English Translations*), traductions que celui-ci analyse du point de vue de leur valeur artistique. La bibliographie des œuvres de Cavafis parues en anglais entre 1923—1975 n'a fait que s'accroître, Cavafis étant l'un des poètes qu'on a le plus traduits en Angleterre (après Baudelaire, Mallarmé, Valéry, Rilke, Lorca et les poètes russes contemporains Evtuchenko et Voznesensky). En essayant d'expliquer ce succès tout à fait extraordinaire, l'auteur considère que le poète se caractérise par une sensibilité moderne — de tradition baudelairienne — qui met son empreinte sur tous les genres poétiques qu'il a abordés. Dans ce sens, M. Byron Raizis est d'avis que diviser l'œuvre de Cavafis en poésie « philosophique », « érotique » ou « historique », est tout à fait arbitraire, car quelles que soient ses références culturelles ou historiques, le poète resté toujours un contemplatif (« qu'il s'agisse d'Iliaque, de Julien, d'Antonius ou des Thermopylées »).

Un article d'historiographie signé par Steeven Bela Vardy, (*The Development of East Historical Studies in Hungary prior to 1945*) offre sans contester un riche matériel bibliographique, mais il contient également des interprétations et des omissions regrettables ayant trait à la situation des Roumains de Transylvanie ou à leur activité historiographique.

Charles J. Slovak évoque la figure d'un prélate croate (*J. J. Strossmayer as a Balkan Bishop*) et souligne conjointement le rôle qu'ont joué dans la vie culturelle, intellectuelle et politique des peuples des Balkans certains chefs des églises nationales, notamment des personnalités telles Andrej Šaganja et Iosip Rajačić.

Le volume s'achève par la bibliographie des œuvres du balkanologue bien connu et ami des Roumains, Mihai Th. Lascaris, bibliographie élaborée par Charalambos K. Papastathis. Les recherches de M. Lascaris ont souvent eu pour objet l'histoire et la culture roumaines médiévales et ses rapports avec les historiens roumains de l'entre-deux-guerres ont contribué au progrès des études sud-est européennes.

En nous contentant toujours de signaler uniquement les articles d'histoire de la culture et de la littérature, nous constatons que dans le n°2/1977 de « Balkan Studies » il n'y a que deux articles consacrés à ces domaines. Le premier, signé par Virgil Cârdea, est intitulé : *N. Milescu et les débuts de la littérature philosophique dans les pays roumains*. Contestant l'affirmation généralement admise en Roumanie que *Divanul* (« Le Divan ») de Cantemir serait le premier ouvrage philosophique écrit par un Roumain en langue roumaine, Virgil Cârdea considère que cet honneur revient au petit traité (*Pentru singurul fiitorul gland* — « Sur la raison dominante ») — traduit à Bucarest en 1688 et attribué à Josephus Flavius. L'auteur fait ressortir d'une manière suggestive l'intérêt de cette initiative de N. Milescu et des frères Greceanu, qui, en pleine culture médiévale, sous le prétexte des traductions religieuses (*L'Ancien Testament*) ont introduit dans la littérature roumaine ancienne ce livre apocryphe. On y relève également que ce texte à résonance platonicienne, qui exaltait l'autonomie et la suprématie de la raison, de même que la résistance face à l'oppressé, répondait à une curiosité intellectuelle crois-

sainte, étant d'une grande actualité dans le climat anti-ottoman de la politique de Șerban Cantacuzino et des espoirs éveillés par la défaite des Ottomans à Vienne (1683).

Le second article, signé par Norman Simms (University of Waikato, New Zealand) et intitulé *Chaucer and the fourteenth Century Englishman's Knowledge of Wallachia* s'attache à l'étude d'un fragment de *Book of Duchess*, de Geoffrey Chaucer, qui contient, à ce qu'il paraît, la seule allusion à la principauté de la Valachie dans la littérature médiévale anglaise. Une vraie enquête nous fait découvrir, pas à pas, tout en nous l'expliquant, l'intérêt pour la Valachie manifesté par Chaucer après la bataille de Nicopole.

C. P.-D.

KULTURA POPULLORE 1980/1, Tirana, 247 S.

Mit *Kultura popullore* (Volkskultur) stellt die Albanische Akademie der Wissenschaften dem Fachpublikum eine neue Zeitschrift vor, die zweimal jährlich erscheinen soll und vom Institut für Volkskultur herausgegeben wird. Die Publikation enthält Arbeiten zur Ethnographie und Folklore, wendet sich aber nicht nur an die Wissenschaftler aus diesen Disziplinen, sondern ist darüber hinaus von Interesse für alle, die sich mit Albanien und dessen Stellung im Balkanraum beschäftigen.

Nach der vorliegenden ersten Nummer zu urteilen, dürfte die Zeitschrift sehr bald einen größeren Interessentenkreis finden. Über das Profil dieser Publikation kann bereits die Nennung der Themen aus dem vorliegenden Exemplar Aufschluß geben: A. Uçi: „Das nationale Folklore-Festival und einige Probleme der ethnographisch-folkloristischen Forschung von heute“ (7–21); M. Tirtja: „Strukturveränderungen in der Arbeiterfamilie in Mirdita“ (25–44); M. Kruta: „Allgemeiner Abriß der albanischen Polyphonie und einige Fragen ihrer Genese“ (45–64); A. Gjergji: „Über Ursprung und Alter einiger Kleidungsstücke“ (65–80); H. Islami: „Verbreitung und Zahl der Albaner“ (81–98); Dh. Shuteriqi: „Einige Angaben zur Arbereshi-Folklore im Italien von 1830“ (113–132).

Nach diesen allgemeinen wissenschaftlichen Abhandlungen folgen spezielle Beiträge zu bestimmten Rubriken, die die Redaktion einrichten will, wie die Rubrik „Geschichte der albanischen Ethnographie und Folklore“ mit den Beiträgen von Rr. Zojzi: „Sht. K. Gjecovi — ein Patriot und hervorragender Gelehrter der Volkskultur“ (143–154), oder von Th. Murzaku: „Die Manuskripte von Sht. Gjecovi im Zentralen Staatsarchiv“ (155–162). Es folgt die Rubrik „Materialien“ mit Volksliedern (163–180); dann die Rubrik „Ausländische Gelehrte zur albanischen Volkskultur“ — gewöhnlich mit Übersetzungen ins Albanische —, vertreten mit der Dokumentation von D. d'Istria: „Die albanische Nationalität aufgrund der Volkslieder“ (181–198). Es schließen sich an die Rubriken „Rezensionen“, die auch eine laufende Bibliographie für 1979 von Q. Haxhilihasani (211–218) bringt, und „Wissenschaftliches Leben“, welche n.a. über Forschungsprojekte, Tagungen u.ä. berichtet, d.h. wichtige Informationen über laufende Projekte und Planungen vermittelt.

Die weitgefächerte Thematik der Zeitschrift macht sie nicht nur für Albanologen interessant, sondern erlangt für alle an Südosteuropa interessierten Wissenschaftler große Bedeutung. Man sollte diesem Umstand vielleicht auch von Seiten der Redaktion starker Rechnung tragen, indem man wie bereits in anderen albanischen Zeitschriften üblich, z.B. in „Studime filologjike“, an die Originalbeiträge in albanischer Sprache jeweils ein Resümee in Französisch oder einer anderen Sprache anschließt. Denn leider wird wegen der Sprachbarriere das wertvolle Material sicherlich nicht in dem Maße von der Wissenschaft außerhalb Albaniens genutzt werden können, wie es zu wünschen ist.

K.S.

Jahrbuch der Historischen Forschung in der Bundesrepublik Deutschland, Ed. Klett — Cotta, Stuttgart, 1978 et 1979.

L'Annuaire de la recherche historique dans la République Fédérale d'Allemagne est édité par les soins de l'Association de travail pour les directions de la recherche historique non-universitaire, par un comité dirigé par Fritz Wagner.

La première partie comprend des renseignements sur des manifestations scientifiques et projets de recherche, la chronique scientifique annuelle et des communications.

La seconde partie, qui couvre environ 4/5 du nombre total des pages, représente un catalogue des titres des travaux et des études d'histoire publiés en RFA ou à l'étranger par des historiens ouest-allemands. Les titres se rangent selon les chapitres suivants : généralités, histoire ancienne, Asie, Afrique, Amérique, chaque chapitre étant divisé selon les provinces, respectivement les pays concernés.

Cette partie contient aussi les catalogues des institutions qui ont élaboré les matériaux, le registre des auteurs, des personnes et des localités, ainsi que la liste des abréviations : ça transforme l'annuaire dans un instrument de travail indispensable.

Dans l'introduction de chaque tome, le rédacteur Chr. v. Maltzahn surprend à l'aide d'intéressantes données au caractère statistique, la mesure de l'intérêt actuel de l'historiographie non universitaire ouest-allemande pour les différents régions, époques et problèmes, ainsi que la contribution de chaque unité de recherche au progrès scientifique.

Pour se borner à un seul exemple, on a constaté que les études d'histoire européenne à partir de l'année 476 représentent plus de 3/4 du total des contributions, et, presque la moitié des études est consacrée à l'histoire des deux derniers siècles.

Dans ce cadre, l'histoire du Sud-Est européen semble intéresser de plus en plus des historiens ouest-allemands. On va faire des références, à la suite, à quelques manifestations scientifiques et aux résultats de la recherche à l'égard des problèmes du Sud-Est.

Du numéro de 1978 de l'Annuaire, nous avons retenu le rapport sur « Problèmes, représentations et sources des relations culturelles dans l'Europe centrale et orientale », signé par Jürgen Kammerer.

Le même annuaire contient le compte rendu sur la session internationale « Le Congrès de Berlin 1878. L'Europe du Sud-Est comme problème de politique européenne », signé par Fret Adanir et Michael G. Müller. Les auteurs montrent que les discussions se sont concentrées sur quelques questions de références : l'attitude des Grands Pouvoirs à l'égard des pays du Sud-Est, le développement du progrès économique et le rapprochement politique et culturel des pays directement intéressés, les contradictions engendrées par la non-solution du problème national dans les Balkans. Le tome comprenant les communications est paru en 1979 à Wiesbaden (RFA).

Quant au matériel traitant différents aspects du développement historique du Sud-Est, il faut d'abord mentionner que, pour le Moyen Âge, cette région paraît, selon le cas, sous les titres : Sud-Est, Byzance, Empire Ottoman, tandis que pour notre siècle, on utilise les noms des États nationaux déjà formés.

Nous signalons la série d'articles sur les provinces de l'Empire ottoman dans diverses périodes historiques (A. Birken), « Le mouvement macédonien. Sa formation et son développement jusqu'en 1908 » (F. Adanir), « L'image des Balkans dans les mémoires, descriptions de voyages et notes journalières des voyageurs autrichiens et allemands pendant les guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale » (M. Volozenski), « Le problème bulgare (1879—1887) » et « Le problème de l'industrialisation de la Bulgarie entre les deux guerres mondiales » (R. Schaller), « Politique, culture et société dans la Croatie et Slovénie dans la première moitié du XIX^e siècle. Historiographie et fondements » (W. Kessler), « L'importance des Bosniaques et des Albanais pour l'histoire de l'armée ottomane du XVII^e siècle » (H. G. Mayer), « Socialisme, pluralisme et fédéralisme. Une investigation modèle sur le développement de la Yougoslavie entre 1968—1974 ». (W. Hojka), « L'occupation et la résistance en Grèce (1941—1945) » (H. Fleischer).

En ce qui concerne l'histoire des Roumains, nous signalons quelques études : « Les chevaliers teutons en Transylvanie » (H. Zimmermann), « L'émigration polonaise et le mouvement national roumain (1831—1848) » (G. Blottner), « La social-démocratie roumaine avant 1914 » (J. Schmidt), « La révolution de 1848/1849 en Transylvanie, reflétée par la presse allemande » (Elisabeth Gollner), « La Roumanie pendant la crise orientale (1875—1878) » (Lothar Mayer), « Les partis politiques et la crise du parlementarisme en Roumanie 1930—1938 » (Klaus Beer), « Le mouvement ouvrier et le problème national en Roumanie » (M. Hausleitner), « La voie de la Roumanie vers la dépendance envers L'Allemagne. Le rôle de la mission militaire allemande (1940/41) » (J. Förster), « L'établissement des colons allemands de Bohême et Egerland au 19^e siècle dans la région de l'arc carpatique » (M. Klause), « Les couches portantes du mouvement libéral précoce et leur contribution au changement de structure en Roumanie au 19^e siècle » (E. Turczynski), « La paix de Bucarest 1918 » (Ilse Bornemann), « L'appréciation des Allemands du point de vue roumain après 1945 » (M.D. Peyfuss).

LIVRES REÇUS

- ANGELOPOULOS, ATHANASIOU, ΒΟΡΕΙΟΣ ΜΑΚΕΔΟΝΙΑ, ('Ο 'Ελλητισμός τῆς Στραωνίτιδος,) Θεσσαλονίκη, 1980, 345 p.
- AKADEMIA E SHKENCAVE E RPSSH, *Aleksander Xhuvani (1880—1961)*, Trashëgimi kulturor i popullit shqiptarë, Tirana, 1980, 589 p.
- ALEKSANDROVA, RADA, *О близкия човек*, Sofia, 1980, 46 p.
- ALIBEGASHVILI, GAYANE, *Светский портрет в грузинской средневековой монументальной живописи*, Издательство «Мецниреба», Тбилиси, 1979, 147 p.
- ALVAREZ, DAVID J., *Bureaucracy and Cold War Diplomacy: the United State and Turkey 1943—1946*, Institut for Balkan Studies, Thessaloniki, 1980, 147 p.
- APOSTOLOPOULOS, DIMITRIS, F. TO MEΓA NOMIMOI, 'Αθήνα, 1978, 132 p.
- * * * , *Българска нация преѡ възраждането*. Издательство на БАН, София, 1980.
- * * * , *Българо-гнгарски културни взаимоотношения*, София, 1980, 426 p.
- BALDI, MARIALUISA, *Filosofia e cultura a Mantova nelle seconda metà del Settecento*, Firenze, 1979, 231 p.
- BARTHA. ELEK, *A hűlélet néprajzi vizsgálata egy zempléni fabulan*, Lajos Kossuth Universitet, Debrecen, 1980, 130 p.
- Bibliografija jugoslovenske literature o velikoj istočnoj krizi 1875—1878* (rédigé par Jelena Maksin, Anica Lolić, Milorad Radević), vol. I, Ed. Prosveta, Belgrade, 1979, 148 p.
- BOWLE, JOHN, *The Unity of European History. A Political and Cultural Survey*, Oxford University Press, 1970, 385, p.
- * * * *Ceskoslovensko-Sovětske Úztaly jako faktor mezinárodní politiky 1917—1970*, Československé Akademie věd, Praha, 1975, 310, p.
- Черноризец Храбър, *О писменост* (éd. critique par Alda Džambeluka-Kossova; index Ekaterina Dogramadziewa), Bălgarskata Akademia na naukite, Sofia, 1980, 190 p.
- CHAPPLE, RICHARD, L., *Soviet Satire of the Twenties*, University Presses of Florida University, Gainesville, 1980, 172 p.
- CONTE, FRANCIS, *Un révolutionnaire diplomate: Christian Rakovski. L'Union Soviétique et l'Europe (1922—1941)*, Mouton, 1978, 355 p.
- DEFTEREIOS, ANGELOS, 'Ο άρτος κατά τήν γέννησις και τήν τελετήν 'Αθήνα, 1979, 265 p.
- * * * *Dejiny SSSR od nejstarsich dob do velké rijnové socialistické revoluce* Nakladatelství Československé Akademie věd. Praha 1977, 642 p.
- DELUCA, ANTHONY, R., *Great Power Rivalry at the Turkish Straights: The Montreux Conference and Convention of 1936*, Columbia University Press, 1981, 216 p.
- * * * *Democrito e l'atomismo antico*, Università di Catania, 1980, 606 p.
- DEMPF, ALOIS, *Was ist Metaphysik*, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, München, 1980, 18 p.
- DERTILES, GIORGOS, Τό ζήτημα τών τραπεζών (1871—1873), Μορφωτικό 'Ιδρυμα 'Εθνικῆς Τραπέζης, 'Αθήνα, 1980.
- DIMOV, GEORGI, *Литературна критика и литературен процес*, Български писател, София, 1979, 273 p.
- DRAGANOVA, SLAVKA, *Материали за Дунавския вилает (Русенска, Силистренска, Шуменска и Тутръканска жазя) преѡ 70 години на XIX в.*, София, 1980.
- DUCELLIER, ALAIN, *La façade maritime de l'Albanie au Moyen Âge, Durazzo et Valora du XI^e au XV^e siècles*, Institute for Balkan Studies, Thessaloniki, 1981, 702 p.
- * * * *Expertengespräch Reaktorsicherheits-Forschung, Argumente in der Energiediskussion* (Herausgeber: Volker Hauff), Neekar-Verlag, Villingen, 1980, 408 p.
- FAENSEN, JOHANNES, *Die Albauische Nationalbewegung*, Osteuropa Institut an der Freien Universität Berlin, 1980, 186 p.

- FLOROWSKI, A. V., *Чехи и Восточные славяне. Очерки по истории чешко-русских отношений (X—XVIII вв)*, том второй, Прага, 1947.
- FREYMOND, JEAN F., *Political Integration in the Commonwealth Caribbean*, Ed. IUHEI, 1980, 140 p.
- * * * *Gospodarska in družbena zgodovina slovencev*, vol. II, Ljubjana, 1980.
- GJIKA, THANAS, *Mihal Gramenoja, publicist demokrat*, Akademia e Shkencave e RPS, Tirana, 1980, 277 p.
- GOUDOVER, A. P., *Romanian History 1848—1918*, Groningen, 1980 151 p.
- GRIGOROV, BOIAN, *Lenine et le mouvement révolutionnaire en Bulgarie*, Sofia Press, 1980, 223 p.
- HALDON, F. JOHN, *Recruitment and Conscription in the Byzantine Army C 550—950; a Study on the Origins of the Stratotika Ktemata*, Verlag ÖAW, Wien, 1979, 83 p.
- HANSACK, ERNST, *Die Vita des Johannes Chrysostomos des Georgios von Alexandrien in Kirchen-slawischer Übersetzung*, 2 Bände, Monumenta Linguae Slavicae, Freiburg-i. Br., 1980, 396 p.
- HEGELHEIMER, BARBARA, *Berufsavalifikation und Berufschancen von Frauen in der Bundesrepublik Deutschland*, Max-Planck-Institut für Bildungsforschung, Berlin, 1977, 303 p.
- HERMAN KAAL, *Nástin uztalumezi československon a sovičskon vědon*, Academia Praha, 1980, 114 p.
- HEYDENDORF, MICHAEL CONRAD, *Unter fünf Kaisern (Tagebuch von 1786—1856 zur Siebenbürgisch-Österreichischen Geschichte)*, Verlag des Sudostdeutschen Kulturwerkes, München, 1978, 182 p.
- * * * *История на славистиката от края на XIX ти и началото на XX в* (rédigé par E. Georgiev, G. Dimov, S. Stojanov, V. Tâpkova-Zaimova, K. Bosilkov), Sofia, 1981, 272 p.
- KARBELAŠVILI, MERI, Š., *Elena Achvlediani*, Ed. Metsniereba, Tbilissi, 1980, 86 p.
- KELLMER, SVEN, « *Le docteur Pascal* » de Zola: *Retrospektive des Rougon-Macquart; Le livre de documents; Roman à thèse*, Ed. Université de Lund, 1979, 209 p.
- KEYSERLING, LEON, H., *Progress or Poverty*, Conference on Economic Progress, Washington, 1964, 150 p.
- * * * *Konferenca kombetare per problemet e ndertimit socialist 22—23 nentor 1979*, Akademia e Shkencave e RPSSII, Tirana, 1980, 381 p.
- KOENIG, OTTO, *Glaubensgehen (Ein Maskenbrauch in Osttirol und der Gastein)*, Selbstverlag Hamburgisches Museum für Völkerkunde, 1980, 89 p.
- KREBL, RAIMUND, *Byzantinische Prinzessinnen in Ungarn zwischen 1050—1200 auf das Arpadenreich*, VWGO, Wien, 1979, 193 p.
- KUSAKATOV, RISTO, *Planiranje na marketing-aktivnostite pri noveduvanje na nov proizvod*, — Ekonomski Institut, Skopje, 1980, 175 p.
- LENOV, LENO, *С Димитровом в сердце*, София Пресс, 1980, 93 p.
- LIDAKOU SOCR., *ΙΔΑΥΡΙΚΗ ΚΑΤΑΓΩΓΗ ΤΩΝ ΑΡΧΑΙΩΝ ΜΑΚΕΔΟΝΩΝ*, Thessaloniki, 1980, 59 p.
- LORENZI, de VALERIA, *Classificazioni dogmatiche e regale operazionali in tema di responsabilità contrattuale*, Univ. Torino, 1981, 161 p.
- LOSCH, BERNHARD, *Sühne und Gedenken Steinkreutze in Baden-Wultemberg*, Landes Museum Stuttgart, 1981, 348 p. + 72 planches.
- LUNARDI, GIUSEPPE, *Le monete delle colonie genovesi*, Atti della Società Ligure de Storia Patria, Genova, 1980, 317 p.
- LÜDER, ELSA, *Probleme der sprachlichen Gradation*, Verlag Karl Alber, Freiburg-München, 1978, 532 p.
- * * * *Makedonski pečalbarski narodni pesni* (rédigé par Lazo Karovski. Elaboration ethnomusicale par Trpko Biceski), Skopje, 1978, 278 p.
- * * * *Makedonski pesni za narodnoosvoboditelna borba* (rédigé par Lazo Karovski et Ćorĝi M. Ćorĝiev), Skopje, 1980, 446 p.
- MALLAK, DOROTHEA H., *The Slovak Autonomy Movement 1936—1939: a Study in Unrelenting Nationalism*, Columbia University Press, 1979, 260 p.
- MANDATOFOROS, *Δεσπίο Νεοελληνικών Σπουδών*, Amsterdam, 1980, 66 p.
- MAZARAKIS A., *Mémoires*, Institut for Balkan Studies, Thessaloniki, 1979, 445 p.
- MIKIĆ, ŽIVKO, *Stanje i problemi fizičke antropologije u Jugoslaviji. Praistorijski periodi*, Sarajevo, 1981, 199 p.
- MILOSAVLJEVIĆ, PETAR, *Radnički Pokret u rumuniji (1870—1917)*, Srpska Akademija Nauka i umetnosti, Belgrade, 1977, 153 p.

- MIRREH, ABDI GAIIE, *Die sozialökonomische Verhältnisse der nomadischen Bevölkerung, im Norden der B. R. Somalia*, Akademie Verlag, Berlin-DDR, 1979, 168 p.
- MITCHELL, RUTH, C., *Alice Garrigue Masaryk*, University of Pittsburgh, 1980, 248 p.
- NIKITINE, BASILE, *Les Kurdes*, Ed. d'aujourd'hui, 1978, 350 p.
- OATS, STEPHEN B., *Portrait of America*, 2 vol., Boston, 1978, 531 p.
- QRTON, LAWRENCE D., *The Prague Slave Congress of 1848*, Columbia Univ. Press, N.Y., 1978, 185 p.
- PAPASTATIS, CHARALAMBOS K., *L'œuvre législative de la mission cyrillo-méthodienne en Grande Moravie*, Ass. hellénique d'études slaves, Thessalonique, 1978, 142 p.
- PETROVIĆ, NIKOLA, *Plodiva i privreda srednjeg podunavlja u doba merkantilizma*, Istorijski Institut, Belgrade, 1978, 483 p.
- PETSALIS-DIOMIDIS, N., *Greece at the Paris Peace Conference 1919*, Institut for Balkan Studies, Thessaloniki, 1978, 399 p.
- PRIVALOVA, E. L., *Ростис Тимотесубани. Исследование по истории грузинской, средневековой монументальной живописи*, Тбилиси, 1980, 247 p.
- QOSJA, REXHEP, *Prej tipologjise deri te periodizimi*, Institut Albanologjik i Prishtinës 1979, 378 p.
- RAZO, ZARAGOZA, José Luis, *La Barca que viera Hidalgo y su ejercito insurgente*, Guadalajara, 1980, 41 p.
- * * * *Récits albanais*, Ed. «8 Nëntori», TËrana, 1980, 317 p.
- REDZEPAGIĆ, JASĀR, *La pensée pédagogique de Svetozar Marković (bases, signification et influence)*, Académie des Sciences et des Arts de Kosovo, Belgrade, 1979, 242 p.
- RÖHLFS, GERHARD, *Die rumänische Sprache in ihrer sprachgeographischen Beziehungen zu den Anderen romanischen Sprachen*, 1980, 64 p.
- ROSENQUIT, JAN OLOF, *Studien zur Syntax und Bemerkungen zum Text der « Vita Theodorii Syceotae »*, Acta Universitatis Upsaliensis, Uppsala, 1981, 140 p.
- ŠĀLAĆ, ANTONIN, JAN NEPOMNEKY, *The Results of the Czechoslovak Expedition Kyme II*, Univerzita Karlova, Praha, 1980, 155 p. + illustrations.
- ŠĀKVARELIDZE, T. A., *Из истории грузинской чеканного искусства XII в.*, Изд. «Мецниреба», Тбилиси, 1980, 68 p.
- SANTOS, NARCISO, *Los pueblos germanicos en la segunda mitad del siglo IV D.C.*, Universidad de Oviedo, 1979, 183 p.
- SASHEGYI, OSKAR, *Ungarns politische Verwaltung in der Ära Bach (1849—1860)*, Institut für Geschichte der Universität Graz, 1979, 141 p.
- SCAPARONE, PAOLO, *La partecipazione popolare all'amministrazione della giustizia*, Università di Torino, 1980, 153 p.
- SCHUBERT, HANS ACHIM, *Nachbarschaft und modernisierung*, Böhlman Verlag, Köln-Wien, 1980, 213 p.
- * * * *Scienza tecnica nelle letterature classiche*, Università di Genova, 1980, 163 p.
- SEJDIN, SHEFKI, *Filonimia shqipe e Kosovës. Lënde, Ndarja, Etimologjia*, Prishtinë, 1979, 340 p.
- SELIŠČEV, A. M., *Славянското население в Албания*, «Наука и изкуство», София, 1980, 352 p.
- SHOUP, PAUL, S., *The East European and Soviet Data Handbook: Political, Social and Development Indicators, 1945—1975*, Columbia University Press, N.Y., 1981, 482 p.
- SIDOVSKI, KOSTA, *Развитокот на индустријата на територијата на днешна СР Македонија во периодот меѓу двете светски војни (1918—1941)*, Скопје, 1980 1320 p.
- * * * *Simposium nerrvanomerni regionalni razvoj ekonomskoj teorijë i praksi*, Académie Macédonienne des Sciences et des Arts, Skopje, 1980, 914 p.
- SOERGEL, WOLFGANG, *Arbeitserbstverwaltung oder Manager sozialismus?* R. Oldenburg Verlag, München, 1979, 467 p.
- SOUTSOS, DIMITRIOS, S., *Κλεφταρχατολόι — 'Η πολεμική ἀριστοκρατία τοῦ γένους, 'Αθήνα*, 1981, 39 p.
- * * * *Soziolinguistische Aspekte der rumanischen Sprache* (herausgeber K. Bochmann). VEB Verlag Enzyklopadie Leipzig, 1980, 171 p.
- STAHL, HENRY, *Croyances communes des chrétiens et des musulmans balkaniques*, Biblioteca română, Freiburg, 1979, 64 p.
- STIPČEVIĆ, ALEKSANDAR, *Kultni simboli kod ilira*, Centar za balkanološka ispitivanja, Sarajevo, 1981, 204 p.
- STOJANOVIĆ, DOBRILA, *Les coutumes citadines en Serbie au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e*, Musée des arts décoratifs, Beograd, 1980, 210 p.

- * * * *Теорчесто и схема в киното*, Софија, 1980, 158 p. *Струмица и струмичко во народноосвободителна војна од 1941 до септември 1943 година*, Струмица, 1980, 732 p.
- TÁLOSI, ISTVÁN, *Neprajzi Tanulmányok, irasak I*, Budapest, 1980, 573 p.
- THACKERAY, FRANK, W., *Antecedents of Revolution: Alexander I and the Polish Kingdom, 1815—1825*, East European Monographs, Columbia University Press, 1980, 197 p.
- * * * *The Comise Encyclopedia of World History* (edited by John Bowle), London, Hutchinson et Co., 1979, 448 p.
- TESTORI-CICALA, ALMA, *Problematica del matrimonio religioso in relazione all'ordinamento penale statale*, Milano, Dott. A. Giuffrè editore, 1980, 169 p.
- TÖNNES, BERNHARD, *Sonderfall Albanien*, München, Oldenburg Verlag, 1980, 512 p.
- TOKAYER, MARVIN, MARY SWARTZ, *The Fugue Plan: The Untold Story of the Japanese and the Jews During World War II*, Paddington Press, N. Y., 1979, 285 p.
- TSIROPOULOS, KOSTAS, E., *Ρομανική Ζωγραφική Βυζαντινή Ζωγραφική*, 'Εκ αἰκῆς „Αστήρ", 'Αθήνα, 1980, 217 p.
- VENEDIKTOV, GRIGORII, K., 1981, 269 p.
- * * * *Visage de l'Albanie*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1978, 592 p.
- * * * *Въпроси на етнографија и фолклористика*, БАН, Софија, 1980, 197 p.
- * * * *Ученици и последователи на Евтимие Търновски*, Софија, БАН, 1980, 627 p.
- * * * *Volkstumliche Überlieferungen in Württemberg (Glaube-Brauch-Heilkunde)*, Forschungen und Berichte zur Völkerkunde in Baden-Württemberg, Kommissionverlag Müller et Graff, Stuttgart, 1980, 393 p.
- WORSLEY, PETER, KITROMILIDES, PASCHALIS, *Small States in the Modern World. The Conditions of Survival*, Nicosia, 1979, 261 p.
- WHEDER, JESSE, H., KOSTBADE, TRENTON, J., THAMAN, RICHARD, S., *Regional Geography of the World*, N., Y., 1955, 625 p.
- ŽAAČEK, VĀCLAV, *Čechové a Poláci roku 1848*, Praha, 1948, vol. I 317 p; vol. II, 441 p.
- ŽAAČEK, VĀCLAV, *Slovanský sjezd v Praze 1848*, Praha, 1958, 615 p.
- ZAFFAGNO, ELENA, *Iniziativa Semantiche di Tacito annalista*, Università di Genova, 1981, 209 p.
- ŽEREV, STOJAN, *Езикът на Райко Жупиџов*, Софија, БАН, 1979, 238 p.
- ZIEGLER, JOSEPH, *Randnoten aus der Vetus Latina des Buches Job in spanischen Vulgatabeln*, Verlag der Bayerischen Ak. der Wiss., München, 1980, 57 p.
- ZIHERL, BORIS, *Zbrana Dela*, Slovenska Akademija Znanosti in umetnosti Institut za mark-sistične studije, Ljubjana, 1981, 270 p.
- ŽGANEC, VINKO, *Hrvatske Pučke pripjevke iz zelina i okolice*, Zelina, 1979, 290 p.

PRINTED IN ROMANIA.

TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- MARIA HOLBAN, *Din cronică relațiilor româno-ungare în secolele XIII—XIV* (De la chronique des relations roumano-hongroises aux XIII^e—XIV^e siècles). Coll. «Biblioteca istorică», LVII, 1981, 312 p.
- OLGA CIGANCI, *Companiile grecești din Transilvania și comerțul european între anii 1636 și 1746* (Les compagnies grecques de Transylvanie et le commerce européen de 1636 à 1746). Coll. «Biblioteca istorică», LIV, 1981, 208 p.
- * * * *Documenta Romaniae Historica. B. Țara Românească. IV* (1536—1550). Sous la direction de Damaschin Mioc, 1981, 411 p.
- * * * *Documenta Romaniae Historica. C. Transilvania* (1356—1360), XV^e volume. Sous la direction de Ștefan Pascu, 1981, 660 p.
- * * * *Documenta Romaniae Historica. A. Moldova*, III^e volume (1487—1504). Ed. par C. Cihodaru, I. Caproșu et H. Ciocan, 1980, 650 p.
- VIRGIL MIHĂILESCU BÎRLIBA, *La monnaie romaine chez les Daces Orientaux*, Coll. «Bibliotheca Historica Romaniae», Monographies XXIII, 1980, 312 p.
- ALEXANDRU DUȚU, *European Intellectual Movements and Modernization of Romanian Culture*, Collection Bibliotheca Historica Romaniae, 62, 1981, 198 p.
- LIGIA BĂRZU, *La continuité de la création matérielle et spirituelle du peuple roumain sur le territoire de l'ancienne Dacie*, 1980, 111 p. (L'ouvrage existe également en version anglaise et roumaine).
- ANDREI PIPPIDI, *Hommes et idées du Sud-Est européen à l'aube de l'âge moderne*, coédition avec le CNRS—France, 1980, 372 p. + 21 figs.
- * * * *Constituirea statelor feudale românești* (La formation des Etats féodaux roumains), 1980, 328 p.
- VENIAMIN CIOBANU, *Relațiile politice româno-polone între 1699—1848* (Les relations politiques roumano-polonaises entre 1699—1848), 1980, 238 p.
- * * * *Revoluția din 1821 condusă de Tudor Vladimirescu. Documente externe* (La révolution de 1821 dirigée par Tudor Vladimirescu. Documents de l'étranger). Sous la direction de Vasile Arimia, Ielița Gămulescu et al., 1980, 496 p.
- ION I. RUSSU, *Daco-geții în Imperiul Roman (în afara provinciei Dacia traiană)* (Les Daco-Gètes dans l'Empire romain, en dehors de la province de Dacie), 1980, 115 p.
- * * * *Inscriptiones Daciae et Seythiae Minoris Antiquae*, Series altera, vol. V : *Capidava-Troesmis-Noviodunum*. Ed. par Emilia Doruțiu-Boilă, 1980, 351 p. + 63 pl.

ISSN 0035 —2063

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XX, 1, P. 1 — 186, Bucarest, 1982



I. P. Informația c. 1757

43 456

Lei 40.—